

Avec ce numéro, supplément « Initiatives »

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14185 – 5 F — MERCREDI 5 SEPTEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Dégel en Corée

DEPUIS quarante-cinq ans, les deux Corées nous ont habitués à des annonces spectaculaires, mais rarement suivies d'effet. On ne compte plus les rencontres et « sommets » annulés, les offres d'un camp repoussées par l'autre, les propositions torpillées, les chutes et les remontées rapides de tension, sans parler des attentats dans lesquels Pyongyang était passé maître pendant les années 80.

Dernier repaire d'une guerre froide en voie de dissolution, la péninsule coréenne semble avoir réussi – pour la première fois – à établir un véritable contact officiel à très haut niveau avec l'arrivée, mardi 4 septembre à Séoul, du premier ministre nord-coréen. Pour rencontrer son homologue sudiste, il a dû traverser Panmunjom et cette zone démilitarisée qui balafre le pays depuis la fin de la guerre de Corée en 1953.

IL ne faut pas se faire trop d'illusions sur un accord rapide et durable entre frères ennemis. Pourtant, le dialogue a remplacé l'invective, et il s'agit là d'un pas symbolique, spectaculaire, et qui traduit, bien entendu, un nouveau rapport de forces. Le vieux maréchal Kim Il-sung ne peut plus compter sur ses alliés chinois et soviétiques pour continuer à se surarmer. Au contraire, Pékin et Moscou veulent à tout prix éviter une nouvelle explosion à leurs frontières et n'ont plus les moyens de fournir à jet continu des armes à un régime qui, de surcroît, ne peut plus les payer.

Le gouvernement spartiate et répressif de Pyongyang rappelle d'autre part trop aux Soviétiques ce à quoi M. Gorbatchev leur a permis d'échapper. Moscou laisse même écrire aujourd'hui que l'agresseur, en 1950, lors du déclenchement de la guerre de Corée, était bien le Nord, et non le Sud. Un Sud avec lequel le Kremlin espère développer de fructueux échanges économiques et commerciaux, avant de normaliser prochainement les relations diplomatiques.

POUR Séoul, le plus important était l'ouverture du dialogue. Encore faut-il à présent ménager la Corée du Nord en évitant de la placer le dos au mur. Derrière sa rhétorique de guerre froide, Pyongyang se trouve dans une situation très délicate qui la contraint à chercher dans le dialogue avec le Sud un moyen de rompre son isolement. Le Nord ne peut même plus s'appuyer sur la Chine, qui attend un soutien important de Séoul, un de ses principaux partenaires commerciaux, tandis que Moscou et Pyongyang se battent froid. Et dans la course aux reconnaissances diplomatiques à travers le monde, le Sud a pris nettement l'avantage sur son rival.

Raison de plus, pense-t-on à Séoul, d'inciter Pyongyang à transformer ses épées en charrues. Le budget militaire du Nord ne représente-t-il pas plus de 20 % de son PNB, contre 6 % au Sud ? La rencontre entre chefs de gouvernement permettra aussi aux Nord-Coréens de constater de leurs propres yeux l'immensité du fossé qui sépare aujourd'hui le Sud prospère d'un Nord à la traîne. Une raison supplémentaire d'accueillir cette « première » comme une démarche bienvenue.

Lire nos informations page 8


M 0147 - 905 0 - 5,00 F

Qualifiant l'Irak d' « Etat prédateur »

Moscou relance l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient

Bagdad a confirmé lundi 3 septembre l'interdiction faite aux avions étrangers d'évacuer d'Irak les femmes et les enfants dont il avait promis la libération. L'Irak a demandé aux Etats ayant sur son territoire « des ressortissants en grand nombre » de livrer des produits alimentaires « pour assurer les besoins » de ces derniers. M. Chevardnadze, chef de la diplomatie soviétique, a proposé la tenue d'une conférence internationale pour résoudre la crise du Golfe, tout en soulignant l'importance du maintien des sanctions contre l'Irak, qualifié d' « Etat prédateur ». A Tunis, le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chedli Klibi, a démissionné. La France a, quant à elle, annoncé l'attribution d'une aide d'urgence à la Jordanie.

Dans un discours prononcé mardi 4 septembre devant la conférence organisée à Vladivostok sur le thème « Dialogue, paix, coopération », le ministre soviétique des affaires étrangères a déclaré que, parmi les solutions possibles à la crise du Golfe, l'URSS envisage de *« hâter la convocation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, sans renvoyer à plus tard la tâche de parvenir à un règlement global sous l'égide de l'ONU ». « L'accord d'Israël à une telle conférence pourrait avoir une grande influence sur la situation »*, a souligné M. Chevardnadze, qui propose l'organisation d'une manifestation de ce genre depuis plusieurs années. *« Pour sa part, l'Union soviétique ne laisserait pas sans réponse une telle démarche d'Israël et jetterait un regard nouveau sur les relations soviéto-israéliennes »*, a-t-il ajouté.

Tout en observant que la priorité dans le règlement de la crise du Golfe *« doit incontestablement être donnée aux moyens non militaires »*, le ministre soviétique a affirmé que la communauté internationale *« ne peut pas permettre l'émergence d'Etats prédateurs ou de régimes pirates, car cela conduirait irrémédiablement à l'érosion de la loi et de l'ordre internationaux et cela déstabiliserait les relations internationales ». « Un règlement pacifique ne devrait en aucune façon faire croire que l'agresseur n'a rien à craindre »*, a encore dit M. Chevardnadze, qui s'est dit *« convaincu que les sanctions produiront leur effet et pousseront les dirigeants irakiens à entendre la voix de la raison »*.

Avant de quitter Pyongyang lundi, le chef de la diplomatie soviétique avait signé avec son collègue nord-coréen un communiqué commun réclamant *« le retrait immédiat des troupes irakiennes du Koweït, le rétablissement de la souveraineté de cet Etat et l'application par tous les pays des résolutions du Conseil de sécurité »*. Quelques jours plus tôt, le ministère nord-coréen des affaires étrangères, tout en condamnant l'invasion du Koweït par l'Irak, avait aussi critiqué la présence de l'armée américaine dans la région, mais le communiqué soviéto-nord-coréen ne fait pas allusion à ce dernier point.

Lundi également, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères avait tenu à se démarquer des propos tenus par le général Lobov, chef d'état-major du pacte de Varsovie, selon lequel le déploiement américain va remettre en cause les négociations de Vienne sur les armements conventionnels. *« Je n'ai pas dit cela et je ne peux y voir un lien. Les pourparlers de Vienne portent sur les forces en Europe*, a dit M. Guerassimov, *et les difficultés rencontrées* [à ces négociations] *n'ont pas de rapport avec la présence américaine en Arabie saoudite. Les Américains sont arrivés là-bas non pas de leur propre initiative, mais après avoir été provoqués par les actions des Irakiens. »*

Lire la suite page 7

Jordanie : l'exode des laissés-pour-compte

AMMAN

de notre envoyé spécial

Cent mille réfugiés venant pour la plupart du Koweït sont actuellement « en souffrance » sur le territoire jordanien. Leur nombre a doublé en moins d'une semaine. De cinq à dix mille nouveaux arrivants, en grande majorité des Arabes et des Asiatiques qui travaillaient dans l'émirat, franchissent toutes les vingt-quatre heures la frontière irako-jordanienne. Ce rythme devrait encore s'accélérer dans les prochains jours. A Amman, où ces indications officielles ont été diffusées lundi 3 septembre, le gouvernement a tiré le signal d'alarme et lancé un appel à la communauté internationale pour une aide d'urgence et, surtout, la fourniture des moyens de transports nécessaires au rapatriement de ces victimes de l'invasion irakienne.

« C'est une tragédie », a déclaré le prince Hassan qui gouverne le royaume hachémite en l'absence de son frère, le roi Hussein. En effet, cet exode massif est un fardeau insupportable pour ce petit pays de trois millions d'habitants qui a depuis longtemps son lot d'autres réfugiés – palestiniens – et qui est l'un des plus éprouvés par les diverses conséquences de la crise du Golfe.

FRANCIS CORNU

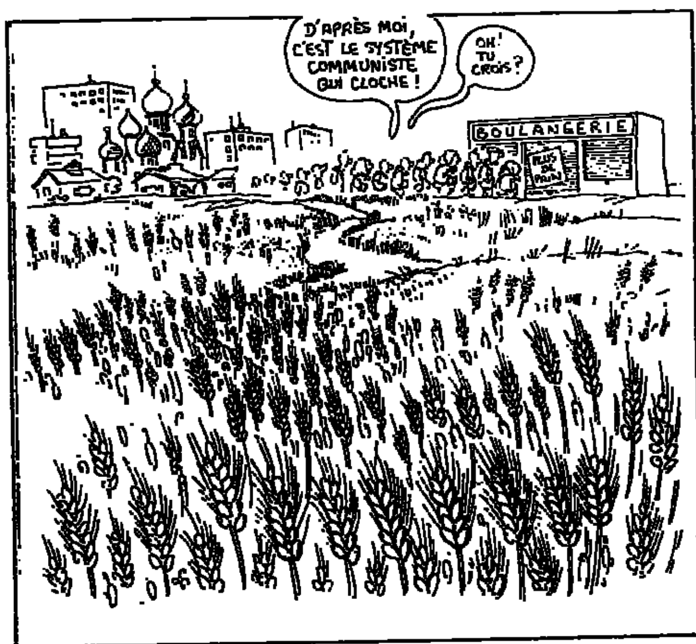
Lire la suite page 4

Lire également

Les difficultés de la perestroïka

Les pénuries alimentaires s'aggravent en URSS

La situation économique ne cesse de se détériorer en URSS. Après la pénurie sévère de divers produits d'usage courant, c'est le pain qui, pour la première fois depuis au moins vingt-cinq ans, commence à manquer à Moscou où de longues files s'allongent devant les boulangeries. M. Gorbatchev a désigné trois commissions chargées de superviser les divers aspects de la situation mais l'action du gouvernement est vivement contestée par le président du Parlement de Russie, M. Eltsine.



Lire nos informations page 8

Le sommaire complet se trouve page 42 - section C

Le Monde Initiatives

Un nouveau supplément consacré aux problèmes de la formation et des carrières

Initiatives... En donnant ce titre à son nouveau supplément du mardi (éditions datées mercredi), *le Monde* a voulu mettre l'accent sur ce qui, dans notre société instable, est de plus en plus demandé : l'imagination et le mouvement. Consacré aux problèmes de la formation et des carrières, *Initiatives* se veut un observatoire de ce qui bouge dans les écoles, les universités, les entreprises ou les administrations. Il se propose d'aider les étudiants et les professionnels à préparer leur avenir.

Le temps n'est plus, on l'a suffisamment dit, où les hasards de la naissance commandaient les trajectoires individuelles. Certes, les déterminations sociales continuent de peser de tout leur poids. Mais les transformations technologiques et économiques vont à un tel rythme que nul ne peut être assuré de son destin, s'il ne se dote à temps des atouts correspondant à ses projets. De l'école à la retraite, il faut, à tout moment, être capable de faire les bons choix, si l'on veut éviter de se trouver un jour hors jeu. Les institutions se diversifient, deviennent de plus en plus complexes. Chaque jour ou presque des formations, des entreprises, des métiers se créent. D'autres disparaissent ou se transforment profondément. Conduire sa vie professionnelle et personnelle devient un art, exigeant informations et décisions. La relation entre l'école et le métier se fait de plus en plus ténue. Elèves et professeurs ne séparent plus le savoir de la pratique professionnelle sur laquelle il débouche : salariés et employeurs savent que l'apprentissage se poursuit tout au long de la carrière.

En traitant, dans un même lieu, la formation et l'emploi, *le Monde* prend acte de cette évolution. Les lecteurs retrouveront dans *Initiatives* les informations qu'ils avaient l'habitude de chercher dans le supplément Campus (du mercredi) et dans les pages Emploi (du mardi). Mais *Initiatives* ne se réduit pas à un changement de cadre. Le rapprochement d'éléments qui s'étaient développés séparément dans notre journal marque la volonté du *Monde* de créer un espace nouveau pour les « ressources humaines ».

Les aspects plus proprement pédagogiques de la formation, ainsi que l'actualité scolaire, seront traités, eux, dans un nouveau supplément Education, paraissant le mercredi et ce à partir de demain.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM : Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

La réforme de l'orthographe

« Enfin Malherbe vint »

par Jérôme Peignot

Si l'ancien français n'employait pas d'accent, c'est que les mots étaient pourvus des lettres qui les composaient en bonne logique langagière. Bâtir se disait bastir ; tête : teste ; âge : eage : crûment : cruement ; sûr : seur... L'orthographe invitait à une intériorisation de l'expression ; à faire de celle-ci le prétexte à une authentique création.

Plus tard, au seizième siècle, quand, sous prétexte de simplifier, les lettres « e » et « s » eurent été supprimées, on s'avisa qu'en la limitant à sa seule transcription, on risquait de remettre le caractère impondérable de la langue en cause et, ce faisant, de la compromettre dans son intégrité même. La célèbre formule « *Enfin Malherbe vint* » ne dit pas autre chose, qui évoque le rôle de médecin de ce poète appelé au chevet de la langue française moribonde et qui lui administra, *in extremis*, le traitement grammatical qui la sauva. La potion qu'il prescrivit à la malade, pour l'essentiel, consista à revenir à ce que les Grecs appelaient l'« esprit ». Ce procédé d'accentuation apparenté à l'écriture neumatique avait assuré à la langue grecque la pérennité qu'on sait.

C'est ainsi que Malherbe donna force de loi à la décision de Jacobus Sylvius, qui, en 1531, avait le premier eu l'idée du recours à l'accent circonflexe, singulièrement pour noter les diphtongues. En 1740, l'Académie, qui avait pourtant cautionné cet emploi, fit une première fois marche arrière et sanctionna la suppression de cet accent sur l'« u » des participes (vu, reçu). De la même manière, alors qu'elle le maintenait sur certains mots en « ument » (goulûment, incongrûment, indûment), elle admit sa disparition dans d'autres (éperdument, ingénument, résolument).

Les fabricants font la loi

Si, depuis la Renaissance, en dépit des attaques qu'il a subies, l'accent circonflexe s'est tout de même maintenu au-dessus de nos lignes, c'est qu'il avait fini par faire partie si intégrante du français que l'idée ne venait pas même de le supprimer.

Dans la mesure où elles témoignent d'une attitude éminemment spécieuse, les raisons qu'invoque aujourd'hui l'Académie pour entraîner la suppression de ce malheureux accent doivent être analysées avec soin. Elle invoque tout d'abord le fait qu'il est la principale cause des fautes d'orthographe, souligne ensuite le caractère soi-disant « *incohérent* » et « *arbitraire* » de son emploi, qui empêche tout « *enseignement systématique* ». Enfin, elle ajoute qu'il n'est jamais « *nécessaire* ». En somme, sous prétexte qu'il doit être systématique – ce que rien ne justifie, – ce sont ceux qui font des fautes d'orthographe qui finissent par faire autorité. Et si, en haut lieu, on s'était contenté de ce mauvais coup porté à la langue ! Mais non, on en a remis, allant même jusqu'à écrire que « *le véritable remède serait donc la disparition de ce signe et son remplacement par les autres accents sur la voyelle e* ». Si on veut bien admettre qu'avec cet accent circonflexe c'est une dimension poétique, donc essentielle de notre langue qui s'en va, force sera de reconnaître que, loin de la défendre, le propos de l'Académie a consisté à assister à sa mise à mal.

La France ne fabriquant pas plus les photocomposeuses que les imprimantes d'ordinateurs propres à diffuser notre langue sans requérir, de la part de leurs utilisateurs, à ces manipulations sans lesquelles les accents ne sauraient agrémenter nos lettres, ce sont donc les fabricants de ces machines qui font la loi. Les choses ne se seraient pas passées ainsi si les lecteurs s'étaient montrés plus vigilants. Il est vrai aussi que les Français se sont détournés de la lecture et qu'après tout ils ont leur part de responsabilité dans le fait que l'oiseau s'est envolé.

► Jérôme Peignot, écrivain, est docteur d'Etat (Paris-I).

Allons plus loin

par Raoul Vanhoutte

RÉFORMETTE ! Traits d'union, trémas, accents, ce sont là bouts de chandelles ! La France conservatrice s'en voudrait de suivre, en matière d'orthographe, l'exemple de l'Italie et de l'Espagne où, par exemple, tous les PH ont été radicalement remplacés par F.

On va s'écrier : « Mais il faut respecter l'étymologie ! » Faribole ! Snobisme d'intellectuel ! Comme si l'étymologie n'avait pas été violée dans des milliers de mots ! Ecrit-on encore, comme l'exigerait l'étymologie, HAVOIR, HESPAGNE, PHANTAISIE, PHANTOME, QUARRÉ, QUARREFOUR, PHRÉNÉSIE, et, comme au dix-septième siècle, RHYTHME ? Ce dernier mot a-t-il perdu quelque chose de sa valeur sémantique et de son expressivité par la suppression de son premier H ? Serait-il dénaturé si on l'écrivait maintenant RYTME, ou même RITME ?

Au nombre des réformes qui me semblent nécessaires, je note, parmi d'autres :

– la suppression pure et simple de tout H initial non aspiré. Tout serait alors beaucoup plus clair. L'on ne verrait plus des journalistes écrire fautivement LE HIATUS, l'on n'entendrait plus des commentateurs dire LES Z'HANDICAPÉS ;

– l'uniformisation des pluriels de tous les noms et adjectifs en EU et en AU, par adjonction de la lettre X. Sont particulièrement intéressés par cette réforme les mots PNEU, BLEU, LANDAU, SARRAU ;

– l'uniformisation des pluriels des noms et adjectifs en OU. Pourquoi ne pas accorder un X au pluriel de tous ces mots, pour les mettre sur le même pied que ceux de la ligne précédente ? Les RIPOUX me semblent mériter des ÉCROUX et des VERROUX ;

– enfin et surtout, le remplacement de la lettre T par la lettre C, comme dans la langue espagnole, chaque fois que ce T se prononce C. Nous n'aurions plus alors des aberrations phonétiques telles que celle-ci : NOUS PORTIONS LES PORTIONS.

► Raoul Vanhoutte, professeur honoraire à Nantes, est membre de la Société des poètes français.

L'imagination décoiffée

par Jacqueline Bouchet

IL est de bon ton aujourd'hui de raser tout ce qui dépasse, de supprimer tout ce qui ne sert pas une immédiate utilité. Dans les vieilles rues du vingtième arrondissement, on abat peu à peu les maisons en saillie pour aligner au cordeau de nouvelles bâtisses, le béton rectiligne qui saluera plus respectueusement le flot des véhicules ; notre langue hélas ! n'a pas échappé à cette manie de l'uniformité, à cette rage du fonctionnel : les accents circonflexes viennent de subir cruellement leur assaut, appelés à disparaître chaque fois qu'ils ne marqueront pas une nuance de prononciation.

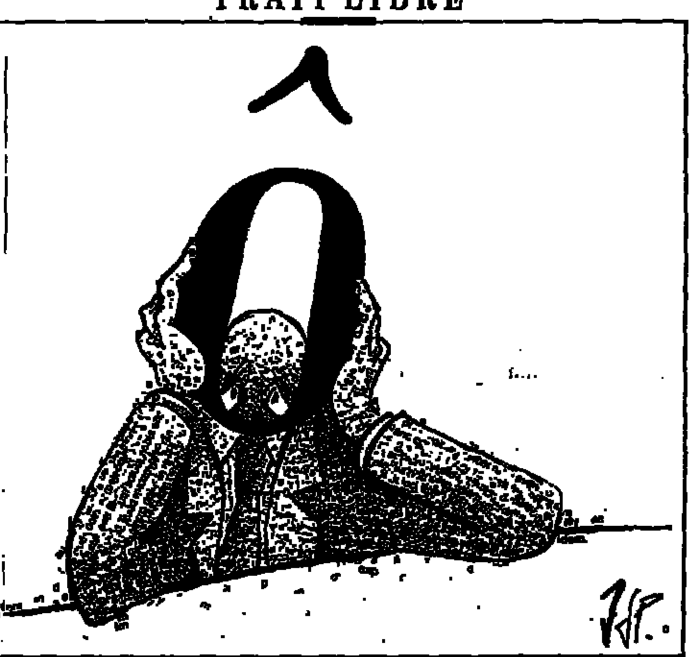
Tel le promeneur déconcerté devant des rues sans âme qu'il ne reconnaît plus, l'amoureux des mots pleure ces petits signes ailés qui faisaient voyager son imagination : décoiffés, presque déshabillés, volés, désarmés, les mots figurant sur la liste des « proscrits » sont tristement méconnaissables ; la voute, décapitée, n'est plus qu'arcade en ruine, le mois d'aout sans ombrelle ne dit plus les ardeurs redoutables du plein été, le gout devient parent pauvre de l'égout ou... du dégout ; l'abime rejoint enfin la cime et – foin de délicieux vertiges – assure ce nivellement si cher à notre époque.

Heureux le hasard de l'homophonie qui laisse à sûr l'abri rassurant du toit, à mûr la clôture (cloture ?) propre à exalter les saveurs ! Heureux le sursaut des académiciens défendant les coquetteries de certains de nos verbes !

« Le superflu, chose très nécessaire » est une formule que notre siècle chante mieux encore que Voltaire quand il s'agit de vanter la course vers un confort de plus en plus sophistiqué. Ne pouvait-on tolérer qu'elle s'appliquât aussi à notre langue et ne pas priver le lecteur de ces signes qui, associés aux lettres, nuancent et agrémentent le pouvoir de suggestion des mots. *« A noir, E blanc, I rouge... »* L'accent circonflexe peut faire aussi rêver.

► Jacqueline Bouchet est professeur agrégée de lettres classiques à Paris.





Avant 1835

par Michel Glatigny

LA mythologie grecque évoque l'aventure des Géants qui voulaient atteindre la *cime* de l'Olympe et se rapprocher de la *voûte* du ciel pour détrôner Jupiter. Ils en furent punis. Les mots français *voûte* et *cime* auraient-ils gardé quelque chose de la malédiction qui pesa sur les révoltés ? M. Pierre Bénard (*le Monde* du 30 juin), légitimement inquiet des dérives possibles d'une très modeste réforme de l'orthographe, craint qu'à côté de *voute* et de *voûte*, ne se profilent, dans une relative liberté, des graphies aberrantes, *vouthe*, etc. Une telle crainte manifeste un respectable désir de sauvegarder la forme écrite de notre langue. Mais l'histoire permet d'apporter des apaisements.

En effet, l'existence de deux formes de *voute*, parfaitement attestée, n'a produit, à ma connaissance, aucun des monstres dont on craint l'apparition. Dans l'édition de 1706 du Dictionnaire français de Richelet, nous lisons la sous-entrée suivante : Voute en plein cintre, voûte surbaissée, voûtes surhaussées, voutes à lunettes (...).

Etourderie de l'imprimeur ? Peut-être. Désinvolture caractéristique par rapport à la graphie ? En tout cas, Furetière, dans son Dictionnaire universel de 1690, donne *voute, vouté, vouter*, sans accent circonflexe. Parmi les exemples et définitions nous lisons : *« Les reins de la voute, ce sont les costez de la voute qui la soustiennent »*. En une ligne, nous rencontrons trois mots qui s'écrivaient autrement que de nos jours ! Et ce n'est pas un fait isolé. La quatrième édition du Dictionnaire de l'Académie (1762) donne à environ un mot sur quatre une livrée différente de celle sous laquelle il figure dans la première édition du même dictionnaire (1694).

Tout cela n'empêche pas de rêver sous la *voûte azurée (voute azurée)*, expression que la plupart des dictionnaires se transmettent d'âge en âge, de Furetière au grand Robert de la langue française. Libre à chacun de rêver aussi à la forme des mots, à leur esthétique, au charme que peuvent produire, sur tel d'entre nous, certains aspects phoniques ou graphiques des termes que nous utilisons. L'écrivain ne peut faire autrement : artiste en mots, sensible à la pulpe même des productions du langage, il y voit bien autre chose qu'un moyen de simple communication utilitaire.

Il est normal, nécessaire, que les gens de lettres attachent une importance capitale à la forme des mots qui chantent dans leur esprit. Il est bon qu'ils fassent entendre leur voix. Mais la langue est-elle leur propriété exclusive ou celle, aussi, du groupe social qui l'emploie et hors duquel elle n'aurait pas d'existence ? Une infime minorité doit, certes, être entendue ; mais peut-elle prétendre imposer totalement son point de vue à l'immense majorité des utilisateurs ?

Or ceux-ci ont bien changé depuis 1835, époque à partir de laquelle l'orthographe, elle, n'a pas évolué, alors qu'elle avait été, petit à petit, modifiée en cent cinquante ans. La modeste réforme qu'on nous propose résout-elle toutes les difficultés ? Sûrement pas ! Est-elle inattaquable ? Pas plus que tous les efforts faits pour rattraper le temps perdu, tout en tenant un compte légitime des stigmates du conservatisme. Elle supprime quelques difficultés particulièrement choquantes et inutiles. Elle désacralise ce qui n'était qu'un état historique de la graphie française.

► Michel Glatigny est professeur émérite de linguistique à l'université Charles-de-Gaulle (Lille-III).

Quand l'œil écoute

par Jean-Marie Zemb

Si l'explosion démographique menace la culture d'une société, c'est le malthusianisme philologique qui menace cette identité de la culture que l'on s'accorde à relier à la langue. Si le français n'est pas capable de dénommer des objets, formes, procédés et comportements nouveaux, il dépérit. On ne pourrait même pas se résoudre à abandonner à la honte de la néologie toute la nomenclature barbare des choses fabriquées, les termes techniques, et se retirer, à l'abri de la ligne Maginot des mots croisés, dans les délices de la conscience tranquille des bons vieux mots ordinaires, à qui tout le monde doit tout, car pour cent mille mots il y a un million de termes. Le Conseil supérieur de la langue française pouvait-il se résigner à un régime d'apartheid linguistique, où une langue-à-termes coexisterait avec une langue-à-mots intouchable ? La moindre des choses consiste, l'évidence me dispense d'argumenter, dans la réglementation de la croissance.

Depuis qu'une vraie fausse erreur fit traduire « probable » non par éprouver mais par approuver, on répète, mais du bout des lèvres, que « l'exception confirme la règle », alors qu'elle l'infirme désespérément. Comment diminuer le nombre des règles sans augmenter celui des exceptions, comment réduire sensiblement le nombre des exceptions sans multiplier les règles, sinon en prêchant par l'exemple, en appliquant au trésor des mots ce qu'on veut imposer à la banque des termes ?

Les « rectifications » (l'appellation n'est pas hypocrite, mais pertinente) qui concernent le phénomène de la soudure (agglutination) et de la ligature (trait d'union) apparaissent comme une intégration judicieuse de la diachronie dans la synchronie : il y aurait ainsi au moins trois étapes d'un complexe signifiant vers l'unité signifiée, *langue de terre, tête-à-tête, portefeuille*. De telles conventions graphiques obligent parfois à convertir du continu en discret, et on imagine assez bien que cette métamorphose de termes en mots occupera toujours, dans le détail, une Académie justement immortelle. La soudure des numéraux complexes est à cet égard très intéressante. Il est proposé de ne traiter les expressions à ligature composées d'un verbe et d'un nom (par exemple *chasse-neige*) ou d'une préposition et d'un nom (par exemple *sans-abri*) qu'en bloc, le signe du pluriel portant sur l'ensemble et non sur le dernier élément : *des chasse-neiges, des sans-abris*. Cette rectification fort heureuse n'est cependant appliquée que partiellement aux numéraux complexes : on écrira certes *mille-deux-cent-quatre-vingt-trois*, mais *mille-deux-cents* et *deux-cent-quatre-vingts*, qu'il y ait ou non un groupe nominal, accentué ou non (*quatre-vingts hommes et deux cents chevaux*). Au nom d'une liaison formellement accidentelle, et qui pourrait se faire sans être notée, comme dans *entre quatre yeux*, ou autrement, par exemple par la désinence -z, on perturbe un système que l'on peut bien appeler naturel, et qui laisserait l'écriture des nombres, en lettres comme en chiffres, indépendante de la mention des choses comptées.

Le cas des nombres complexes n'est pas seulement intéressant parce qu'il fut l'objet de concertations approfondies, mais parce que le litige portait sur la nature et la fonction de la graphie. Les lettres françaises ne sauraient se comparer aux images chinoises. Elles ne se réduisent cependant pas à la transcription des sons. Outre que la notation de l'intonation et des rythmes n'est guère concevable, une pure orthographe de l'oreille serait sans doute beaucoup plus pauvre que l'orthographe actuelle et future. Selon le rapport du Conseil, c'est à la demande de l'Académie française que sera conservé l'accent circonflexe sur les infinitifs du type de *naître* et *paraître*. Il se trouve que les syllabes concernées sont longues. Même si les longues sont rares à être ainsi marquées, l'accent circonflexe que l'Académie ne veut pas sauver sur *naît* et *paraît* rappelle en réalité le *s* (dans *paraître* aussi) maintenu ailleurs dans la conjugaison de ces verbes. C'est que l'orthographe est aussi l'affaire de l'œil. Elle est un peu leçon de choses à travers la leçon de mots, si je puis tirer de l'oubli des disciplines de l'école primaire et suggérer ainsi un renouvellement de la classe d'orthographe, dictées comprises, que l'orthographe rectifiée rendrait singulièrement intéressante.

L'usage moyen de la prononciation canonique n'est évidemment pas méprisable ou secondaire. Mais l'oreille n'est pas tout, je veux dire que l'œil n'est pas seulement un substitut d'oreille, un intermédiaire entre deux paroles. L'œil, qui lit à sa manière, saccadée, rapide, et qui relit volontiers, est concerné en propre, et avec lui plus directement l'intelligence de la langue. Manifestement, c'est à l'œil que pensait le Conseil, à l'œil humain, mais aussi, et cela devenait indispensable, à l'œil de l'ordinateur. On peut espérer qu'à l'avenir cet aspect (*sic*) des choses pèsera encore davantage dans le débat, car le coût relatif de l'analyse automatique des textes qui comprennent termes et mots prendra bientôt une importance décisive.

► Jean-Marie Zemb est professeur au Collège de France.

Le Monde

Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

AU COURRIER DU Monde

Si l'on avait demandé aux profs leur avis...

J'ignore quelle commission a suggéré qu'on écrive « abime » ou « voute » sans accent circonflexe et « mille-sept-cents-quatre-vingts-neuf » avec des traits d'union et des « s » à vingt et à cent, mais je serais fort étonné qu'il y eût (supprimera-t-on l'accent ?) dans cette éminente, forcément éminente commission, comme dirait Duras, un seul instit – pardon, professeur d'école – ou un seul professeur enseignant en collège, c'est-à-dire un de ceux qui sont chargés d'enseigner l'orthographe et qui seront, demain, chargés d'appliquer la réforme.

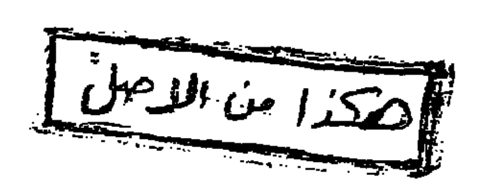
On réforme l'orthographe pour les doués de l'orthographe, les familiers de Grévisse et les abonnés des concours pivotesques qui savent que « bonhomie » ne prend – ne prenait – qu'un « m ». Et tant pis si les copies du bac continuent d'être farcies de « biensur » et de choses « interressantes ».

Si l'on avait demandé aux profs – qui en voient de toutes les couleurs – leur avis sur les adjectifs de couleurs, peut-être auraient-ils souhaité ne plus être toujours marrons et que les rouges-à-lèvres quelquefois soient cerises.

Mais si l'on avait demandé aux profs leur avis sur la suppression des accents, ils auraient, sans nul doute, su trouver les mots pour dire que les fautes d'orthographe se multiplient dès que sont négligés les virgules et les accents, dès que tout devient informe.

L'accent, c'est le relief, le détail artistique et le stigmate de l'Histoire. Le supprimer, c'est rendre les mots plus tristes, et la tristesse ne convient pas à la pédagogie.

Gilbert Caillat,
professeur certifié de lettres à Caluire



LA CRISE DU GOLFE

La France accorde à la Jordanie une aide d'urgence

La France a décidé d'accorder à la Jordanie une aide d'urgence de 4 millions de francs (750 000 dollars) destinée à contribuer au financement du transit des réfugiés qui ont afflué dans ce pays à la suite de l'invasion du Koweït par l'armée irakienne. Cette aide, annoncée à l'issue d'un entretien entre M. Mitterrand et le roi Hussein de Jordanie, arrivé lundi après-midi à Paris en provenance de Bonn, s'ajoute à l'assistance alimentaire d'urgence déjà décidée par la CEE, d'un montant de 2 785 000 écus (environ 3,62 millions de dollars).

Au cours de cet entretien de plus d'une heure, M. Mitterrand a expliqué, selon le porte-parole de la présidence, M. Hubert Védrine, la position de la France, qui *« applique scrupuleusement le mandat fixé par l'ONU »*. Le chef de l'Etat a *« regretté que la communauté arabe n'ait pas été en mesure »* de régler le problème en son sein. *« Si les Arabes pouvaient se rassembler sur une position commune, la France s'en réjouirait »*, a-t-il réaffirmé en soulignant que Paris maintiendrait le dialogue avec la Jordanie.

Le roi Hussein, dans une brève déclaration à la presse, s'est déclaré *« optimiste »* et a affirmé qu'il persisterait dans sa tentative de trouver une solution négociée à la crise. *« Je crois que les résultats seront positifs parce que la raison doit prévaloir. Nous devons éviter qu'un désastre se produise »*, a-t-il ajouté.

• A Alger, les ministres des affaires étrangères des cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA) se sont séparés lundi sur un résultat *« minimum »*, à l'issue d'une session extraordinaire consacrée à la crise du Golfe, en adoptant *« un document de travail »* qu'ils doivent encore soumettre aux chefs d'Etat maghrébins. Aucune indication n'a été donnée sur la teneur de ce document qualifié, de source algérienne, de *« contribution à la recherche d'une solution »* à la crise du Golfe.

• A Amman, on apprenait lundi de source proche du secrétaire général de l'ONU que M. Javier Perez de Cuellar a proposé à l'Irak, au cours de ses entretiens avec le chef de la diplomatie de Bagdad, la création d'une commission conjointe ONU-Irak sur la situation des étrangers retenus en Irak et au Koweït.

• A Bagdad, l'Ordre des avocats d'Irak a pris des *« contacts élargis »* dans le monde arabe pour intenter un procès au président américain George Bush pour *« crimes contre l'humanité et les peuples qui aspirent à la liberté »*. Le doyen des avocats irakiens, Me Hamed El Raoui, a précisé que ces contacts avaient comme objectif de préparer *« l'acte d'accusation »* et *« fixer la date et le lieu du procès qui se déroulera à l'instar de celui de Nuremberg contre les nazis »*.

• A Amman, des responsables de l'OLP ont affirmé lundi que le Qatar était en train d'expulser des émigrés palestiniens avec leur famille, ainsi que des représentants de l'OLP. Ces expulsions seraient motivées par le mécontentement des autorités de cet émirat, qui avait toujours été très hospitalier à l'égard des Palestiniens, après le soutien accordé par M. Yasser Arafat au président Saddam Hussein. Des membres de l'ambassade de Palestine à Amman affirment qu'ils ont reçu des centaines de plaintes de leurs compatriotes expulsés de plusieurs émirats ou qui n'ont pas eu l'autorisation de continuer à y travailler. On signale même des étudiants palestiniens expulsés d'Egypte. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Le gouvernement français favorable à une extension de l'embargo

M. Roland Dumas : « L'épreuve de vérité approche »

M. Roland Dumas a annoncé lundi 3 septembre que la France était favorable à un renforcement de l'embargo contre l'Irak. Il n'a pas exclu que la France soit amenée à participer à un conflit armé dans le Golfe.

Des chances existent encore de trouver une solution pacifique à la crise du Golfe, si minimes soient-elles, mais *« peut-être n'existeront-elles plus d'ici quelques jours »*, *« l'épreuve de vérité approche »*, a déclaré, lundi 3 septembre, le ministre français des affaires étrangères. M. Roland Dumas, très à son aise pour répondre aux questions des journalistes lors de l'émission « L'heure de vérité » d'Antenne 2, a su donner l'impression d'avoir parfaitement en mains le suivi de cette crise du côté français. Il s'est à peine caché d'avoir choisi d'inviter, parmi la brochette de ministres qui composaient le plateau, plutôt M. Bérégovoy que M. Chevènement, autrement dit d'avoir imposé son point de vue dans la gestion de cette affaire.

Il aura su aussi donner le plus souvent l'impression que le langage de la diplomatie n'était pas celui de la dérobade, mais pouvait aussi être celui de la fermeté. L'heure n'est plus aux précautions verbales, au souci de se démarquer avant tout des Etats-Unis, ni à celui de ménager d'hypothétiques sensibilités amies dans la région en se berçant de l'illusion qu'elles accoucheront d'une *« solution arabe »* à la crise. *« Où peut être une solution arabe, puisque le monde arabe est divisé ? »* se demandait M. Roland Dumas, presque en même temps que le président de la République, qui venait de recevoir à l'Elysée le souverain hachémite. *« Des propositions ont été faites par le roi Hussein de Jordanie, par les Tunisiens, par l'OLP... Quelle que soit l'ingéniosité des diplomates ou des chefs d'Etat qui se sont mobilisés, jusqu'à présent aucun écho n'est revenu d'Irak qui permettrait de penser qu'une de ces solutions a une chance de prospérer »*, a déclaré M. Roland Dumas, en rappelant que le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, s'était *« trouvé devant un mur »* lors de sa rencontre avec le ministre irakien des affaires étrangères.

La phase de « la vérité »

Ce constat étant fait, la France a cessé de finasser. Elle est prête, a dit M. Dumas, à aller plus loin dans les mesures adoptées contre l'Irak et en premier lieu à rendre l'embargo plus efficace, plus *« étanche »*, en l'étendant sur terre et dans les airs. C'est la position qu'elle défendra au Conseil de sécurité de l'ONU, a affirmé M. Roland Dumas, qui a dit s'attendre aussi que MM. Bush et Gorbatchev s'entendent sur de telles mesures lors de leur rencontre à Helsinki dimanche prochain. Tout en rappelant qu'il existe des précédents d'embargos efficaces, notamment celui qui dans les années 50 fit en deux ans *« plier le genou »* à l'Iran de Mossadegh, le ministre n'a pas exclu que les choses puissent tourner au conflit militaire. Quelle serait alors la position de la France ? M. Roland Dumas sur ce point est moins clair. Il laisse entendre toutefois que la France ne se dérobera pas à une intervention militaire, dès lors qu'elle pourra s'abriter sous le parapluie de l'ONU. *« Nous sommes dans le cadre du mandat de l'ONU »* : il s'agit d'une part d'empêcher toute nouvelle agression de la part de l'Irak à laquelle la France répliquerait militairement, comme l'avait dit le président de la République début août, en annonçant l'envoi dans le Golfe du *Clemenceau*.

Il s'agit également, toujours en vertu des résolutions du Conseil de sécurité, d'appliquer l'embargo, ainsi que d'obtenir l'évacuation du Koweït par les troupes irakiennes *et la libération des otages. « Nous n'en sommes que là »*, a insisté M. Roland Dumas pour éviter de cautionner une intervention armée dont les Américains prendraient l'initiative. Cette hypothèse a, certes, été examinée, affirme le ministre, qui refuse de révéler sur quoi cet examen a débouché.

L'attitude de la France face à un conflit armée dépendra en somme de la façon dont ce conflit éclatera : *« Si le conflit s'ouvrait à l'occasion de l'exercice de l'embargo et que nous soyons dans le cadre juridique qui a été fixé, eh bien la France, sous son commandement particulier, appliquerait les règles relatives à la mise en place de l'embargo. »*

Pas de lien avec le problème israélo-palestinien

La crise du Golfe, a encore dit M. Roland Dumas, est entrée dans une troisième phase, après celle de la réaction de la communauté internationale et celle, qui a échoué, de la diplomatie. Cette troisième phase *« sera celle de la vérité (...) c'est-à-dire de savoir si la communauté internationale aura la fermeté de faire respecter ses décisions »*. Le ministre a souhaité que MM. Bush et Gorbatchev s'entendent pour aborder cette troisième phase, soit sur *« une solution de paix »* (mais on ne voit pas très bien laquelle), soit sur *« une solution de plus grande fermeté pour renforcer l'embargo et éventuellement des actions de force »*. Il a dit ne pas douter du comportement de l'Union soviétique, en raison de la volonté qu'il a sentie chez M. Gorbatchev lors de son récent voyage à Moscou *« de jouer son rôle dans le nouvel ordre international »* qui est l'ordre du droit.

M. Roland Dumas a enfin clairement précisé son analyse de la crise et écarté à la fois l'idée qu'il s'agissait d'un conflit Nord-Sud et celle que cette crise serait liée, comme tente de le faire croire la propagande irakienne, à d'autres conflits non résolus et notamment au problème palestinien. *« L'affaire du Liban n'est pas la même que celle des territoires occupés et celle du Golfe non plus, si ce n'est que ce sont des infractions »*. Ces conflits ont des origines différentes et établir un lien *« serait artificiel »*, a déclaré M. Roland Dumas, tout en convenant qu'une avancée vers la résolution du conflit israélo-palestinien serait probablement de nature à faire changer l'OLP de comportement par rapport à Saddam Hussein. Dans l'hypothèse où ce dernier s'attaquerait à Israël, ce qui n'est, a précisé le ministre, *« qu'une hypothèse de travail »*, *« l'embrasement serait tel qu'il serait difficile de se tenir à l'écart »*.

M. Dumas a aussi fermement récusé l'idée qu'il s'agirait d'un conflit Nord-Sud, entre pays riches et pays pauvres : *« D'abord, l'Irak n'est pas un pays pauvre. Ensuite se retrouvent avec les Occidentaux un certain nombre de pays beaucoup plus pauvres que l'Irak. C'est une crise qui est née de la violation du droit international »*, vouloir la déplacer sur un autre terrain fait partie aussi de la *« mise en scène de Saddam Hussein »*.

M. Roland Dumas, qui avait convié dans son public son collègue allemand, M. Hans-Dietrich Genscher, s'est félicité de la réaction commune dans cette crise d'une Europe qui n'est pourtant pas encore dotée des instruments d'une véritable politique étrangère commune. Il a repoussé avec fermeté au passage les craintes qui s'expriment devant l'unification de l'Allemagne et l'idée que cette dernière pourrait à l'avenir jouer son propre jeu aux dépens de la France sur la scène internationale.

C. T.

□ **La France n'a pas l'intention de recourir à la force, selon M. Rocard.** – La France n'a pas l'intention de recourir à la force contre l'Irak. *« elle suivra la résolution de l'ONU maintenant le blocus économique »*, a déclaré lundi 3 septembre M. Michel Rocard, lors d'une escale technique à Recife du vol qui le conduisait au Chili. Le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, s'est pour sa part prononcé mardi 4 septembre en faveur d'une *« résolution internationale »* qui étendrait l'embargo aux transports aériens. – *(AFP.)*

□ **RFI augmente ses émissions vers le Proche-Orient.** – Radio-France Internationale diffuse, depuis lundi 3 septembre, six heures de plus en français vers le Moyen-Orient. Ces émissions qui ont lieu chaque jour de 8 h à 11 h (heures françaises) et de 18 h à 21 h sont permises, précise la station, grâce à un redéploiement des moyens de transmission et ne perturberont pas la diffusion des autres programmes à destination du reste du monde.

M. Chevènement : « une guerre ne ferait pas moins de cent mille morts »

Dans le conflit qui oppose les pays occidentaux à l'Irak, *« il n'y a pas d'autre ressource* [...] *que la fermeté »* d'autant que *« le système dans lequel nous vivons, et qui est très médiatique, nous rend vulnérables »*, a déclaré, mardi 4 septembre à Europe 1, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense. *« L'embargo est efficace au moins à 95 %, même si il est violé par quelques appareils sur le plan aérien. »*

« Il faut être clair, a dit le ministre de la défense, *les résolutions de l'ONU ce n'est pas de casser l'Irak ou d'aboutir à un dérapage Nord-Sud de ce conflit* [...]. *Il n'y a pas aujourd'hui de bases juridiques pour une intervention militaire contre l'Irak* [...]. *Il faut donc garder la tête froide et ne pas se laisser pousser en avant par des idées irresponsables. »*

Pour le ministre, une intervention militaire conduirait inévitablement à des pertes en hommes importantes. *« Pas moins de cent mille morts. » « Ce ne sera pas un conflit propre »* en raison de *« l'immense difficulté de mener une guerre terrestre face à une armée aguerrie »*. *« Mais,* a-t-il rappelé, si Saddam Hussein se livrait *« à une nouvelle agression, la France interviendrait militairement »*.

Il attend cependant *« beaucoup de la diplomatie »* et note avec satisfaction que *« M. Roland Dumas exerce une pression maximale pour aboutir à une solution diplomatique du conflit »*.

Interrogé sur ses éventuels désaccords avec la politique étrangère du gouvernement, M. Chevènement a indiqué en conclusion qu'il *« ne démissionnerait pas et qu'il n'avait pas offert* [depuis le début du conflit] *sa démission »*.

LA CRISE DU GOLFE

Nouveau chantage de Bagdad

L'Irak demande aux pays occidentaux d'assurer le ravitaillement de leurs ressortissants retenus en otage

Les différents obstacles – politiques comme bureaucratiques – mis par les Irakiens à la libération des milliers d'otages qu'ils retiennent depuis un mois n'étaient, apparemment, pas suffisants aux yeux du régime du président Saddam Hussein, qui a accru, lundi 3 septembre, sa pression sur l'Occident. D'une part, Bagdad a confirmé l'interdiction faite aux avions étrangers d'atterrir en Irak (*le Monde* du 4 septembre); d'autre part, les autorités irakiennes demandent maintenant aux Occidentaux d'assurer le ravitaillement des otages.

M. Tarek Aziz, le ministre irakien des affaires étrangères, a appelé les Etats *« qui ont des ressortissants en grand nombre en Irak »* à livrer immédiatement à ce pays des produits alimentaires *« afin d'assurer les besoins de ces ressortissants »* étrangers. M. Aziz, cité par l'agence irakienne officielle INA, a lancé cet appel lors d'un entretien avec le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), M. Cornelio Sommaruga. Il a ajouté que l'Irak, qui *« fait l'objet d'un blocus impérialiste, ne peut être considéré comme responsable de la pénurie de produits alimentaires dont souffrent les ressortissants étrangers »*, et a appelé les Etats concernés à *« prendre des dispositions urgentes »* à cet égard.

M. Aziz a souhaité que le CICR *« intervienne pour amener les pays concernés à prendre ces dispositions »*. Il a en outre affirmé que l'Irak était *« prêt à collaborer »* avec l'organisation humanitaire et à *« assumer ses responsabilités, conformément à la troisième convention de Genève relative à la libération des prisonniers »* et au *« règlement de toutes les questions qui les concernent, en fonction des bonnes intentions »*. L'agence INA ne précise pas si ces derniers propos de M. Aziz s'appliquent aux prisonniers de guerre iraniens que l'Irak libère actuellement ou aux milliers de ressortissants étrangers retenus en Irak et au Koweït. Jusqu'ici, l'Irak qualifiait ces étrangers d'*« invités de l'Irak »*.

Le chantage s'est fait encore plus précis sur le Japon, Bagdad ayant fait savoir lundi sa disposition à libérer des Japonais retenus comme « boucliers humains » sur des sites stratégiques si Tokyo allégeait son embargo économique.

Par ailleurs, l'Irak n'autorisera aucun avion étranger à atterrir à Bagdad pour rapatrier les étrangers retenus dans ce pays tant qu'il ne sera pas permis aux appareils irakiens de se poser sur les aéroports étrangers, a-t-on appris de source officielle lundi à Bagdad. *« L'Irak entend, à titre de réciprocité, exercer ses droits et n'autorisera aucun avion étranger à se poser à Bagdad tant que les avions irakiens ne seront pas autorisés à atterrir sur les aéroports étrangers »*, a-t-on déclaré de même source.

Les autorités irakiennes avaient refusé dimanche d'autoriser un avion d'Air France, qui devait ramener lundi matin à Paris des ressortissants étrangers, notamment français, à atterrir à Bagdad (*le Monde* du 4 septembre). Le Quai d'Orsay a déploré les complications faites par Bagdad au départ des femmes et enfants étrangers d'Irak, accusant les autorités irakiennes d'être, *« une fois de plus, revenues »* sur leur engagement concernant l'envoi d'un avion français à Bagdad.

L'Irak avait au préalable donné son accord pour qu'un appareil français se rende au plus tôt à Bagdad pour évacuer les femmes et enfants français autorisés à partir. Il y a environ 500 Français en Irak et au Koweït, dont quelque 200 femmes et enfants à Bagdad. Paris, a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, ne peut *« que constater le souci évident »* des autorités irakiennes de *« compliquer, d'alourdir et de rendre plus difficile »* le départ des femmes et des enfants. Il a précisé qu'un avion était toujours prêt à partir pour l'Irak.

Plus de sept cents étrangers, femmes et enfants pour la plupart, ont quitté Bagdad dans la nuit de samedi à dimanche pour Amman, Paris, Londres, Washington et Francfort, après plusieurs jours d'attente, à bord de deux avions des Iraqi Airways et d'un appareil de la compagnie ouest-allemande Lufthansa (*le Monde* du 4 septembre). L'un des avions de la compagnie irakienne a ramené, de Washington et Londres, 195 ressortissants irakiens désireux de quitter ces capitales et de rentrer chez eux.

Convoi britannique

Cependant, un convoi d'autocars devait acheminer mardi quelque 500 femmes et enfants britanniques de Koweït à Bagdad, a annoncé lundi le Foreign Office. Londres espère que les femmes et enfants qui rejoindront Bagdad pourront obtenir des visas de sortie. Le convoi, composé d'une dizaine d'autocars, devait quitter Koweït à 6 h 00 locales (3 h 00 TU) pour la capitale irakienne, distante de 900 kilomètres. Le Foreign Office espère que *« tous ceux qui auront la possibilité de profiter de cette opportunité le feront »*, a dit un porte-parole en précisant que la BBC se chargeait de prévenir les ressortissants britanniques du départ du convoi.

L'Australie et la France prennent aussi des dispositions pour acheminer femmes et enfants de Koweït à Bagdad, a-t-il ajouté. Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, actuellement à Djeddah (Arabie saoudite), s'est réjoui du projet de convoi, tout en déplorant que les hommes ne puissent pas partir. Un porte-parole de M. Hurd a précisé que les quatre diplomates britanniques toujours en poste à Koweït ne feraient pas partie du convoi et resteraient dans la capitale de l'émirat. Lundi, près de cent femmes et enfants ouest-allemands avaient également quitté Koweït en autocars à destination de Bagdad.

Sur le plan diplomatique, les Douze pourraient décider en commun, dans les prochains jours, d'évacuer leurs ambassades à Koweït – où la situation est de plus en plus critique en raison du siège dont elles font l'objet – sans, toutefois, les fermer. La CEE entend également faire condamner l'Irak au Conseil de sécurité pour le blocus imposé aux missions diplomatiques dans la capitale de l'émirat.

Un Boeing 747 de la compagnie aérienne britannique Virgin Atlantic se rendra par ailleurs mardi à Amman pour y embarquer environ 150 réfugiés américains, britanniques et d'autres pays occidentaux en provenance d'Irak et du Koweït. Virgin avait espéré pouvoir envoyer un avion directement à Bagdad, mais les dernières décisions de l'Irak l'en ont empêché. Cet avion transportera en Jordanie plusieurs tonnes de nourriture (riz et farine) ainsi que des médicaments et des couvertures pour les dizaines de milliers de réfugiés coincés dans ce pays.

Alors que le passage des Occidentaux en Jordanie (par la route ou par avion) se fait au compte-gouttes – une quarantaine d'entre eux ont réussi à passer la frontière lundi, – les Soviétiques sont parvenus à évacuer deux mille de leurs ressortissants, *« membres*, précise l'agence Tass, *des familles des spécialistes travaillant en Irak »* et au Koweït. Cette évacuation des femmes et des enfants s'est faite en quatre groupes. Il y avait, avant le déclenchement de la crise, 880 Soviétiques au Koweït et 7 830 en Irak, selon Tass, qui fait état de *« l'inquiétude »* que suscite *« le sort des spécialistes soviétiques restés en Irak ainsi que celui de quelque deux millions d'étrangers de plus de quarante pays du monde »*.

Enfin, Londres a protesté contre l'arrestation, samedi à Bagdad, de sept Britanniques et de trois Américains alors qu'ils effectuaient des démarches afin d'obtenir un visa de sortie pour leurs femmes. Ces dix personnes ont été conduites dans des *« installations civiles »* des environs de Bagdad, a précisé le Foreign Office. – *(AFP, AP, Reuter.)*



Jordanie : l'exode des laissés-pour-compte

Suite de la première page

Au total, en un mois, trois cent mille réfugiés sont entrés en Jordanie. Certes, les deux tiers sont repartis après un transit plus ou moins long, mais beaucoup d'autres attendent toujours une hypothétique évacuation. *« ... Et des dizaines, peut-être des centaines, des milliers se trouvent de l'autre côté de la frontière* [en Irak]. *On risque une catastrophe économique et démographique »*, a déclaré, lundi soir, le docteur Xavier Emmanuelli, président de Médecins sans frontières.

Sous le soleil, les tentes de couleur, semblables à celles que l'on voit sur un terrain de camping touristique, mais où s'entassent de dix à vingt personnes... Sur un écriteau est indiqué la nationalité des occupants : Indiens, Sri-lankais, Bangladeshis et Thaïlandais. Au camp d'Andalouz, improvisé sur le terre-plein d'une gare routière, il n'y a pas de Pakistanais (est-ce pour éviter les frictions avec les Indiens ?). Ils sont regroupés ailleurs et les Philippins ont, pour beaucoup, été hébergés en ville par des compatriotes employés en Jordanie ou bien par leur ambassade, très active. Les ressortissants de tous ces pays d'Asie – au nombre de quatre cent cinquante mille – formaient le gros de la force de travail étrangère au Koweït, avec les Palestiniens et les Egyptiens (respectivement trois cent mille et cent dix mille); mais les membres de ces deux dernières communautés ne se retrouvent pas dans les camps récemment créés à la périphérie d'Amman.

Les Egyptiens, quand ils ne peuvent gagner Le Caire par avion depuis la capitale jordanienne, se dirigent tout de suite vers le port d'Akaba, souvent à bord de leur voiture particulière. Ils ne doivent patienter que quelques jours avant de s'embarquer à bord d'un ferry des lignes régulières reliant la Jordanie à leur pays. Les Palestiniens sont pratiquement chez eux et reviennent vers les rives du Jourdain, à leur point de départ, en réfugiés de toujours. Ils ont tous, ou presque, gardé des attaches ici. Mais leur retour peut causer des difficultés au gouvernement d'Amman : ils représentent, notamment, un manque à gagner, la Jordanie bénéficiant auparavant d'une partie de leurs revenus au Koweït.

Rançonnés escroqués, pillés

La majorité de la population d'Andalouz et des quatre autres camps de la région d'Amman (près de quarante-cinq mille personnes en tout) est assez pauvre. Ces Asiatiques composaient la base de la main-d'œuvre koweïtienne. Manœuvres, ouvriers dans les raffineries, vendeurs dans des supermarchés, domestiques, plus rarement infirmiers, petits commerçants ou comptables. Quand l'entreprise qui les employait a fermé après l'arrivée des Irakiens, ils se sont retrouvés démunis (*« Nous envoyions presque tout notre argent à nos familles au pays »*). Par petits groupes, ils ont affrété des camions, ou mieux, des autobus. Sur le trajet vers la frontière jordanienne, ils ont été rançonnés, escroqués, pillés. Maintenant, ils ont le minimum vital et même plus. Il y a postes d'eau et toilettes en nombre suffisant, distribution de rations alimentaires (trois fois par jour), ramassage des ordures, service de désinfection, infirmerie et même une voiture de pompiers.

Devenus fatalistes, ils ne se plaignent guère si ce n'est d'être *« abandonnés »* par leurs propres gouvernements qui tardent à organiser leur départ. Le Bangladesh et le Sri-Lanka n'ont pas d'ambassade à Amman. Ils regardent avec envie passer les avions – l'aéroport international n'est pas loin. *« On a entendu dire que demain il y aurait peut-être un avion pour nous »*, disent les uns et les autres. Rumeur trompeuse.

« L'état de santé général est assez bon, constate le docteur Jean-Luc Jacquemet, de Médecins du monde. *« Mais ils sont démoralisés. Certains sont là depuis plus de dix jours. Et ils sont fatigués, voire épuisés par le voyage et leur séjour en plein désert à la frontière jordano-irakienne. »* Tous décrivent avec horreur leur halte prolongée dans le *no man's land*, cette zone qui s'étend sur une distance de soixante-dix kilomètres entre le dernier poste irakien et le premier jordanien *(voir encadré)*. Devant l'afflux grandissant des réfugiés, les autorités d'Amman, débordées, ont créé, au début de la semaine dernière, un filtrage à l'entrée en Jordanie. Les ressortissants arabes peuvent passer directement, mais les autres doivent « patienter ». Le temps que se libèrent des places dans les camps de l'intérieur du pays, au fur et à mesure des départs vers la destination finale.

Mais ces derniers jours, les Jordaniens ont accepté de laisser entrer bien plus d'arrivants qu'il n'y a eu de partants. Médecins sans frontières a été chargé de l'un des deux camps du *no man's land*. M. Michel Clerc raconte ainsi sa première et étrange impression : *« C'était fou, au milieu de ce désert absolu il y avait des milliers et des milliers de gens sous de vagues abris faits de n'importe quoi avec, de place en place, une rutilante voiture américaine, seule valeur que certains avaient pu conserver. Et puis, ici et là, il y avait des drapeaux et différentes nationalités qui s'étaient regroupées spontanément »*. Au début, accablés par la chaleur et les privations, les réfugiés ont cédé à l'énervement. Pour obtenir de l'eau, apportée par une noria de camions-citernes, il y a eu des heurts violents entre certaines communautés. Et il y a eu des blessés. L'organisation s'améliore de jour en jour. Mais les réfugiés souffrent de déshydratation, de coups de chaleur et – la nuit – du froid qui bientôt va empirer. Des maladies graves sont redoutées. *« On croyait être venus pour assurer un transit de quelques jours*, dit M. Clerc. *On est peut-être là pour des mois. »*

Il n'y a jamais eu autant de monde dans un *no man's land*. Environ cinquante mille personnes étaient dénombrées lundi. *« Il faut vider ces camps »*, a affirmé le docteur Emmanuelli. C'est pourquoi le gouvernement jordanien, avec l'assistance des Nations unies et la Communauté européenne, bat le rappel. Certains pays ont déjà commencé à établir des navettes. Mais il n'y a pas assez de rotations et d'autres, comme le Bangladesh, sont trop pauvres pour prendre de telles initiatives. L'une des agences de l'ONU a commandé l'affrètement de dix-sept avions cette semaine. Quelques bateaux sont prévus. Il en faudrait beaucoup plus pour soulager la Jordanie et conduire au terme de leur exode les laissés-pour-compte de la crise du Golfe.

FRANCIS CORNU

Une traversée du désert

« Il faut sortir tous ces gens de cet enfer »

AMMAN

de notre envoyé spécial

« En ma qualité de docteur et de réfugié, je dois témoigner... » De nationalité britannique mais Népalais d'origine, ce médecin qui résidait depuis douze ans au Koweït et a failli être retenu en otage vient de passer deux jours dans un des camps du *no man's land* situé entre les postes frontières irakien et jordanien.

« Les conditions sont impossibles, déclare-t-il à son arrivée à Amman, lundi 3 septembre. *Là où se trouvent les derniers arrivés, rien n'est organisé. On arrange des abris avec des emballages ou des couvertures, voire du papier. On doit se battre pour un peu d'eau. On survit avec les provisions faites pour le voyage, s'il en reste. Il y a des excréments partout, et les ordures s'entassent ici et là, sous un soleil effrayant. On est au bord de l'épidémie. Le choléra menace. J'en appelle à la* communauté internationale. *Il faut sortir tous ces gens de cet enfer. »*

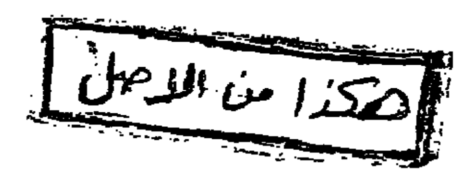
Il a quitté Koweït le 29 août. *« On entendait encore des coups de feu presque toutes les nuits, mais je ne sais pas si c'était des combats, une éventuelle résistance ou bien des tirs d'intimidation. »* Après l'invasion, l'hôpital où il travaillait a été réquisitionné par les Irakiens. Puis, il a été remplacé à son poste. *« Avec ma femme, nous avons préféré nous terrer chez nous la plupart du temps. Impossible d'aller vers le secteur des ambassades devenu zone interdite. »*

Au cours de l'un de ses rares déplacements, il a été arrêté par des soldats : *« Ils m'ont demandé mon permis de conduire ; il était britannique, comme mon passeport. Je savais déjà ce que je risquais. »* Ils l'ont gardé pendant des heures, durant lesquelles il a tenté de convaincre un officier qu'il *« n'était pas vraiment britannique »*. Avec succès.

Alors, sans plus attendre, avec sa femme, il a décidé de partir en compagnie de travailleurs népalais. Après une tentative infructueuse en direction de la frontière iranienne, fermée à ce moment et à cet endroit, à bord d'une bétaillère louée au prix fort, ils ont pris la route de Bagdad – ils étaient quarante-quatre. *« Tout au long du chemin, nous avons dû acheter des provisions, très chères, et vendre quelques-uns de nos biens pour trois fois rien. A chaque contrôle, on nous demandait si nous avions des appareils électroniques. A la douane, ils ont tout pris. »*

Ce médecin, qui aimerait maintenant rejoindre son fils installé aux Etats-Unis, précise que par précaution, durant le voyage, il était *« redevenu tout à fait Népalais »*. Il avait coiffé la toque traditionnelle de son pays. Il ne la quitte plus.

F. C.



هكذا من الأصل

LA CRISE DU GOLFE

Un entretien avec le leader du Front populaire de libération de la Palestine

M. Georges Habache appelle « les mouvements de libération arabes à frapper les intérêts occidentaux »

Les bouleversements engendrés par la crise du Golfe ont eu pour conséquence concrète, dans le mouvement palestinien, le retour à Bagdad, pour la première fois depuis onze ans, de M. Georges Habache, secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP).

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Reçu par le président Saddam Hussein et le premier vice-premier ministre, M. Taher Yassin Ramadan, le leader de l'aile dure de l'OLP, qui vit à Damas depuis l'invasion israélienne au Liban en 1982, explique cette visite par sa volonté d'exprimer sa solidarité avec l'Irak *« au moment où les forces étrangères envahissent la péninsule Arabique et où George Bush menace l'Irak, son peuple, son armée, ses leaders ». « Nous, en tant que FPLP, nous ne pouvons que dire au peuple et à l'armée d'Irak que nous nous tenons au côté de ses leaders dans la même tranchée pour défendre la liberté de ce pays et la fierté de la nation arabe »*, nous a-t-il déclaré lundi 3 septembre.

« Je dois vous dire, a-t-il ajouté, *que j'ai trouvé le président Saddam Hussein totalement confiant dans la capacité de son peuple et des masses arabes pour réussir. Le président sait exactement ce qu'il veut et il est déterminé à l'avoir et n'a aucun doute sur la victoire. J'espère que la prétendue crise du Golfe sera résolue sans guerre, mais en même temps je sens clairement que si l'administration américaine continue à proférer ses menaces, la réponse du président sera « Bienvenue à la bataille » ! »* a-t-il dit dans une allusion au chant patriotique que les Egyptiens utilisaient lors de la crise de Suez en 1956.

Dénonçant ce qu'il a appelé *« la comédie du sommet arabe du Caire organisé par les Etats-Unis, qui avaient trouvé dans le misérable Hosni Moubarak* (le président égyptien) *un acteur obéissant »*, M. Habache a affirmé : *« Les Etats-Unis doivent comprendre le sentiment réel de l'opinion publique arabe. »*

La vision américaine : « Une imposture complète »

Interrogé sur l'initiative du chef de l'OLP pour résoudre la crise, M. Habache a répondu : *« Celle-ci est basée sur celle du président irakien »*, qui proposait une solution globale à tous les problèmes du Moyen-Orient incluant les questions palestinienne et libanaise.

« L'administration américaine répète toujours qu'elle est intervenue pour faire respecter la légitimité et la loi internationale. L'initiative du président Saddam Hussein est venue pour demander au monde où était cette légalité quand Israël a occupé les territoires arabes, le Liban, et annexé les hauteurs du Golan ? Où est-elle quand les Etats-Unis opposent leur veto aux droits légitimes du peuple palestinien ? Par cette initiative, le président Saddam Hussein a montré au monde que la vision américaine de la légalité internationale est une imposture complète. La légitimité arabe révolutionnaire doit remplacer la vision américaine de la légalité. »

Celà veut-il dire que le FPLP et d'autres organisations palestiniennes vont reprendre leurs opérations militaires contre Israël, les Etats-Unis et les intérêts occidentaux ? *« Les opérations militaires contre l'ennemi*, affirme M. Habache sans plus de précision, *doivent continuer spécialement maintenant. »* Le chef du FPLP appelle à cet égard *« tous les mouvements de libération arabes à frapper les intérêts américains et occidentaux »*.

Un appel qui prend un sens particulier à Bagdad où le chef de la diplomatie irakienne n'a pas exclu récemment le recours au terrorisme, liant son utilisation *« à l'attitude du monde occidental. S'il nous déclare la guerre, nos obligations à son égard tombent »*, avait-il déclaré dans un entretien au *Figaro*.

L'Irak abrite aujourd'hui le terroriste palestinien condamné à mort par l'OLP, Abou Nidal. Ce pays accueille aussi le Front de libération de la Palestine (FLP) de M. Aboul Abbas, organisateur, avec l'aide de l'Irak et de la Libye, du débarquement manqué sur les plages israéliennes en mai dernier.

Un désaveu de Damas

Cette visite de M. Habache à Bagdad qui ne peut qu'apparaître, même si le chef du FPLP se garde de toute critique ouverte contre Damas, que comme un désaveu de l'attitude syrienne, préfigure-t-elle le départ du FPLP de la capitale syrienne ? *« J'espère rouvrir ici notre bureau* (celui-ci avait été fermé à la suite des divergences syro-irakiennes dans les années 80) *mais notre état-major est encore à Damas et j'espère y retourner très prochainement »*, affirme simplement M. Habache qui précise qu'il n'est à Bagdad que *« pour quelques jours et non quelques semaines »*.

En réponse à une question sur l'envoi par la Syrie d'un contingent armé en Arabie saoudite, le chef du FPLP s'est contenté d'affirmer que *« la Syrie est un pays arabe et elle a le droit d'avoir son propre point de vue. C'est une affaire qui relève de la politique intérieure syrienne. Le FPLP est soucieux de maintenir de bonnes relations avec la Syrie comme d'avoir les meilleures relations possibles avec la Syrie et l'Irak, malgré leurs différences »*, a ajouté M. Habache. Reste à savoir cependant ce que sera à cet égard l'attitude de Damas.

Avec ce retour du secrétaire général du FPLP, la présence importante du Fatha de M. Arafat, qui a transféré plusieurs de ses bureaux militaires de Sanaa à Bagdad, où plusieurs milliers de jeunes Palestiniens s'entraînent dans des camps, et les offres faites aussi au dissident Ahmad Jibril du FPLP-CG, Bagdad est en passe de devenir la première base des mouvements palestiniens, ce qui pourrait entraîner à plus ou moins long terme un changement complet dans la stratégie de paix de l'OLP.

FRANÇOISE CHIPAUX

Face aux dissensions accrues au sein de l'organisation

Le secrétaire général de la Ligue arabe démissionne

M. Chedli Klibi a annoncé, lundi 3 septembre, sa démission du secrétariat général de la Ligue arabe qu'il dirigeait depuis onze ans. Il n'a donné aucune explication sur les raisons qui l'avaient amené à prendre cette décision dont il a informé les chefs d'Etat des vingt et un pays membres de l'organisation.

TUNIS

de notre correspondant

Il était généralement admis, depuis que la Ligue arabe avait décidé, en mars dernier, de transférer dans un délai d'un an son siège au Caire, que M. Klibi ne terminerait pas le mandat de cinq ans qui lui avait été renouvelé pour la troisième fois au printemps 1989. La crise du Golfe et les antagonismes qu'elle a entraînés au sein de l'organisation aujourd'hui au bord de l'éclatement (*le Monde* du 4 septembre) auront précipité son départ.

Selon la presse égyptienne qui ne l'a pas ménagé, M. Klibi avait été pris à partie assez vivement, particulièrement par les chefs des diplomaties saoudienne et syrienne lors du conseil ministériel qui s'est tenu la semaine dernière dans la capitale égyptienne. Il aurait été en quelque sorte rendu responsable du peu de succès de cette réunion à laquelle n'assistaient que treize des vingt et un membres de la Ligue, comme s'il avait eu la possibilité d'agir personnellement sur les huit pays absents. En fait, ceux-ci ne tenaient pas à participer à une session dont le seul but était d'entériner les décisions du sommet arabe ayant condamné l'Irak pour son invasion du Koweït et approuvé l'apport à une force multinationale dans le Golfe.

Mais la goutte d'eau qui a sans doute fait déborder le vase fut la convocation, en dehors de toute règle et pour le 10 septembre, d'un nouveau conseil ministériel chargé de se prononcer sur le transfert immédiat de la Ligue au Caire. M. Klibi ne pouvait, à l'évidence, s'associer à cette entorse flagrante au règlement intérieur de la Ligue sur lequel il avait précisément la charge de veiller. Dès lors il ne pouvait que démissionner et... laisser la place à un nouveau secrétaire général qui sera très probablement égyptien. Mais n'était-ce pas le but des mauvaises querelles qui lui étaient faites depuis déjà quelque temps ?

MICHEL DEURÉ

M. Chedli Klibi : un homme prudent et discret

TUNIS

de notre correspondant

Durant les onze années qu'il a passées au secrétariat général de la Ligue arabe, M. Chedli Klibi aura su conserver la mesure, la patience, la courtoisie et la discrétion dont il avait fait preuve tout au long des vingt-cinq années durant lesquelles il fut au service de l'Etat tunisien. La froideur apparente avec laquelle il a traversé les crises, petites et grandes, et les querelles byzantines du monde arabe cachait peut-être de la timidité mais surtout un souci constant de demeurer l'arbitre et le porte-parole de l'ensemble des membres de l'organisation *sans jamais* chercher à privilégier une position plutôt qu'une autre.

Cette rigueur ne lui a pas valu que des amis, y compris en Tunisie. Si l'on ne doit retenir qu'une seule entreprise à laquelle M. Klibi s'attela avec succès, il faut citer l'engagement du dialogue euro-arabe et les progrès que celui-ci a pu enregistrer sous sa direction.

Agé de soixante-cinq ans, M. Klibi a fait ses études à la Sorbonne. Agrégé de philosophie et de lettres arabes, professeur, syndicaliste, il fut, à plusieurs reprises, ministre de l'information et des affaires culturelles puis occupa longtemps les fonctions de directeur du cabinet de l'ancien président Bourguiba.

Lorsque l'Egypte signa les accords de Camp David et fut mis *« au ban des nations arabes »*, et que la Tunisie accepta, à la demande générale, d'héberger la Ligue arabe, M. Klibi en devint peu après, en juin 1979, le secrétaire général.

M. D.

« L'OLP ne peut se placer que dans le camp hostile à Israël et à ses alliés »

déclare M. Yasser Arafat

Le président du comité exécutif de l'OLP, Yasser Arafat a affirmé lundi 3 septembre, dans un discours prononcé à l'occasion du millième jour de l'Intifada, que dans le conflit du Golfe, *« l'OLP ne peut se placer que dans le camp hostile à Israël et à ses alliés impérialistes »*.

M. Arafat, cité par l'agence palestinienne WAFA à Tunis, a ajouté : *« A ceux qui s'interrogent sur la position palestinienne, nous demandons où se place Israël dans cette guerre... Nous ne pouvons être que dans le camp hostile à Israël et à ses alliés impérialistes, qui a mobilisé toute sa machine de guerre sophistiquée non pour venir au secours de telle ou telle autre partie, mais pour protéger ses intérêts. »*

M. Yasser Arafat a souligné, dans sa déclaration adressée à la population des territoires occupés, que *« nous vivons un moment historique crucial car le devenir de la nation arabe est en danger »*.

« A aucun moment de l'histoire ancienne ou contemporaine, on n'a vu une telle croisade sur le sol arabe et on n'a autant entendu de cliquetis d'armes étrangères », a-t-il poursuivi en mettant en garde contre les conséquences de *« ce déploiement considérable de forces étrangères, de flottes et d'armement de destruction ... Ceci augure d'un grand danger et peut engendrer des catastrophes dans le monde arabe et islamique et dans les pays du tiers-monde car cela risque de dégénérer en guerre totale dont les conséquences n'épargneront personne »*. – *(AFP.)*

□ **Neuf mille Palestiniens en détention.** – Plus de 9 000 Palestiniens, arrêtés pour des activités en relation avec l'Intifada sont actuellement en détention, a affirmé lundi soir la télévision israélienne, citant des sources de la police militaire. De même source, on rappelle qu'outre ces 9000 détenus quelque 4 000 autres Palestiniens des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, incarcérés avant que n'éclate le soulèvement palestinien en décembre 1987, sont encore sous les verrous. – *(AFP.)*

Les Palestiniens des territoires occupés grands perdants du conflit

L'hostilité envers Israël, l'anti-américanisme et la haine portée aux émirs expliquent le soutien populaire à Saddam Hussein et renforcent les vieilles frustrations

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les comptes sont vite faits. Politiquement et, à un moindre degré, économiquement, les Palestiniens des territoires occupés sont, après les Koweïtiens bien sûr, parmi les grands perdants de la crise du Golfe – au moins pour le moment.

De Jérusalem à la bande de Gaza, c'est un constat que ne démentiraient pas nombre de personnalités nationalistes mais qui n'entame aucunement l'enthousiasme populaire pour Saddam Hussein. Voilà près d'un mois que le chef de l'Etat irakien a été promu par la rue au rang de héros du monde arabe et soudain défenseur d'une cause palestinienne dont on ignorait, jusqu'à présent, qu'elle lui tenait tellement à cœur.

Pétrole et huile d'olive

On a manifesté en brandissant son effigie à Naplouse et ailleurs ; on a vendu un T-shirt avec son portrait à Jérusalem-Est, la partie palestinienne de la ville (cependant qu'à l'Ouest, d'autres T-shirts portaient la mention *« Saddam wanted »*). On célèbre ses missiles parce qu'ils font peur à Israël, mais on réclame des masques à gaz...

Les responsables nationalistes sont souvent plus réservés ou nuancés, conscients que la lutte contre l'occupation – israélienne – a beaucoup perdu avec l'occupation – irakienne – du Koweït. A l'interlocuteur occidental qui viendrait s'étonner du choix fait par les Palestiniens – encore un ratage historique ? – on répond qu'il faut d'abord *« comprendre la réaction de la rue »*.

« Elle est plus émotionnelle que rationnelle », dit l'universitaire et militant nationaliste Ghassan Khatib, qui énumère une série de frustrations profondes. Comme les deux occupations sont mises sur le même pied – sans insister sur ce qui s'est passé en juin 1967, – on comprend mal que dans un cas, celui de la Cisjordanie et Gaza, les résolutions de l'ONU ne suscitent aucune mobilisation de la communauté internationale, alors que dans l'autre, celui du Koweït, on autorise l'emploi de la force pour leur application.

Dans les villages de Cisjordanie, raconte Khatib, cela se traduit par des réflexions du type : *« Dans un cas, c'est du pétrole qui est en jeu, dans l'autre, de l'huile d'olive. »* D'où la différence de traitement, disent les Palestiniens, et *« l'empressement des Américains et des Européens au chevet du Koweït »*.

Vient ensuite *« la haine pour les émirs du Golfe »*, accusés d'avoir toujours maltraité une main-d'œuvre palestinienne, qui a construit leurs pays pendant qu'ils encaissaient les dividendes du sous-sol, et accusés aussi de n'avoir jamais réellement mis l'arme du pétrole au service de la « cause ». Ajoutez, explique-t-on encore, la présence de troupes étrangères sur le sol arabe, qui *« fouette la corde nationaliste arabe dans la population »*.

Complétez avec un *« anti-américanisme »* toujours à fleur de peau, parce que *« les Etats-Unis sont l'allié d'Israël »*, et cela donne le cocktail de sentiments qui forme la réaction palestinienne. Elle minimise ou relègue au rang de péripétie l'occupation du Koweït par un autre pays riche et puissant, l'Irak, pour ne retenir que cet affrontement *« Etats-Unis-Européens contre Saddam »*. Pour Ghassan Khatib, la réaction palestinienne, *« c'est un soutien à Saddam sur la base d'une hostilité profonde aux Américains »* ; elle est peut-être *« plus anti-américaine que pro-irakienne »* – même s'il y aurait beaucoup à dire sur l'anti-américanisme d'une population qui ne rêve que d'envoyer ses enfants étudier aux Etats-Unis, consomme en cassettes vidéo toutes les séries hollywoodiennes et affiche *Rambo* à l'entrée de ses cinémas.

Un « sauveur » tyrannique

Quand on vient dire aux intellectuels de Cisjordanie que ce recours au *« sauveur extérieur »* – Saddam Hussein – a toujours été catastrophique pour les Palestiniens, ils en conviennent volontiers. A condition, ajoutent-ils aussitôt, qu'on n'oublie pas de mentionner, dans la série des catastrophes, que le dernier « sauveur » auquel les Palestiniens s'étaient adressé – juste avant le baasiste de Bagdad – était précisément l'oncle Sam... et qu'il a bien déçu, lui aussi, en ne tordant pas suffisamment fort le bras de son protégé israélien quand il s'agissait, il y a quelques mois, de le pousser au dialogue avec les nationalistes des territoires occupés.

L'argument n'épuise pas la batterie de questions encore assénée aux Palestiniens, notamment par la gauche israélienne. Comment peuvent-ils concilier un soutien au régime le plus tyrannique de la région – voir le chapitre Irak à la section Proche-Orient du dernier rapport d'Amnesty International – avec leur prétention à être, eux Palestiniens, l'élément le plus démocratique du monde arabe ? Peut-on interpeller Israël au nom de la défense des droits de l'homme et manifester pour Saddam Hussein ? Est-il possible de prôner la défense d'une identité palestinienne propre au sein du monde arabe avec l'appui accordé à un parti pan-arabe, le Baas, qui ne s'est précisément jamais soucié des singularités régionales, quand il ne les écrase pas férocement comme dans le cas du Koweït ou des Kurdes ?

Apparemment, il y a là autant d'incompatibilités avec l'image que les Palestiniens des territoires ont voulu donner d'eux-mêmes en trois ans d'Intifada. A quoi on répond à l'interlocuteur occidental que, certes, *« Saddam Hussein, ce n'est peut-être pas très bien »*, mais que les Etats-Unis et les Européens, s'ils veulent mettre en avant la démocratie et les droits de l'homme, sont eux aussi en mauvaise compagnie avec la Syrie, l'Arabie saoudite et l'ancienne famille régnante de l'émirat du Koweït.

Il n'empêche : on reconnaît quand même avoir perdu aux Etats-Unis, en Europe et dans une fraction de l'opinion israélienne une partie de la sympathie que les Palestiniens avaient gagnée depuis le début du soulèvement en Cisjordanie et à Gaza. On est aussi conscient que l'Intifada pourrait bien être reléguée pour longtemps au rang de question subalterne par le conflit du Golfe.

Signe d'un certain malaise, les milieux nationalistes affirment que la position de l'OLP a été présentée de manière déformée et incomplète ; en somme, qu'elle ne serait pas si uniformément pro-irakienne qu'on a bien voulu le dire. Certes, les communiqués de la Direction unifiée du soulèvement (qui représente les grandes tendances de l'OLP) appellent au retrait des troupes étrangères d'Arabie saoudite et à une journée de solidarité avec le peuple irakien ; certes, un hebdomadaire palestinien habituellement modéré comme *Al Bayader* dénonce, à longueur d'éditoriaux, la *« croisade »* des Etats-Unis et des Européens et s'en prend nommément à la France.

Mais les milieux nationalistes voudraient aussi mettre l'accent sur le rôle de « médiateurs » qui pourrait être celui des Palestiniens, en dépit des premières prises de position de l'OLP. Le 15 août, un groupe de personnalités représentant toutes les tendances de l'OLP publiait un communiqué qui condamnait *« l'occupation israélienne de terres arabes et l'invasion irakienne du Koweït »* – une « ligne » que plusieurs porte-parole des territoires défendent depuis le début de la crise ; le communiqué appelait à une solution arabe du conflit qui conduirait au *« retrait des troupes irakiennes et garantirait le droit du peuple koweïtien à l'auto-détermination »*.

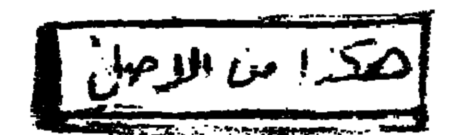
Retour forcé de 30 000 émigrés

Le mouvement islamiste Hamas est allé plus loin, qui déclare notamment : *« Nous, en Palestine, savons ce que cela veut dire que d'être privé de sa patrie et comprenons l'agonie du peuple musulman koweïtien ; nous appelons les nations islamiques à aider le peuple koweïtien. Hamas soutient une solution fondée sur le retrait des troupes étrangères de la région et le retrait des troupes irakiennes du Koweït. »* Les mauvaises langues insinuent que la position du groupe Hamas ne serait pas étrangère au fait qu'une bonne partie de ses fonds – davantage encore que dans le cas de l'OLP – vient du Golfe.

En fait, c'est toute l'économie des territoires qui peut être touchée. Plus d'un quart du revenu y serait constitué par les salaires de Palestiniens travaillant dans le Golfe. On s'attend au retour forcé d'au moins 30 000 d'entre eux. Près de 70 % du budget des six universités, de nombre d'hôpitaux, de tout le réseau des organismes d'aide sociale sont fournis par des contributions en provenance du Golfe.

Les exportations vers la Jordanie sont rendues plus difficiles par les contrôles d'Israël, qui craint un détournement de l'embargo contre l'Irak. Une bonne partie des sommes transférées par l'OLP dans les territoires vient aussi du Golfe. Bref, si les émirs veulent faire « payer » leur prise de position aux Palestiniens, la note sera particulièrement lourde en Cisjordanie et à Gaza.

ALAIN FRACHON



LA CRISE DU GOLFE

Le déploiement américain et ses implications

Les Etats-Unis auraient secrètement envoyé des avions de combat dans plusieurs pays de la région

Les Etats-Unis ont demandé à leurs alliés de l'OTAN de mettre à leur disposition des bateaux capables de transporter vers le Golfe des milliers d'hommes, du matériel lourd et du ravitaillement. Pour l'instant seules la Grande-Bretagne et l'Italie ont accepté.

Le président George Bush avait déjà demandé la semaine dernière à ses alliés de partager le coût du déploiement militaire dans le Golfe. Initiative qui a soulevé un vif débat en RFA où l'opposition parlementaire a rejeté lundi l'idée d'une aide financière pour soutenir les troupes américaines stationnées dans le Golfe. L'un des responsables du groupe parlementaire social-démocrate (SPD), principal parti d'opposition, a estimé qu'il n'était *« pas bon de signer un chèque en blanc au gouvernement américain, comme si tout ce qu'il faisait, et quels que soient les moyens employés, était automatiquement juste et servait nos intérêts »*.

De son côté, le ministre brésilien des affaires étrangères Francisco Rezek a fait savoir lundi à Tokyo à son homologue japonais Taro Nakayama que le Brésil ne reprendrait pas ses exportations d'armes vers l'Irak *« même si la situation se normalisait dans ce pays »*.

Sur le terrain, où les troupes américaines ont déjà enregistré des pertes de matériel en Arabie saoudite dues à des accidents dans le désert (une jeep chargée de missiles antichars ainsi qu'un char de la 82e division aeroportée et un chasseur américain F-16 ont explosé dans la seule journée de lundi sans faire de victime), les Etats-Unis auraient secrètement déployé des avions de combat dans plusieurs autres pays du Golfe pour *« étendre »* la couverture de protection américaine, selon des responsables américains cités lundi par le *New York Times*.

Par ailleurs, l'Arabie saoudite a catégoriquement démenti lundi une implication de Ryad dans une éventuelle opération secrète visant à renverser le président irakien Saddam Hussein. Information publiée le jour même dans sa dernière livraison par l'hebdomadaire *Newsweek*, qui affirmait que Ryad s'apprêtait à soutenir financièrement un projet préparé par la CIA.

En Arabie saoudite

Les « boys » livrent leur première bataille... contre l'ennui et la chaleur

Le principal ennemi qu'ont à affronter les soldats américains en Arabie saoudite, c'est l'ennui, qui, joint aux conditions extrêmement pénibles, pour le personnel comme pour le matériel, du désert saoudien, leur fait vivre de dures batailles psychologiques.

Une délégation de membres du Congrès en tournée le week-end dernier dans la région a ainsi été confrontée à des mouvements d'humeur de la part des militaires américains, pour lesquels, ainsi que l'avait indiqué la semaine dernière leur commandant en chef le général Norman Schwarzkopf, un système de rotation et de permissions va prochainement être mis en place.

Il n'y a en effet pas grand-chose à faire sur les bases de l'armée saoudienne dans lesquelles sont confinés les soldats, privés d'alcool et des autres compensations offertes aux militaires en campagne. Un membre de la 101e division aéroportée interviewé par la télévision américaine est même allé jusqu'à demander que soient fournies aux troupes des piscines gonflables pour lutter contre la chaleur écrasante le jour. Les soldats sont en outre privés de nouvelles fraîches ; ils se plaignent de ne recevoir les journaux américains qu'épisodiquement, et encore avec plusieurs jours de retard.

« Attendre que ça refroidisse... »

Un autre militaire, de la 82e division aéroportée a affirmé, pour sa part, que les conditions de vie se dégradaient au fur et à mesure de l'arrivée des effectifs nouveaux. Il y a longtemps, a indiqué un autre, que les soldats ont renoncé à tenter de se débarrasser de la poussière impalpable qui colle à la peau, aux vêtements et aux équipements. Dans les bases avancées, a-t-il expliqué, le trajet entre les douches et les tentes suffit pour être à nouveau couvert de poussière.

L'environnement pèse également sur le matériel. *« Le climat crée beaucoup de problèmes »*, explique un soldat chargé de l'entretien des équipements électroniques des avions antichars A-10. Ces équipements *« arrêtent tout simplement de fonctionner, et, tout ce que vous pouvez faire, c'est attendre que ça refroidisse... »*

Un spécialiste chargé du contrôle des batteries de missiles antiaériens Patriot a indiqué, de son côté, que, *« de temps en temps, les écrans radars* [couplés aux batteries de missiles] *deviennent blancs »* à la suite de défaillances dues à la chaleur des ordinateurs, pourtant abrités dans des véhicules à air conditionné.

Les soldats en patrouille ont aussi rapidement constaté que la chaleur faisait fondre le câblage de leurs radios et qu'en plein soleil le port du casque de combat devenait une torture. Les mitrailleurs ont signalé, pou leur part, que la fine poussière du désert saoudien enrayait leurs mitrailleuses M-60, et les tankistes, comme les mécaniciens des hélicoptères, sont contraints de changer presque quotidiennement les filtres à air de leurs engins... – *(AFP.)*

Moscou pour la relance d'une conférence internationale

suite de la première page

« Paradoxalement, a ajouté M. Guerassimov, *leur présence est en train d'aider Saddam Hussein à former un bloc anti-américain de tous les Arabes. Certains tendent à oublier que tout a commencé par la prise du Koweït et la violation de tous les principes du droit international. »*

Le ton est également à la fermeté dans les *Izvestia*, organe du gouvernement soviétique, qui approuve lundi la réaction rapide de Washington à l'invasion du Koweït.

« Le président Bush n'avait pas d'autre choix, compte tenu des conditions présentées par Saddam Hussein, et son action résolue a évité deux cas de figure pires : une attaque contre l'Arabie saoudite et un possible succès de l'Irak », écrit le quotidien.

Polémique sur les experts militaires soviétiques en Irak

Evoquant les *« frissons des généraux soviétiques »* devant ce déploiement américain *« près de nos frontières »*, les *Izvestia* répondent qu'il n'y a *« pas de raisons de prévoir d'accroissement de la menace à l'égard de l'URSS »* et que en misant sur les moyens politiques et pacifiques de solution, Moscou *« retient ainsi Washington »*.

Le même journal explique encore que la direction soviétique est divisée sur le maintien en Irak de deux cents experts militaires, qui fait l'objet, selon lui, de *« deux versions »*, l'une publique, l'autre confidentielle : *« La position publique consiste à souligner que ces experts militaires réalisent des opérations de maintenance à l'arrière-front et ne participent pas aux opérations militaires ou à leur préparation. »*

Mais des collaborateurs du ministère des affaires étrangères jugent que cette situation *« n'est pas moralement applicable si l'Irak s'obstine dans son refus de se soumettre à la volonté internationale »*, poursuit le journal, tandis que, pour d'autres, *« l'Irak doit à l'URSS 6 milliards de dollars, et une rupture des contrats pourrait donner à Bagdad le prétexte pour annuler une partie de cette dette »*.

« Le problème de la présence de nos militaires dans le pays agresseur a besoin d'être résolu ou d'être expliqué de façon plus fondamentale, concluent les *Izvestia. Dans le cas contraire, une protestation croissante est inévitable, non seulement outre-atlantique et en Europe occidentale, mais aussi dans l'opinion publique soviétique. »* – *(AFP, Reuter, Tass.)*

□ **LIBAN : le sort des otages détenus.** – *« Si des otages vont être libérés, ce seront des Européens, pas des Américains »*, a déclaré lundi 3 septembre M. Hussein Moussaoui, *chef de la faction pro-syrienne* du Hezbollah au Liban. Il a précisé que les captifs britanniques et ouest-allemands pourraient être relâchés d'ici peu. Selon M. Moussaoui, connu pour son soutien aux *factions chiites extrémistes*, l'intervention américaine en Arabie saoudite *« a éliminé la possibilité d'une libération des otages américains au Liban cette année »*. Plusieurs quotidiens beyrouthins, citant des sources libanaises proches de l'Iran, avaient récemment affirmé que les treize otages occidentaux détenus au Liban – parmi lesquels figurent six Américains – seraient libérés cette année. – *(AP.)*

□ **Signature d'un accord pétrolier entre la Libye et le Soudan.** – La Libye et le Soudan ont signé un accord prévoyant la livraison par Tripoli *« d'importantes quantités »* de pétrole, ont révélé lundi 3 septembre les autorités de Khartoum. Cette décision s'inscrit dans la perspective d'une fusion totale des deux pays, laquelle devrait se faire dans un délai de quatre ans. – *(Reuter.)*

Le débat sur les conséquences économiques du conflit

MM. Mitterrand et Rocard rappellent les ministres à la discipline

Le conseil des ministres réuni lundi 3 septembre a été l'occasion d'une sèche mise au point du président de la République et du chef du gouvernement, qui ont chacun rappelé les ministres à la discipline et à la cohérence après le débat qui s'était développé ces derniers jours sur les conséquences économiques de la crise du Golfe. M. François Mitterrand a aussi donné son aval à la stratégie économique et financière définie dimanche par M. Michel Rocard.

Le débat est clos, a clairement indiqué M. François Mitterrand lors du conseil des ministres, avancé au lundi 3 septembre en raison du déplacement du premier ministre au Chili. Les adaptations à la politique économique et financière rendues indispensables par la crise du Golfe seront apportées au projet de budget dès son adoption par le gouvernement, et cela sera fait dans le sens indiqué par M. Michel Rocard dans le discours prononcé dimanche 2 septembre, lors de l'université d'été du PS. Il y aura donc un tour de vis budgétaire et un soutien à l'investissement, mais ils n'iront probablement pas aussi loin que le souhaitait le ministère des finances.

Manifestement, le président de la République et le premier ministre ont été horripilés par la tournure d'un débat public qui a non seulement divisé les dirigeants socialistes, mais aussi les membres du gouvernement. *M. Rocard,* soutenu par M. Mitterrand, a donc profité de la première occasion pour les rappeler à la nécessaire discipline. Afin de bien se faire comprendre, le président de la République a demandé à son porte-parole, M. Hubert Védrine, de rendre publique une partie de ses propos aux ministres.

A la sortie du conseil, M. Védrine a donc résumé aux journalistes la déclaration faite pendant le conseil par M. François Mitterrand. Le président de la République a affirmé : *« Il faut que la France s'adapte sans délais à la situation au fur et à mesure de son évolution. Quelles conséquences ? Premier principe : économiser l'énergie. Deuxième principe : sauvegarder une croissance favorable à l'emploi sans résurgence de l'inflation ni aggravation du déficit du commerce extérieur. Troisième principe : poursuivre plus que jamais en période difficile la lutte contre les inégalités. Quatrième principe : répartir justement l'effort nécessaire, qui est aujourd'hui limité. »*

M. Louis Le Pensec, porte-parole du gouvernement, a indiqué de son côté, *lors du compte rendu* traditionnel du conseil, que M. Rocard a fait état des inquiétudes, qui se sont exprimées *« de manière démesurée »*, avant d'ajouter : *« Les mots austérité, rigueur, n'ont pas leur place. Nous faisons l'ajustement que nécessite un alourdissement de la facture pétrolière que nous ne voulons pas voir peser sur l'investissement. »*

« Tirs préventifs »

Toujours à propos de la crise du Golfe, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a évoqué le volet diplomatique du problème, avec les initiatives de différents chefs d'Etat arabes ou bien de M. Perez de Cuellar, pour affirmer, selon le porte-parole du gouvernement : *« Il faut malheureusement constater que ces projets ou ces initiatives n'ont pas provoqué le moindre écho du côté irakien qui laisserait espérer que sur l'essentiel, à savoir le retrait des troupes irakiennes du Koweït, existait une volonté sincère de trouver une issue pacifique à la crise. »*

Toutefois, ni le président de la République ni le premier ministre ne s'en sont tenus aux propos rendus publics par les deux porte-parole. Si l'Elysée minimise la portée des déclarations de ces derniers jours – aussi bien celles de certains socialistes que celles, en sens *inverse*, de M. François Perigot, le président du CNPF, – considérées comme des *« tirs préventifs »* face aux ajustements à venir, il n'en reste pas moins que M. Rocard s'est exprimé de façon *« très carrée »*, selon les termes d'un ministre, tout comme M. Mitterrand. Le président de la République a rappelé ses ministres aux contraintes de *« l'indispensable discipline »* – même si M. Jospin avait pris la précaution de prévenir le président qu'il dirait publiquement qu'il était hostile à toute annonce prématurée de mesures économiques inquiétantes *(le Monde* daté 2-3 septembre), – en ajoutant, ainsi que M. Rocard, que les membres du gouvernement qui s'étaient exprimés n'avaient vu qu'une *« fraction »* de ce qui est proposé pour faire face aux conséquences de la crise.

L'Elysée a donc rendu son *« arbitrage »* pour mettre fin, autant que possible, au débat ouvert par les « fuites » sur les projets de M. Bérégovoy et nourris par les propos de MM. Mauroy, Jospin et Fabius, demandant que l'on ne se précipite pas, et par les plaintes de MM. Lang et Emmanuelli contre les orientations du ministre de l'économie. Toutefois, si l'Elysée affirme que le président de la République a fait *la « synthèse »* entre les uns et les autres, l'intervention présidentielle a été perçue par plusieurs ministres comme un soutien à M. Bérégovoy.

Surtout, en l'espèce, d'un côté comme de l'autre, on se félicite que ne soit apparue *« aucune différence de sensibilité »* entre l'Elysée et Matignon. M. Mitterrand a simplement ajouté la culture aux priorités (éducation, recherche, justice, logement social) que M. Rocard entend préserver, à la satisfaction de M. Lang, qui, pourtant, avait été l'un des acteurs les plus virulents du *« psychodrame »* de ces derniers jours.

J.-L. A. ET TH. B.

Les consultations du président de la République

M. Marchais reproche aux Etats-Unis de chercher à « contrôler les richesses » du Golfe

A sa sortie de l'Elysée, après cinquante-cinq minutes d'entretien avec le président de la République sur la crise du Golfe, lundi matin 3 septembre, M. Jacques Chirac s'est refusé à tout commentaire. Samedi, le président du RPR avait indiqué que la France ne devait pas négocier mais créer *« un rapport de force »* avec l'Irak pour obtenir la libération des otages.

Dans l'après-midi, M. François Mitterrand a reçu le secrétaire général du PCF pendant quarante minutes au terme desquelles M. Georges Marchais a lu une déclaration. Le dirigeant communiste a fait part de sa *« profonde inquiétude »*.

« Actuellement, a souligné M. Marchais, *à l'impérialisme de Saddam Hussein répond l'impérialisme des Etats-Unis, qui voient dans la situation créée le moyen de contrôler cette région et ses richesses. »* Selon lui, *« la France ne doit pas se laisser entraîner dans cette logique »* car elle est *« loin d'avoir épuisé toutes ses capacités d'initiative »* pour parvenir à une *« solution pacifique et négociée »*.

Enfin, le député du Val-de-Marne a affirmé son *« opposition totale à ce que les événements du Golfe soient pris pour prétexte à de nouvelles mesures d'austérité »*. Le matin même, *l'Humanité* avait publié un article de M. Marchais (*le Monde* du 4 septembre) qui réclamait un changement *« de politique et de gouvernement »*.

□ **M. Debarge regrette la « cacophonie ».** – *M. Marcel Debarge,* numéro deux du PS, a regretté, lundi 3 septembre à Martigues (Bouches-du-Rhône), la *« cacophonie »* au sein des socialistes. Tout en précisant qu'il était *« en accord sur le fond »* avec la politique économique de M. Pierre Bérégovoy, M. Debarge a ajouté : *« C'est vrai que cela va coûter très cher. Si des sacrifices doivent être faits, ils ne sont pas envisageables pour certaines catégories sociales qui ne peuvent plus en faire »*.

□ ***« Cette guerre n'est pas la nôtre »*, estiment Mgr Gaillot et M. Krivine.** – Mgr Jacques Gaillot, MM. Alain Krivine, Gilles Perrault et Bruno Etienne, ainsi que plusieurs autres personnalités ont demandé lundi 3 septembre, dans un communiqué, *« le retrait de toutes les troupes étrangères de la région du Golfe »*. *« Cette guerre n'est pas la nôtre (...), nous n'avons pas attendu l'invasion du Koweït pour condamner clairement la dictature irakienne (...) nous refusons l'escalade militaire pour la défense des intérêts pétroliers »*, ajoute leur communiqué.

□ **Le Conseil national des Français musulmans soutient M. Mitterrand.** – Le Conseil national des Français musulmans a indiqué, lundi 3 septembre, qu'il *« approuve sans réserve, l'attitude ferme et déterminée de la France dans la crise du Golfe ainsi que les déclarations du président de la République »*. *« la France,* ajoute-t-il, *est la seule puissance qualifiée susceptible de relancer la recherche de solutions pacifiques afin non seulement de sortir de la crise actuelle mais aussi des autres crises telles que la question palestinienne ou l'indépendance du Liban. »*

EUROPE

URSS

Pénurie de pain à Moscou

C'est désormais le pain qui manque à Moscou, une denrée qui avait pourtant pratiquement toujours échappé aux pénuries dans la capitale soviétique, au moins depuis vingt-cinq ans, selon la presse.

Beaucoup de boulangeries étaient vides, lundi 3 septembre au retour des vacances, et de longues queues s'étiraient devant celles qui étaient encore approvisionnées ou espéraient l'être.

Le manque de pain, aliment de base pour les Soviétiques, fortement subventionné, fait franchir un saut qualitatif à la longue liste de pénuries incluant tabac, fromage, essence ou papier. Il intervient alors que l'URSS devait connaître cette année une récolte de blé record, mais qui sera à nouveau en partie perdue à cause de la désorganisation croissante de l'économie. En l'espèce, ce sont les boulangeries industrielles obsolètes de la capitale qui seraient à blâmer, selon les *Izvestia*.

Face à cette situation, M. Mikhaïl Gorbatchev a créé lundi trois groupes de travail, a annoncé l'agence Tass : l'un chargé de la question des récoltes et de l'approvisionnement de Moscou et de Léningrad, l'autre pour *« déterminer les responsabilités, à tous les niveaux »*, des *« obstacles à la réalisation des contrats économiques »*, et le troisième pour trouver les moyens de *« garantir l'ordre public »* et résoudre les litiges de compétence entre les pouvoirs centraux et locaux.

Ces trois groupes sont destinés, selon Tass, à mettre en œuvre les décisions sur la *« stabilisation »*, première étape de la réforme économique, prises la semaine dernière lors de la réunion conjointe des conseils présidentiel et de la fédération, les nouveaux organes, théoriquement consultatifs, créés par le chef de l'Etat soviétique. Les trois groupes ont été confiés respectivement à MM. Lev Voronine, vice-premier ministre soviétique, Iouri Maslioukov, premier vice-premier ministre, et Alexandre Iakovlev, membre du conseil présidentiel et proche conseiller de M. Gorbatchev.

Le même jour, M. Boris Eltsine, qui avait annoncé dimanche qu'il demandait la démission du gouvernement soviétique, a ouvert une session du Parlement russe en l'appelant à adopter le plan de réforme économique radicale élaboré sous la direction de l'économiste Stanislav Chataline.

Quarante millions de chômeurs ?

M. Gorbatchev avait suggéré d'adopter ce plan une fois retouché avec certains éléments du projet concurrent plus prudent du premier ministre Ryjkov, mais le président de Russie a affirmé samedi que seule l'adoption immédiate du plan Chataline pouvait sauver le pays du chaos.

Exposé dans un document de 250 pages remis lundi aux députés, ce « plan de cinq cents jours » prévoit une union de quinze Républiques souveraines, décidant de leur politique fiscale ou agricole, mais gardant une monnaie unique. Le vote des députés russes est prévu la semaine prochaine, le Parlement soviétique entrant lui-même en session le 10 septembre.

Il doit adopter à son tour un programme de réformes économiques, alors que les conflits de compétence s'amplifient. Parmi les mesures prévues dans tous les cas de figure, la fermeture d'usines déficitaires et la suppression de projets de construction inachevés devraient entraîner la mise au chômage dans les prochains mois de dix à douze millions de personnes, un chiffre qui pourrait atteindre quarante millions *« dans les années à venir »*, a estimé lundi le président du comité d'Etat aux questions sociales et au travail, M. Vladimir Chtcherbakov, cité par Tass. – *(AP, Reuter, AFP.)*

Un contestataire du KGB élu au Parlement dans un fief conservateur

M. Oleg Kalouguine, le général contestataire du KGB mis à la retraite en mars dernier et qui s'est acquis une forte popularité en dénonçant les abus de cette institution, a été élu député de l'URSS, a annoncé, lundi 3 septembre, l'agence TASS.

Il a remporté 57 % des voix et battu son rival soutenu par le Parti communiste, dans la circonscription de Krasnodar, un vaste bastion conservateur à majorité rurale du sud de la Russie. Le siège à pourvoir était celui du nouveau chef de file des conservateurs russes, M. Ivan Polozkov, qui a démissionné pour prendre la tête du Parti communiste de Russie.

Ce succès électoral *« prouve que le processus de démocratisation commencé à Moscou a gagné les provinces »*, a déclaré l'ex-général, qui obtient l'immunité parlementaire. Des poursuites judiciaires avaient été lancées contre Oleg Kalouguine, à la demande du KGB, pour *« divulgation de secrets d'Etat »*, après qu'il eut été dégradé et privé de sa retraite en juin par un décret du président Gorbatchev.

Il a pu néanmoins mener une campagne électorale vigoureuse, sur les thèmes de l'opposition démocratique et avec pour cible la direction actuelle du KGB, alors que ses supporters craignaient de voir l'ancien cadre des services de contre-espionnage, promu général à quarante ans, tomber victime d'un « accident de voiture », par exemple.

M. Kalouguine a été soutenu dans sa campagne électorale par les deux juges Gdlian et Ivanov, qui avaient défrayé la chronique avant lui en pourfendant la corruption des dirigeants soviétiques. Comme pour ces derniers, les accusations et poursuites engagées contre lui par le pouvoir n'ont fait que renforcer sa popularité. Plusieurs autres officiers du KGB se sont à sa suite déclarés opposés à leurs employeurs. – *(AFP, Reuter.)*

Auteur d'un article remarqué sur la perestroïka

« Z » persiste, mais signe...

On l'avait soupçonné, il avait nié, mais aujourd'hui il avoue. L'auteur de l'article signé *« Z »*, qui avait intrigué tout Washington en janvier dernier à la suite de sa reproduction dans le *New York Times*, était bien Martin Malia, professeur d'histoire russe à Berkeley, un éminent spécialiste apprécié des soviétologues, mais qui n'a tout de même pas l'aura des éminentes personnalités que l'on montrait du doigt à l'époque : les « suspects » Robert Gates, le numéro deux de la Maison Blanche, James Billington, directeur de la bibliothèque du Congrès, les anciens conseillers présidentiels Henry Kissinger et « Zbig » Brzezinski, qui étaient donc innocents, tout comme George Kennan, que l'on soupçonnait d'avoir voulu récidiver, à quatre-vingt-cinq ans, son exploit de 1947 avec un autre article prophétique sur l'URSS signé « X ».

L'*International Herald Tribune*, qui avait publié, le 6 janvier dernier, l'article en question (*le Monde* du 16 janvier), a donné samedi 1er septembre la parole à Martin Malia. Celui-ci explique qu'il avait alors choisi l'anonymat pour protéger ses sources soviétiques. Il écrivait que le communisme n'était pas réformable, que la perestroïka allait donc contre la logique du système et ne faisait que *« retarder le moment de vérité »*.

Paroles alors sacrilèges mais qui ne le sont plus aujourd'hui, observe-t-il, depuis la chute du mur de Berlin et des régimes communistes en Europe de l'Est, la montée des libéraux en URSS et l'élection à la présidence russe de Boris Eltsine, dont notre professeur est un ardent partisan. Ce qui ne l'empêche pas de constater que M. Gorbatchev, installé dans un *« centre »* de plus en plus inconfortable et trop préoccupé de tactique politique, *« ressemble à l'impératrice douairière de China entre les rivalités des seigneurs de la guerre »*.

Il est probable que, si M. Malia avait retenu le pseudonyme plus technique qu'il proposait initialement, « N. Perestroïkine », l'affaire ne serait pas allée très loin. C'est le « Z » qui a tout changé.

M. T.

ASIE

Après avoir franchi la zone démilitarisée

Le premier ministre nord-coréen rencontre pour la première fois à Séoul son homologue du Sud

En franchissant, mardi 4 septembre à dix heures du matin, la ligne de démarcation qui sépare les deux Corées, le premier ministre nord-coréen, M. Yon Hyong-muk, a été la plus haute personnalité de Pyongyang à se rendre au Sud depuis quarante ans. M. Yon doit avoir à Séoul trois jours d'entretiens avec son homologue, M. Kang Young-hoon. Il sera également reçu par le président Roh Tae-woo. Cette visite, qui pourrait être une première étape vers une réduction de la tension dans la péninsule, ultime stigmate de la guerre froide, constitue aussi une reconnaissance réciproque de facto de Pyongyang et de Séoul.

PANMUNJOM

de notre envoyé spécial

Dix voitures, arborant un drapeau aux couleurs des Nations unies, étaient venues prendre la délégation nord coréenne devant le Pavillon de la réunification, dans la partie nord de la zone de sécurité commune de Panmunjom, espace de 800 mètres de rayon au centre de la zone démilitarisée qui sépare les deux pays à la hauteur du 38e parallèle. Les voitures ont refranchi la ligne, roulant sur le gravier qui borde les trois petits bâtiments peints en bleu où fut signé l'armistice de 1953, seul point de contact entre Nord et Sud avant de prendre la route pour Séoul. Dès leur arrivée dans la capitale sud-coréenne, elles ont été prises dans des embouteillages. Le cortège officiel a été impliqué dans un accrochage au cours duquel la voiture dans laquelle se trouvait M. Yon a été légèrement endommagée.

Quelques minutes auparavant, une cinquantaine de journalistes du Nord avaient franchi à pied la ligne de démarcation en passant à travers le pavillon de l'ONU. Ils avaient été accueillis par leurs collègues du Sud dans une atmosphère étrangement chaleureuse. Ces 250 kilomètres qui séparent les deux Corées, hérissés de barbelés, de bunkers et de canons, constituent l'une des frontières les plus hermétiques et les plus militarisées du monde. Dans son message d'arrivée, M. Yon a déclaré qu'il venait dans un *« esprit de paix et de réunification »*, non sans lancer une pique aux autorités du Sud : *« En franchissant cette ligne, symbole de la confrontation, je pense au triste sort réservé à cette Jeune Fleur de la réconciliation qui l'a franchie l'année dernière »*. Référence à l'étudiante sud-coréenne qui, après s'être rendu à Pyongyang, retourna à Séoul en passant par Panmunjom : elle a été condamnée à dix ans de prison. Cette première recontre ne se traduira vraisemblablement pas par un rapprochement immédiat.

Une profonde évolution

Le simple fait d'avoir lieu n'en revêt pas moins une grande signification. *« Quel que soit son résultat, cette visite marque un pas vers la normalisation des relations entre nos deux pays »*, a déclaré le ministre pour la réunification de Séoul, M. Hong Sung-chol. *« Elle est en effet fondée sur la reconnaissance et le respect mutuel des deux systèmes politiques et de leur gouvernement »*, a-t-il ajouté, employant – fait rare – le mot de *« gouvernement »* pour parler de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), désignée dans les manuels scolaires du Sud, comme le *« régime fantoche du Nord »*. Pyongyang qualifie traditionnellement le Sud de *« régime à la solde des impérialistes américains »*, appelant à la réunification de la patrie par la *« libération »* du joug des Etats-Unis.

Derrière ces courtoisies, se dessine une évolution plus profonde, surtout de la part de Pyongyang qui a toujours affirmé être la seule autorité légitime de la péninsule : la venue à Séoul du premier ministre nord-coréen équivaut à une reconnaissance de fait de la République de Corée. Cette rencontre, dont l'organisation aura pris deux ans, est la plus importante initiative prise par les Corées pour réduire la tension entre deux pays théoriquement toujours en état de guerre, et liés par des accords défensifs avec la Chine et l'URSS dans le cas du Nord, et les Etats-Unis (qui entretiennent sur place 43 000 hommes) pour le Sud.

La présence dans les délégations du chef d'état-major interarmes, le général Chung Ho-kun, pour le Sud, et du vice-ministre de l'armée populaire, le général Kim Gwang-jin, pour le Nord, témoigne de l'importance qui sera accordée à la question du contrôle des armements.

La semaine dernière, M. Roh avait annoncé qu'un programme de désarmement en trois points serait proposé au Nord. Pyongyang avait fait plusieurs suggestions dont la dernière, le 31 mai, préconisait une réduction progressive des troupes jusqu'à 100 000 hommes.

Actuellement, le Nord a presque un million de soldats et le Sud 650 000. Le retrait des forces américaines et de leurs armes nucléaires est la principale condition mise par Pyongyang à une réduction des armements.

PHILIPPE PONS

Quarante-cinq ans de division

1945 : libérée du joug japonais, la péninsule coréenne est divisée à la hauteur du 38e parallèle en deux zones administrées, au nord, par les Soviétiques et, au Sud, par les Américains.

1948 : tandis que le Nord se constitue en République démocratique populaire (RPDC), au sud se crée un autre Etat avec le soutien américain.

1950 : la RPDC envahit le Sud, déclenchant une guerre civile de trois ans dans lequelle interviendront les Etats-Unis – à la tête des forces des Nations unies – la Chine et l'URSS.

1953 : un armistice est signé et une zone démilitarisée de quatre kilomètres de profondeur est établie à la hauteur du 38e parallèle.

1972 : dans un communiqué commun, les deux Corées annoncent qu'elles sont prêtes à des pourparlers en vue de la réunification. Les rencontres au niveau d'un comité de coordination et des Croix-Rouges se poursuivent jusqu'en juin 1973.

1973 : Pyongyang suspend les pourparlers du comité de coordination, mais ceux entre les Croix-Rouges continueront jusqu'en 1977.

1980 : les deux Corées entament des pourparlers préliminaires en vue d'une rencontre entre premiers ministres.

1984 : début des négociations pour la formation d'une équipe commune pour les Jeux asiatiques de Séoul de 1986. La même année, le Nord envoie des secours au Sud à la suite d'inondations. Ouverture des premiers contacts sur les échanges commerciaux.

1985 : les deux Corées décident d'organiser une rencontre entre familles séparées. En août, des Sud-Coréens se rendent à Pyongyang et, en décembre, des Nord-Coréens à Séoul. Début des négociations sur l'organisation des Jeux olympiques de Séoul et une éventuelle participation du Nord ; elles échoueront.

1988 : discussions sur une session commune des deux Parlements.

1989 : nouvelles négociations sur une rencontre entre premiers ministres.

1990 :

– **5 juillet** : Pyongyang annonce son intention d'ouvrir la frontière à Panmunjom.

– **20 juillet** : le président sud-coréen Roh Tae-Woo propose un *« grand échange »* de personnes pendant cinq jours pour commémorer la libération de la colonisation japonaise, le 15 août. Aucune de ces propositions ne se concrétisera.

– **26 juillet** : à l'issue de leurs 8e entretiens préliminaires, les deux délégations décident qu'une rencontre entre les deux premiers ministres aura lieu à Séoul du 4 au 7 septembre, suivie d'une autre à Pyongyang début octobre.

EN BREF

□ **AFGHANISTAN : explosion devant l'ambassade soviétique.** – Une très forte explosion s'est produite, lundi 3 septembre, devant l'ambassade soviétique à Kaboul, semant la panique dans le quartier. Elle a détruit plusieurs fenêtres de la mission mais n'aurait pas fait de victimes. Des témoins ont indiqué qu'un véhicule transporteur de troupes afghan, stationné à l'extérieur de l'ambassade, a soudainement explosé. Selon certaines sources, un court-circuit dans le système électrique de l'engin serait à l'origine de l'explosion, qui aurait ensuite mis le feu aux munitions stockées dans le véhicule. – *(AFP.)*

□ **MONGOLIE : réélection à la présidence de M. Ochirbat.** – Le Parlement de Mongolie a réélu à la tête de l'Etat, lundi 3 septembre, le communiste réformateur Punsalmaagiyn Ochirbat, âgé de quarante-huit ans. Les premières élections libres mongoles, le mois dernier, avaient été remportées par les communistes. – *(Reuter.)*

□ **SURINAME : l'armée aurait pris le bastion de la guérilla.** – L'armée surinamienne aurait conquis lundi 3 septembre, l'île de Langatabetje, bastion du *« Commando de la Forêt »* de Ronnie Brunswijk (mouvement de guérilla) situé sur le fleuve Maroni qui marque la frontière avec la Guyane française, selon un porte-parole militaire à Paramaribo. A la suite de l'attaque, qui n'aurait fait ni victimes ni blessés dans les rangs de l'armée, les militaires surinamiens auraient pris le quartier général de la guérilla, mais Ronnie Brunswijk aurait réussi à s'enfuir. – *(AFP.)*

□ **COLOMBIE : Onze blessés dans un attentat à la grenade à Cali.** – Onze personnes ont été blessées lundi soir 3 septembre, dans un café très fréquenté de Cali, par l'explosion d'une grenade lancée par des inconnus qui ont pris la fuite à moto, a annoncé la police. Situé à 300 kilomètres au sud-ouest de Bogota, Cali est le fief du deuxième réseau colombien de cocaïne derrière le cartel de Medellin. – *(Reuter.)*

OCÉANIE

NOUVELLE-ZÉLANDE : Après la démission de M. Palmer

M. Mike Moore prend la tête du gouvernement travailliste

A moins de deux mois des élections législatives du 27 octobre, le premier ministre travailliste néo-zélandais, M. Geoffrey Palmer, a annoncé ce mardi 4 septembre sa démission. Il a été remplacé par M. Mike Moore, qui était jusqu'à présent ministre des affaires étrangères.

Le départ de M. Palmer, qui dirigeait le gouvernement depuis à peine treize mois, à la suite de la démission de son bouillant prédécesseur, M. David Lange, s'apparente davantage à un limogeage. Lundi encore, il affirmait qu'il n'était pas un *« lâcheur »*, qu'il avait l'intention de conduire son parti aux élections, et démentait l'existence d'un *« complot »* contre lui. Le lendemain, il annonçait sa démission.

Au-delà du problème technique posé par l'opposition des députés travaillistes, et d'une majorité de son cabinet, à un projet sur l'environnement auquel tenait fort M. Palmer, c'est dans l'état de déconfiture et de division politique dans lequel se trouve le Labour néo-zélandais qu'il faut chercher les causes de ce putsch feutré.

Au pouvoir depuis six ans, cela faisait deux ans que les travaillistes montraient des signes d'essoufflement face à une opposition conservatrice du Parti national sans chef d'envergure ni politique de remplacement crédible. Après avoir vogué sur une vague de popularité – surtout au moment de l'affaire du *Rainbow-Warrior* – M. Lange avait dû céder la place à M. Palmer, le parti étant las des éclats de voix du premier ministre et de ses propres luttes intestines. Vice-premier ministre, M. Palmer avait été chargé de calmer la situation, et surtout de renverser une tendance de plus en plus défavorable au gouvernement.

En dépit de ses qualités, M. Palmer n'y est pas parvenu. Bien au contraire, car, désormais, le Labour se trouve, dans les sondages, à une trentaine de points derrière les Nationaux de M. Jim Bolger. Pire, ces sondages le rendaient en partie responsable de cette déroute qui pourrait réduire le nombre de députés travaillistes de 56 à une vingtaine.

M. Mike Moore réussira-t-il mieux dans ses efforts ? Il est sans doute trop tard pour remonter la pente, même si les différents ténors tentent de montrer à l'opinion qu'ils font front commun devant l'adversité. Dans ce pays calme des antipodes, qui compte beaucoup plus de moutons que d'électeurs, on sait aussi aiguiser les couteaux dans les arrière-salles aussi bien qu'ailleurs.

Un « self-made man » énergique

S'il était une personnalité qui pouvait tenter ce redressement de dernière minute, ou du moins de limiter les pertes, ce pouvait difficilement être quelqu'un d'autre que M. Moore. Ce jeune politicien ambitieux – il est âgé de quarante et un ans et fut élu député d'Auckland pour la première fois à vingt-trois ans – est issu d'une famille très modeste et désunie. Il commença très tôt à travailler avant de se lancer dans la politique comme un véritable « pro ».

Après avoir surmonté la défaite électorale en 1975, puis un cancer, il devint en 1984 ministre du commerce extérieur – qui se confond souvent en Nouvelle-Zélande avec les affaires étrangères – avant de prendre la direction de la diplomatie de Wellington, devenant le numéro trois du cabinet.

Dans ses premières déclarations, cet homme énergique n'a pas fait de promesses creuses, montrant surtout son tempérament de battant. *« Je n'ai pas de mandat populaire. Au cours des huit prochaines semaines, je donnerai à la Nouvelle-Zélande un choix clair et net entre ce que le Labour peut donner et ce que le Parti national peut prendre. Je me trouve dans une situation très difficile. (...) Ma vie a été pleine de situations difficiles. Je les ai toujours surmontées (...) »*

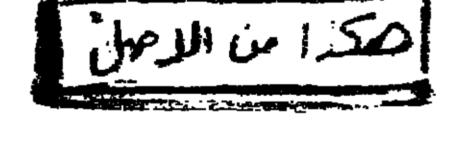
« Je suis conduit, le gouvernement est conduit par la volonté d'assurer que tout le monde aura sa part équitable du produit de la nouvelle situation économique issue des souffrances et des sacrifices de notre peuple, a ajouté M. Moore. *Je suis un battant et je sais que notre pays en est plein, qui combattront à mes côtés pour le rendre aussi grand que nous savons qu'il peut l'être »*. Il ne lui reste que huit semaines pour tenter de le prouver.

P. DE B.

DIPLOMATIE

□ **Mort de René de Crouy-Chanel, ancien ambassadeur.** – Nous apprenons la mort de René de Crouy-Chanel, ancien ambassadeur.

[Né en 1910, diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales, René de Crouy-Chanel avait commencé sa carrière en 1937, comme attaché de consulat à Montréal. Prisonnier de guerre jusqu'en 1945, il fut ensuite en poste à Buenos-Aires, à Santiago du Chili, et en Finlande avant d'être consul général à Gand (1960-1965), puis à Daoula jusqu'en 1973. Après cette date et jusqu'à sa mise à la retraite en 1975, il avait été ambassadeur au Malawi].


صكرا من الاصل

AFRIQUE

MALI

De nouvelles atrocités auraient été commises contre des civils touaregs

Malgré l'absence quasi totale d'informations officielles en provenance de Nyamey et de Bamako, le sort des populations touarègues du Niger et surtout du Mali suscite une inquiétude grandissante en France.

Tilalt, association de solidarité avec les Touaregs récemment créée à Paris, s'interroge sur les conditions réservées à quelque *« quarante-cinq Touaregs détenus »* au Niger et a réitéré sa demande d'une commission d'enquête indépendante *« chargée de faire la lumière sur les massacres des Touaregs dans la région de Tchin-Tabaraden »* en mai. De son côté, le secrétariat d'Etat à l'action humanitaire s'affirme *« préoccupé par la situation qui prévaut dans le nord du Mali »* où l'armée gouvernementale reste mobilisée. Les *« douloureux événements »* qui, selon l'expression du président Moussa Traoré dans son discours du 23 août, ont *« endeuillé »* le nord du Mali depuis la fin juin, sont loin d'avoir trouvé un épilogue. La prolongation de l'état d'urgence, décrété le 20 juillet, vient, en effet, d'être votée par l'Assemblée nationale, signe que la *« campagne de pacification »* menée contre les *« bandits armés »* n'est pas close.

A Paris, l'ambassade du Mali a beau jurer qu'il n'y a plus *« aucun problème »*, les organisations non gouvernementales (ONG) se voient déconseiller par les autorités françaises de s'envoler pour Bamako. Il est non seulement impossible de circuler dans le Nord, mais désormais *« très délicat »* de sortir de la capitale, les routes étant *« peu sûres »*. Le climat d'insécurité qui prévaut dans le Nord n'est certes pas une chose nouvelle. Les diplomates en poste à Bamako rappellent que, *« chaque année »*, des Occidentaux imprudents trouvent la mort dans les déserts maliens. Victimes d'une panne de véhicule, certains succombent de soif ou de faim. D'autres sont la proie des voleurs. Mais la tension, à l'évidence, a grimpé de plusieurs crans et changé de nature : la première attaque des « rebelles » touaregs contre la localité de Menaka, le 28 juin, a donné le signal d'une guerre de guérilla.

Les forces gouvernementales, dont le quartier général se trouverait à Kidal, *« maîtrisent »*-elles vraiment la situation, comme l'affirme le président Traoré ? L'invitation qu'il a lancée aux *« populations sédentaires et nomades des zones concernées »* afin d'*« apporter leur collaboration totale et sincère à l'armée »* a été entendue. Les *« difficultés de terrain »* (mauvaise connaissance des pistes, manque de véhicules adaptés au désert, absence d'hélicoptères) n'empêchent pas les soldats d'intervenir : *« La délation marche très bien, les militaires agissent essentiellement sur dénonciation »*, assure une source bien informée.

« Contre une chèvre ou une femme... »

Contre la promesse *« d'une chèvre, d'une femme ou d'un chameau »*, certains Touaregs accepteraient de jouer les guides jusqu'aux campements prétendument suspects. Selon cette même source, *« plusieurs centaines de civils, surtout des femmes, des vieillards et des enfants »* ont été ainsi *« massacrés »* par l'armée. Pour couronner le tout, plusieurs puits auraient été *« empoisonnés »* afin de décimer le bétail, sinon la population.

De source touarègue, on cite le cas de plusieurs campements dont les habitants ont été *« fusillés »*, *« brûlés vifs »* ou *« enterrés vivants »*. Dans un autre, situé à une quinzaine de kilomètres de Kidal, *« neuf hommes ont été forcés de creuser une fosse où les militaires les ont ensuite jetés et enterrés jusqu'aux épaules. Puis, un soldat a lancé une grenade... »*. Ces informations, invérifiables, ne sont pas faites pour calmer la tension.

Ce ne sont pas les premiers témoignages du genre (*le Monde* du 15 août) ni sans doute les derniers. Mais, désormais, plus personne, dans un camp comme dans l'autre, ne nie le fait que des atrocités sont commises contre les civils. Le chef de l'Etat, pour lequel *« il ne s'agit pas là d'un problème touareg »*, dénonce les *« actes abominables »* perpétrés *« par ces anciens mercenaires, que des entraînements intensifs et de longues habitudes, acquises sur d'autres terrains, prédisposent naturellement au langage des armes, au pillage et au vandalisme »*. Tout le monde, à Bamako, a compris le message et chacun, en coulisse, désigne la mythique « légion islamique » du colonel Kadhafi, dans laquelle les révoltés touaregs seraient censés s'être enrôlés.

Cette version des choses fait hurler les milieux touaregs... autant que les milieux libyens. Tandis que ces derniers s'insurgent contre *« cette fantasmagorie inventée par les ennemis de la Libye »* et jurent que la « légion islamique » n'a *« jamais existé »*, les Touaregs récusent avec virulence l'hypothèse selon laquelle leur combat serait soutenu, voire manipulé, par Tripoli. *« Les Touaregs, comme la plupart des Berbères, sont ceux qui résistent le plus fortement à la pression panarabiste »*, explique l'écrivain touareg Awad.

Tout en reconnaissant que *« des camps d'entraînement militaire »* – où les mercenaires africains *« se trouvaient répartis par nationalité »* – ont bel et bien été « fréquentés » par les jeunes Touaregs du Mali et du Niger, l'écrivain affirme que cette période est révolue. Un point de vue que confirment la plupart des spécialistes : la « légion islamique », sorte de légion étrangère à la mode libyenne, créée pour les besoins de la guerre contre le Tchad, aurait effectivement été dissoute en 1987-1988.

Mais les séjours de jeunes Touaregs en Libye n'en ont pas pour autant cessé : comme beaucoup d'autres Africains, certains d'entre eux rejoignent régulièrement l'armée libyenne – où ils reçoivent une formation militaire – et la désertent tout aussi régulièrement, emportant solde et armes à travers les frontières. Ce sont ces jeunes (âgés *« de quinze à vingt-cinq ans »*, dit-on) qui constitueraient aujourd'hui le gros des *« combattants »* du nord du Mali. Sont-ils animés par une revendication « simplement » identitaire ? Ou par une volonté séparatiste ? Leurs motivations, en l'absence de porte-parole reconnu, restent difficiles à apprécier. Leur nombre également : il varierait, selon les sources, de six cents à... trois mille hommes.

Avec ces maquisards, peut-être pas si nombreux, mais en tout cas très aguerris et rompus dès l'enfance à la vie du désert, l'armée malienne a affaire à forte partie. Pourra-t-elle se sortir, seule, de cette « guerre des sables » ? Selon des rumeurs persistantes, Bamako pourrait être tenté de solliciter une aide militaire extérieure. Celle de Paris paraît exclue : de source diplomatique, on assure en tout cas qu'*« aucune demande en ce sens, formelle ou informelle »*, n'a été reçue à ce jour.

CATHERINE SIMON

□ **NIGER : le gouvernement invite Amnesty International.** – Les autorités de Niamey ont démenti, lundi 3 septembre, les accusations d'Amnesty International selon lesquelles des rebelles touaregs auraient été victimes d'exécutions sommaires au lendemain des affrontements de Tchin Tabaraden, en mai. Le gouvernement invite l'organisation de défense des droits de l'homme à se rendre au Niger *« pour s'enquérir sur place de la situation »*. – *(AFP, AP.)*

Le voyage du pape

Jean-Paul II appelle à la solidarité entre pays développés et pays en développement

« Ce qui est nécessaire de la part des peuples et des nations, développées et en développement, est un engagement à la solidarité, pour le bien de tous », a déclaré le pape Jean-Paul II devant vingt-cinq mille personnes rassemblées lundi 3 septembre à Songea, une petite ville du sud-ouest de la Tanzanie.

Au troisième jour de sa visite en Afrique, le souverain pontife a reconnu, lors d'une cérémonie de confirmation de jeunes catholiques, que leur avenir sur le continent le plus pauvre du monde peut sembler décourageant.

Selon lui, les rêves de l'époque des indépendances ont été anéantis par les problèmes de la faim, de la malnutrition et des réfugiés, par la criminalité, la corruption et les carences sanitaires et scolaires. *« Mais cela ne doit pas être forcément ainsi »*, a dit le pape.

« Beaucoup de problèmes de développement (...) peuvent être résolus avec une nouvelle attitude, diamétralement opposée à un désir égoïste de profit et à une soif de pouvoir. » Jean-Paul II s'est également adressé aux dirigeants musulmans présents pour rappeler que le catholicisme et l'islam doivent avoir une relation de *« justice, de fraternité et de respect mutuel »*. – *(Reuter.)*

AFRIQUE DU SUD

Libération de onze membres de l'ANC

Onze membres du Congrès national africain (ANC) détenus à la prison de Robben-Island, au large du Cap, ont été libérés lundi 3 septembre, a indiqué un porte-parole de l'organisation, M. Trevor Manuel.

Les onze détenus, accusés de terrorisme et de haute trahison, ont bénéficié de *« libérations administratives »*. Ils avaient effectué les deux tiers de leur peine. Leur libération n'intervient donc pas dans le cadre de l'accord de Pretoria, signé le 6 août entre le gouvernement sud-africain et l'ANC, et prévoyant la création d'un groupe de travail commun chargé d'étudier l'élargissement, à partir du 1er septembre, de prisonniers politiques.

D'autre part, le vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela a réitéré, lundi, au cours d'une conférence de presse, les accusations de son mouvement à l'encontre de la police, en déclarant : *« il ne fait aucun doute dans notre esprit que des policiers ont aidé à fomenter les violences »*.

M. Mandela a nié le caractère ethnique de ces violences, et a critiqué la décision du président Frederik De Klerk de confier au ministère de la loi et de l'ordre une enquête sur le comportement de la police dans les affrontements, estimant qu'il revenait à la justice de mener ces investigations.

Enfin, deux bombes ont explosé, dimanche, à l'extérieur des locaux du journal de langue afrikaans *Beeld* à Johannesburg sans faire de blessé. – *(AFP.)*

EN BREF

□ **TCHAD-LIBYE : la Cour de La Haye saisie.** – Le Tchad et la Libye ont saisi la Cour internationale de justice de La Haye pour le règlement de leur conflit territorial sur la bande d'Aouzou, a-t-on appris de source autorisée lundi 3 septembre à N'Djaména. – *(AFP, Reuter.)*

□ **LIBÉRIA : nouvelles menaces des rebelles.** – Le chef du Front national patriotique du Libéria (NPFL), Charles Taylor, a déclaré une guerre totale contre la force ouest-africaine d'interposition qu'il a qualifiée, dimanche 2 septembre, de *« bande de mercenaires composée de voyous »*. Charles Taylor a averti les Libériens qu'il n'y avait *« pas de place pour ceux qui souhaiteraient rester neutres ou à l'écart de la guerre »*. – *(Reuter.)*

□ **ETHIOPIE : inquiétude sur le sort des Falachas.** – Selon un responsable de l'Association des immigrants éthiopiens en Israël, plus d'une centaine de juifs éthiopiens seraient morts au mois d'août, à Addis-Abeba, où ils attendaient des visas pour émigrer. *« Ils sont sans vivres, sans logement et c'est l'hiver en Ethiopie. Des enfants ont succombé à l'absence d'alimentation et la plupart de ceux venant du Soudan ont la malaria »*, a affirmé ce responsable. – *(Reuter.)*

POLITIQUE

Réunis à Pau en université d'été

Les jeunes rocardiens renoncent à demander la suppression du service militaire

PAU

de notre correspondant

La crise du Golfe, en toile de fond des débats, a évidemment perturbé le calendrier de la sixième université d'été des jeunes rocardiens, réunis à Pau du 30 août au 2 septembre : M. Rocard, pour la première fois, n'a pas fait le déplacement et la tonalité des échanges a changé. Il n'est pas simple, en effet, de disserter sur *« la fin des partis politiques ? »* – débat de *« pure rhétorique »* pour l'historien Jacques Kergoat – ou sur *« les nouvelles dimensions de l'Europe »*, alors que M. Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet du premier ministre, est venu, vendredi 31 juillet, brosser, en termes empreints de gravité, le tableau d'une situation internationale tendue et annoncer les *« conséquences inévitables »* sur l'économie et le budget. Ceux auxquels M. André Labarrère demandait d'être, sinon des iconoclastes, du moins des analystes critiques, dont la première vertu serait de *« déranger et contester »*, n'ont pourtant pas renoncé à mener à son terme la réflexion qui les avait conduits à proposer aux clubs Forum, pour l'année à venir, une charte en dix points (*le Monde* du 31 août).

Ils ont quand même, en bout de compte, révisé quelques-unes de leurs prises de position et modifié certaines des formules d'un texte qui avait provoqué quelques remous.

Ainsi ont-ils renoncé à la proposition initialement faite de supprimer purement et simplement le service national pour souhaiter *« une rénovation des formes du service national et la suppression du service militaire obligatoire »*. De même, ils ne posent plus en principe pour le gouvernement de la France *« un exécutif à une seule tête »* et se contentent de demander *« de nouveaux rapports entre exécutif et législatif »*.

A propos des *« dégâts de la rigueur »*, ils ont atténué l'analyse qui les avait conduits à écrire : *« Aujourd'hui, la faiblesse de l'inflation et le haut niveau des taux d'intérêt sont un obstacle à la consommation des plus démunis et une prime à l'épargne des plus favorisés »* « *L'inflation n'est pas un facteur de développement social* », ont corrigé les congressistes, qui, en revanche, continuent de demander *« un traité communautaire instaurant le droit de vote des ressortissants de la CEE sur la base de réciprocité »*, *« des procédures de naturalisation accélérées »* et un *« grand emprunt national »* pour financer l'effort en matière d'éducation. Enfin, ils ont renoncé à demander *« l'interdiction de tout autre mandat aux parlementaires »* en maintenant leur exigence du renforcement de la règle du non-cumul.

PHILIPPE TUGAS

Les socialistes alsaciens veulent isoler les Verts

STRASBOURG

de notre correspondant

La manifestation favorable à la construction de l'usine autrichienne d'acide citrique qui a rassemblé deux mille personnes, samedi 1er septembre à Marckolsheim (Bas-Rhin), et qui était soutenue par le maire socialiste de Strasbourg, Mme Catherine Trautmann (*le Monde* du 4 septembre), révèle la profondeur de la cassure entre les Verts et les socialistes alsaciens (1), les premiers s'éloignant de plus en plus des seconds depuis les municipales de mars 1989.

Le maire de Strasbourg, avec l'appui de ses amis socialistes, affirme que les Verts – hostiles à la construction de l'usine – ont poussé le bouchon trop loin dans l'affaire de Marckolsheim et ignorent complètement les réalités du développement économique. De fait, la gauche alsacienne, qui a pris plusieurs mairies de la région en 1989 – Mulhouse, Strasbourg, Sélestat, Thann, par exemple – veut démontrer qu'elle a perdu tout dogmatisme dans la gestion des affaires. Elle entend prouver que les Verts s'isolent lorsqu'ils sont extrémistes et que leurs élus sont imperméables à la discussion.

Dans la région d'Antoine Waechter, député européen et conseiller municipal de Mulhouse, il s'agit aussi de convaincre l'important électorat vert que le PS, seul, sait marier écologie et économie. Il y a quelques semaines, les Verts strasbourgeois avaient pris leurs distances avec le projet de tramway défendu par Mme Trautmann pour Strasbourg, demandant qu'il soit largement rediscuté. Les Verts, pourtant partisans de ce mode de transport, craignent que *« ce projet mi-chèvre mi-chou ne conduise à la réalisation d'un tramway gadget et onéreux »*.

JACQUES FORTIER

(1) A Strasbourg, le samedi 25 août, lors de l'université d'été des rocardiens, Mme Trautmann avait affirmé que le président de la République, en intervenant personnellement dans la querelle de Marckolsheim, par une lettre adressée à M. Antoine Waechter, avait mis le feu aux poudres dans un dossier qui était en cours de règlement.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres, s'est réuni lundi 3 septembre, sous la présidence de M. François Mitterrand, au Palais de l'Elysée. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

• Code rural et code forestier

Le ministre de l'agriculture et de la forêt et le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs ont présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la partie législative des nouveaux Livres II, IV et V du code rural. Le ministre de l'agriculture et de la forêt a également présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la parie législative du code forestier.

Ces projets ont pour objet de donner force de loi à des textes codifiés par voie réglementaire. Les livres II, IV et V du code rural sont respectivement consacrés à la protection de la nature, aux baux ruraux et aux organismes professionnels agricoles.

Il résulte de la volonté du gouvernement de relancer la codification des textes législatifs et réglementaires. Celle-ci permet aux citoyens d'accéder plus facilement à la règle de droit et contribue ainsi à améliorer les relations entre l'administration et les usagers.

• Développement technologique de l'industrie française

Le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire et le ministre de la recherche et de la technologie ont présenté au conseil des ministres une communication sur la politique de développement technologique de l'industrie française.

Depuis deux ans, la priorité donnée à la recherche bénéficie tout particulièrement à la recherche industrielle et au développement technologique des entreprises, qui est devenu un axe majeur de la politique industrielle française. Les dotations budgétaires consacrées à la recherche industrielle progressent chaque année de près de 15 % depuis trois ans.

Au-delà des secteurs stratégiques où l'action publique a conduit à de remarquables réussites technologiques et commerciales (aéronautique, espace, télécommunications, défense, énergie...), la politique menée vise à stimuler l'innovation dans l'ensemble des entreprises.

1. – Des mesures encouragent le développement de la recherche dans toutes les entreprises : amélioration du crédit d'impôt-recherche, dont le coût pour l'Etat s'est accru de 30 % en 1990 ; soutien apporté à la formation des chercheurs, notamment au sein des entreprises elles-mêmes ; efforts consentis pour la diffusion des technologies, de la formation scientifique et technique et pour la normalisation.

2. – Les actions favorisant l'innovation dans les petites et moyennes entreprises ont été renforcées : les moyens de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche ont augmenté de 60 % en trois ans ; des aides financières à la diffusion des techniques sont mises en place par l'Etat dans certains secteurs ; un réseau national de diffusion s'organise en complément des activités des centres régionaux d'innovation et de transfert de technologies.

3. – Le lancement des grands projets de recherche fait l'objet depuis deux ans de nouvelles procédures, baptisées « sauts technologiques » et « grands projets innovants », qui s'appliquent d'ores et déjà à soixante-dix projets.

L'Etat soutient également la conduite de grands projets stratégiques : JESSI pour les composants électroniques, télévision haute définition, véhicule automobile propre et économe, TGV de troisième génération. Deux nouveaux projets doivent être prochainement lancés : l'un concerne les nouvelles technologies de production agro-alimentaire axées sur la qualité, l'autre le véhicule sûr et les systèmes d'assistance à la conduite. Pour l'avenir, les pouvoirs publics examinent la possibilité de lancer de nouveaux programmes, par exemple dans l'informatique, la biochimie ou le traitement de l'eau.

4. – L'Etat s'attache enfin à favoriser la coopération européenne en matière de recherche, notamment dans la mise en œuvre de l'initiative EUREKA.

• Bilan de l'opération « été-jeunes »

Le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale a présenté au conseil des ministres une communication, établissant un premier bilan des opérations de prévention de la délinquance juvénile dénommées « été-jeunes ».

Depuis neuf ans, ces opérations à caractère interministériel ont pour objectif de lutter contre le désœuvrement des jeunes de treize ans à vingt et un ans vivant dans les quartiers défavorisés.

Ces opérations se sont déroulées en 1990 dans de bonnes conditions. Au cours des mois de juillet et d'août, plus de deux cent vingt mille jeunes ont participé à diverses activités éducatives, sportives et de loisirs.

Les collectivités locales, qu'il s'agisse des communes ou des vingt-quatre départements engagés dans cette action, ont apporté une contribution importante et efficace à ces opérations.

Mesures individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre de la défense,

– le général de division aérienne Claude Lemieux est nommé général de corps aérien.

En outre ont été adoptées diverses mesures d'ordre individuel relatives à la promotion, à l'affectation et à la situation administrative d'officiers généraux de l'armement, de l'armée de terre, du service des essences des armées et de la gendarmerie nationale.

Sur proposition du ministre de l'intérieur,

– M. Jean-Raphaël Alventosa, administrateur civil hors classe, est nommé directeur du personnel et de la formation de la police *(lire page 11)*.

Sur proposition du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale,

– M. Jean-Louis Buhl, inspecteur des affaires sociales, est nommé directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité Sociale.

Sur proposition du ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé de la mer,

– M. André Combeau, ingénieur en chef des Ponts et chaussées, est nommé directeur du Port autonome de Bordeaux.

SOCIÉTÉ/CULTURE

La réforme du Service de coopération technique internationale

Les diplomates policiers de M. Pierre Joxe

Les trente-cinq chefs des délégations à l'étranger du Service de coopération technique internationale de la police (SCTIP) tiennent un colloque au ministère de l'intérieur du lundi 3 au vendredi 7 septembre. Appelés à réfléchir sur la politique et les mécanismes administratifs et financiers de la coopération policière, ces hauts fonctionnaires préparent la mutation d'un service qui, créé en 1961 pour assister la formation des polices des pays étrangers, est conduit à *« devenir progressivement le service des relations internationales de la police »*, selon la formule du ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, qui a ouvert le colloque.

La réforme engagée au sein de la police nationale n'épargne pas ses antennes à l'étranger. Souvent considérées dans le passé comme des oubliettes dorées, bien pratiques pour tenir à l'écart tel haut fonctionnaire indésirable, ou tout au contraire comme des récompenses exotiques offertes à d'autres, tel autre, les antennes du SCTIP avaient, selon le mot d'un représentant du ministère de l'intérieur, réputation *« de ronronner dans une tradition post-coloniale »* : *« Les chefs de délégation étaient en poste depuis des années. Il arrivait qu'on ne sût plus très bien s'ils étaient encore les représentants de la France ou bien devenus des conseillers officieux du ministre de l'intérieur du pays étranger. »*

Parallèlement, la représentation de la police nationale dans les diverses instances internationales pouvait souvent souffrir de la multitude des directions et des services administratifs qui composent le ministère de l'intérieur. Un « désordre » difficilement conciliable avec le *« changement d'échelle – presque une explosion – de la dimension internationale des activités du ministère »*, explique M. Joxe. Qu'il s'agisse de la lutte contre la drogue et de la grande délinquance financière qui lui est liée ou tout simplement de l'harmonisation européenne, la police française obéit, au fil du temps, à une logique d'internationalisation.

De cette évolution témoigne la multiplication des accords bilatéraux en matière de lutte contre la criminalité transfrontière avec les partenaires européens parmi lesquels vont bientôt figurer la Pologne, la Hongrie et *« peut-être l'URSS »*, selon M. Joxe. Ou encore la participation française accrue dans les organisations internationales spécialisées (Interpol, le Fonds des Nations unies pour la lutte contre les abus de drogue).

Rénover, intensifier, voire moraliser les actions de coopération policière, unifier l'action « diplomatique » du ministère, telles sont les deux priorités qui donnent déjà une nouvelle vie au SCTIP. Appelé à *devenir le centre vital de la diplomatie* policière, cet organisme s'agence désormais autour de trois structures : la première administrative et financière, la deuxième chargée de la coopération technique et des relations bilatérales, la troisième chargée des questions européennes et des relations multilatérales.

Exporter le modèle démocratique

Le SCTIP avait fait déjà peau neuve. En trois ans, presque la totalité de ses cadres ont été renouvelés, assure son directeur, M. Jacques Franquet. Depuis 1988, le nombre des délégations est passé de vingt-cinq à trente-cinq. L'influence policière française a gagné l'Afrique non francophone, les pays de la zone caraïbe et l'Amérique latine. De nouvelles ouvertures de postes sont actuellement étudiées en Pologne, au Bangladesh, en Inde, au Zaïre.

Cette expansion géographique s'est accompagnée d'un effort de formation des fonctionnaires du SCTIP. Des stages de management et de technologie policière se sont succédé aux quatre coins du monde afin de leur permettre d'élaborer et de proposer « clé en main » à l'étranger des programmes de modernisation policière. *« L'objectif est d'avoir à terme des attachés policiers dans les ambassades, de la même manière que celles-ci disposent d'attachés militaires ou commerciaux »*, précise-t-on au ministère de l'Intérieur.

« Clé en main », mais pas à n'importe quel prix, a souligné M. Pierre Joxe. Il s'agit de favoriser *« la constitution de polices de type civil, respectueuses du droit, disposant de moyens pour agir mais sachant mesurer exactement leur force, indispensables à la démocratie »*. La technique policière au service de l'exportation du modèle démocratique, tel est désormais l'emblème que M. Pierre Joxe veut accoler au SCTIP. En invitant ses délégués à plancher sur les travaux du dernier sommet franco-africain de La Baule, le ministre a également tenu à confirmer la survivance de la vocation africaine du SCTIP : *« Il ne faut pas imaginer un instant qu'il n'y en a plus aujourd'hui que pour l'Europe. Je dirais même : au contraire ! Nos intérêts, nos liens traditionnels demeurent avec l'Afrique. Aussi parce qu'il y a une brise nouvelle qui va dans le sens de la démocratie. Vous devez y jour un rôle important. »*

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Dans l'affaire de « Port Fréjus »

Le promoteur exproprié est expulsé par les forces de l'ordre

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Trente-cinq policiers de Toulon et de Fréjus ont procédé, lundi 4 septembre, sans incident, à l'expulsion d'un promoteur, M. René Espanol, qui occupait depuis le 30 juillet (*le Monde* du 1er août) une parcelle de terrain dont il avait été exproprié dans le cadre du projet municipal de construction de « Port Fréjus ».

Cette opération a été déclenchée en exécution d'une ordonnance d'expulsion, rendue le 3 août par le juge des référés du tribunal de grande instance de Draguignan (*le Monde* daté 4-5 août). Elle faisait suite à une assignation lancée contre M. Espanol par la SCI Bleu Marine, l'une des deux sociétés de promotion bénéficiant d'un permis de construire sur le terrain contesté.

Après l'annulation de la déclaration d'utilité publique de « Port Fréjus » par le Conseil d'Etat, le 27 juillet, M. Espanol estime que l'ordonnance d'expropriation dont il a fait l'objet est devenue caduque et devra, nécessairement, être annulée par la Cour de Cassation qui doit statuer prochainement. Du coup, la vente des terrains par la société d'économie mixte de Fréjus, la SEMAF, est, elle-même, à ses yeux, entachée, *ipso facto*, de nullité. Le tribunal de grande instance l'avait suivi dans son raisonnement, mais il avait indiqué que cette ordonnance d'expropriation demeurait encore *« un titre apparent auquel foi est due »*.

« Le droit avec des œillères »

La SCI Bleu Marine a repris aussitôt possession de la parcelle libérée par M. Espanol qu'elle fait désormais garder par des vigiles. Le promoteur fréjussien, qui s'est installé à proximité, sur des lots non commercialisés de son ancien terrain, a annoncé qu'il engageait de nouveaux recours, en responsabilité professionnelle, contre le notaire marseillais ayant passé les actes de vente et pour escroquerie à jugement contre la SEMAF.

« L'usage de la force publique, a commenté le conseil de M. Espanol, M. Marcel Gianmarinaro, *intervient à l'appui d'une décision de référé qui ne pouvait trancher un problème de propriété et qui se situe en aval de toute une série de jugements allant en sens inverse. C'est, en l'occurrence, faire du droit avec des œillères »*.

GUY PORTE

M. Alventosa directeur du personnel et de la formation de la police

Au conseil des ministres du lundi 3 septembre, M. Jean-Raphaël Alventosa a été nommé, sur proposition du ministre de l'intérieur, directeur du personnel et de la formation de la police. Administrateur civil hors classe, M. Alventosa était depuis décembre 1988 conseiller technique au cabinet de M. Pierre Joxe, chargé du budget. La nomination de M. Alventosa intervient alors que le ministère de l'intérieur est engagé dans une négociation avec les organisations syndicales sur une réforme des corps et des carrières de la police nationale.

[Né le 1er avril 1949 à Paris, M. Jean-Raphaël Alventosa, licencié en philosophie et en droit, est ancien élève de de l'Ecole nationale d'administration (promotion « Droits de l'homme »). D'abord affecté à la sous-direction de l'administration des personnels des services extérieurs du Trésor (1981-1983), il rejoint ensuite le cabinet de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé du budget comme conseiller technique chargé de la décentralisation et du budget de l'intérieur (1983-1985). Mis à la disposition du contrôle d'Etat et du budget, chargé de la modernisation (1985-1986), il est affecté en septembre 1987 à la direction de la comptabilité publique avant de rejoindre, en décembre 1988, le cabinet de M. Pierre Joxe.]

A la maison d'arrêt de Fresnes

Le dénouement heureux d'une prise d'otage

Un détenu de la maison d'arrêt de Fresnes (Val-de-Marne) a pris en otage un médecin de l'établissement pendant près de quatre heures, lundi 3 septembre (*nos dernières éditions du 4 septembre*).

Claude Schmidt, trente-six ans, qui avait été condamné à quinze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Moselle en 1985 pour homicide volontaire, avait appris, le samedi précédent, le décès de son père.

Considéré comme un détenu violent, il avait été transféré à Fresnes au début du mois d'août pour y être suivi par les psychiatres du centre médico-psychologique. Le 3 septembre, en début de matinée, le docteur Claude Chimikhian décidait de rencontrer le détenu pour parler avec lui de la mort de son père. Elle ne connaissait pas Claude Schmidt, et apparemment ne savait pas qu'il devait sa condamnation à l'assassinat, à la mitraillette, d'un infirmier.

Selon les autorités judiciaires, le détenu développait une agressivité toute particulière à l'égard du personnel médical.

L'entretien entre le détenu et le médecin devait avoir lieu dans une cellule, située en détention, réservée au parloir avec les avocats. Aussitôt mis en présence du médecin, Claude Schmidt, qui n'avait pas été fouillé, sortit un long couteau très effilé, qu'il plaça immédiatement sur la gorge du médecin. Pendant trois heures, il ne cessa de répéter qu'il allait la tuer, et demanda un entretien avec le procureur de la République.

M. Jean-Louis Nadal, procureur de Créteil, estimant qu'aucune intervention des forces de l'ordre n'était possible, vu l'exiguïté du lieu où se déroulait la prise d'otage, parlementa pendant quarante minutes avec le forcené. Il finit par obtenir que le prisonnier relâche son otage, en lui promettant qu'il pourrait, sous escorte, se recueillir, sur la tombe de son père. Une enquête administrative a été ouverte, qui devra déterminer quels ont été les défauts de surveillance. Parallèlement, une information judiciaire a été ouverte.

Contrat brésilien pour la fusée Ariane

Un contrat a été signé, lundi 3 septembre à Rio-de-Janeiro, entre l'entreprise publique brésilienne de télécommunications Embratel et la société européenne Arianespace, pour le lancement de deux satellites de télécommunications brésiliens de la nouvelle génération, Brazilsat B1 et B2.

Ces derniers, d'une masse au décollage d'environ 1 750 kilos, seront construits par la société américaine Hugues Aircraft Corporation et devraient être mis sur orbite respectivement au début et à la fin de 1994. La fusée Ariane avait déjà lancé, en 1985 et 1986, les satellites Brazilsat S1 et S2. Avec ce nouveau contrat, obtenu selon Arianespace au terme d'une *« compétition commerciale difficile »*, le carnet de commandes de la société européenne s'élève à trente-sept satellites et représente une valeur globale de 15,5 milliards de francs. – *(AFP.)*

□ **La Chine a lancé un nouveau satellite météo.** – La Chine a réussi la mise sur orbite géostationnaire de son deuxième satellite météorologique expérimental. Version améliorée du premier, le satellite FY-1 placé sur orbite en décembre 1988, « Fengyun 1 » a été lancé lundi 3 septembre par une fusée Longue Marche 4 depuis le pas de tir de Taiyuan, dans la province centrale du Shanxi. – *(AFP.)*

Dans sa campagne contre les essais nucléaires français

Greenpeace publie des témoignages d'accidents mortels à Mururoa

Après la réunion aux îles Fidji du 21e Forum du Pacifique Sud, le mois dernier, le mouvement écologiste Greenpeace intensifie sa campagne contre les essais nucléaires français en Polynésie. Il a publié lundi 3 septembre à Wellington (Nouvelle-Zélande) un livre intitulé *Témoignages*, qui relate divers accidents et anomalies survenus autour du site de Mururoa depuis 1977.

L'ouvrage, rédigé à partir des témoignages d'anciens employés du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) et d'habitants des îles environnantes, évoque notamment un accident survenu le 7 juillet 1979, lors de l'essai de la première bombe à neutrons française. Selon un employé du centre victime de cet accident, qui a depuis été indemnisé, une explosion s'est produite ce jour-là près de la salle de contrôle, tuant sur-le-champ un ingénieur, René Villette, et blessant mortellement deux autres personnes.

Un porte-parole de l'ambassade de France à Wellington a indiqué à ce propos que l'accident de 1979, *qui a blessé quatre personnes*, dont deux sont mortes par la suite, était dû à une explosion où la radioactivité n'était pas en cause. Simple *« accident de laboratoire »*, l'explosion avait été provoquée par un fluide de nettoyage contenant de l'acétone.

Toujours selon le document de Greenpeace, un tir souterrain baptisé « Astyanax », en 1977, aurait provoqué une fissure de trois kilomètres de long dans le basalte du lagon, fissure qui, après de nouveaux essais, mesurerait aujourd'hui sept kilomètres de long.

L'ouvrage publié en Nouvelle-Zélande s'ajoute à l'article du chercheur américain Norm Buske, publié dans la revue britannique *New Scientist*, qui conteste l'interprétation des résultats de l'étude publiée à la suite d'une campagne menée en 1987 par le commandant Cousteau sur le site de Mururoa (*le Monde* du 1er septembre). L'ambassadeur français pour le Pacifique Sud, M. Henri Jacolin, a contesté à son tour l'interpétation du chercheur américain : *« Je ne vois pas pourquoi nous devrions commenter cette étude, car il s'agit de fausses informations. C'est seulement une campagne de Greenpeace »*, a indiqué le diplomate français.

La mort du professeur Pierre Denoix

Une vie vouée à la lutte contre le cancer

Le professeur Pierre Denoix, *cancérologue*, ancien directeur général de la santé, est décédé, à la suite d'une longue maladie, samedi 1er septembre, à l'âge de soixante-dix-sept ans, à l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif (Val-de-Marne). Les professeurs Maurice Tubiana et Robert Flamant rendent hommage à son action.

Pierre Denoix est décédé au terme d'une longue maladie à l'Institut Gustave-Roussy, dans le bâtiment même qu'il avait construit avec tant d'efforts et qui est entièrement dédié à la lutte contre le cancer. Chirurgien des hôpitaux en 1948, il s'était immédiatement consacré à la lutte contre le cancer.

Il avait choisi de travailler dans ce qui, à l'époque, était l'institut national du cancer et devait devenir, à la mort de son fondateur Gustave Roussy, l'Institut Gustave-Roussy. Il devait y faire toute sa carrière jusqu'à son départ à la retraite en 1982, après en être devenu le directeur en 1956, succédant à René Huguenin.

Professeur à la faculté de médecine Kremlin-Bicêtre, Pierre Denoix a dominé la cancérologie française et internationale pendant plusieurs décennies, et son œuvre a été double. Sur le plan scientifique et médical, il a été le pionnier d'une classification moderne des tumeurs (le TNM), *qui permet aux* médecins de tous les pays d'avoir un langage commun et donc de pouvoir comparer leurs résultats. Spécialiste de la chirurgie des cancers du sein, il a contribué à créer une nouvelle discipline, la chirurgie oncologique. Mais son intérêt débordait le cadre de la chirurgie. Il a été l'un des créateurs en France de l'épidémiologie des cancers et a notamment, avec le professeur Daniel Schwartz, contribué à démontrer l'effet cancérogène du tabac.

Le professeur Denoix avait compris qu'un cancérologue, pour rendre son action efficace, devait accepter des tâches d'intérêt général. Dès la Libération, son rôle dans la création des centres de lutte contre le cancer et la rédaction de leur statut a été prééminent. Il en est resté toute sa vie l'ardent défenseur. Comme chef de la section cancer à l'Institut national d'hygiène, *puis comme président* de la Commission du cancer, il a été le promoteur ardent d'une lutte contre le cancer, avec son quadruple aspect : les soins, la recherche, l'enseignement, l'information du public. Passionné par l'aspect organisationnel de sa tâche, il a été l'un de ceux qui ont introduit le temps plein dans les centres de lutte contre le cancer, avant même la réforme Debré, qu'il avait soutenue de toutes ses forces. Nommé directeur de la santé par Mme Simone Veil (1974-1978), il a renforcé en France l'infrastructure de l'hygiène publique et de la prévention des maladies.

Un rôle international

Son rôle international fut éminent et il a été, entre autres, l'un des animateurs de l'Union internationale contre le cancer, dont il fut président de 1973 à 1978. D'une imposante personnalité, *mais aussi* plein de fougue et de courage, il n'a pas hésité à prendre souvent le contre-pied des idées à la mode, notamment pour l'organisation des hôpitaux. Il a mis, pendant cinquante ans, toute son énergie à se battre pour ce qu'il croyait et à faire avancer les causes qu'il estimait justes. Il était commandeur de la Légion d'honneur et croix de guerre 1939-1945. Il laisse derrière lui une veuve et trois enfants.

Pr MAURICE TUBIANA
directeur honoraire de l'institut Gustave-Roussy
et Pr ROBERT FLAMANT
Directeur de l'institut Gustave-Roussy

[Né le 26 octobre 1912 à Paris, le Professeur Pierre Denoix termine son internat, en 1942, après avoir été incarcéré à Fresnes par la Gestapo. Chirurgien des hôpitaux de Paris à partir de 1948, professeur de carcinologie, il conduit toute sa carrière à l'Institut national du cancer, devenu Institut Gustave-Roussy, jusqu'à sa retraite en 1982. Pendant la même période, il est titulaire de la chaire de clinique carcinologique de la faculté de médecine de Paris. Il est directeur de la Santé de 1975 à 1978. Membre de l'Académie de chirurgie et de sociétés savantes étrangères, le Professeur Pierre Denoix a présidé l'Union internationale contre le cancer de 1973 à 1978.]

SOCIÉTÉ

L'an II de la sécheresse

II. – L'eau, une matière première mal gérée

Températures à la hausse et précipitations à la baisse : la France connaît un deuxième été consécutif de sécheresse. Si toutes les régions et toutes les catégories n'en souffrent pas également (*le Monde* du 4 septembre), un accusé est unanimement désigné : la gestion de l'eau. C'est moins la quantité des réserves d'eau qui devrait, en effet, inquiéter le pays que la qualité et les modalités de sa distribution et de sa consommation.

La France ne subit pas seulement un nouveau choc pétrolier. Vingt-quatre mois de sécheresse sur les trois quarts de son territoire équivalent à un véritable choc hydrique. Jusqu'à présent, le pays l'a plus ou moins bien supporté. Hormis l'agriculture, aucune des activités essentielles de la vie quotidienne, du commerce et de l'industrie, du transport et du tourisme n'en a véritablement pâti. Seule la nature, avec ses rivières à sec, sa végétation exsangue et ses animaux assoiffés, a trinqué!

Une sécheresse équivalente aurait été catastrophique il y a vingt ans. Qu'on se souvienne de 1976. Elle n'a été jusqu'à présent que préoccupante. L'expérience aidant, les particuliers s'adaptent et les pouvoirs publics savent mieux gérer ce genre de situation.

La cellule sécheresse du ministère de l'environnement, devenue permanente depuis le printemps 1989, a, mois par mois, surveillé l'évolution. « Lâchages » d'eau sur les barrages, pompages renforcés, solidarité entre les réseaux d'adduction, restrictions sur les consommations de luxe, ont permis, en gros, de faire face. Mais, du même coup, les problèmes de l'eau sont apparus pour ce qu'ils sont : une affaire d'Etat. L'eau, « matière première » indispensable à la vie du pays, doit être gérée avec vigilance.

3 millions de litres par Français

Le ciel pourtant n'est pas avare. Bon an, mal an, il nous arrose en moyenne de 750 à 800 mm de pluie et de neige. Même si les deux tiers de ces quantités s'évaporent, soit directement, soit par les plantes, le reste s'infiltre dans les nappes ou coule dans notre formidable réseau hydrographique (277 000 km), soit une quantité, en année normale, de 170 milliards de mètres cubes. Chaque habitant en France dispose donc, grâce au ciel, d'environ 3 millions de litres d'eau, renouvelés chaque année. Ce torrent, le plus souvent bienfaisant, mais parfois dévastateur, excède de quatre à cinq fois la totalité des besoins actuels.

A cette eau « courante », si l'on peut dire, s'ajoutent des réserves six fois plus importantes. D'abord celles qui sont stockées derrière les barrages. Elles représentent plus de 10 milliards de mètres cubes, dont les trois quarts appartiennent à EDF, le dernier quart servant à soutenir le débit des rivières du bassin de la Garonne, de la Loire et de la Seine. Malgré la canicule de l'été 1990, ce capital a été à peine entamé : il en reste plus de 80 %, pour « voir venir » en septembre et produire du courant cet hiver.

Le pays possède surtout un fabuleux trésor naturel : celui qui est contenu dans les nappes superficielles, sédimentaires et profondes. Là, dorment 1 000 milliards de mètres cubes d'eau. Selon la jolie formule d'un spécialiste du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM), il s'agit d'une sorte de banque à laquelle on peut emprunter des *« liquidités »* qui lui seront remboursées par des annuités d'infiltration. Les consommateurs pompent chaque année 7 milliards de mètres cubes : la moitié pour des usages domestiques, l'autre pour les besoins de l'industrie. Or, sauf exception localisée, le niveau des aquifères n'a pas baissé depuis le début du siècle.

Eaux courantes ou dormantes, l'ensemble des disponibilités nationales est trente-trois fois supérieur aux besoins. Selon les dernières estimations, qu'il faut prendre davantage comme des ordres de grandeur que comme des chiffres exacts, ces disponibilités sont d'environ 35 milliards de mètres cubes par an. Les grands utilisateurs d'eau sont, dans l'ordre, l'agriculture (6,6 %), l'industrie (14,4 %), les communes (17 %) et les centrales thermiques (62 %).

L'évolution de la consommation est différente d'un secteur à l'autre. Chez les industriels, qui pratiquent de plus en plus le recyclage, elle diminue de 3 % par an. Les centrales thermiques, quant à elles, sont parvenues à la stabiliser, notamment en installant leurs réacteurs en bord de mer. Mais la consommation continue de croître dans les villes (+ 1,8 % l'an) et surtout chez les derniers venus, les agriculteurs. Ceux-ci ont découvert les vertus de l'arrosage.

De 500 000 hectares en 1960, les terres irrigables sont passées à 1,8 million d'hectares.

Une consommation en dents de scie

Les ressources nationales seraient donc largement suffisantes pour garantir la vie des rivières et pour étancher la soif de tout le monde. Hélas, tous ces besoins ne s'expriment pas de manière uniforme sur l'ensemble du territoire et tout au long des quatre saisons. Les cultivateurs exigent impérativement de l'eau durant les mois d'été et stoppent leurs pompes le reste de l'année. Les barrages EDF pourraient être mis davantage à contribution et « lâcher » de l'eau, mais les électriciens veulent se faire indemniser pour les kilowatts qu'ils ne produi-



ront pas. Quant aux communes qui ont développé un tourisme local autour des retenues, elles protestent si on s'avise de les vider prématurément.

Un exemple : dans le Sud-Ouest, les stocks d'eau accumulés derrière les barrages représentent 2,8 milliards de mètres cubes. Plus qu'il n'en faut pour couvrir théoriquement tous les besoins durant une année entière. Pourtant, la pénurie menace chaque été. Un plan de dix ans prévoit la construction de dix-sept ouvrages supplémentaires, notamment à Charlas (Haute-Garonne) et d'une multitude de petits lacs collinaires. Coût : 3,3 milliards de francs et, au grand dam des écologistes, qui protestent, des kilomètres de vallées noyées.

D'autres investissements de modernisation sont à prévoir. Datant des années 50, les installations de captage et les réseaux de distribution d'eau, notamment dans les petites communes, ont vieilli. Les puits se colmatent, les canalisations fuient à qui mieux mieux. Si des milliers de ruraux ont été privés d'eau, ils le doivent plus à cette vétusté qu'au tarissement des sources.

Mais la révélation majeure de la sécheresse, c'est la pollution des eaux. Rien ne sert d'avoir la quantité, si le liquide n'est pas utilisable. Contamination fécale à l'aval des villes, déchets d'élevage, engrais et produits phytosanitaires dans les campagnes, toxiques, métaux lourds, composés de synthèse et traces de radioactivité dans les secteurs industriels sont monnaie courante.

Vingt ans après le démarrage des agences financières de bassin et malgré les dizaines de milliards d'investissement qui ont permis de construire en France 8 000 stations d'épuration, la situation générale s'est dégradée. Le tiers seulement des effluents déversés dans les cours d'eau est effectivement traité. Résultat : les distributeurs d'eau potable ont de plus en plus de mal à épurer convenablement le liquide qu'ils puisent au droit de leurs usines!

L'effort à consentir pour régénérer les rivières est tel que le ministère de l'environnement n'ose plus afficher des objectifs de qualité. Pour les nappes souterraines, la constatation est la même. On estime que déjà 10 % de cet inestimable capital est impropre à la consommation humaine.

N'ayant pas su préserver la qualité de ses ressources, la France se trouve donc menacée de pénurie en cas de sécheresse. En 1990, le défaut de précipitations a privé ses eaux courantes de 40 milliards de mètres cubes, le quart des apports habituels. La pollution aggrave encore ce déficit. Elle est une gêne pour la vie quotidienne, une catastrophe pour la vie aquatique. Cette pénurie limite le développement économique.

Remuscler les agences de bassin

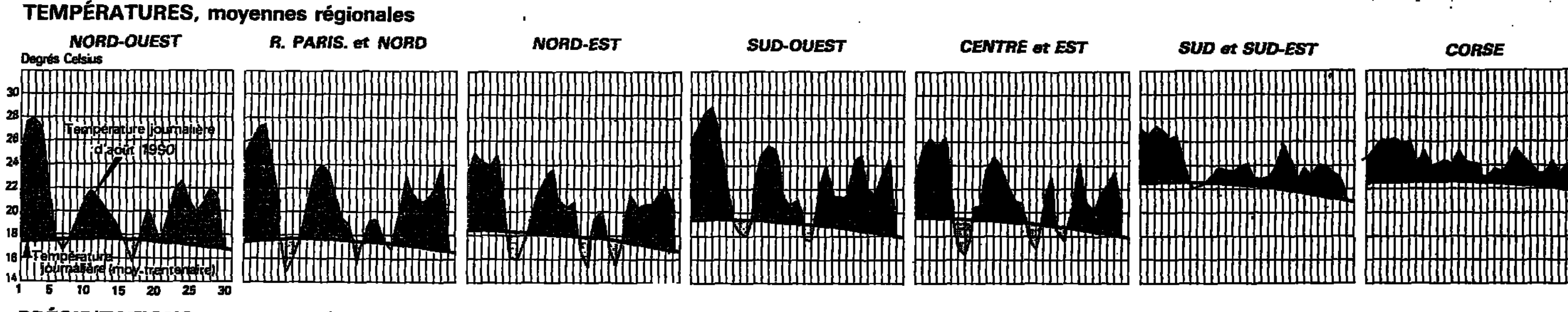
La crise de l'été 1990 aura au moins le mérite de tirer le signal d'alarme. La gestion de l'eau est à la fois archaïque, laxiste et désordonnée. Les agences de bassin n'ont pas les moyens de leur mission, les contrôles sont dispersés entre une demi-douzaine d'organismes et les amendes frappant ceux qui puisent ou rejettent sans vergogne sont d'un montant ridicule. C'est pourquoi, dès l'automne, M. Brice Lalonde présentera au gouvernement puis au Parlement un projet de loi qui tentera de « remettre de l'ordre dans la maison ». L'eau étant une ressource commune et vitale, tout prélèvement et tout rejet doivent être contrôlés, voire autorisés par la puissance publique. Il s'agit de remuscler les agences de bassin et surtout de créer les directions régionales de l'environnement et de l'eau (DREE), qui coordonneraient l'action de tous les services concernés. Une tâche de longue haleine.

MARC AMBROISE-RENDU

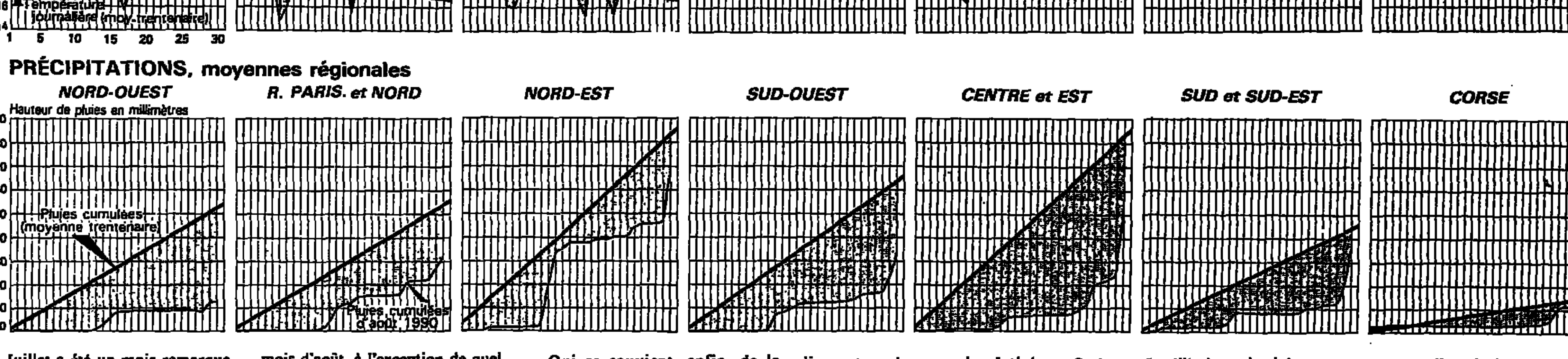
PROCHAIN ARTICLE
Les cultures sur le gril

Déficit de pluie et excédent de chaleur

TEMPÉRATURES, moyennes régionales



PRÉCIPITATIONS, moyennes régionales



Juillet a été un mois remarquable par la chaleur et la sécheresse (*le Monde* du 2 août). Août a suivi sensiblement les mêmes tendances. Les quatorze graphiques que nous publions ci-dessus sont régionaux, c'est-à-dire qu'ils ont été établis en calculant les moyennes journalières à partir des données recueillies dans quatre, cinq ou six stations de chacune des sept régions météorologiques. De tels graphiques ne rendent évidemment pas compte des conditions particulières locales. Mais ils traduisent bien la situation régionale, au jour le jour, pour le mois d'août 1990.

Partout en France, le déficit des précipitations, très important en juillet, s'est poursuivi au mois d'août, même si les pluies tombées pendant les derniers jours du mois l'ont un peu atténué. Au 29 août, le Poitou, la Touraine, le Berry, les régions de Tarbes, Bergerac et Cazaux, le Dijonnais, le Lyonnais, la Côte d'Azur et la région de Toulon avaient reçu moins de 10 % de leurs précipitations mensuelles moyennes.

Les températures ont été partout très au-dessus des moyennes quotidiennes régionales, pendant tout le mois d'août, à l'exception de quelques jours de fraîcheur. Devant une telle situation de grande chaleur et de sécheresse persistante, le réflexe instinctif est de dire qu'on n'a jamais vu cela, que le temps s'est irrémédiablement détraqué. Pour le vérifier, la Météorologie nationale a bien voulu nous fournir, dans sa masse de données, quelques chiffres très significatifs.

Le précédent de 1921

Il est exact que les mois de juillet et d'août 1990 ont été suffisamment secs pour que des records de faibles précipitations – au cours des quarante dernières années – aient été battus dans plusieurs villes (tableau nº 1).

La comparaison des pluies tombées pendant les douze mois courant du 1er août au 31 juillet en 1975-1976, 1988-1989 et 1989-1990 montre l'inégale répartition de la sécheresse selon les périodes et les régions. Elle montre aussi que ces trois périodes ont été, en général, très déficitaires par rapport aux normales, c'est-à-dire aux moyennes calculées sur les trois décennies 1951-1980.

Qui se souvient, enfin, de la sécheresse de 1921 ? A part les météorologistes, personne. Pourtant cette année 1921 a été la plus sèche de celles dont les archives de la Météorologie nationale ont gardé une trace chiffrée. Dans le *Mémorial de la Météorologie nationale, Climatologie de la France*, publié en 1967, qui se termine par une liste commentée des grands étés et des grands hivers, on peut lire cette phrase qui relativise notre malheur d'aujourd'hui : *« 1921* [a été une] *année de sécheresse sans précédent dans les bassins de la Seine et de la Loire inférieure ainsi que dans toute la moitié est de la France : aussi le débit des rivières alpestres s'est-il trouvé réduit dans des proportions qu'on n'avait encore jamais observées. Les mois de juin et juillet n'ont reçu en tout, à eux deux, à Paris que 5 millimètres de pluie, et le total de l'année, 278 millimètres, n'atteint même pas la moitié de la valeur normale : il représente environ la quantité normale de pluie qu'on recueille à la limite septentrionale du Sahara algérien »* (tableau nº 2).

YVONNE REBEYROL

Les records de l'été

De nombreux records sont tombés durant l'été 1990. Depuis quarante ans (1950-1989), de si faible cumuls des précipitations du 1er juillet au 29 août n'avaient pas été observés ;

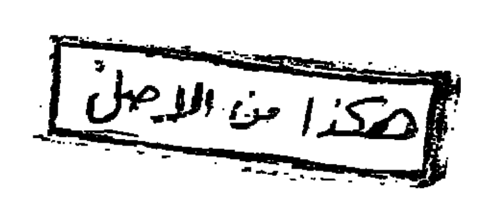
	1990	précédent record	normale
Bordeaux	37 mm	50 mm en 1967	118 mm
Dijon	28 mm	43 mm en 1959	121 mm
Chartres	38 mm	43 mm en 1964	94 mm
Angers	21 mm	32 mm en 1964	82 mm
Rouen	44 mm	45 mm en 1976	114 mm
Mâcon	52 mm	71 mm en 1978	144 mm
Belfort	60 mm	71 mm en 1962	179 mm
Bourges	27 mm	46 mm en 1959	118 mm
Reims	34 mm	50 mm en 1959	104 mm
Boulogne-sur-Mer	19 mm	31 mm en 1964	99 mm
Le Havre	32 mm	33 mm en 1955	100 mm
Gourdon	34 mm	35 mm en 1985	137 mm
Saint-Etienne	58 mm	67 mm en 1957	154 mm

Totaux de précipitations annuels (en mm)

	1921	1976	1989	Normale	TOTAL au 1er août 1990
Paris-Montsouris	270	417	565	646	305
Bordeaux	444	1 018	665	936	443
Marseille	282	803	261	569	251
St-Denis-d'Oléron	278	636	532	702	252
Bonifacio	459	797	546	667	163
Ile de Bréhat	329	604	481	709	429
Langres	570	579	645	881	478

Les totaux sont les cumuls de précipitations de janvier à décembre. En 1990, le total a été obtenu en tenant compte des mois de janvier à juillet inclus. La comparaison des années est donc relative puisque : en 1990, on ne préjuge pas de la poursuite de la sécheresse ; les cumuls prennent en compte les orages (par exemple, celui de juin 1990 à Paris) ; à quelques kilomètres de la station, le cumul peut être plus faible ; les instruments de mesure et leur emplacement ont changé, ce qui peut avoir un effet sur les totaux.

Avec la période utilisée et les totaux estimés, la sécheresse de 1990 n'apparaît pas comme record, si automne et hiver sont normalement pluvieux mais elle peut le devenir dans les trois stations si automne et hiver sont secs. Mais le choix d'une période plus longue, comme août 1989 à juillet 1990 ou janvier 1989 à juillet 1990, conduirait sans doute à classer 1990 dans les records : le déficit de précipitations persistant depuis 1989 devient très important.



SCIENCES • MEDECINE

Les battements du second cœur

Après une transplantation cardiaque peut-on vivre normalement, faire du sport par exemple ?

PATRICK BOREL, greffé du cœur le 22 septembre 1982 à l'âge de vingt ans, prend rarement l'ascenseur. Le plus souvent possible, il gravit énergiquement les étages qui le mènent au service de la Caisse des dépôts et consignations où il travaille. Aujourd'hui, il se définit lui-même comme *« un homme presque comme les autres ».*

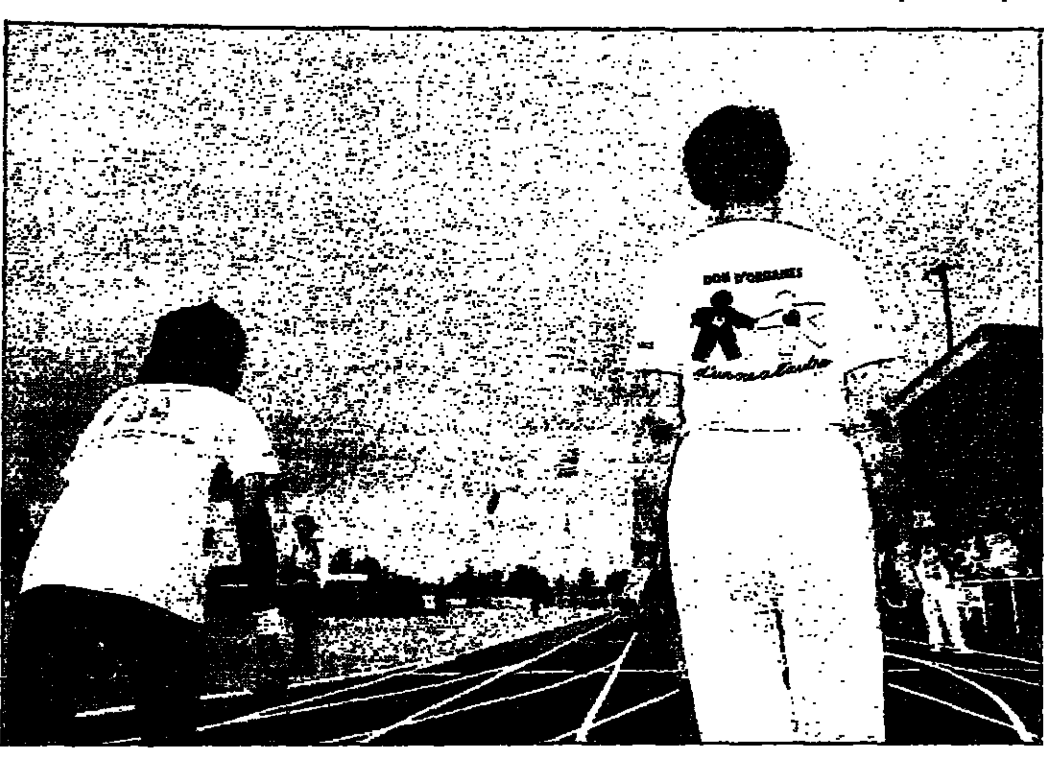
Seuls quelques jours d'absence dans l'année pour effectuer des examens de contrôle ainsi qu'un traitement quotidien marquent aux yeux des autres sa différence. Au fil des ans, Patrick a fini par apprivoiser son deuxième cœur. Malgré l'anonymat institué en matière de don d'organes, il a cherché à connaître, comme la plupart des greffés, l'identité du donneur et les circonstances de sa mort.

Une indiscrétion lui a permis de savoir qu'il s'agissait d'un homme de trente-neuf ans. Cet homme, il lui a donné un nom, Antoine. Souvent, il cherche à confronter ses propres réactions à celles qu'aurait pu avoir son bienfaiteur. Que doit-il au cœur d'Antoine dans ses propres émotions?

Malgré son DESS en ressources humaines, Patrick n'a pas trouvé sans mal un travail. Plusieurs contrats à durée déterminée lui ont permis de faire ses preuves dans différentes sociétés, mais ses candidatures pour un emploi définitif ont parfois buté pour des raisons de santé. Aujourd'hui, ce sont les banques qui refusent de lui faire un prêt.

Plus de six cents greffes l'an dernier en France

Pourtant depuis 1967, date de la première greffe de cœur, réalisée en Afrique du Sud par le professeur Christian Barnard, la survie des patients a considérablement augmenté. Le rejet du greffon par l'organisme du receveur, à l'origine du décès de nombreux greffés, a pu être en partie maîtrisé grâce à la découverte de la cyclosporine au début des années 80. Cet immunosuppresseur limite les risques de rejet en diminuant la réaction immunitaire, mais affaiblit la défense de l'organisme contre les infections.


VINCENT LELOUP

Pour l'exercice physique, mais avec certaines précautions.

A partir de 1974, la biopsie du muscle cardiaque, qui consiste à prélever un fragment du myocarde, a également permis un diagnostic précoce du rejet avec une mise en œuvre plus rapide d'un traitement. En quelques années, les greffes ont pu ainsi faire un bond spectaculaire. De tous les pays d'Europe, c'est en France qu'est pratiqué le plus grand nombre de transplantations cardiaques. En 1989, 626 interventions y ont été effectuées contre 10 en 1980 et, actuellement, une trentaine d'équipes pratiquent ce type de greffe.

A la fin 1989, l'association France-Transplant, chargée de coordonner les prélèvements et les transplantations d'organes, comptabilisait 2 539 greffes cardiaques – y compris 115 greffes cœur-poumons – depuis les débuts de la transplantation en France, en 1968, par l'équipe du professeur Christian Cabrol (hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris). Au début de l'année 1990, 1 390 transplantés cardiaques, y compris les greffés cœur-poumons, étaient en vie. Le cas d'Emmanuel Vitria, « recordman du monde » de la transplantation cardiaque, mort en 1987 après plus de 18 ans de survie, n'est plus exceptionnel. Les taux de réussite s'améliorent régulièrement et la survie moyenne des greffés cardiaques de 1985 atteignait 65 % quatre ans après.

Les deux grandes raisons de la greffe cardiaque sont, en tête, les cardiomyopathies, qui se traduisent par une dégénérescence du muscle, le plus souvent d'origine inconnue, et les cardiopathies ischémiques, principalement les infarctus, en augmentation. Viennent ensuite des atteintes d'origine valvulaire, plus rares.

L'amélioration du pronostic des transplantations cardiaques va de pair avec l'émergence de la question de la réinsertion des greffés et de leur qualité de vie. Plusieurs équipes chirurgicales plaident pour la reprise d'une vie quasi normale et préconisent, sous certaines conditions, l'exercice physique. *« On a pu créer, à une certaine époque, une population totalement assistée sans connaître exactement le degré de fragilité des personnes greffées »,* explique le docteur Jean-Claude Verdier, physiologiste spécialisé dans les adaptations cardio-vasculaires à l'hôpital Cochin et responsable du suivi médical des Jeux européens des greffés du cœur (1).

Depuis quelques années, d'abord aux Etats-Unis et dans les pays scandinaves, puis, plus récemment, en France, on explore les limites physiques des transplantés cardiaques. *« En ce qui concerne les sports d'endurance, qui demandent un effort modéré et soutenu d'au moins vingt minutes, comme le vélo, la course à pied ou encore la natation, la limite n'est pas d'origine cardiaque, mais elle est simplement celle de la fatigue musculaire »,* considère le docteur Jean-Claude Verdier, au vu des tests qu'il mène dans le service de physiologie des adaptations du professeur Michel Rieu (hôpital Cochin, Paris).

Ces exercices doivent toutefois se dérouler en suivant certaines précautions. L'échauffement est primordial. En effet, la réponse d'un cœur greffé à l'effort est décalée en raison de son absence d'innervation. Il augmente la fréquence de ses battements sous la seule action des hormones (les catécholamines) libérées par les glandes surrénales. Ce retard de l'adaptation du cœur, ou « inertie », atteint environ trois minutes et doit être compensé par un échauffement adapté.

Une deuxième vie

A l'inverse, lors de l'arrêt de l'effort, la fréquence cardiaque reste élevée à cause de la persistance des hormones dans le sang, ce qui impose au greffé de ne pas arrêter un effort brutalement, sous peine de malaise.

En dehors de ces précautions et des recommandations particulières de l'équipe de transplantation liées à l'état de chaque individu, la pratique du sport semble souhaitable à la suite d'une greffe cardiaque. *« Des activités physiques régulières permettent de diminuer la période d'inertie, dans le meilleur des cas, à une minute,* explique le docteur Jean-Claude Verdier. *Elles diminuent les risques de fractures et d'atrophie musculaire liés au traitement par les corticoïdes, en stimulant la minéralisation osseuse et en augmentant le métabolisme musculaire. »*

Après une transplantation cardiaque, il n'est pas rare que certains aient le sentiment de vivre une deuxième vie. *« Nous sommes des condamnés à mort graciés par le corps médical,* déclare Michel Pichereau, greffé en 1988 à cinquante-sept ans. *On nous a donné une bouée de sauvetage et nous nous devons de lutter. Je revis comme avant l'opération. Je refais du vélo, du sport, etc. »*

« Quand on a, comme moi, été donnée pour morte, on a envie après de faire un maximum de choses dans un minimum de temps, explique Christiane Fontugne, trente et un ans, greffée en octobre dernier. *Cette aventure, je trouve que c'est un plus. On apprécie mieux les petites choses de la vie. »* Seulement, il y a la cicatrice, cette grosse balafre sur le thorax qui interdit tout décolleté. *« Je veux absolument la faire enlever,* insiste-t-elle. *Mon chirurgien m'a promis que dans un an, on pourrait le faire. »* Plus tard, Christiane envisage de monter une « onglerie », un institut où l'on pose de faux ongles. *« Ce sera très difficile, car aux yeux des banques et des assurances, je suis une personne à risques. »*

L'association Cardio-greffes (2), créée en 1987, travaille pour une meilleure réinsertion des greffés du cœur et des poumons. *« En organisant les récents Jeux, nous avons voulu témoigner de notre aptitude à nous réinsérer et sensibiliser les pouvoirs publics et le patronat à notre condition »,* explique son président, M. Georges Morel. *« Notre bataille vise également à avoir davantage de donneurs »,* continue M. Maurice Girod, vice-président de Cardio-greffes. En effet, sur près de six cents personnes actuellement en attente, combien n'arriveront pas à la greffe faute de cœur?

MARTINE LARONCHE

(1) Les Jeux européens des greffés du cœur se sont déroulés du 30 août au 2 septembre, à Paris. Organisés par l'association Cardio-greffes, ils ont réuni près de deux cents athlètes greffés, venus de dix pays d'Europe, d'URSS, des Etats-Unis et d'Israël. Les épreuves sportives comprenaient natation, athlétisme, cyclisme, tennis, ping-pong et volley-ball.

(2) *Cardio-greffes, 36, rue Petit, 75019 Paris,* tél : (1) 42-38-63-71.

La génétique au canon

Dernière arme des biologistes, le « canon à particules » va permettre la mise au point de céréales transgéniques résistantes aux herbicides et aux maladies

CÉRÉALE stratégique de l'agriculture mondiale – avec le blé et le riz,– le maïs résistait jusqu'à présent à toute manipulation génétique. Ses dernières défenses viennent de céder. L'arme décisive dans cette bataille que se livrent les laboratoires de biologie végétale du monde entier est une invention étonnante mise au point à l'université Cornell de New-York. Les chercheurs l'ont baptisée « canon à particules », mais cela tient plus du tromblon de laboratoire que de l'accélérateur des physiciens nucléaires...

Les premières manipulations génétiques sur des plantes ne datent guère que de 1981. Cette année-là, des chercheurs américains ont introduit et fait s'exprimer un gène de haricot dans des cellules de tournesol, et des Belges de l'université de Gand (restée depuis l'un des centres européens de la génétique végétale) ont réalisé la même opération avec un gène bactérien dans des cellules de tabac. La voie ainsi ouverte fut suivie immédiatement par de nombreuses autres équipes. Tous utilisaient comme vecteur l'*Agrobacterium tumefaciens*, une bactérie responsable d'une sorte de cancer végétal, la galle du collet ou *crown gall*.

Les céréales font de la résistance

Des chercheurs français avaient démontré dix ans plus tôt que cette bactérie injectait à la plante malade une partie de son propre matériel génétique. En manipulant l'*Agrobacterium* pour y ajouter le gène à introduire dans la plante (on savait manipuler des bactéries depuis 1973), il était donc possible de s'en servir comme cheval de Troie pour investir les cellules végétales. Cette technique a, depuis, été utilisée avec succès sur le tabac d'abord (l'une des plantes les plus facilement manipulables génétiquement), puis sur le tournesol, le colza, les tomates, les pommes de terre, le concombre, ou ... les pétunias. L'opération est devenue assez courante. Et, si aucune plante transgénique n'est encore disponible sur le marché, une quarantaine d'essais en champs ont déjà été réalisés en France seulement (contre 70 à 80 aux Etats-Unis).


MARC TULANE

Des céréales « taillées sur mesure » pour la fin des années 90.

La voie semble désormais ouverte à la « fabrication » de plantes résistantes aux maladies, aux herbicides et aux insectes, ou « taillées sur mesure » pour être plus productives. Au point que, l'an dernier, des chercheurs de l'université de Gand et de la société belge Plant Genetic System ont même réussi à manipuler du colza pour lui faire produire des substances pharmaceutiques! (*Le Monde* du 17 février 1989.)

Mais les chercheurs se heurtaient, jusqu'à ces derniers mois, à un problème de taille : toutes ces belles réalisations n'étaient possibles que sur les plantes appartenant à la classe des dicotylédones.

JEAN-PAUL DUFOUR

Lire la suite page 14

CORRESPONDANCES

« Ligne de vie » et crédulité

A la suite de notre article consacré à la publication de médecins britanniques tendant à établir une corrélation entre la longueur du pli cutané correspondant à la « ligne de vie » des chiromanciens et la durée de la vie (« le Monde Sciences-Médecine » du 29 août), nous avons reçu le texte suivant du professeur Claude Got (hôpital Ambroise-Paré, Boulogne) :

Les publications médicales sont ravagées par les lacunes méthodologiques et par leur souci de publier pour exister. L'objectif n'est pas la qualité du produit, mais le retentissement de la publication par son caractère iconoclaste, voire scandaleux. Quand la presse généraliste s'en empare, elle peut bien assortir « l'information » de critiques méthodologiques, le mal est fait.

L'article de Newrick et collaborateurs, publié dans le *Journal of the Royal Society of Medicine*, sur la ligne de vie qui est plus longue quand les cadavres avancent en âge est un modèle du genre. Le ton plein d'humour est déjà un piège, évoquant un canular. Il s'agit en réalité d'un « vrai-faux canular », car il y a des faits et ils sont publiés dans une revue scientifique. Si un auteur avait proposé à la revue un article affirmant que les plis du visage étaient plus creux et plus longs quand on vieillissait, le comité de lecture aurait envoyé au panier une telle découverte ! Chacun de nous évalue l'âge d'un visage nouveau en utilisant cette modification. A partir du moment où il s'agissait de la main, avec la mesure d'un pli appelé ligne de vie, un saut aventureux intervenait, un indicateur de l'âge se transformait en une indication de l'aptitude à vivre vieux.

Avant d'étudier cette hypothèse dans une étude prospective comportant l'identification des facteurs de risque, il fallait dans un premier temps comparer la longueur des plis cutanés de la main sur le cadavre et sur un groupe de « vivants » d'âge identique. L'absence de différences significatives entre les deux groupes aurait indiqué que la longueur de la « ligne de vie » était un simple indicateur du vieillissement réel (génétique ou acquis). Cette étude ne présentait aucune difficulté, mais la réaliser risquait tout simplement de détruire l'intérêt de l'article. Il ne fallait donc surtout pas la faire. Les auteurs se sont également gardés de nous indiquer l'influence de l'âge sur la longueur des autres lignes de la main, ce qu'ils pouvaient faire sans difficulté. Si le comité de lecture de cette revue avait fait son travail, il aurait exigé ces études complémentaires, mais alors aurait-on parlé dans la presse internationale du *Journal of the Royal Society of Medicine* ?

Il faut aussi s'inquiéter de la facilité avec laquelle des médecins font coexister dans leur esprit la méthodologie scientifique et la crédulité la plus naïve. L'effondrement du scientisme insolent de la fin du siècle dernier et une mauvaise digestion d'incertitudes proprement scientifiques (la position et la vitesse de l'électron, la querelle déterministe, les théories des catastrophes et des systèmes chaotiques...) les ont fait basculer dans l'acceptation de postulats plus rassurants que l'attente d'une explication scientifique des faits observés.

La méfiance de l'Eglise à l'égard des miracles est analogue à celle du scientifique face aux affirmations sans preuves. Si les miracles ne laissent plus la place au doute, où est le mérite du croyant ? Si l'on remplace dans les sciences de la vie la méthode scientifique par l'affirmation de systèmes artificiels, pourquoi expérimenter ? Allons chercher dans l'un ou l'autre de ces deux jardins, voire dans les deux, ce qui nous passionne ou nous aide à vivre, mais sauvegardons leurs différences et ne les confondons pas.

L'anglais, langage scientifique

A la suite de l'article « L'Académie rend compte en français » paru dans le Monde *du 18 juillet 1990, nous avons reçu la lettre suivante du docteur Michel Goldberg, chercheur au département de biophysique de l'Institut Weizmann de Rehovot (Israël).*

Publier un article scientifique en anglais n'est pas une triste concession pour un chercheur de langue française. C'est le meilleur moyen pour faire connaître à toute la communauté scientifique le produit d'un travail original et utile à l'avancement d'autres recherches.

Les scientifiques du monde entier forment une communauté parce qu'ils partagent deux langues communes : le langage scientifique (et tout le vécu qui y est lié) et l'anglais.

La très large communication entre chercheurs de pays différents par leur culture, leur langue, leur niveau de vie ou leur système politique serait presque inexistante si les publications se faisaient en hébreu, en néerlandais, en français...

Je partage le souci des dirigeants de l'INSERM ou du ministère de la recherche qui souhaitent publier des revues scientifiques de très bon niveau en France (*le Monde* du 16 juillet 1990) en menant une politique éditoriale originale et indépendante de celles des grands éditeurs anglo-saxons, mais je ne vois pas, dans leur argumentaire, de raisons pour privilégier les articles écrits en français et pour les primer.

Au contraire, l'utilisation de la langue anglaise favorise la diffusion des travaux réalisés en France, leur citation par des chercheurs non francophones et l'accueil dans les revues françaises de travaux de qualité réalisés dans d'autres pays.

De plus, une politique qui favorise les articles écrits en français et qui organise des prix spéciaux pour ces travaux ne manquera pas de susciter une suspicion sur le contenu scientifique de ces revues et sur les intentions protectionnistes de leur comité de lecture.

Par contre, il est utile que les grandes institutions de recherche et les éditeurs français bénéficient d'une aide pour publier des livres scientifiques de très bonne qualité en langue française, fréquemment remis à jour, principalement destinés aux étudiants, car la découverte des sciences, de leur finesse, de leur complexité et de leur beauté se fait de façon plus aisée dans la langue maternelle.

La génétique au canon

Suite de la page 13

Celles de l'autre classe, les monocotylédones, résistent en effet aux attaques de l'*Agrobacterium tumefaciens*. Or le blé, le maïs, l'orge, le riz, la plupart des céréales alimentaires les plus répandues dans le monde, en font partie. Un marché considérable.

Les chercheurs ont donc tenté de trouver d'autres méthodes pour tourner l'obstacle. Parmi elles, l'utilisation des protoplastes. Il s'agit de cellules végétales « épluchées » de leurs parois qui laissent l'ADN supportant les gènes passer à travers leur membrane. Moyennant, hélas, quelques manipulations assez délicates, comme l'introduction d'un agent mouillant (un polyéthylène glycol) ou la perforation préalable des membranes des protoplastes par des chocs électriques (électroporation).

Des équipes britannique, japonaise et chinoise ont ainsi réussi à modifier génétiquement du riz il y a deux ans. Et, en 1988, des chercheurs américains sont parvenus pour la première fois à introduire un gène étranger dans le maïs. Hélas, les plants développés à partir des cellules manipulées se sont révélés stériles. De plus, souligne M. Michel Beckert, directeur de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), *« il s'agit là de manipulations presque « artistiques », difficilement exploitables industriellement »*. L'électroporation, par exemple, n'est efficace que pour une cellule sur mille ou dix mille, et seulement une cellule modifiée sur un million est capable ensuite de se reproduire !

Des microbilles de tungstène

Le salut est venu de l'université Cornell (New-York), où un chercheur à l'âme de bricoleur met au point, en 1987, un dispositif d'une simplicité désarmante. Un « microcanon » qui tire des billes de tungstène, d'or ou de zinc de quelques millièmes de millimètre de diamètre. Préalablement enduites d'ADN (porteur du gène à introduire), et projetées à une vitesse de 430 mètres par seconde, ces particules traversent les cellules végétales sans les détériorer, mais en y abandonnant au passage les précieux gènes. Cette méthode présente l'avantage d'éviter les étapes délicates, comme la transformation des cellules en protoplastes. Des essais ont même été réalisés sur des bourgeons.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, cette technique violente semble fonctionner. Au moins pour les céréales. En tout cas, souligne M. Beckert, *« cinq à six communications convaincantes ont été présentées récemment lors d'un seul congrès tenu à Amsterdam »*. Toutes concernaient des manipulations sur le maïs, obtenues à l'aide du canon à particules, et ayant donné naissance à des plants fertiles. Ces expérimentations ont été réalisées dans les laboratoires de firmes importantes comme Ciba-Geigy, Monsanto et Hoechst, ou des petites compagnies américaines en pointe comme Dekalb ou Biotechnica. En France, l'université d'Orsay expérimente un canon à particules de son cru. Rhône Poulenc, Elf Biotechnologie et Limagrain s'y intéressent de près.

Il ne s'agit évidemment pour l'instant que de travaux de laboratoire portant sur des gènes « marqueurs » (résistance à un antibiotique ou à un herbicide). Reste à identifier et à cloner les gènes commercialement utiles, puis à les faire s'exprimer dans la plante, avant de passer aux essais en serre, et en plein champ. Pour prometteuse qu'elle soit, cette technique ne débouchera pas sur un produit commercial avant la fin des années 90, estime M. Claus Conzelmann, porte-parole de Ciba-Geigy pour les biotechnologies. *« C'est un peu comme si nous venions de mettre au point une machine à mettre le vin en bouteilles. Mais,* ajoute-t-il, *il nous reste maintenant à trouver le chablis. »*

JEAN-PAUL DUFOUR

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

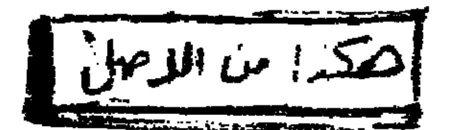
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20

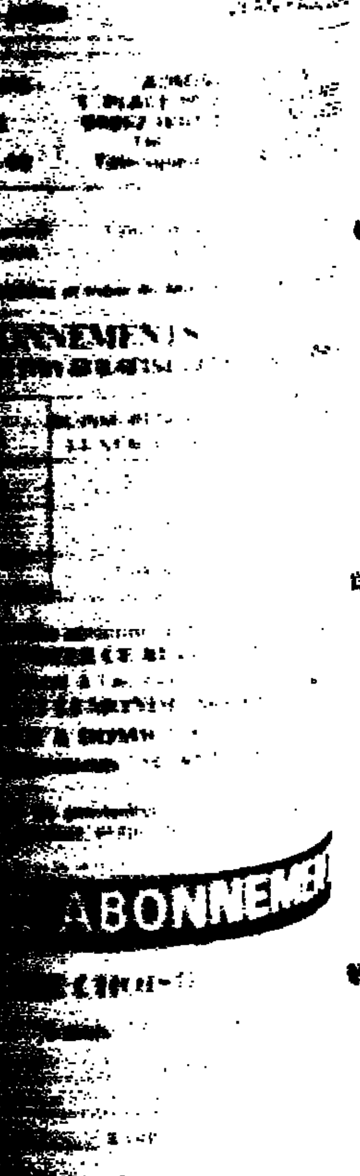
Le Monde
PUBLICITE
SA
André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oerlemans,
directeur du développement
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Téléfax : 45-55-04-70 - Société filiale du journal *le Monde* et Régie Presse SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez *LM*

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

هكذا من الأصل





SCIENCES • MEDECINE

Chartres, à la recherche des temps perdus

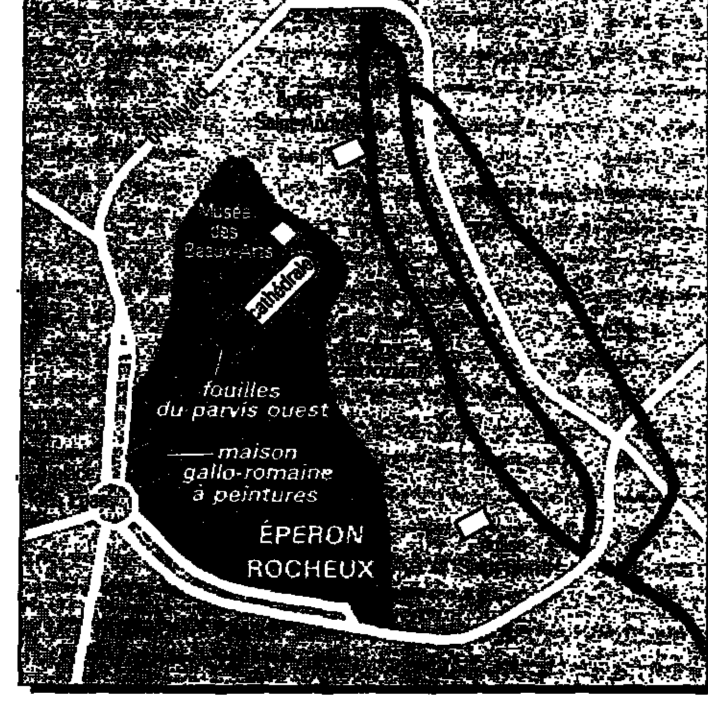
Des fouilles vont commencer sous le parvis ouest de la cathédrale qui pourraient mettre au jour les restes d'une ville gallo-romaine

M. GEORGES LEMOINE, maire de Chartres, a annoncé, lundi 3 septembre, le proche commencement *des fouilles* archéologiques du parvis ouest de la cathédrale. Depuis plus d'un an, il mène avec *ténacité* le projet de créer dans sa ville un Centre médiéval consacré à l'Europe des cathédrales.

Environ trois millions de pèlerins et de touristes viennent à Chartres chaque année. Mais la plupart d'entre eux – pour ne pas dire leur quasi-totalité – ne *visitent que* la cathédrale, et encore le font-ils au pas de charge. Rares sont ceux qui entrent dans le riche musée des Beaux-Arts, pourtant tout proche puisqu'il est installé *dans* le *superbe palais* épiscopal, les églises Saint-André ou Saint-Pierre, le nouveau Centre international du vitrail, ou qui se promènent dans les vieilles rues de la ville.

Une zone à risque

Le maire de Chartres, qui a sans doute été l'un des premiers à s'intéresser concrètement au passé de sa ville en y favorisant les fouilles et les sauvetages, veut essayer de retenir les visiteurs pendant quelques heures supplémentaires en leur proposant d'en savoir un peu plus sur les cathédrales. De cette façon, Chartres constituerait une étape de choix sur l'axe touristique et culturel majeur – «les Champs-Elysées culturels», selon la formule de M. Lemoine – *qui s'étire de Paris à* Chambord en passant par Versailles et Blois.



Mais le touriste n'est-il pas paresseux par définition? Le Centre médiéval doit donc être situé le plus près possible de la cathédrale. *D'où* l'idée de l'installer en face du portail royal, sous le parvis ouest occupé actuellement par un petit jardin public. Rien ne devant apparaître en surface, il faut creuser pour pouvoir enfouir le bâtiment dans le sous-sol et l'y dissimuler. Mais le parvis ouest *est une zone archéologique à risque* car il est situé sur l'éperon rocheux qui, dominant l'Eure, a attiré très tôt les hommes. Pour le moment, rien ne permet de dire avec précision ce *que trouvera* l'équipe d'archéologues dirigée par M. Bernard Randoin (de la direction des Antiquités historiques de la région Centre) qui va commencer les fouilles aux alentours du 1er octobre. Etant donné l'intérêt topographique du site, on peut rêver d'y rencontrer un *oppidum* gaulois (*place forte*), un peu *analogue à celui* de Fort-Harrouard (à une quarantaine de kilomètres au nord de Chartres), qui aurait couronné l'éperon rocheux avant la conquête romaine *du milieu du Ier siècle avant Jésus-*Christ. Mais, pour le moment, on n'a aucune preuve de l'existence à Chartres d'un tel *oppidum*.

En revanche, on est sûr qu'une *agglomération gauloise était installée* sur l'éperon rocheux au début du Ier siècle avant notre ère. Une ville gallo-romaine s'y est ensuite construite, qui a débordé largement de l'éperon, est descendue dans la vallée de l'Eure et s'est même étendue jusqu'au versant d'en face.

ALIX BARBET

Des fragments retrouvés à Chartres, place des Epars

Les paperasses des clercs

De cette époque, on a retrouvé *divers éléments de murs en appareil* romain dans la crypte de la cathédrale, sous le musée des Beaux-Arts et sur le bord sud de l'éperon; les traces d'un théâtre sur le flanc est de l'éperon; les restes de plusieurs maisons, ainsi que des nécropoles toujours situées, selon la loi romaine, hors des agglomérations.

Du Ier au début du IIIe siècle, tant que règne la *pax romana*, la ville – *Autricum*, d'*Autura*, l'Eure en latin – est étendue et riche. Au IIIe siècle, la *situation de l'empire devient* instable : la ville se rétracte jusqu'à ne plus occuper que l'éperon rocheux et la bordure de celui-ci.

Au Moyen Age, à partir d'une époque qu'on ne peut encore préciser, *une bonne partie de l'éperon rocheux* est occupée par l'enclos canonial, c'est-à-dire l'ensemble constitué par les églises puis les cathédrales successives, les logements des clercs et autres chanoines, les bâtiments de service, un hôtel-Dieu, etc. Au moins *dès le XIIIe siècle, l'enclos canonial* est entouré d'un mur percé de nombreuses portes dont subsistent ici ou là quelques éléments.

Les gens d'Église – en tout cas certains d'entre eux – savaient lire et écrire. Ils aimaient les papiers, les documents, les archives. A chaque changement d'occupant, ils dressaient *l'état des lieux et gardaient* soigneusement tous ces textes qui, même sans plan, sont suffisamment précis pour que l'histoire de l'occupation des sols puisse actuellement être reconstituée avec une bonne continuité depuis 1300 jusqu'au *début du XXe siècle, où le parvis a* été – enfin – débarrassé de toute construction. C'est ce qu'ont montré les études d'archives faites l'année dernière par Mmes Catherine Goldmann et Solange Lauzanne (1).

7 ou 8 mètres de «dépôts archéologiques»

Sans savoir exactement ce qu'ils vont trouver dans les 7 ou 8 mètres de «dépôts archéologiques» présents vraisemblablement sous le parvis ouest de la cathédrale, les archéologues ont donc une sorte de guide. Les *emplacements dans lesquels ils met*tent le plus d'espoir sont ceux qui n'ont jamais été construits depuis le Moyen Age, et n'ont donc jamais été bouleversés, depuis le XIIe siècle.

Pour le moment, les fouilles, qui ont fait l'objet d'une convention entre le ministère de la culture et la ville de Chartres, sont prévues pour durer six mois. *Leur coût est estimé* à 3,2 millions de francs, pour lesquels la ville espère avoir le concours du département d'Eure-et-Loir, de la région Centre et, pourquoi pas, de mécènes...

Au printemps 1991, on devrait savoir si ces fouilles seront poursuivies et particulièrement dans quelles zones des 1 000 mètres carrés concernés. On devrait aussi pouvoir *élaborer plus en détail le projet du* Centre médiéval en fonction, notamment, du calendrier de la poursuite des fouilles et de l'incorporation éventuelle dans une crypte archéologique de vestiges particulièrement intéressants.

YVONNE REBEYROL

(1) Les résultats de ces recherches ont été réunis en octobre 1989 dans deux fascicules: *Chartres, projet de Centre médiéval; étude historique et archéologique préliminaire* et *Projet Grand Chartres, documentation*. Ces deux fascicules devraient être bientôt publiés.

Isis vénérée sur les bords de l'Eure

Le Centre d'étude des peintures murales romaines de Soissons (CNRS), dirigé par Mme Alix Barbet, travaille actuellement à la restauration de peintures gallo-romaines découvertes en *1984-1985 par M. Dominique* Joly, dans une riche maison de la *fin du IIe siècle ou du début du IIIe siècle de notre ère*, près de la place des Epars de Chartres.

Après trois ans de travail, Mme Claudine Allag et l'équipe du centre ont réussi à «recomposer» certains des décors peints qui *avaient été récupérés sous* la forme de petits morceaux, d'un *poids total de 3 tonnes.* Plusieurs ensembles de peintures murales ornaient diverses parties de la maison : grands panneaux blancs agrémentés de petits édicules à fronton et de thyrses (des bâtonnets enrubannés de feuilles de lierre ou de vigne, *emblèmes* de Dionysos), reconstitués sur 2 mètres *de haut ; décors* d'escalier ; imitations de marbre défigurées *par des graffiti ;* personnages (nombreuses femmes peu vêtues, mais bien coiffées, et un homme) très abîmés. Le décor le plus étonnant et le plus énigmatique *ornait le grand salon d'apparat* (10 mètres de long, 9 mètres de large, au moins 2,70 mètres de haut). Il s'agit d'une procession se détachant sur un fond blanc.

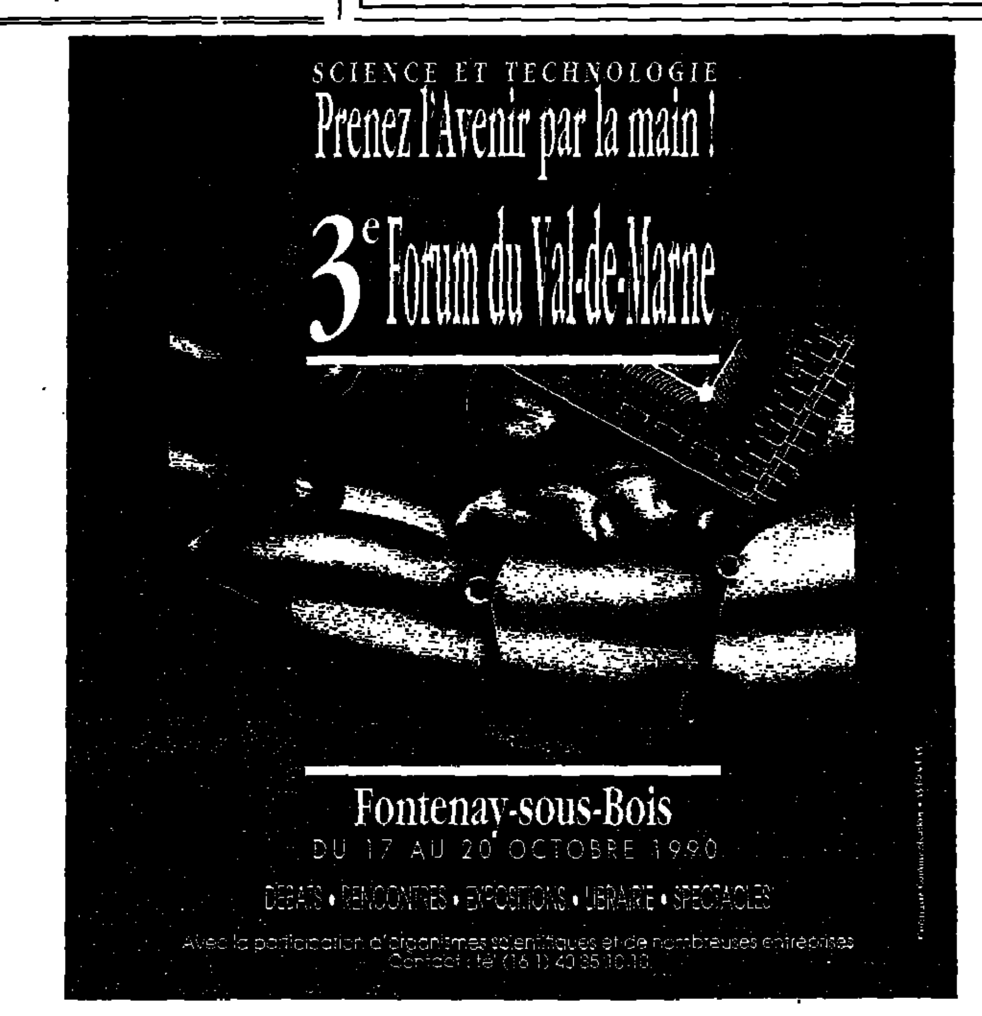
Unique dans la Gaule romaine

Deux hommes, habillés d'une dalmatique dont les larges manches sont décorées de bandes pourpres, déroulent chacun un *volumen* (un rouleau assez grand sur lequel étaient écrits des textes sacrés), tout en marchant vers une estrade peinte en perspective. *Sur celle-ci se* tient un troisième homme dont il *ne reste que les pieds*, les jambes et le bas de la tunique. Subsistent aussi la tête aux grands yeux noirs et au crâne complètement rasé d'un quatrième personnage et les mains d'un cinquième présentant au public *des tablettes écrites*.

Si fragmentaire soit-elle, cette *composition a surpris Mmes* Allag et Barbet. Elle est unique à ce jour dans la Gaule romaine, mais son iconographie rappelle des décors peints de Pompéi *représentant des thèmes isiaques.*

L'épouse de l'empereur Septime Sévère, qui a régné de 193 à 211, était d'origine syrienne et, à ce moment-là, les cultes orien*taux se sont largement répandus* dans l'Empire romain. La scène représentée à Chartres est de grandes dimensions : le personnage qui a le plus résisté à l'injure du temps est haut de 2 mètres et la composition *devait s'étirer sur une largeur* d'au moins 2 mètres également. Elle a donc une allure ostentatoire. Faut-il en déduire que le culte d'Isis était célébré à Chartres et que *le propriétaire* de la maison était fier d'afficher ses *opinions religieuses?*

Y. R.



CULTURE

CINEMA

Fantastique train de vie

A toute allure, « Alberto Express » escalade la pente d'un onirisme sans trucage et signe le retour en forme d'Arthur Joffé

Couvert d'opprobre, il y a quatre ans, par les professionnels du cinéma et la plupart des critiques, que vouliez-vous qu'il fît ? Qu'il mourût au fond du désert de *Harem* (premier film ambitieux, échec arrogant) ou qu'un beau désespoir le secourût. Le sursaut vital d'Arthur Joffé s'intitule *Alberto Express*. Nullement désespéré, mais tonique et réjouissant.

Une heure et demie durant, l'express piloté par Joffé fonce sur les rails du fantastique, à berceau ouvert. Entre Paris et Rome, entre veille et cauchemar, Alberto remonte vers ses origines tandis que naît son premier enfant : la veille de l'accouchement, le jeune homme décide *in extremis* de rembourser ses frais d'éducation à son père.

C'est une tradition familiale assortie de terribles malédictions en cas de transgression. Alberto n'a qu'une nuit pour régler ses comptes : la nuit de son passage à l'âge adulte, bien sûr, peuplée de personnages-métaphores chargés de lui infliger les épreuves de l'initiation.

Bonne occasion pour se délecter d'un numéro hilarant de Michel Aumont, retrouver Jeanne Moreau le temps d'une surprenante prestation en milliardaire égyptomane, reconnaître le noir eunuque de *Harem* (Dennis Goldson) transformé en homosexuel transi d'amour, ou saluer une piquante apparition de Marie Trintignant, charmant fantôme des amours juvéniles..

Mémorables silhouettes

Alberto Express réussit la performance de ne jamais perdre son rythme échevelé, tout en prenant le temps de dessiner des silhouettes mémorables, burlesques ou émouvantes. Outre les comédiens cités, d'excellents seconds rôles (ces mal aimés du cinéma français d'aujourd'hui) comme Roland Amstutz ou Dominique Pinon leur donnent chair et chaleur.

Alberto, moteur en surrégime de cette vertigineuse odyssée ferroviaire, trouve en Sergio Castellito un interprète gavé d'envie de jouer comme d'autres d'amphétamines. Entrevu dans *le Grand Bleu* (en arbitre des compétitions de plongée), repéré l'an dernier dans *Légers quiproquos*, de Ricky Tognazzi, le jeune comédien italien se pose sans complexe en héritier de la génération des Ugo Tognazzi, Alberto Sordi... ou Nino Manfredi, qui campe fort symboliquement son père dans le film.

Cinéma sans frontières

Arthur Joffé, aussi survolté dans la vie que l'est Alberto à l'écran, reconnaît que c'est au moment où il apprit qu'il allait lui-même devenir père qu'il eut l'idée du scénario. En revanche, il nie farouchement éprouver le moindre sentiment de dette – professionnelle – vis-à-vis de son père, le cinéaste Alex Joffé auteur des *Culottes rouges*.

Grâce au tournage exorcisme d'*Alberto Express*, le jeune réalisateur a désormais pris assez de distance avec la douloureuse expérience de *Harem* pour évoquer le traumatisme que lui causa son échec, tout en précisant que le film fut loin d'être la catastrophe commerciale que l'on dit : un million de spectateurs français et une carrière honorable à l'étranger, un sort que lui envieraient bien des productions hexagonales – si les aventures de Ben Kingsley et Nastassja Kinski n'avaient pas été aussi onéreuses.

Beaucoup moins cher, *Alberto Express* représente également, à sa manière, un pari. Celui de créer un univers fantastique, sans effets spéciaux ni rayons lasers, par la seule magie d'une imagination prolixe servie par une mise en scène à l'arraché. A saluer enfin, les passagers de l'*Express* parlent autant italien que français (sans oublier l'anglais) et Alberto virevolte à mi-chemin de deux nations autant que de deux âges.

A l'heure où tant de superproductions montées sur de seuls critères financiers se parent du label « européen », Arthur Joffé, avec sincérité et naturel, a peut-être trouvé la formule d'un vrai cinéma sans frontières.

JEAN-MICHEL FRODON

Rose bonbon

Le cinéma américain redécouvre les délices des happy ends conformes à la morale

DEAUVILLE

de notre envoyée spéciale

Tout commence par un conte de fées : *Pretty Woman*, de Garry Marshall. Richard Gere, boursier milliardaire, si beau dans son costume trois pièces que l'on croirait humer son after-shave, achète au rabais des entreprises mal en point et les revend par morceaux avec des bénéfices considérables. Un soir, il emprunte une Lotus qu'il ne sait pas conduire, se perd, tombe en panne sur Hollywood Boulevard, où Julia Roberts tapine. Elle le reconduit à son hôtel, passe la nuit avec lui. Il l'engage pour la société. Il en a besoin pour ses dîners d'affaires. Il lui apprend à s'habiller, à se tenir convenablement, l'emmène en avion privé à l'Opéra de San-Francisco voir *la Traviata*, bien entendu. Après ces huit jours, non seulement il décide de l'épouser, mais il renonce à démanteler une entreprise.

« A Hollywood, tout le monde rêve », dit un clochard, et la salle applaudit à cette histoire si bien fabriquée, si bien jouée, parsemée de répliques bien tournées. Une vraie comédie américaine à l'ancienne repeinte au goût du jour : rose bonbon.

Les scènes d'amour sont filmées floues, avec des ombres protectrices. Les amants se réveillent le matin enroulés dans les draps. Quand on pense à ce que faisait Julia Roberts dans *American Gigolo* ou *Gentleman ou officier*, on s'étonne. Il y a quelques années, elle aurait pu s'agacer des leçons condescendantes de son Pygmalion. Aujourd'hui, elle est simplement heureuse d'accéder à la haute société. La révolte n'est plus de mise.

Histoires de famille

Voir les enfants gâtés du film de John Boorman, *Tout pour réussir*. Ils sont trois, deux filles et un garçon qui jouent aux artistes. Leur père, riche entrepreneur en démolition, veut les forcer à se débrouiller seuls, les larguant dans une vieille bâtisse de Brooklyn. Ils y accueillent une bande d'excentriques, dont un clochard illusionnniste et philosophe. Là encore, on se croirait revenu au temps de Frank Capra dans *Vous ne l'emporterez pas avec vous*. En un peu plus pesant et avec un glissement du côté baba psychédélique.

Les années sont longuement et musicalement commentées dans *Un oiseau sur la branche*, de John Badham, avec Mel Gibson et Goldie Hawn, tous les deux grinçants. Ils se sont aimés et se retrouvent par hasard, sont entraînés dans une cavale burlesque, mais essoufflée et même vulgaire, très loin de la *Poursuite du diamant vert*, son modèle.

Par moments, on a entendu des rires dans la salle, mais, à la fin, pas d'applaudissements. Il y en a eu, en revanche, pour *Staying Together*, de Lee Grant. Encore une histoire de famille : trois garçons, trois enfants gâtés, mais sans rapport avec ceux de John Boorman. Ceux-ci habitent, en Caroline-du-Sud, une petite ville sur le point de devenir un centre touristique. Sans rien leur dire, leur père vend la petite entreprise familiale spécialisée dans le poulet frit. *« Une petite ville, de petites gens »*, commente un des garçons ; mais ils sont bien, ils ne veulent pas s'en aller. Ils aiment, souffrent, boivent, vont danser, courent le marathon, se séparent, se retrouvent.

Lee Grant est une actrice de cinéma et de théâtre. Elle filme simple, direct, mais sans diriger ses comédiens. La plupart viennent également du théâtre. Ils donnent ce que le texte ne dit pas, jouent le déséquilibre des situations, les contradictions, les ambigüités. Ils ignorent la vie et ses incertitudes. *Staying Together* est un beau film émouvant.

COLETTE GODARD

ARTS

L'ange du bizarre

Rodolphe Bresdin a gravé les eaux-fortes les plus étranges du XIXe siècle. Son génie du réalisme fantastique méritait un hommage

La planche a pour titre *les Villes derrière le marécage*. C'est une lithographie de Bresdin tirée dans les années 1870. On y voit, au fond, au centre, sur des collines et des montagnes, les clochers et les tours de deux villes médiévales. Tout le reste de l'image, les trois quarts, est occupé par des feuillages noirs, un étang, des roseaux, des plantes aquatiques où se posent des libellules démesurées.

Des lézards, un rat et un escargot habitent les rives du trou d'eau. Ils sont fort adroitement observés et dessinés, avec la minutie d'une illustration pour traité de zoologie. Les herbes, les rameaux sont figurés avec autant de précision, quoiqu'à une échelle légèrement plus réduite que les animaux.

Le style de Bresdin est dans cette singularité : il obtient un effet d'étrangeté sans recourir jamais aux procédés ordinaires du genre, ni citer Bosch ni Altdorfer. Inventer des monstres hybrides, susciter des visions oniriques ne l'intéresse pas, à l'inverse d'un Doré et d'un Granville, à l'inverse encore d'Odilon Redon, qui fut son élève et le plus constant de ses admirateurs.

Il lui suffit d'une disproportion, d'un détail exact agrandi plus que de raison, du foisonnement du décor et des êtres pour changer un honnête paysage en cauchemar, une scène historique en fantasmagorie . Ses insectes sont vrais, et d'autant plus déplaisants. Les costumes des légionnaires romains, dont il imagine les combats sous des cieux orageux, sont conformes, à peu près, à l'archéologie. Seule concession au rêve : un squelette armé d'une faux symbolise la mort, de la façon la plus traditionnelle.



« Je porte cette pierre depuis cinquante ans »

Les gravures de Bresdin, eaux-fortes et lithographies – il y en a en une cinquantaine exposées à Orsay, en compagnie de quelques dessins très méthodiques – ne portent pas à la joie . Le funèbre, la misère, la décrépitude sont les sujets ordinaires de l'artiste, que le romantisme a marqué à ses débuts. Il est tentant de croire déchiffrer, dans ces saynettes tragiques, des allusions à la vie de leur auteur, qui naquit dans une famille paysanne très démunie, en 1822, dans le département qui s'appelait alors Loire-Inférieure. Il eut une existence désastreuse, traînant de taudis en garnis, bohême errant en quête d'amateurs qu'il ne trouva jamais. Il est à Paris en 1848, ami des Réalistes réunis autour de Champfleury, tous admirateurs des Flamands et des Hollandais d'autrefois, et, déjà,le plus pauvre d'entre eux. Au coup d'Etat de 1852, il fuit en province, à Toulouse, où il vend quelques dessins, tombe malade et se met en ménage avec une illettrée. Quand il revient à Paris, en 1860, la princesse Mathilde le secourt, mais il refuse de la remercier par conviction républicaine . Puis, peu à peu, Bresdin, en dépit de l'admiration de Gautier et Baudelaire, disparaît dans la misère. L'atelier de gravure qu'il organise avec ses élèves fait faillite au bout de trois ans. Bresdin combat pour la Commune, échappe aux Versaillais, qui négligent de le fusiller, et se remet à graver, ignoré de tous, sans éditeur, sans collectionneur, sans biographe évidemment.

Il a beau exécuter alors ses oeuvres les plus abouties, scènes bibliques, combats antiques, cavalcades persanes, rien n'améliore son sort. En 1878, il donne à tirer l'une de ses dernières lithographies. Debout dans des entrelacs de lierre et des chaos de rochers d'où s'envolent des oiseaux de nuit, un malheureux vieillard montre de la main un bloc énorme où est inscrite cette phrase : *« Je porte cette pierre depuis cinquante ans »*. L'oeuvre finit en accablement, trop solitaire, trop méconnue pour que l'artiste ait la force de travailler plus longtemps. Le 13 janvier 1885, Rodolphe Bresdin meurt à Paris, de faim et de froid.

PHILIPPE DAGEN

▶ **Musée d'Orsay. De 10 heures à 18 heures ; nocturne le jeudi jusqu'à 21 h 45. Fermé le lundi. Jusqu'au 7 octobre .**

□ **Pour les fidèles de l'Auditorium du Louvre.**-Le Musée du Louvre propose une Carte Fidélité-Auditorium pour les programmes organisés à l'auditorium. Pour 200F par an, cette carte offre de nombreux avantages : gratuité, tarifs préférentiels et réservations prioritaires pour les cycles, les conférences ou les concerts, ainsi qu'un accès privilégié au musée.

▶ **Renseignements. Tél. : 40-20-52-99**

□ **Le Musée Zadkine s'ouvre aux non-voyants.** – Grâce à une cassette, des panneaux en braille, et le libre accès à son atelier et à sa maison, les non-voyants vont pouvoir apprécier les œuvres originales du sculpteur Ossip Zadkine, qui a travaillé des matériaux aussi divers que le bois, le bronze, la pierre.

▶ **Musée Zadkine, 100 bis, rue d'Assas, 75006 Paris. Tél. : 42-76-65-68**

Le palmarès du Festival de Montréal

Grand Prix des Amériques (meilleur film) : *Tombés du ciel*, de Francisco Lombardi (Pérou-Espagne).

Grand Prix spécial du jury (ex-aequo) : *Cérémonie funèbre*, de Zdenek Sirovy (Tchécoslovaquie) ; *la Femme au paysage*, d'Ivica Matic (Yougoslavie).

Prix de la mise en scène : Teng Wenji (*la Ballade de la Rivière Jaune*, République populaire de Chine).

Interprétation féminine : Natalia Goundareva (*Cette chienne de vie*, URSS).

Interprétation masculine (ex-aequo) : Marcel Leboeuf (*Rafales*, Canada), Andres Pajares (*Ay Carmela*, Espagne).

Prix du meilleur scénario : Joe Wiesenfeld (*Princes in Exile*, Canada).

Grand Prix de Montréal (court métrage) : *Shan Shui Qing* (Te Wei, Japon).

Prix du jury (court métrage) : *Overdose* (Francesco Ranieri Martinotti, Rocco Mortelliti, Fulvio Ottaviano, Italie).

Prix des Montréalais (50 000 dollars canadiens à une première œuvre de long métrage) : Alain Mazars (*Printemps perdu*, France) ; Irena Pavlaskova (*le Temps des larbins*, Tchécoslovaquie).

Les ministres de la culture des Douze à Venise

M. Jack Lang lance un « appel pour le cinéma d'Europe »

Dressant, à la veille de l'ouverture de la Mostra de Venise, un bilan sévère de la situation du cinéma européen, M. Jack Lang a lancé, lundi 3 septembre, un « appel pour le cinéma d'Europe ». De l'Ouest comme de l'Est.

« La célébration du centenaire du cinéma en 1995 sera-t-elle une fête du bien une veillée funèbre ? » Si rien n'est fait, la réponse pour M. Jack Lang ne fait aucun doute. Et elle est, bien sûr, négative. Durement concurrencé par la télévision – le nombre de films diffusés annuellement par les télévisions des Douze est passé de 5 000 à 15 000 en dix ans, – le septième art européen subit durement la concurrence d'Hollywood.

Le cinéma américain s'adjuge 60 % des entrées dans les salles de la Communauté européenne, quand le cinéma des Douze ne représente que 5 % de la fréquentation aux USA.

Un déséquilibre connu mais dont le ministre de la culture et de la communication redoute qu'il ne s'aggrave encore avec les bouleversements en cours dans les pays de l'Est. Longtemps protégé, le septième art pesait encore lourd, à la veille de l'effondrement du « rideau de fer » : plus de 10 000 salles, de 150 à 200 films réalisés chaque année, près de 500 millions d'entrées, URSS exclue (le nombre de spectateurs y atteint les 3,5 milliards par an). Mais, insiste M. Lang, *« en Hongrie, depuis le début de l'année, pas un film hongrois n'a été présenté au public des salles. (...) A Varsovie, cette semaine même, sur 46 salles, 36 projettent des films américains. (...) Des studios immenses comme ceux de Babelsberg en RDA, où s'est forgée une part essentielle de l'histoire du cinéma allemand (Fritz Lang, Ernst Lubitsch...), ou ceux de Bulgarie sont pratiquement en vente. Restera-t-on passif devant ce bradage du patrimoine européen ? Les productions nationales sont prises entre deux menaces aussi graves : l'arrêt des subsides des Etats et les conditions très dures faites par les grandes compagnies commerciales étrangères. »*

Pour éviter l'effondrement du septième art dans l'ensemble de l'Europe, le ministre français estime insuffisantes les politiques suivies jusqu'ici et demande que l'on aborde une *« nouvelle phase »*. *« La première façon d'œuvrer pour le cinéma européen*, a-t-il poursuivi, *c'est de soutenir chacun notre cinéma national (...), agir de façon concertée pour que nos aides soient mobilisables par chacun de nos pays, (...) développer ou accélérer la mise en œuvre des systèmes d'aide multilatérale. »* Jack Lang a enfin appelé les pays de la Communauté à la reconstruction des structures de distribution et d'exploitation des films et a souhaité l'organisation, *« un jour de juin 1991, d'une Fête du cinéma européen de l'Ouest et de l'Est »*.



CULTURE

MUSIQUES

La Cène de Rossini

Première de la « Petite Messe solennelle » dans le salon de la Comtesse

BESANÇON

de notre envoyé spécial

Etrange idée que de mettre en scène une messe dans un salon noble du *dix-neuvième* siècle ! Mais n'est-ce pas la plus étrange des cérémonies que la *Petite Messe solennelle* de Rossini, *qui prie* d'un oeil et rit de l'autre, passe de l'austère contrepoint à l'air d'opéra le plus échevelé ? L'audace de Charlotte Nessi et de son Ensemble Justiniana (1) pouvait donc fort bien se justifier à une époque baroque *comme la* nôtre où tout, y compris les *Passions* de Bach, est porté au théâtre.

Donc, en 1864, dans le salon de la comtesse Pillet-Will, véritable jardin de plantes vertes, Rossini parle cuisine *et tournedos, puis* se met au piano pour accompagner les maîtres de maison, bonne et serviteurs dans le *Kyrie*. Quand elle ne chante pas, la comtesse arrange des roses dans un vase. Et la musique va son train, sur les petits tambourinements et trottinements des deux pianistes qui couvrent l'harmonium, la dernière *merveille de l'époque*.

Les invités arrivent peu à peu pendant le *Gloria*. Le baryton *annonce* avec beaucoup d'urbanité *Gratias agimus tibi* et poursuit assis sa conversation avec l'alto, *Propter magnam gloriam tuam*. Au milieu de la scène, le ténor se taille un grand succès avec son *Domine Deus rex coelestis* ; et la maîtresse de maison-soprano, qui s'était éclipsée pour vérifier la cuisson des tournedos, revient juste à temps pour chanter son *Qui Tollis* en duo avec l'alto sur des arpèges en « dessus de pendule » à la Mendelssohn...

Ainsi de suite. Ces gentils personnages ont l'air de sortir du musée Grévin et l'on croirait qu'ils utilisent quelque esperanto, dont ils ignorent le sens, pour se raconter les nouvelles du jour ou la dernière pièce de Victor Hugo. Mais tout cela garde le charme désuet des daguerréotypes de nos grands-mères.

Malheureusement, la mise en scène déraille avec le *Credo* chanté à table par douze personnages, qui portent des toasts et mangent des *petits fours* (venus, bien entendu, de chez Lapostolle, pâtissier bisontin, ça ne s'invente pas...), sous prétexte que Ross*ini avait évoqué la Cène* de Léonard de Vinci sur son manuscrit. Alors, quand les convives se cachent ensuite dans les plantes vertes pendant l'*O Salutaris*, faut-il voir une allusion à la Genèse, où Adam et Eve se dissi*mulaient* derrière les arbres après avoir croqué la pomme ?

Ne demandons pas trop de cohérence à ce spectacle (accueilli avec enthousiasme, lundi soir, au Festival), qui apparemment cherche à divertir *plutôt qu'à provoquer. On* lui donnera l'absolution pour le beau travail musical réalisé par les solistes (Catherine Antonicelli, Roseline Cyrille, Daniel Galvez-Vallejo, Daniel Lavail) et les vingt-quatre choristes amateurs du Centre polyphonique de Franche-Comté, sous la direction souple et frémissante de Claire-Marie Mille, avec, dans le rôle de Rossini, mais surtout du premier pianiste, très brillant et vivant sur son instrument du siècle dernier, André Litolff.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Unité de production lyrique de Franche-Comté.

▶ Ce spectacle, parrainé par France-Télécom, sera donné à nouveau le 11 septembre au Théâtre de Vesoul.

ROCK

Rien de monstrueux

L'étape française du festival « Monsters of Rock » n'a attiré que les fidèles

Ils n'étaient qu'une dizaine de mil*liers sur la pelouse de l'Hippodrome* de Vincennes pour faire face aux monstres. Coincé à une date bizarre – un lundi – par les impératifs d'une tournée européenne, l'étape française du festival Monsters of Rock (qui est né à Donington, Royaume-Uni) avait un caractère presque intime.

Il est vrai que le hard-rock est généralement contenu dans une marginalité à la fois revendiquée et honnie.

Ce ne sont pas seulement les parents navrés ou – aux Etats-Unis – les ligues de vertus, qui l'ont dans leur collimateur. A force de conservatisme musical, de sexisme benêt et de flirts douteux avec l'imagerie nazie, beaucoup de groupes se sont *aliénés les sympathies de la presse et* du public rock. La programmation de « Monsters of Rock » contournait à peu près le problème politique. Les groupes présents (The Front, Face To Face, Quireboys, Faith No More, Poison, Aerosmith et Whitesnake) ont, pour l'instant, réussi à éviter le cyclone. Personne ne les a accusés de satanisme ou de nazisme, de dissi*muler des messages subliminaux* entre deux riffs ou d'encourager les enfants à s'entretuer.

Menace et angoisse

En fait, l'emballage de ces groupes sert avant tout de cache-misère. La *réalité sonore du* hard-rock, dans chacune de ses incarnations, est assez facile à résumer : c'est le squelette du blues. A chaque étape de l'évolution du genre, on a enlevé un des éléments essentiels du blues pour le remplacer par des décibels : du temps de Led Zeppelin, la sensualité et le désir ont disparu, ne restaient que la menace et l'angoisse. Dix ans *plus tard, seuls demeuraient* l'obsession et la répétition. Whitesnake, le *groupe de David Coverdale* – l'ancien chanteur de Deep Purple distingue mal le cri du glapissement –, est l'aboutissement *de ce long processus* d'appauvrissement. Tête d'affiche à Vincennes, ils peuvent emprunter les accords de *I'm A Man* à Muddy Waters et la ligne mélodique par dessus le marché. Il ne sont que sinistrement grivois, seul le volume sonore les empêche d'être soporifiques.

Juste au dessous, sur l'affiche, Aerosmith était venu démontrer que même les hard-rockers pouvaient ressusciter . Dans les années 70, Steven Tyler et Joe Perry avaient entrepris, non sans succès, de prendre la place de Mick Jagger (Tyler a une grosse bouche) et Keith Richards (Perry sait mouliner un riff) dans le coeur de l'Amérique. Sur le point de réussir, leur projet s'égara dans un gros tas de cocaïne. Dix ans plus tard, après avoir, selon leurs propre termes, *« reniflé la moitié du PNB colombien »*, Tyler, Perry et leur bande se sont acheté une santé et une conduite. Il servent, aujourd'hui comme hier, un boogie gras, du blues de Chicago moins les nuances, mais avec quand même un zeste d'humour et beaucoup de métier. Durement pénalisés par une sonorisation qui engluait le son dans un marécages de basses, Aerosmith a fourni *le chaînon manquant entre le hard* et le reste du monde.

Pour les organisateurs, l'important était que le concert ait lieu. Swift est une jeune entreprise qui voudrait étendre le marché du hard, sous-ex*ploité en France. La détermination* farouche du public, résolu à s'amuser quelle que fût la qualité du son et des *prestations, devrait encourager* les producteurs à poursuivre dans cette filière lourde.

THOMAS SOTINEL

VARIÉTÉS

Arthur H, le funambule

Ou comment se faire un prénom et une initiale en puisant aux sources de la chanson française

Arthur H a commencé son aventure d'interprète il y a deux ans – il en avait vingt-deux – sans passer par le support, généralement obligatoire, du disque. Accompagné par le contrebassiste Brad Scott et le percussionniste Paul Jothy, il a multiplié ses passages sur scène (cent cinquante salles) en adaptant ses chansons à chaque lieu. Progressivement, il s'est ainsi constitué un répertoire avec du caractère dans la musique et du lyrisme dans les textes. Et c'est cet ensemble de chansons nées sur scène qu'Arthur H présente cette semaine avec la publication de son premier album.

Arthur H chante d'une voix rauque qui « s'enroule » souvent. Du rap jazzy aux ballades sentimentales en passant par la valse, le rock et les tangos maltraités *dans tous les sens*, ses chansons ont une belle extravagance, développent un esprit sauvage et insolent, un peu à la façon employée autrefois par les Doors, puis par les punks.

Dans la continuité d'un patchwork *musical offert* avec *spontanéité* et tendresse, Arthur H adore la manière descriptive de raconter une histoire que l'on trouve dans les goualantes de Fréhel (*la Java bleue, Tel qu'il est*) et d'Edith Piaf (*Padam, padam*, qu'il chante lui-même superbement). Le chanteur reprend à son compte, avec humour, le style de la chanson réaliste en s'inspirant de faits divers (*Scritch, Quai n°3*) ou en empruntant la forme de narration pour poser un climat (*Marouchka*) ou dessiner de beaux portraits comme ceux d'*Andorra* et d'un trompettiste de jazz qui *« cherche un phrasé vraiment cool comme Kenny Dorham ou Clifford Brown »*.

L'album d'Arthur H ne ressemble à *rien de ce qui se publie ordinairement*. Et la filiation avec Jacques Higelin, son père, est strictement liée à l'état civil. Arthur H, funambule en quête de bonheur, propose son propre mélange (séduisant) de musiques et d'émotions.

CLAUDE FLÉOUTER

▶ *Arthur H., Disque, CD, cassette, Polydor 843 545-2*

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

L'imprévu qui dérange

RÉCAPITULONS. *Premiers chocs pétroliers ; surprise générale.* Montée de l'intégrisme musulman et affaissement du communisme : ça, par exemple ! Crise du Golfe : qui l'eût dit ? Bientôt, on reconnaîtra les événements importants à ce que personne ne les avait vus venir. Comptera, ce qui nous a pris au dépourvu.

Jamais, pourtant, la prévision n'avait disposé d'autant d'experts et de gadgets. Outre *les ambassades, chargées en principe* de scruter l'avenir, des espions, par milliers, épiaient états-majors et arsenaux, sondaient reins et cœurs. L'ordinateur devait mettre le futur en équations et en scénarios immanquables. Les satellites militaires distinguaient, disait-on, jusqu'au dessin de nos cravates. Pour la première fois dans l'histoire humaine, deux puissances font la loi, et leurs présidents sont d'anciens patrons de services secrets...

Or tout ce beau monde surdoué et doté de matériels mirobolants tombe des nues si des croyances se réveillent, si des empires s'écroulent, ou si des chars font mouvement dans le désert. Envoyée sur le terrain pour *réparer les gaffes* des pronostiqueurs, la piétaille découvre que les neurones et les écrans des chefs n'avaient que quelques secondes d'avance sur les nôtres, ce qui est bien peu en nos temps de guerre éclair.

Les prospectivistes et *autres géopoliticiens* patentés expliquent leurs bévues par les fameux « impondérables » dont on fait les casse-pipe. L'erreur étant devenue une raison supplémentaire de garder la parole, les *mêmes experts,* au lieu de se terrer quelque temps, continuent de pérorer sans vergogne dans les cellules de crise, les officines de réflexion et sur les plateaux de télévision. Les dirigeants et leurs conseillers se sont souvent fourré le doigt dans l'œil : jamais aussi impunément.

Deux exceptions à l'aveuglement général : Hélène Carrère d'Encausse prédisant l'éclatement du bloc communiste avec une jolie *avance* et dans un bel isolement, d'où une réputation de formidable pythie ; une poignée de boursicoteurs se couvrant à temps du krach de 1987, tout en *évitant de s'en vanter*, jouant même les surpris – une vieille ruse du *métier*.

Au moins ces malins se taisent-ils ; l'argent *vite gagné* rend discret. Les commis de l'Etat n'ont pas cette compensation. De là qu'ils parlent. C'est même fou ce qu'ils jacassent ! On comprend qu'ils n'*aient plus le temps* de penser le futur, vu celui qu'ils passent à nous *expliquer* doctement le présent. Depuis le début de la crise du Golfe, chaque chaîne de télévision, chaque journal, s'est dégoté un officier général en fonction ou fraîchement *retraité, un diplomate en disponibilité ou un* membre de cabinet, prêts à tout nous révéler, du haut de titres gageant, en principe, leur compétence.

LE temps est loin où l'armée méritait son surnom de « grande muette ». Alors que le secret représente plus que *jamais une arme de combat, les serviteurs de* l'Etat s'empressent de monnayer dans l'industrie privée, en droits d'auteur, ou en prestiges médiatiques, les renseignements glanés dans l'exercice de leurs fonctions. Certains manient l'*indiscrétion à des fins politiciennes. Mais* la plupart le font pour la gloriole. Frustrés de commandement et d'égards dès la soixantaine, ils en prolongent les charmes, sans souci de l'obligation de réserve. Tout se *passe comme si* la divulgation des secrets dont il a détenu une parcelle était devenue, pour le haut fonctionnaire, un avantage en nature s'ajoutant à la sécurité de l'emploi et au droit de cumuler la retraite avec une nouvelle carrière.

L'exemple vient de haut. Il y a quelques années, un colonel ayant dirigé le renseignement français a cru que son passé de cavalier à particule ouvrait droit à toutes les désinvol*tures, quitte à ruiner notre crédit en la matière*. S'il existe un emploi où le silence devrait être de règle, la vie durant et au-delà, c'est bien celui-là. Que l'auteur n'ait finalement rien dévoilé d'important ou qu'on ne sût déjà vaut *pour une muflerie supplémentaire à l'égard du* public, non pour une excuse. Un autre titulaire du même poste vient d'y aller de ses confidences. L'expression administrative « secret-défense » mériterait d'être rebaptisée « *secret-balance* ». On plaint les juges militaires chargés de punir les bavardages de troufions sur la culasse du Lebel !

Si les prévisions bafouillent, c'est que les préposés au futur sont trop occupés à se faire mousser avec le peu qu'ils savent. C'est aussi que la nouveauté dérange, au-delà de nos *habitudes de pensée, l'économie moderne* de l'actualité. L'information non programmée fait une concurrence jugée déloyale à l'événement-denrée préparé et négocié à l'avance. Les « sponsors » et autres manipulateurs plus ou moins *avoués qui font commerce de la* curiosité publique se partagent celle-ci dans le temps, à la façon dont se répartit l'espace publicitaire.

Avant que l'année n'ait commencé, il est décidé à notre place, et à la place de l'Histoire, que telle quinzaine sera celle du tennis, telle autre celle du foot ou du vélo, que telle soirée sera celle des Oscars machin ou de la *régate chose. Sans parler des « dossiers »* saisonniers sur le salaire des cadres, la sexualité chez les jeunes ou le bronzage à domicile, commercialement plus rentables qu'une crise mondiale. L'imprévu manque de retombées publicitaires. Il coûte cher. Il met les éditions en retard. C'est l'ennemi.

AUTRE inconvénient des crises-surprises : elles obligent à s'apercevoir *que les règles du spectacle et de* l'audience maximum désormais en vigueur dans l'information visuelle n'ont plus rien à voir avec les méthodes propres à la recherche de la vérité, de type judiciaire ou universitaire. *Le credo libéral selon lequel la concurrence* garantit le pluralisme, condition de l'accès au vrai, ce credo est malmené depuis que, à l'évidence, la dite concurrence pousse aux mises en scène, au mélange des genres, aux assauts truqués de bon cœur, et qu'elle expose aux plus insidieuses manipulations.

Dernier constat « culturel » devant la crise du Golfe : les pourvoyeurs de mots ont été autant pris de court que les fourbisseurs d'armes à feu. On a bien observé une escalade des adjectifs, parallèle à cele des préparatifs militaires, M. Saddam Hussein s'est vu qualifier de « barbare », « odieux », « cynique », *« ignoble », « débile » ; mais on aurait* dit que les mots tombaient à plat, désamorcés comme des fusées amutées de leur dispositif de mise à feu.

Peut-être cet effet pétard mouillé vient-il de ce que, en secret et collectivement, nous ne nous reconnaissons pas tout à fait le bon droit *d'insulter quelqu'un à qui nos élus ont vendu* les moyens de sa terreur, ni de lui faire la leçon, en matière d'otages, dans le temps où nous trouvons de bonne guerre d'affamer ses civils. D'un côté, le nôtre, il est question de lever un peu le pied sur les autoroutes ; de l'autre, ça y est, on recourt aux tickets d'alimentation. *Dans les régions obscures où se* forgent les vocabulaires, ce déséquilibre des *sacrifices, à défaut de morale,* doit peser.

Le langage a ceci de réjouissant qu'il ne per*met pas de ruser avec soi-même* ; pas longtemps.

AGENDA

CINÉMAS — PROGRAMMES DU MERCREDI 5 AU MARDI 11 SEPTEMBRE

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI

La Fête à Henriette (1952), de Julian Duvivier, 16 h ; Hommage à Dirk Bogarde : Hunted (1951, v.o. s.t.f.), de Charles Crichton, 19 h ; Hommage à Dirk Bogarde : les Damnés (1969), de Luchino Visconti, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

MERCREDI

Si vous avez manqué le début : les Métiers de Paris : le Patron (1930) de Pierre Boyer, Un grand patron (1951) d'Yves Ciampi, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Éclair journal, 16 h 30 ; Café, cafés : Bande annonce : Masculin féminin (1966) de Jean-Luc Godard, Actua Tilt (1961) de J. Herman, Liberty Belle (1983) de Pascal Kané, 18 h 30 ; Au-delà du périph' : Aubervilliers (1945) de E. Lotar, le Jour se lève (1939) de Marcel Carné, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

L'AMOUR POURSUITE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) , George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BIENVENUE A BORD ! (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

CADILLAC MAN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

COUPABLE RESSEMBLANCE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

CRY-BABY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASSET (Fr.-Alg., v.f.) : Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

FAUX ET USAGE DE FAUX (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FIRE BIRDS (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

> **Nous publions désormais le *mardi* les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du *mercredi*.**
> **Les commentaires concernant les *films nouveaux* ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).**

FREDDY 5 : L'ENFANT DU CAUCHEMAR (*) (A., v.f.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

FULL CONTACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LA LIBERTÉ, C'EST LE PARADIS (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

NUIT D'ÉTÉ EN VILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE LA NUIT (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

48 HEURES DE PLUS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

RETOUR VERS LE FUTUR 3e PARTIE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

RÊVES (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

SIDEWALK STORIES (A.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE SOLEIL MÊME LA NUIT (It., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) Studio 28, 18e (46-06-36-07).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE KING OF NEW YORK (**) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

TROIS ANNÉES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

TU MI TURBI (It., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

UN WEEK-END SUR DEUX (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

ZAN BOKO (burkinabé, v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES FILMS NOUVEAUX

ALBERTO EXPRESS. Film français d'Arthur Joffé : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

GUERRIERS ET CAPTIVES. Film franco-suisse-argentin d'Edgardo Cozarinsky, v.o. : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

ROBOCOP 2. (*) Film américain d'Irvin Kershner, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

S'EN FOUT LA MORT. Film français de Claire Denis : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

TOUT POUR RÉUSSIR. Film américain de John Boorman, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

LES SÉANCES SPÉCIALES

AFFAIRES PRIVÉES (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., lun. 19 h, ven. 15 h 30, dim. 22 h, mar. 22 h 15.

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) mer., jeu., sam., lun. 12 h 20.

BARRY LYNDON (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., jeu. 14 h 30, dim. 18 h.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer., dim., lun., mar. 20 h, jeu., ven. 16 h, sam. 18 h.

CASABLANCA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 19 h 15, ven. 21 h, lun. 17 h.

CHASSEUR BLANC, CUR NOIR (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer. 17 h 20, lun. 16 h.

LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 21 h.

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) mer., ven., dim.

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) mer., dim., lun. à 13 h 25, 15 h 35, 17 h 45, 20 h, 22 h 10 film 10 mn après.

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) mer., ven., dim., séances à 13 h 25, 15 h 35, 17 h 45, 20 h, 22 h 10 film 10 mn après.

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) mer., dim., lun., avec.

DUNE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 21 h 30.

E.T. L'EXTRATERRESTRE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 15 h 15, ven. 13 h 30, sam. 15 h, dim. 13 h 15.

L'ECLIPSE (It., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) mer., sam., ven 12 h 05.

EMMANUELLE (**) (Fr., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

LA FLUTE A SIX SCHTROUMPFS (Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 13 h 40.

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 16 h 30, sam. 15 h.

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (**) (Fr.-It.-All.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 18 h 45, dim. 21 h.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) mer., ven., dim., mar. à 12 h.

LE LOCATAIRE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., dim. 21 h.

LOLITA (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., ven., mar. 21 h 10, dim. 17 h 20.

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 20 h, jeu. 13 h 45, dim. 16 h 30.

MARY POPPINS (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 15 h 30, sam. 17 h 20 ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam. 16 h 45.

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., jeu., sam., dim. 14 h, ven. 16 h 20 ; Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., ven. 10 h, 14 h, jeu. 10 h, 15 h 30, sam., dim. 14 h ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 13 h 30, 15 h ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam. 15 h 15, jeu. 13 h 40.

MILOU EN MAI (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., ven., mar. 19 h 40, dim. 17 h 20.

LE MIROIR (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 21 h 40, sam. 19 h 50.

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., mar. 22 h 15, lun. 20 h.

NOCE BLANCHE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 18 h 15, ven. 14 h, lun. 21 h.

LA NUIT BENGALI (Fr., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer., sam., dim. 17 h.

LES NUITS BLANCHES (It., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) mer., mar. 12 h.

PERFORMANCE (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 12 h 40.

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., ven. 13 h 40, dim., lun. 15 h 15.

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer. 20 h, jeu., sam. 22 h 10, dim. 14 h, lun. 18 h.

LES SORCIÈRES D'EASTWICK (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 22 h.

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.f.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 18 h.

TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Fr.-Arg., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer., ven., sam., dim., lun. à 19 h.

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04) mer., jeu., ven., lun., mar. 11 h 50.

TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam. 17 h.

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer., sam., dim. 16 h.

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., mar. 18 h.



DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

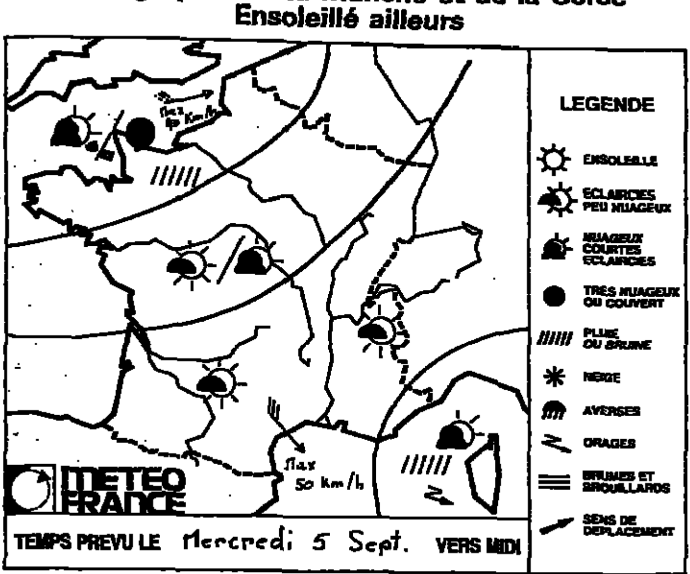


AGENDA

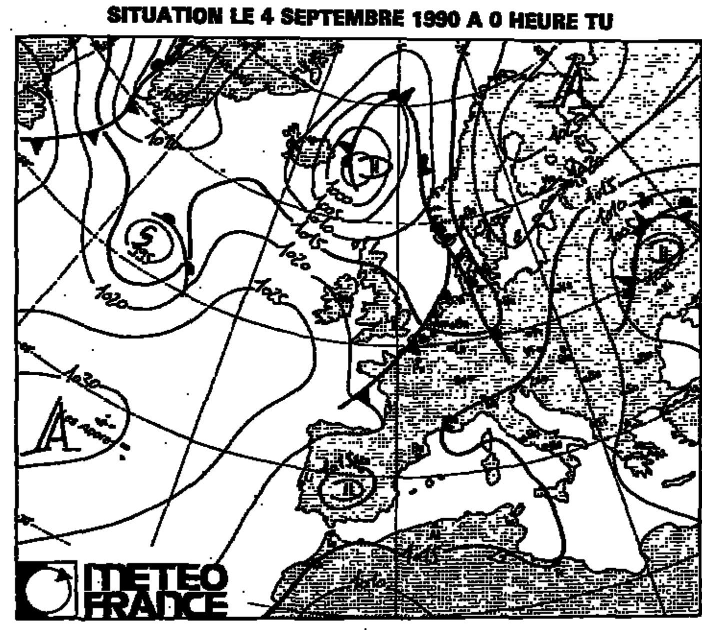
MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 5 septembre

Chargé près de la Manche et de la Corse
Ensoleillé ailleurs



SITUATION LE 4 SEPTEMBRE 1990 A 0 HEURE TU



Evolution du temps à moyenne échéance.

Au cours des trois jours à venir, les *passages nuageux alterneront avec les* périodes ensoleillées. C'est sur le Nord et l'Est que les nuages seront les plus nombreux et ils donneront par moment un peu de pluie. En revanche près de la Méditerranée les éclaircies domineront mais il y aura du mistral et de la tramontane.

Jeudi : un peu de pluie sur le Nord et l'Est.

Sur la Bretagne, la Normandie, le Nord, le Bassin parisien et Champagne-Ardennes les nuages seront abondants le matin. Il pleuvra un peu sur le Nord, l'Ile-de-France et Champagne-Ardennes. *L'après-midi le soleil se fera* une place dans un ciel parsemé de nuages.

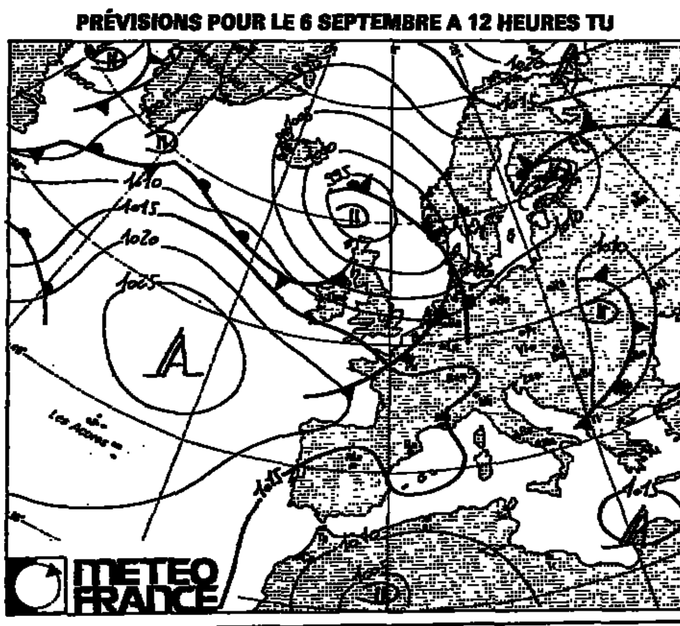
Du Val-de-Loire aux Pyrénées au nord u Massif central et au nord des Alpes le journée se déroulera sous une alternance de passages nuageux et de périodes ensoleillées. C'est sur le Nord et l'Est de ces régions que les nuages seront les plus nombreux.

Les régions méditerranéennes ainsi que le sud des Alpes et du Massif central connaîtront une journée bien ensoleillée.

Les températures du matin seront comprises entre 11 et 15 degrés.

L'après-midi il fera 18 à 22 degrés du nord de la Loire au Nord et au nord-est. Plus au Sud il fera de 22 à 24 degrés et même 25 à 28 degrés sur le Sud-Est.

PRÉVISIONS POUR LE 6 SEPTEMBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 4-9-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 3-9-90à 6 heures TU et le 4-9-90 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	26	16	D
BIARRITZ	24	19	A
BORDEAUX	30	15	B
BOURGES	27	12	D
BREST	23	11	D
CAEN	28	13	N
CHERBOURG	24	14	D
CLERMONT-FER.	25	11	N
DIJON	26	13	N
GRENOBLESM-H	27	12	D
LILLE	26	15	P
LIMOGES	25	13	N
LYON	25	12	D
MARSEILLE-MAR.	28	16	D
NANCY	23	10	B
NANTES	30	16	P
NICE	26	19	D
PARIS-MONTS	27	18	C
PAU	27	14	N
PERPIGNAN	32	21	N
RENNES	29	15	N
ST-ETIENNE	25	10	N
STRASBOURG	18	13	B
TOURS	29	13	D
TOULOUSE	29	16	D
POINTE-A-PITRE	32	23	N

ÉTRANGER			
ALGER	30	21	C
AMSTERDAM	22	15	P
ATHÈNES	31	23	D
BANGKOK	32	25	P
BARCELONE	28	20	D
BELGRADE	23	12	N
BERLIN	22	13	C
BRUXELLES	25	14	N
LE CAIRE	35	22	D
COPENHAGUE	16	14	C
DAKAR	31	27	C
DELHI	35	26	P
DJERBA	32	25	D
GENÈVE	25	10	D
HONGKONG	27	26	C
ISTANBUL	30	18	O
JÉRUSALEM	28	15	D
LISBONNE	26	18	D
LONDRES	25	11	D
LOS ANGELES	24	17	D
LUXEMBOURG	21	12	N
MADRID	33	18	N
MARRAKECH	32	18	D
MEXICO	24	13	O
MILAN	26	15	D
MONTRÉAL	24	11	D
MOSCOU	12	9	C
NAIROBI	24	11	C
NEW-YORK	25	21	N
OSLO	15	13	C
PALMA-DE-MAJ.	29	18	D
PÉKIN	22	18	C
RIO-DE-JANEIRO	20	18	C
ROME	27	16	D
SINGAPOUR	31	23	O
STOCKHOLM	16	8	D
SYDNEY	20	9	D
TOKYO	31	26	D
TUNIS	32	19	D
VARSOVIE	14	5	D
VENISE	25	15	N
VIENNE	21	13	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 4 septembre

TF 1

20.35 Cinéma : Inspecteur la Bavure. ■ français de Claude Zidi (1980). Avec Coluche, Gérard Depardieu, Dominique Lavanant.
22.25 ▶ Variétés : Bourvil « entre rire et tendresse... » Emission présentée par Michel Leeb. *Sketches, extraits de films et chansons.*
23.55 Journal, Météo et Bourse.
0.15 Série : Intrigues.
0.40 Série : Côté Cœur.

A 2

20.40 Les dossiers de l'écran : Les hommes du président. ■ Film américain d'Alan J. Pakula (1976). Avec Dustin Hoffman, Robert Redford, Jack Warden.
22.50 *Débat : Les pouvoirs, les scandales,* la presse et l'opinion. Avec Jacques Derogy, de *l'Evénement du jeudi*, Jean-Marie Pontaut, du *Point*, Claude Angeli, du *Canard enchaîné*, Claude Grellier, vice-président de la 17e chambre correctionnelle, David Clemens, de *l'Herald Tribune*, et notre collaborateur Edwy Plenel.
23.55 Journal et Météo.
0.10 Musique : Festival de jazz à Antibes-Juan-les-Pins.

FR 3

20.35 Téléfilm : David Copperfield. De Marcel Cravenne, d'après Charles *Dickens, avec Didier Haudepin, Bernard* Verley. *Une vie de souffrances.*
23.00 Journal et Météo.
23.25 Documentaire : Histoire naturelle de la sexualité. D'André Langanay et Gérald Calderon. 6 et fin. Quand l'imagination prend le pouvoir.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Karaté Kid, le moment de vérité 2. ■ *Film américain de John G. Avildsen (1986).* Avec Noriyuki « Pat » Morita, Ralph Macchio, Tamlyn Tomita.
22.15 Flash d'informations.
22.25 Cinéma : Les bois noirs. □ Film français de Jacques Deray (1989). Avec Béatrice Dalle, Philippe Volter, Stéphane Freiss.
0.15 Cinéma : Sans espoir de retour. ■ Film franco-portugais de Samuel Fuller (1989). Avec Keith Carradine, Valentina Vargas, Bill Duke.

LA 5

20.35 Cinéma : Police story. □ Film chinois (Hongkong) de Jackie Chan (1985). Avec Jackie Chan, Bridget Lin, Maggie Cheung.
22.15 Sport : Tennis. US Open 1990 à Flushing Meadow.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm : *Le fantôme des Canterville.* De Paul Bogart, avec Sir John Gielgud, Ted Wass. *Propriétaire d'un château hanté...*
22.15 Téléfilm : Danger doberman. De Frank de Felitta, avec James Brolin, Susan Clark. *Angoisse au grand magasin.*
23.40 Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.00 Magazine : Megamix. De Martin Meissonnier.
22.00 Magazine : Dynamo.
22.30 Téléfilm : Le village sur la frontière. De Fritz Lehner.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. Le bien-manger, la diététique et le régime.
21.30 Grand angle. Marchandises à la mer et paroles d'armateur (rediff.).
22.40 Nuits magnétiques. Quatre nuits magnétiques. 1. Le Jazz détruit-il le Band magnétique ?
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Philip Dick.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 12 août lors du Festival Pablos Casals de Prades) ; Octuor pour cordes et vents en fa majeur op. 166, D 803, Quintette pour piano et cordes en la majeur op. 114, D 667, de Schubert, par Jean-Jacques Kantorow, Lynn Blakeslee, violons, Bruno Pasquier, alto, Arto Noras, violoncelle, Marc Marder, contrebasse, Michel Lethiec, clarinette, Amaury Wallez, basson, Radovan Vlatkovic, cor, Karl Engel, piano.
23.07 Nuits chaudes. Dans le ciel... Les étoiles.
0.58 Les valses de l'été.

Mercredi 5 septembre

TF 1

17.35 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Divertissement : Pas folles, les bêtes !
***19.55* Tirage du Tac-O-Tac.**
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.
20.40 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Elsa, Michel Leeb, Elli Medeiros, *Zouk machine, Marc Lavoine, Charles D.* Lewis, Claude Barzotti.
22.35 Série noire : Mort aux ténors. De Serge Moati, avec Lucky Blondo. *Un groupe de rock décapité.*
0.00 Journal, Météo et Bourse.
0.45 Série : Mésaventures.
1.10 TF 1 nuit.

A 2

***14.10* Feuilleton : Le chevalier de Maison rouge** (2e épisode).
15.20 Magazine : Eté show (suite). Invité : Farid Chopel.
16.45 Série : Larry et Balki.
17.10 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, animé par Laurent Cabrol.
17.35 Magazine : Giga. Les années collège.
18.10 Série : Mac Gyver.
19.00 Feuilleton : Chateauvallon.
20.00 Journal, Météo et Une vie de fou.
20.40 Téléfilm : Un royaume pour Mrs Simpson. De Charles Jarrott, avec Jane Seymour, Antony Andrews. *Les amours du prince de Galles avec une jeune Américaine.*
22.20 Magazine : Etoiles. *Présenté par Frédéric Mitterrand.* Luchino Visconti. *Evocation superbe du destin du cinéaste italien.*
23.35 Journal et Météo.
23.50 Magazine : Du côté de chez Fred. Simeon II de Bulgarie (1re partie).

FR 3

15.50 Magazine : Une pêche d'enfer.
16.30 Jeu : Objectif Tintin.
18.00 Feuilleton : Sixième gauche.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Feuilleton : Richard Wagner. De Tony Palmer, avec Richard Burton, Vanessa Redgrave (dernier épisode). *1872, construction du théâtre de Bayreuth.*
21.40 ▶ Quarante ans de lectures à la télévision. Du commencement de « Lectures pour tous » à la fin d'« Apostrophes ».
22.40 Journal.
23.05 *Opéra : Manon Lescaut.* Opéra en quatre actes, de Giacomo Puccini, livret de Praga, Oliva et Illica, d'après l'abbé Prévost, mise en scène de Gotz Friedrich, par le Chœur et l'Orchestre du Royal Opera House, dir. Giuseppe Sinopoli. Diffusé en *simultané et en stéréo sur France-Musique.*

CANAL PLUS

15.25 Magazine : Rapido (rediff.).
***16.00 Téléfilm :* Madrid, point de non retour.** De John Patterson, avec Brynn Thayer, Leigh Lawson.
17.30 Documentaire : Les allumés... *Skateboard kamikaze, d'Eric Summer.*
18.00 Cabou cadin. Reporter blues ; Barney.

En clair jusqu'à 21.00

18.30 Dessins animés : Ça cartoon. Présentés par Philippe Dana.
18.50 Top albums. Présenté par Marc Toesca.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. *Présenté par Philippe Gildas* et Antoine de Caunes.
20.25 Football : Championnat d'Europe des Nations En direct de Reykjawik Islande-France.
22.20 Flash d'informations.
22.25 Magazine ; Exploits.
22.45 Cinéma : Lady Jane.

LA 5

13.35 Série : Amicalement vôtre.
14.30 Série : L'enquêteur.
15.25 Série : Kung fu.
16.30 Série Rintintin junior.
17.00 Sport : Tennis. Quart de finale de l'US Open 1990.
19.00 Journal images.
19.10 Jeu : Je compte sur toi.
19.45 Journal.
20.30 Drôles de sports.
20.35 Téléfilm : Noces de paille. De Noël Black, avec Michael Biehn, Madolyn Smith (1re partie). *De l'amour au cauchemar.*
22.20 Sport : Tennis. US Open 1990 à Flushing Meadow.
0.00 Journal de minuit.

M 6

16.15 Jeu : Match music.
17.15 *Informations : M 6 info.*
17.20 Série : Laredo.
18.10 Série : Cher oncle Bill.
18.35 Série : Espion modèle.
19.25 Série : Dis donc papa.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Finnegan remet ça. *De Joan Micklin Silver, avec Mary Taylor* Moore, Robert Preston. *Déformation professionnelle d'un spécialiste du courrier du cœur.*
22.30 Téléfilm : *La filière brésilienne.* *Un épisode de la série « Le saint ».*
1.10 Série : Portraits crachés.
0.35 Six minutes d'informations.

LA SEPT

15.25 Cours d'italien (12).
15.55 Documentaire : Tours du monde, *tours du ciel* (5).
16.45 Shakespeare sonnets.
17.45 Documentaire : Le rêve de Paris.
18.25 Documentaire : Tai Ti Chan, le grand *tremblement de terre.*
18.30 Cinéma d'animation : Images.
18.40 Documentaire : Ateliers contemporains (Garouste).
19.05 Documentaire : Impressions d'Asie ou la couleur des dieux.
20.00 Documentaire : L'île rouge.
21.00 Documentaire : Chapare.
22.00 Documentaire : Actes d'amour.
22.20 Cinéma d'animation : Images.
22.30 Documentaire : Apsaras, ballet khmer en exil.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes.
21.30 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Nuits magnétiques. Quatre nuits magnétiques. 2. La nuit en Belgique est magnétique.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Philip Dick.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 25 juillet lors du Festival d'Aix-en-Provence) : Suite pour deux clavecins nº 7 en sol majeur, de Leroux ; Les nations (L'espagnole), de Couperin ; Les Indes galantes (arrangement pour deux clavecins), de Rameau ; Sonate pour deux clavecins, de Rigel, par William Christie et Christophe Rousset, clavecin.
22.30 Opéra (en simultané avec FR3) : Manon Lescaut, opéra en quatre actes de Puccini, livret de Praga, Oliva et Illica, par le Chœur et l'Orchestre du Royal Opera House, dir. Giuseppe Sinopoli ; sol. : Kiri Te Kanawa, soprano, Placido Domingo, Robin Leggate, ténors, Thomas Allen, baryton, Forbes *Robinson, Georges Macpherson*, basses.
0.58 Les valses de l'été.

Audience TV du 3 septembre 1990 — Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	43,6	Santa Barbara 16,4	McGyver 7,6	Actual. rég. 14,6	Nulle part 1,5	J. c. sur toi 1,9	Espion modèle 1,6
19 h 45	46,2	Roue fortune 19,8	McGyver 9,7	19-20 info 11,1	Nulle part 2,2	Journal 1,6	Dis-donc papa 1,9
20 h 16	58,9	Journal 25,9	Journal 13,3	La classe 7,8	Nulle part 2,9	Journal 3,4	Mad. servie 6,2
20 h 55	65,9	Stars 90 23,5	H. de vérité 9,2	Est-ce bien rais. 13,7	Loi jungle 3,3	Hulk 5,4	Poignée de $ 11,5
22 h 08	61,6	Stars 90 24,8	Pub 4,2	Est-ce bien rais. 13,9	Matador 1,4	Hulk 6,4	Poignée de $ 11,3
22 h 44	38,5	Stars 90 19,6	Disparitions 5,9	Météo 3,6	Matador 1,4	Tennis 4,8	Mme Soudis 2,6

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

– Cécile GRANDJEAT

a la joie d'annoncer la naissance de sa petite sœur,

Barbara,

le 23 août 1990.

chez
Yves-Charles GRANDJEAT
et
Fiona JENKINSON.

27, rue Louise,
33400 Talence.

Décès

– Le docteur Paul Boquet,
M. et Mme Paul-Louis Boquet
et leurs enfants,
Le docteur et Mme Patrice Boquet
et leurs enfants,
Mme et M. Grall-Boquet,
Mme Geneviève Benon,
sa sœur,
annoncent avec une grande tristesse le décès du

docteur Madeleine BOQUET,

survenu le 21 août 1990.

Ses cendres seront dispersées dans le Morbihan.

Cet avis tient lieu de faire-part.

25, avenue du Parc-de-Craon,
92380 Garches.

– Le docteur et Mme Tuchmann
et leurs enfants,
M. et Mme Bourgain
et leurs enfants,
Le docteur et Mme Danvin
et leurs enfants,
font part du décès du

général BOUDOURESQUE,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 26 août 1990, à Thionville, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu le 30 août, à Mirepoix (Ariège).

– Mme Lambry,
sa mère,
Le général et Mme Clappier,
M. et Mme Bernard-Georges Clappier,
M. et Mme Bruno de Dieuleveult,
ses frères, sœur, beau-frère et belles-sœurs,
Thibaut et Aurèle, Jean, Prudence et Colombe,
ses neveux et nièces,
Les familles Clappier, Mitterrand et Sarrazin,
Tous ses amis
Et particulièrement Roy et Catherine,
Et tous ceux qui l'ont soigné,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 1er septembre 1990, à Paris, à l'âge de quarante-huit ans, de

François CLAPPIER.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 6 septembre, à 10 h 30, en l'église du Val-de-Grâce, 1, place Alphonse-Laveran, Paris-5e (métro Port-Royal).

L'inhumation aura lieu le lendemain dans le caveau familial à Saint-Genest-sur-Roselle (Haute-Vienne), à 10 heures.

Square Charles-Laurent,
75015 Paris.

– M. Pierre Dayre,
son époux,
Eric Dayre,
son fils,
et Michèle Draper,
M. et Mme Louis Borne,
ses parents,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Annette DAYRE,

survenu à Paris, le 1er septembre 1990.

L'inhumation aura lieu le mercredi 5 septembre, à 16 heures, dans le caveau familial, à Groléjac (Dordogne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

154, avenue des Pervenches,
93370 Montfermeil.
Groléjac,
24250 Domme.

– M. Michel Dubessy,
M. et Mme Michel Morel,
M. Bruno Dubessy,
Mme Catherine Dubessy,
Simon, Catherine et Olivier,
M. et Mme Jean-René Courtois,
Mme Jeanne Dubessy,
Leurs familles
Et tous ceux qui l'ont connue et aimée,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Josette DUBESSY,
née Ladet,

à l'âge de soixante-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 5 septembre 1990, à 10 h 30, en l'église de Saint-Paulet-de-Caisson (Gard) et sera suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

L'Ortigue,
30130 Saint-Paulet-de-Caisson.

– La direction générale
Et le personnel des sociétés Renault, SNR et Torrington, Nadella,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard LACAZE,
directeur général de Nadella,

survenu le 1er septembre 1990.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

– Gerardo et Gaston Marcotti-Munoz,
ses enfants,
Tatiana Munoz,
La famille Munoz,
La famille Marcotti-Llanos,
Et ses amis qui l'ont beaucoup aimé
ont la profonde tristesse de vous communiquer le décès de

Gaston-Dario MARCOTTI-LLANOS,

survenu accidentellement à Managua (Nicaragua), le 1er septembre 1990.

Nous vous invitons à une célébration du souvenir en l'église Saint-Merry, Paris-4e, le lundi 10 septembre, à 19 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Simon Pauti,
son épouse,
Annie et Jean-Michel Lwoff,
Jean-Marie et Monique Pauti,
ses enfants,
Jean-Yves Pauti,
Laurence et Jean-Luc Imler,
Nicolas et Laurence Lwoff,
Anne, Marie-Dominique et Christine Pauti,
ses petits-enfants,
font part du décès de

Simon PAUTI,

survenu le 1er septembre 1990.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à Saint-Martin-la-Méanne (Corrèze), le mardi 4 septembre.

26, quai d'Orléans,
75004 Paris.

– Guy Suarès,
son fils,
Nicole et Keith Gore,
sa fille et son gendre,
Ses petits-enfants,
Et tous ses amis,
ont la tristesse d'annoncer le rappel à Dieu, le 26 août 1990, de

Régine ROUSSEAU SUARÈS,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
fondatrice et directrice
de 1951 à 1974 d'*Affinités.*

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale le mercredi 29 août, au cimetière parisien de Pantin.

« Portes, élevez vos linteaux ; Elevez-vous, portes éternelles ! Que le roi de gloire fasse son entrée ! David. »
Ps 24.

37, rue des Blancs-Manteaux,
75004 Paris.
14, Frenchay Road,
Oxford,
Angleterre.

[Née à Rhodes, le 14 avril 1898, Régine Rousseau Suarès fonde en 1951 à Buenos-Aires la revue *Affinités*, unique revue française pour l'Amérique latine qui rendra compte des grands mouvements de la littérature, du théâtre, de la mode française de l'après-guerre. Jean Cocteau, Henri Mondor, André Maurois, Paul Claudel, Albert Camus, Henri de Montherland, J.-L. Borges, Gloria Alcorta, Rafaël Alberti, Angel Batistessa, traducteur de Claudel, Mallarmé, Baudelaire, Victoria Ocampo, Angelica Bosco, Gérard Worms y apporteront avec Henri Magnan et Robert Kemp leur concours.]

– Selon ses volontés

Maurice SAILLET

a été inhumé dans la plus stricte intimité, à Montlognon, le 16 août 1990.

– Mme Visconti
Et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Antoine VISCONTI,
professeur émérite
à l'université de Provence,

survenu en son domicile le 30 août 1990, dans sa soixante-dix-neuvième année.

721, Le Corbusier,
Boulevard Michelet,
13008 Marseille.

– Le Centre de physique théorique du CNRS, Marseille,
a la douleur de faire part du décès de

M. Antoine VISCONTI,
professeur émérite
à l'université de Provence,
ancien directeur
du Centre de physique théorique,

survenu le 30 août 1990, à Marseille.

Remerciements

– Profondément touchée par toutes les marques de sympathie et d'amour qui lui ont été témoignées lors du décès de

Bernard DUDKIEWICZ,

survenu le 5 août 1990,

Sa famille
remercie tous ceux qui l'ont soutenue et se sont associés à sa peine et fait part de la célébration du mois anniversaire de sa mort le 6 septembre, à 19 heures, 14, place des Vosges, Paris-4e.

– La famille
Et les amis de

Huguette GAMONET

remercient très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine et à leur espérance.

– Le docteur Paul Grellet,
M. et Mme Bernard Meley,
M. et Mme André Gallice,
M. et Mme Robert Celles,
M. et Mme Jacques Celles,
M. et Mme Louis Millot,
M. et Mme Auboyer-Treuille,
Leurs enfants et petits-enfants,
Le colonel et Mme Ehkirch,
remercient tous les parents et amis qui partagent leur peine depuis le rappel à Dieu de

Mme Louis Henri GRELLET,
née Thérèse Ehkirch,

survenu le 2 août 1990.

Anniversaires

– Il y a trois ans

Louis BRAU

et il y a cinq ans

Jean-Louis BRAU,

nous quittaient.

Une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui les ont connus, aimés et estimés. Que soient remerciés tous ceux qui leur sont restés fidèles.

Mme Renée Brau,
88, boulevard Ney,
75018 Paris.

– Le 1er septembre 1985,

Jacques TOUTAIN
sénateur et maire de Jouy-en-Josas,

quittait les siens.

Que sa mémoire reste vivante chez ceux qui l'ont connu.

– L'Amicale de Mauthausen,
Son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
Et ses amis,
rappellent le souvenir de

André ULMANN,

qui s'éteignait le 5 septembre 1970, à Paris, à l'hôpital Cochin.

– La Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes,
L'Association départementale de l'Ain,
rappellent le souvenir de leur camarade et ami,

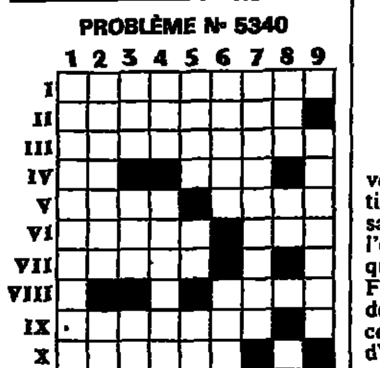
André ULMANN,

qui les a quittés le 5 septembre 1970.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5340



HORIZONTALEMENT

I. Ne se cognent tout de même pas la tête contre les murs à la suite de mauvais résultats. – II. Travaille sur de nombreux dossiers. – III. Spécialistes des abus de pouvoir. – IV. Retenu dans certains cas. En haut d'un « axe ». – V. Où des explosions font d'heureuses victimes. Mis à contribution. – VI. Sa beauté n'égale pas celle d'un apollon. Fade, à cause du manque de piment. – VII. Participe à des actions sanitaires. – VIII. Passe beaucoup de temps à balayer. – IX. Pouvaient être composées en partie d'une salade. – X. Poupée orientale. – XI. Sa naissance passe inaperçue. D'elle, on s'en tamponne !

VERTICALEMENT

1. C'est quand il expire qu'on respire. – 2. Rupture d' « attelage ». A ses habitués. – 3. Prend sur lui. Grandit de jour en jour. Ne croque pas sous la dent. – 4. Réserve de sel. Réserve d'eau. – 5. Peut servir à faire du beau travail... mais il ne faut pas pour autant s'en frotter les mains. Lettres d'amour. Caractère étranger. – 6. Disparut avec précipitation. Fournit des fraises et des noix en toute saison. – 7. Prennent place dans le vestibule. – 8. S'exprime comme il peut. N'est pas étranger à la « compagnie ». Note. – 9. Quand la « tirelire » est pleine.

Solution du problème n° 5339

Horizontalement

I. Fainéants. – II. Urticaire. – III. Réa. Lac. – IV. Lues. – V. Noiraudes. – VI. Chaîne. Dû. – VII. Craie. – VIII. Luini. De. – IX. Siègent. – X. Usé. Renne. – XI. Xérès. Et.

Verticalement

1. Furonculeux. – 2. Are. Oh. Se. – 3. Italianiser. – 4. Ni. Uri. Ni. – 5. Echéanciers. – 6. Aa. Suer. Gê. – 7. Nil. Aden. – 8. Tragédienne. – 9. Sec. Sue. Têt.

GUY BROUTY

COMMUNICATION

La nouvelle grille de la rentrée

L'équipe de « L'oreille en coin » s'installe sur Europe 1

C'est, bien sûr, la grande nouvelle de la rentrée pour une station qui plus que jamais proclame sa *« pêche »* et sa pugnacité : l'équipe de l' « Oreille en coin » qui fit les plus belles heures de France-Inter du dimanche matin débarque sur Europe 1. Au grand complet, enlevée par son chef d'orchestre Jean Garetto, un vétéran du service public – il fut directeur des programmes d'Inter – et tout juste renforcée certains week-ends par Jean Amadou qui y fit ses débuts.

L'émission, qui changera de titre – propriété d'Inter oblige – sera enregistrée en public chaque dimanche dans le grand studio Floirat entre 9 h 15 et 11 heures et gardera la formule qui la rendit célèbre en s'ouvrant toutefois davantage aux invités non politiques. Elle deviendra donc désormais la marque de la station de la rue François Ier avec le retour de Philippe Aubert (également en provenance de France Inter). Une marque que donnera également à 8 h 30, Didier Gustin – un jeune amateur auteur de textes. Ensuite, Europe 1 continuera à jouer la carte de l'humour avec Jean Amadou, Jean Roucasse et Jean-Yves Lafesse.

Europe 1 ne délaisse pas pour autant sa vocation ou son image de station de l'information. Encore plus de commentaires, de reportages et d'analyses, promettent ses responsables qui annoncent également entre 18 heures et 20 heures une tranche élargie d'informations. Enfin, si l'actuel PDG d'Europe 1, M. Jacques Lehn continue, malgré sa nomination à la direction générale du groupe à diriger la station, le nom de son successeur ne fait désormais plus de doute. Il s'agit de M. Jean-Piere Ozannat, actuellement directeur général adjoint d'Europe 1 et bras droit de M. Lehn. Sa nomination officielle (en conseil d'administration) et la passation de pouvoirs se feront d'ici à la fin de l'année.

A. Co

Le marché de la distribution vidéo

Les Français regroupent leurs forces

BProducteurs de films et éditeurs vidéo décident de faire cause commune pour créer une société de distribution de cassettes audiovisuelles, la Nouvelle Messagerie Vidéo (NMV). *« Nous sommes partis d'un constat,* explique un professionnel. *Le film français représente 35 à 37 % des entrées en salle, quand il ne totalise que 10 % du marché français de la vidéo. Un décalage inquiétant qu'il ne fallait plus laisser perdurer. ».* Après des débuts chaotiques, en effet, le marché français de la vidéo connaît depuis quelques années un véritable essor (*le Monde* du 10 avril), qui pourrait faire demain de ce média l'une des principales sources de financement du septième art.

« L'idée de départ, poursuit ce spécialiste, *était donc de regrouper nos forces, à la fois pour faire contre-poids aux Américains, mais aussi aux géants de la distribution comme Carrefour, Auchan, Monoprix, etc., qui assurent aujourd'hui l'essentiel de la vente des vidéocassettes. Nous souhaitions également assurer une plus grande transparence des recettes de la vidéo que la dispersion actuelle entre une multitude de petites sociétés françaises ne permet pas. »* Seule cette transparence permettra aux producteurs français d'obtenir de leurs bailleurs de fonds des pré-financements susceptibles de les aider à boucler le montage financier de leurs films.

Dotée d'un important capital de 15 millions de francs, NMV a pour actionnaires Canal Plus et sa filiale Canal Plus Vidéo (30 % du capital), les sociétés Renn Production et AMLF du groupe Chargeurs S.A. (30 % également), ainsi qu'une noria de professionnels français. C'est ainsi que plus de quarante auteurs-réalisateurs-producteurs réunis au sein de Vidéoarp détiennent ensemble 30 % des parts de la nouvelle société. Une dizaine de producteurs indépendants rassemblés au sein d'un GIE baptisé CCV contrôlent les 10 % restants.

P.-A. G.

SPORTS

RUGBY : changement d'entraîneur pour le XV de France

La fin du règne Fouroux ?

Le président de la Fédération française de rugby, M. Albert Ferrasse, a annoncé, lundi 3 septembre, *(nos dernières éditions du 4 septembre)* la décision de Jacques Fouroux d'abandonner son poste d'entraîneur du XV de France. Son adjoint, Daniel Dubroca, lui succédera, en attendant que les instances fédérales désignent un deuxième homme pour travailler à ses côtés.

Les dernières défaites du XV de France – sur treize matches, l'équipe nationale n'en a remporté que quatre, – ont pesé dans la décision de Jacques Fouroux. Après avoir pris en main les destinées du XV de France en 1981, remporté six fois le Tournoi des cinq nations (dont deux grands chelems en 1981 et 1987), puis avoir conduit son équipe en finale de la première Coupe du monde en 1987, celui qui fut surnommé le *« petit caporal »* était devenu l'objet de nombreuses critiques.

Treize mois avant la deuxième édition de la Coupe du monde, organisée, à partir du 29 septembre 1991, en France et en Grande-Bretagne, le président Ferrasse n'a pas souhaité *« aller éternellement contre la volonté de l'entraîneur »,* qui, depuis deux ou trois ans, souhaitait prendre du recul. Il garde cependant toute sa confiance à Jacques Fouroux, qui conserve ses fonctions de vice-président de la Fédération française de rugby et de président du comité de sélection du XV de France. *« Je veux adjoindre un trois-quarts à Daniel Dubroca, l'ancien talonneur international, qui est encore jeune »,* a précisé Albert Ferrasse, en évoquant les noms de Jérôme Gallion, Richard Astre, Jean Trillo, Serge Gabernet, Roland Bertranne et Jean-Pierre Romeu.

TENNIS : Internationaux des Etats-Unis

Nathalie Tauziat éliminée

Les vainqueurs de l'an passé ont poursuivi leur chemin, lundi 3 septembre, lors des huitièmes de finale des Internationaux de tennis des Etats-Unis à Flushing Meadow.

L'Allemande Steffi Graf s'est contentée de cinquante-trois minutes pour éliminer la jeune Américaine Jennifer Capriati. Son compatriote Boris Becker a mis plus de temps pour venir à bout de l'Australien Darren Cahill, quarante-huitième joueur mondial. *« La partie a été très difficile et j'ai eu de la chance de m'en tirer »,* a reconnu le joueur allemand après le match.

La dernière représentante française, Nathalie Tauziat, vingt-trois ans, n'a pas bénéficié d'un même avantage. Fort logiquement, l'Américaine Zina Garrison s'est imposée en deux sets (6-1, 7-5), mettant ainsi un terme aux espoirs de la Tropézienne.

Les résultats

Simples messieurs
(quatrième tour)

Andrei Cherkasov (URSS) b. Christo van Rensburg (AfS), 6-4, 6-4, 7-5 ; Andre Agassi (n° 4, E-U) b. Jay Berger (E-U), 7-5, 6-0, 6-2 ; Boris Becker (n° 2, RFA) b. Darren Cahill (Aust), 2-6, 6-2, 6-3, 3-6, 6-4 ; Aaron Krickstein (n° 9, E-U) b. Amos Mansdorf (Isr.), 6-3, 6-4, 6-4.

Simples dames
(quatrième tour)

Zina Garrison (E-U) b. Nathalie Tauziat (Fra.), 6-1, 7-5 ; Steffi Graf (n° 1, RFA) b. Jennifer Capriati (n° 13, E-U), 6-1, 6-2 ; Jana Novotna (n° 12, Tché.) b. Katerina Maleeva (n° 7, Bul.), 6-4, 6-2 ; Arantxa Sanchez-Vicario (n° 6, Esp.) b. Barbara Paulus (Aut.) 6-4, 6-3.

Le choc au PS

Si la crise du Golfe prend fin rapidement, le Parti socialiste se verra justifié dans son attitude critique vis-à-vis de Pierre Bérégovoy, accusé de tout donner aux entreprises sur le dos des salariés. Mais si un affrontement se produit avec l'Irak, entraînant un véritable troisième choc pétrolier, les Français retiendront qu'une fois encore un parti politique aura préféré poursuivre ses jeux internes plutôt que de tirer les conséquences d'une situation à l'évidence grave.

MM. Rocard et Bérégovoy ont rapidement tranché en faveur d'une action immédiate : éviter un arrêt des investissements des entreprises, faire barrage contre l'inflation. Le ministre de l'économie et des finances a été clair : faute de réagir instantanément, la France devra accepter un plan de rigueur – peut-être très dur – dans six mois. A cette politique s'en est opposée une autre : celle que l'on pourrait appeler la ligne Jospin. Rien ne presse, attendons de voir venir, dit en substance le ministre de l'éducation nationale. Il a suffi qu'un autre ministre – M. Lang, – malheureux des économies réalisées sur son budget, critique le projet d'abaisser de trois points le taux de l'impôt sur les sociétés pour que les militants socialistes s'enflamment.

L'économie française a créé beaucoup d'emplois depuis 1987 parce que ses entreprises ont retrouvé un équilibre financier qu'elles avaient perdu à partir du milieu des années 70. Si un troisième choc pétrolier appauvrissait de nouveau notre industrie, le chômage recommencerait vite à augmenter.

Ce risque est-il lointain ? A ceux qui le pensent on est tenté de conseiller un examen des comptes nationaux, qui montrent que depuis l'année dernière déjà l'épargne brute des firmes françaises se dégrade. Comment les militants du Parti socialiste pourraient-ils espérer que se poursuive dans ces conditions la période bénie que nous venons de traverser ?

MM. Bérégovoy et Charasse n'ont pas eu trop de mal à convaincre le président de la République de la justesse d'une stratégie qu'on veut efficace mais aussi équitable. L'impôt de solidarité sur les grandes fortunes rapportera l'année prochaine peut-être 1,5 milliard de plus que cette année du fait de la limitation à 100 000 F des effets du plafonnement. Si l'on inclut la taxation des bons anonymes à l'ISF, cet impôt-croupion rapportera rapidement une dizaine de milliards de francs. De quoi financer le revenu minimum d'insertion... Le problème est de savoir si chaque année les gouvernements socialistes en place devront pareillement justifier leur politique économique.

AL. V.

Lire page 7

Les conséquences de la crise du Golfe et la hausse des prix du pétrole

Les tarifs du fioul domestique risquent de s'emballer en Europe

Les cours du pétrole brut ont repris leur escalade, suivant la tension dans le Golfe. Lundi 3 septembre, les cours du pétrole brent britannique ont atteint 28,50 dollars par baril, soit 1,75 dollar de plus que lors de la séance précédente. Après avoir atteint près de 30 dollars, les cours étaient retombés la semaine dernière aux environs de 25 dollars.

«Si l'hiver est très froid on paiera très cher le fioul domestique», assure M. Henri Pradier, le président de Shell France. La crise du Golfe ne touche pas seulement le marché du pétrole brut. Elle a aussi des répercussions immédiates, et beaucoup plus sensibles pour les consommateurs sur le marché des produits raffinés, notamment celui du gas-oil et du fioul domestique, dont l'Europe et la France sont structurellement déficitaires.

Le blocus de l'Irak et du Koweït a en effet brutalement aggravé le déficit du raffinage mondial. L'arrêt des exportations du Koweït et de l'Irak, ainsi que l'interruption de la plupart des ventes saoudiennes de produits raffinés, désormais consacrées aux besoins de l'armée américaine, privent le marché d'environ 80 millions de tonnes de produits, soit l'équivalent de la totalité des capacités françaises. Déjà, assure-t-on à la Shell, deux unités de naphta en Corée du Sud ont dû arrêter leur production, faute de pouvoir s'approvisionner en bases pétrochimiques, importées jusque-là du Golfe.

A cette pénurie s'ajoutent les difficultés liées au raffinage du pétrole de remplacement que s'apprêtent à fournir l'Arabie saoudite et le Venezuela. *Les qualités qui devraient être bientôt mises sur le marché en remplacement du brut irakien et koweïtien sont en général moins bonnes, plus difficiles à raffiner.* Dans le cas du Venezuela, il s'agit de pétrole extra-lourd, presque solide, exigeant des installations particulières.

Le cumul de ces deux phénomènes va aggraver les tensions qui pèsent déjà sur le système de raffinage mondial. Le manque à gagner sera d'autant plus difficile à combler que l'ensemble des raffineries mondiales travaillent depuis plus d'un an à la limite de leurs capacités.

Fermetures de raffineries

Pris à contrepied par les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, les raffineurs ont en effet beaucoup réduit leurs capacités depuis dix ans. En Europe, la capacité de raffinage a diminué de 30 % depuis 1978. En France, le recul a été encore plus marqué : 11 raffineries sur 24 ont été fermées depuis 1973, réduisant la capacité de quelque 170 millions de tonnes à un peu plus de 80.

Résultat : l'Europe et notamment la France sont devenues structurellement déficitaires en produits raffinés, le déséquilibre étant particulièrement sensible pour le fioul domestique et le gas-oil. En 1989, l'Europe a importé 30,5 millions de tonnes et exporté 6,1 millions, soit un déficit net de 24,5 millions de tonnes de ces produits. Le plus gros des importations provenait, d'une part, des pays de l'Est, lesquels éprouvent des difficultés grandissantes à maintenir leurs fournitures, et, d'autre part, des pays de l'OPEP (pour 7,4 millions de tonnes).

La crise du Golfe, en aggravant le déficit risque donc, indépendamment même de l'évolution des cours du brut, de provoquer une envolée des cours des produits, particulièrement du fioul domestique. *«Les prix des produits sont désormais déconnectés des prix du brut»*, explique M. Pradier. De fait, depuis le début de l'année jusqu'en juillet, les cours du gas-oil, cotés sur le marché international de Rotterdam, ont beaucoup moins diminué que ceux du brut, ce qui a accru la marge des raffineurs. Depuis le début du mois d'août, les cours du gas-oil ont tendance à augmenter plus vite encore que ceux du brut, une tendance qui risque de s'aggraver à l'approche de l'hiver, lorsque la demande va augmenter.

V. M.

□ **Signature d'un accord pétrolier entre la Libye et le Soudan.** – La Libye et le Soudan ont signé un accord prévoyant la livraison par Tripoli *«d'importantes quantités»* de pétrole, ont révélé lundi 3 septembre les autorités de Khartoum. Cette décision s'inscrit dans la perspective d'une fusion totale des deux pays, laquelle devrait se faire dans un délai de quatre ans. – *(Reuter.)*

M. Mitterrand propose un contrat de solidarité aux PMA

Alors que s'ouvrait à Paris le 3 septembre la deuxième conférence sur les PMA (pays les moins avancés), la communauté internationale se préoccupe des conséquences économiques de la crise du Golfe sur certains pays en développement *(lire page 22)*. La Commission européenne devait proposer mercredi 5 septembre un programme d'aide à l'Egypte et à la Jordanie en particulier. Vendredi 7 septembre, les ministres des affaires étrangères des Douze se réuniront à ce sujet.

Répondant au message de solidarité lancé d'une voix bien faible par le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, le président de la République M. François Mitterrand a accueilli ses invités à la deuxième conférence des PMA (pays les moins avancés), le 3 septembre, en présentant un *«plan de combat contre le sous-développement»*. Après avoir rappelé les contingences propres aux pays les plus pauvres – une quasi-absence de richesses combinée à un accès difficile aux marchés internationaux et une lourde dette, – le chef de l'Etat a souligné l'urgence de conclure avec ces nations déshéritées un *«contrat de solidarité»*.

Un tel contrat reposerait en particulier sur la poursuite de priorités telles que l'éducation, la formation et la santé, par l'insertion des agricultures dans l'économie de marché, par le renforcement des intégrations régionales, par la lutte contre les catastrophes naturelles. *«Ce contrat devrait associer les organisations non gouvernementales (ONG), dont le rôle est essentiel»*, a précisé M. Mitterrand.

Comme c'était attendu, le président français a évoqué la nécessité pour les PMA de disposer de ressources financières suffisantes et mieux adaptées à leurs besoins. Elargissant sa politique visant à effacer, autant que possible, les dettes contractées dans le passé par les pays pauvres, le chef de l'Etat s'est ainsi engagé, au nom du gouvernement français, à déposer un projet de loi qui prévoira l'annulation des créances publiques de tous les PMA (y compris les non africains) et la transformation de leurs prêts en dons.

Compte tenu des mesures prises lors des sommets de Toronto, Dakar et La Baule en faveur des pays du continent noir, l'effort total de la France représente 28,4 milliards de francs. M. Mitterrand a aussi demandé aux pays donateurs qui ne l'ont pas encore fait (le Japon, les Etats-Unis) de porter à 0,15 % de leur produit intérieur brut (PIB) leur aide publique au développement dans un délai maximum de cinq ans, la France s'engageant pour sa part à porter sa contribution à 0,20 % du PIB.

Le président a renouvelé son soutien aux accords de produits permettant de stabiliser les cours des matières premières, précisant qu'un nouvel organisme visant à faciliter les exportations vers la France des produits des PMA serait créé. Il a enfin demandé que soient étudiées au cours des prochaines réunions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international les conséquences de la crise du Golfe sur les PMA, afin de définir si besoin un plan d'urgence doté de mécanismes compensatoires. *«Il faut que cette conférence marque la fin d'un aveuglement général»*, a conclu M. Mitterrand.

ÉRIC FOTTORINO

La libéralisation du système financier

La direction du Trésor du ministère de l'économie va absorber la direction des assurances

M. Bérégovoy prépare une importante réorganisation du ministère de l'économie. La direction du Trésor va prendre prochainement le contrôle de la direction des assurances à une date qui n'a pas encore été définitivement arrêtée. L'ex-direction des assurances deviendra un service du Trésor, le quatrième. Celui-ci sera dirigé par M. Jean-Pascal Beaufret, actuel sous-directeur du service des affaires monétaires et financières.

Faut-il parler de rationalisation administrative ? En pleine réorganisation budgétaire, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, ne manquera sans doute pas de présenter la fusion du Trésor et de la direction des assurances (la «DA», disent les professionnels) comme un effort destiné à alléger les frais de fonctionnement de son ministère. En réalité, cette fusion ne devrait permettre que peu d'économies, le projet ayant été conçu sur d'autres bases.

Depuis plusieurs années, la direction du Trésor s'inquiète des répercussions que le libéralisme – de gauche comme de droite – a sur son activité. Plus les règlements et les contrôles ont sauté ces dernières années, et moins les bureaux du Trésor ont eu de pain sur la planche. Pour remuscler quelque peu cette direction, qui se veut «l'état-major» du ministre de l'économie et des finances, les responsables du Trésor avaient donc proposé depuis longtemps la fusion avec la direction des assurances. Ils faisaient valoir que les compagnies d'assurances jouent aujourd'hui un rôle croissant sur les marchés financiers et dans la constitution de l'épargne nationale et internationale, tous critères qui concernent au premier chef les bureaux du Trésor. De plus, à l'heure où les banques et les assurances fusionnent d'elles-mêmes, on ne voit pas au nom de quelle logique les administrations de tutelle resteraient séparées.

Le Trésor ne voit cependant pas arriver ce surcroît de puissance sans quelques inquiétudes. Un service supplémentaire, deux sous-directions nouvelles, cent soixante-dix personnes en plus à intégrer (le Trésor ne compte que trois cents personnes environ) peuvent également représenter autant de handicaps pour une institution qui s'est toujours vantée d'allier capacité de travail et faibles effectifs.

Mais au-delà de l'inertie, les responsables actuels de cette administration craignent que ce brusque gonflement ne fournisse un prétexte au personnel politique pour scinder le Trésor en deux : les activités financières domestiques d'un côté, celles liées à l'international de l'autre avec la résurrection de feu la direction financière extérieure (FINEX). Au début des années 80, un éclatement de ce puissant service avait été évité de peu : certains socialistes s'énervaient de la mauvaise volonté des fonctionnaires des finances à appliquer la politique du programme commun.

Pour parer à cette menace, le Trésor avait un instant imaginé de répartir les activités de la «DA» entre les différentes directions du ministère des finances, le service de la législation fiscale (SLF) récupérant par exemple les fonctions fiscales de la direction des assurances. Mais les assureurs, qui craignaient de se retrouver privés d'interlocuteurs précis dans l'administration, sont partis à l'assaut du projet. Le lobby souhaitait un interlocuteur unique. Il a obtenu gain de cause. La «DA» perd son nom, mais en intégrant le Trésor, garde son intégrité. M. Bérégovoy, sans doute pas mécontent de conserver dans sa manche un atout (la critique potentielle contre le gigantisme du Trésor), a donné raison aux assureurs.

Il lui reste maintenant à résoudre un problème de taille, celui des locaux. Si le ministre veut réellement fusionner les deux administrations, il lui faut regrouper les fonctionnaires de la «DA» actuellement logés rue de Châteaudun (dans le 9e arrondissement de Paris) et ceux du Trésor, installés depuis un peu plus d'un an à Bercy. Or quai de Bercy, il n'y a plus de place...

YVES MAMOU

M. Benoît Jolivet rejoint l'UAP

M. Benoît Jolivet, quarante-neuf ans, aura été le dernier patron de la direction des assurances du ministère de l'économie et des finances. Après cinq années d'une intense activité réformatrice, M. Jolivet rejoindra dans le courant du mois de septembre le groupe public Union des assurances de Paris, où M. Jean Peyrelevade, le PDG, lui a demandé d'occuper les fonctions de conseiller du président.

Dans quelques mois, M. Jolivet rejoindra l'état-major d'UAP International aux côtés de M. Jacques-Henri Gougenheim. M. Jolivet demeure ainsi dans un métier dont il apprécie la diversité mais qui a encore, selon lui, un nombre *important de défis à relever*. Les assureurs vont en effet devoir se plier de plus en plus aux exigences auxquelles sont soumises les sociétés de services : des produits de plus en plus fiables pour les assurés, une gestion de plus en plus rigoureuse et une distribution souple et adaptée aux besoins de la clientèle. En un mot, estime M. Jolivet, *«le monde de l'assurance devra faire face au cours des prochaines années à une révolution culturelle»* pour être en mesure de continuer à apporter des réponses satisfaisantes à la croissance des risques au sein de sociétés complexes.

[M. Benoît Jolivet, né le 24 février 1941 en Savoie, est ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Affecté au ministère de l'économie et des finances, il intègre le Trésor en 1971. En 1981, M. Jolivet devient conseiller technique au cabinet de M. Jacques Delors. En 1982, il est nommé sous-directeur de la trésorerie et des affaires monétaires, puis directeur adjoint (1984) chargé du service des activités financières au Trésor. C'est en 1985 que M. Jolivet quitte le Trésor pour prendre la tête de la direction des assurances. Après avoir pris une part très active à l'élaboration de la loi bancaire de 1984, il joue un rôle essentiel dans la réforme du code des assurances.]

Le Salon de Farnborough

La compagnie coréenne Asiana commande cinquante et un Boeing

Malgré la crise du Golfe qui fait planer beaucoup d'incertitudes sur le prix du carburant et l'évolution du commerce international, le monde aéronautique a sacrifié, à l'occasion du Salon de Farnborough, à la tradition qui veut que l'on annonce une pluie de commandes d'avions civils lors de ces manifestations spécialisées.

Le 3 septembre, la nouvelle compagnie coréenne Asiana a rendu public le méga-contrat qu'elle a signé avec Boeing pour l'achat de cinquante et un Boeing-747 (31,2 milliards de francs). De son côté, le loueur irlandais GPA a commandé vingt-cinq triréacteurs MD11 de McDonnell-Douglas (13 milliards de francs). L'américain Northwest, lui, a confirmé l'achat de soixante-quinze Airbus A-320, annoncé sous forme d'options en 1985, et pris trente options sur l'Airbus A-321 (24 milliards de francs)

Priorité au développement rural demande l'épiscopat français

«La décennie qui s'achève est, pour les pays les moins avancés, la décennie de la régression et de la déconvenue», estime l'épiscopat français dans un mémorandum rédigé à l'occasion de la deuxième conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés. *«La préoccupation de la croissance démographique dans les PMA ne doit pas conduire à inviter les gouvernements à prendre des mesures autoritaires pour limiter les naissances»*, précise le document. *«Le droit des personnes et des couples pour le choix du nombre d'enfants doit être respecté, compte tenu des contextes culturels et religieux.»*

A propos du sida, l'épiscopat estime qu' *«une coopération internationale serait utile pour en enrayer les progrès»*. L'exode *«anarchique»* des campagnes vers les grandes villes est également mis en exergue et est considéré comme facteur de *«nouvelles pauvretés»*, tandis que *«l'insuffisance alimentaire de beaucoup de PMA et les menaces périodiques de famine pour d'autres doivent rester une préoccupation constante dans la coopération internationale»*. L'épiscopat rappelle que *«la priorité doit être donnée au développement rural»*.

ÉCONOMIE

Les conséquences de la crise du Golfe et la hausse des prix du pétrole

Les pays d'Europe de l'Est confrontés à un triple choc

Croulant déjà pour la plupart sous la dette et devant assurer le fardeau de la transition vers le marché, les gouvernements des pays d'Europe centrale ont accueilli avec une inquiétude plus forte encore que les Occidentaux l'annonce de l'invasion du Koweït par l'Irak et la flambée des prix du brut qui a suivi. A l'exception, bien sûr, de l'Union soviétique, le premier producteur mondial d'or noir. La crise du Golfe pourrait faire basculer certains pays du marasme à la catastrophe économique. Plusieurs pays, dont la Pologne, demandent à la communauté internationale une aide supplémentaire.

On murmure à Prague et ailleurs en Europe de l'Est que dans les jours qui suivirent la décision d'embargo des exportations irakiennes, des émissaires de Bagdad suggérèrent aux nouveaux gouvernements démocratiques que l'Irak leur rembourse immédiatement ses dettes... en pétrole (1). Le refus de l'ancien bloc socialiste de rompre l'embargo en acceptant ces propositions est d'autant plus remarquable que, à l'Est, le choc pétrolier issu de la crise du Golfe risque d'être bien plus violent qu'ailleurs.

L'Occident s'apprête à affronter son troisième choc pétrolier. Pour l'Europe de l'Est, c'est le deuxième, voire le premier. Mais il pourrait se révéler d'une brutalité incomparable avec ceux subis par les pays occidentaux, en raison de la conjonction de facteurs défavorables dont il est assorti. Il s'agit d'un triple choc : le baril, rendu plus cher par la crise actuelle, sera également plus rare, et devra être payé en devises «lourdes».

Commerce en devises

Si jusqu'à présent l'ensemble du bloc socialiste pouvait s'approvisionner en pétrole à bon marché auprès du «grand frère» soviétique, il n'en sera plus de même à partir du 1er janvier 1991. Le commerce intra-COMECON (2) devra en effet être libellé en devises, ce qui signifie que la Pologne ou la Tchécoslovaquie devront régler leurs achats de brut aux cours mondiaux, bien plus élevés que ceux pratiqués jusqu'alors. Ces deux facteurs de hausse des prix s'accompagnent en outre d'une menace, déjà concrétisée dans certains pays, de diminution des livraisons de l'URSS (3). Même payable au cours du marché, le pétrole acheté à l'URSS revient moins cher en raison des infrastructures de transport existantes.

Pris globalement, le bloc de l'Est paraît pourtant moins dépendant des importations d'énergie que le groupe des pays industrialisés ou celui en développement. Selon l'économiste soviétique Oleg Bogomolov, « *les pays du CAEM* (*URSS comprise*) *satisfont environ à 95 % leurs besoins en pétrole, gaz, énergie électrique, houille, minerai de fer, et quelques autres matières premières essentielles* » (4). Même en excluant l'URSS, les Etats d'Europe de l'Est assurent 70 à 80 % de leurs réserves énergétiques, grâce, notamment, à l'usage toujours très répandu du charbon et au développement du nucléaire. Mais ces chiffres masquent une dépendance presque totale à l'égard du pétrole importé, et un déclin inévitable à terme de la production charbonnière.

Au cours de la décennie 70, l'Europe de l'Est et l'URSS sont restées relativement isolées de la vague de bouleversements économiques issus de la formation du cartel de l'OPEP. L'URSS développait sa production et continuait d'approvisionner les pays satellites en échange de crédits à très long terme, libellés en roubles transférables, donc en simples unités de compte. Tout au plus, il fut décidé en 1975 de réexaminer chaque année les prix fixés pour les échanges au sein du bloc socialiste, et d'abandonner leur fixation sur une période de cinq ans.

Une réduction des livraisons en 1982

Le premier véritable choc fut celui de 1982. L'Union soviétique décidait en effet cette année-là de réduire de 10 % ses livraisons de pétrole à l'Est. C'est seulement alors que des politiques de substitution – charbon et nucléaire, principalement – se développèrent. On dit que ce choc n'a jamais été surmonté par l'Europe de l'Est. Tandis que l'Occident retrouvait une croissance vive à partir du milieu des années 1980, les performances économiques des pays socialistes ne bénéficièrent jamais des effets positifs du contre-choc pétrolier. Elles ne cessèrent depuis de se détériorer, précipitant la chute des régimes politiques.



Le passage au commerce en devises et la hausse des cours va donc peser considérablement. Selon les estimations de Mme Catherine Locatelli, spécialiste des pays de l'Est à l'institut d'économie et de politique de l'énergie, à Grenoble, la facture pétrolière de la Bulgarie à l'égard de l'URSS aurait déjà dû s'élever à 1,8 milliard de dollars l'an prochain, avec un baril à 16 dollars payé aux cours mondiaux ; si le prix du baril passe à 30 dollars, elle atteindrait 2,8 milliards. En Hongrie, la facture passerait de un à 1,8 milliard, en Pologne, de 1,8 à 3,4, en Tchécoslovaquie, de 1,9 à 3,7, en Roumanie, de 0,4 à 0,9. Quant à la RDA, elle n'aura pas elle-même à payer la facture, qui passera néanmoins de 2,3 à 4,3 milliards de dollars. Seule, l'Albanie, très peu développée industriellement, est pour l'instant auto-suffisante en pétrole (voir tableauci-dessous).

La dette polonaise menaçante

Autant d'argent qui ne pourra être consacré à la modernisation de l'industrie ou au pouvoir d'achat de la population. Le cas le plus problématique est celui de la Bulgarie. Réputée être le pays ayant le plus bénéficié du système du COMECON, elle pourrait dès l'an prochain voir sa facture pétrolière surpasser le montant de ses exportations.

Les autres Etats sont confrontés au même problème d'alourdissement de la facture pétrolière, avec des conséquences variables selon les pays. La Hongrie fait partie de ceux qui tentent depuis plusieurs années de « *garder la tête hors de l'eau* », malgré l'alourdissement des charges de sa dette exterieure (20 milliards de dollars). Le FMI émet sans cesse des avertissements contre la dégradation des comptes courants du pays, et la crise pétrolière risque de le faire basculer dans le rang des «mauvais payeurs».

La Pologne, pour sa part, est tombée dans cette catégorie depuis 1981, mais les banquiers redoutent aujourd'hui une incapacité pure et simple à rembourser sa dette de 40 milliards. D'autant qu'une partie des recettes d'exportation de Varsovie proviennent de produits raffinés dont la production pourrait chuter si l'approvisionnement en brut n'est plus assuré. La lutte engagée contre l'inflation – les prix de détail ont crû de 3 % en juillet, contre 78 % en janvier dernier – pourrait par ailleurs subir un sérieux revers.

La Tchécoslovaquie bénéficie d'un endettement moins lourd (7 milliards), mais est la plus dépendante à l'égard des produits importés, et a mis en suspens cette année son programme nucléaire. Quant à la Roumanie, elle bénéficie au moins d'un avantage, celui de s'approvisionner principalement en pétrole auprès des pays de l'OPEP, ce qui lui évitera le choc du passage au commerce en devises.

La commission économique pour l'Europe de l'ONU estime que pour les six pays d'Europe de l'Est le déficit de la balance des paiements courants, «limité» à 2 milliards de dollars l'an dernier, devrait être alourdi, par le seul effet de la hausse des prix du brut, de 4 milliards (avec un baril à 25 dollars), ou de 8 milliards (avec un baril à 31). L'impact global de la transformation du COMECON sur les résultats commerciaux est difficile à saisir, car on ne sait où et comment les pays membres parviendront à écouler leur production traditionnellement livrée à l'URSS. «*Cette perspective pose la question de savoir si ces pays seront capables de surmonter ce choc par leurs propres moyens*», s'interrogent les experts de la commission, ajoutant que les comptes de la Hongrie et de la Bulgarie sont particulièrement vulnérables. Qui voudra prêter de l'argent à un pays comme la Bulgarie qui ne rembourse déjà plus sa dette depuis plusieurs mois?

L'Est devrait pourtant avoir un grand gagnant de la crise du Golfe et de la mutation du COMECON : l'URSS. La hausse des prix du brut apparaît à première vue miraculeuse pour ce pays qui produit deux fois et demie plus de pétrole que l'Arabie saoudite, et se débat dans une crise financière majeure. Il y a encore quelques années, 80 % des recettes en devises de l'URSS provenaient de l'énergie. Mais cette part est tombée à moins de 40 % aujourd'hui (16 milliards de dollars en 1989, année où les exportations ont diminué de 8 %, sur 42 milliards de dollars). La hausse des prix du brut intervient au moment où, faute d'investissements judicieux, la baisse de la production soviétique de brut paraît s'accélérer. Elle devrait tomber cette année au-dessous de 600 millions de tonnes pour la première fois depuis 1985. Selon que le baril se stabilise à 25 ou 30 dollars, le gain estimé par l'ONU se situe entre 6 et 12 milliards de dollars. Un ballon d'oxygène non négligeable, mais dont certains redoutent qu'il retarde d'autant la nécessaire restructuration de l'industrie pétrolière soviétique, et plus généralement les réformes économiques.

Gaspillage et pollution

Que ce soit dans les pays d'Europe de l'Est ou en URSS, la crise actuelle devrait rendre encore plus difficile les économies d'énergie dans cette région du monde réputée pour son gaspillage et sa pollution. Les petits États ne pourront y consacrer les ressources nécessaires, tandis que l'URSS risque de reléguer ces priorités à un rang secondaire, compte tenu de sa nouvelle «manne pétrolière». En outre, plusieurs pays, comme la Tchécoslovaquie et la Pologne, avaient émis le souhait de réduire leur dépendance à l'égard du lignite, polluant et peu efficient, mais qui a l'avantage d'être produit localement. Ces projets risquent maintenant d'être mis en suspens.

Dans la plupart des pays industrialisés, l'augmentation actuelle des prix du pétrole est un revers inattendu qui vient se greffer sur un ensemble de données économiques par ailleurs stables et, sinon entièrement maîtrisées, du moins connues des économistes et des gouvernements. A l'Est, la situation est toute différente, et beaucoup plus grave. Au moment où les systèmes économiques tout entiers sont remis en question, où les systèmes de prix sont bouleversés, il est impossible d'analyser en détail les conséquences du triple choc pétrolier. Mais il est certain que même si la flambée récente du brut s'apaise, l'ancienne Europe socialiste subira un choc énergétique majeur.

FRANÇOISE LAZARE

(1) L'Irak doit 2,5 milliards de dollars à l'URSS, 1,7 milliard de dollars à la Roumanie, 1,3 milliard à la Bulgarie, 500 millions à la Pologne, et 145 millions à la Hongrie.

(2) Le conseil économique d'assistance mutuelle (CAEM, appelécouramment COMECON) regroupe en Europe la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la RDA, la Roumanie, l'URSS. La Yougoslavie est membre associé.

(3) Les livraisons de pétrole de l'URSS aux pays d'Europe de l'Est ont chuté entre 15 % et 30 % selon les cas au cours du troisième trimestre, provoquant de fortes hausses du prix de l'essence et dans certains cas des pénuries.

(4) *Socialisme et compétitivité, les pays de l'Est dans l'économie mondiale*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.

La dépendance énergétique des pays de l'Est

(en millons de tonnes d'équivalent pétrole importés (–) ou exportés (+)

Albanie	+ 1,154
Bulgarie	– 23,960
Tchécoslovaquie	– 25,161
Hongrie	– 13,304
Pologne	– 0,965
RDA	– 24,483
Roumanie	– 13,188
Union soviétique	+ 294

Statistiques de l'année 1988, à l'exception de l'Albanie et de la Roumanie (1987). Source ONU, commission économique pour l'Europe.

Le tiers-monde première victime

Les tensions qui s'exercent depuis un mois sur les prix du brut ne montrent pas seulement combien est grande la dépendance de l'Occident vis-à-vis du Proche-Orient producteur d'or noir. Si un troisième choc pétrolier devait se produire en écho des deux précédents, le tiers-monde importateur et son milliard de pauvres seraient au premier rang des victimes.

Pour s'en convaincre, il suffit de mesurer l'impact laissé dans ces pays par les flambées de 1973 et de 1979. Les déficits des balances des paiements courants se creusèrent de 6 milliards de dollars l'an à 50 milliards de dollars entre ces deux dates. Dans le même temps, la facture pétrolière nette des nations du Sud passa de 8 à 60 milliards de dollars (5 % de leur PIB), tandis que le brut représentait désormais 20 % de leurs importations, contre 11 % auparavant. « *La part moyenne de ces recettes que le tiers-monde avait l'habitude de prélever pour payer ses importations de pétrole a triplé pendant les années 70* », notent les experts du Worldwatch Institute (1).

En 1981, le Brésil a utilisé plus de la moitié de ses recettes pour régler son pétrole importé, dont le coût passa de 280 millions de dollars en 1970 à 10,3 milliards de dollars en 1980... Le Kenya, la Corée du Sud et la Thaïlande en prélevaient près d'un tiers, et le Bangladesh les deux tiers.

Au cours de la décennie passée, la dette des pays pauvres importateurs passa de 80 à 360 milliards de dollars, et pour cause : l'énergie (dont ils consommaient seulement 9 % du total mondial) était à la fois condition et signe d'un certain décollage. La demande du tiers-monde en pétrole, partant de si bas, progressait plus vite que partout ailleurs. Un troisième choc ne ferait qu'irriter davantage les plaies en souffrance du Sud : l'endettement (il dépasse 1300 milliards de dollars) et le sous-développement chronique, sans oublier la déforestation, l'érosion et la perte de fertilité des sols que ne manquerait pas d'aggraver un recours accru au bois de feu et au fumier comme sources d'énergie, en Afrique principalement.

Au lendemain des chocs pétroliers, les pays en développement importateurs s'orientèrent avec des moyens et des fortunes diverses vers deux directions : les économies d'énergie et l'encouragement plus systématique à la prospection, avec l'appui parfois de compagnies occidentales. Un plan pro-alcool lancé à la fin des années 70 permit au Brésil de réduire de 60 % sa facture pétrolière entre 1979 et 1988. Mais à quel prix ! L'industrie de l'éthanol aurait reçu un soutien de 8 milliards de dollars pour se développer. La chute des prix du baril à partir de 1985 obligea l'Etat à dépenser chaque année 2 milliards de dollars de subventions (1), et on songea un temps à supprimer ce remède par certains côtés pire que le mal.

Mettre en valeur leurs ressources

En août 1983, la Banque mondiale estima que, dans les dix ans qui allaient suivre, les pays en développement auraient à investir annuellement 130 milliards de dollars (base 1982) pour la mise en valeur de leurs ressources énergétiques. On soulignait alors le potentiel pétrolier du tiers-monde (qui possédait seulement 3 % des puits forés sur la planète) mais aussi les rigidités étatiques dissuadant l'investissement dans ce secteur. La même année, la Banque mondiale sembla renoncer à ses ambitions. « *De nombreux pays ont vu leur développement freiné plus brutalement qu'il ne l'avait jamais été depuis que la Banque a commencé à opérer il y a près de quarante ans*, indiquait son rapport de 1983. *Presque autant de PVD ont dû rééchelonner leur dette commerciale au cours des deux dernières années que pendant les vingt-cinq années précédentes.* »

Dans son dernier rapport consacré à l'Afrique subsaharienne (2), la plus exposée aux effets du nouveau choc, la Banque reprend son leitmotiv : « *Pendant les vingt-cinq dernières années, la consommation d'énergie des PVD a augmenté de pair avec leur PIB. En supposant qu'il en aille de même en Afrique, il faudra que la production d'énergie augmente à raison de 5 % l'an. Pour cela, il faudra que l'offre sextuple entre 1986 et 2020, et que les investissements totaux passent de 2 milliards de dollars en 1990 à 4,7 milliards de dollars en l'an 2000, soit l'équivalent de 2 % du PIB.* »

Un vœu pieux qui n'en cache pas moins une réelle urgence. L'Afrique n'est pas, il s'en faut, un continent démuni, mais elle prend chaque jour un peu plus de retard sur le reste du monde et du tiers-monde. C'est sur le continent noir que la consommation d'énergie par habitant est la plus faible. Elle progresse de 0,9 % par an, contre 4,9 % en Inde (entre 1970 et 1986) ; 88 % de la production (2,2 millions de barils par jour) proviennent des seuls Nigéria et Angola, cependant que la plupart des autres pays du continent consacrent 20 à 40 % de leurs recettes en devises à l'achat de pétrole.

« *En Afrique saharienne*, poursuit la Banque mondiale, *l'approvisionnement pétrolier est le plus cher du monde.* » Une rationalisation des raffineries (aux coûts d'exploitation prohibitifs) permettrait d'économiser 300 millions de dollars par an. Mais les pénuries de devises pèsent aussi dans la balance : « *Elles conduisent les pays à acheter le pétrole en petites quantités, ce qui leur interdit de profiter de la conjoncture du marché.* » Retard ? Deux cent trente-sept puits forés en Afrique en 1987 contre 2 300 en Amérique latine. Pourtant, le golfe de Guinée, la vallée du Rift, les zones off-shore du Soudan et la Tanzanie recèlent de probables gisements. Au rythme actuel de consommation, les experts estiment à cent vingt ans les réserves connues de pétrole sur le continent noir, des richesses qu'il faudra bien un jour extraire.

Penser à une unité pétrolière africaine relève cependant, pour l'instant, de l'utopie. Au total, l'Afrique n'assure plus que 8,9 % de la production mondiale de pétrole, contre 12,5 % en 1970 et 1,3 % en 1960. Elle compte aussi seulement pour 3 % de la demande.

Une ascension spectaculaire

Si l'Amérique latine a connu, en 1988, une consommation record de pétrole (228 millions de tonnes, produits compris), sa production a aussi enregistré une ascension spectaculaire, progressant en dix ans de 253 à 347 millions de tonnes grâce à de nombreuses découvertes (au Mexique, en Argentine) et à l'émergence de nouveaux fournisseurs, comme la Colombie.

Dans les pays asiatiques en développement, la consommation a augmenté sensiblement, tirée par le secteur des transports aériens et routiers. Mais, dans l'ensemble du tiers-monde, seuls quelques pays apparaissent comme de réels consommateurs de pétrole. La demande africaine se concentre pour l'essentiel (76 %) sur cinq pays – l'Algérie, la Libye, l'Egypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud. En Amérique latine, quatre Etats – Argentine, Brésil, Mexique, Venezuela – accaparent 80 % des besoins de brut. Plus de 70 % de la consommation asiatique proviennent de l'Inde, de l'Indonésie, de Singapour, de la Corée du Sud et de Taïwan.

Globalement, l'impact sur le tiers-monde d'un renchérissement du prix du pétrole dépendra d'abord de ses répercussions sur l'Occident et sur les Etats du Sud producteurs d'or noir. Une récession au Nord aurait pour double effet de ralentir les courants commerciaux et les flux d'aide publique et privée habituellement accordés aux plus pauvres. Quant au tiers-monde pétrolier, mais tout aussi lourdement endetté (Mexique, Algérie, Venezuela), la question est de savoir à quoi il emploiera sa manne. Au remboursement d'une partie de ses impayés auprès des banques, une solution qui accentuerait les chances de la récession ? Ou au recyclage automatique par la dépense, qui apporterait dans les zones concernées un ballon d'oxygène ?

Au bout du compte, l'addition s'annonce plus lourde pour les pays pauvres déjà équipés en infrastructures, dont le maintien en activité est coûteux. La Côte-d'Ivoire, le Sénégal, le Brésil et l'Argentine, le Pakistan et les Philippines risquent de payer le prix fort de la crise du Golfe. Ce surcoût atteindrait actuellement une dizaine de milliards de dollars pour l'ensemble des PVD. Après l'austérité des années 80, encore l'austérité.

ÉRIC FOTTORINO

(1) *L'État de la planète*, Lester Brown. Préface de René Dumont, Economica, 1989, 98 francs.

(2) *L'Afrique subsaharienne. De la crise à une croissance durable*, Banque mondiale, 1989.

Afflux de commandes pour une société sétoise

Le « boom » des combinaisons anti-armes chimiques

MONTPELLIER

de notre correspondant

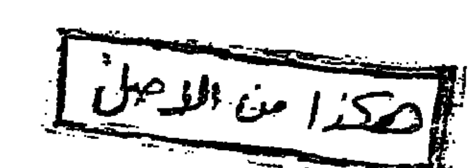
« *Je ne peux pas me réjouir de ce conflit* », confie tranquillement M. Jacques Boyé, PDG du secteur administratif et militaire de la société de vêtements Paul Boyé, dont le siège social est à Sète, en évoquant la crise du Golfe. Il n'empêche, depuis quelques semaines, il ne cesse de recevoir de nouvelles demandes, qui pourraient bien se convertir très rapidement en riches commandes.

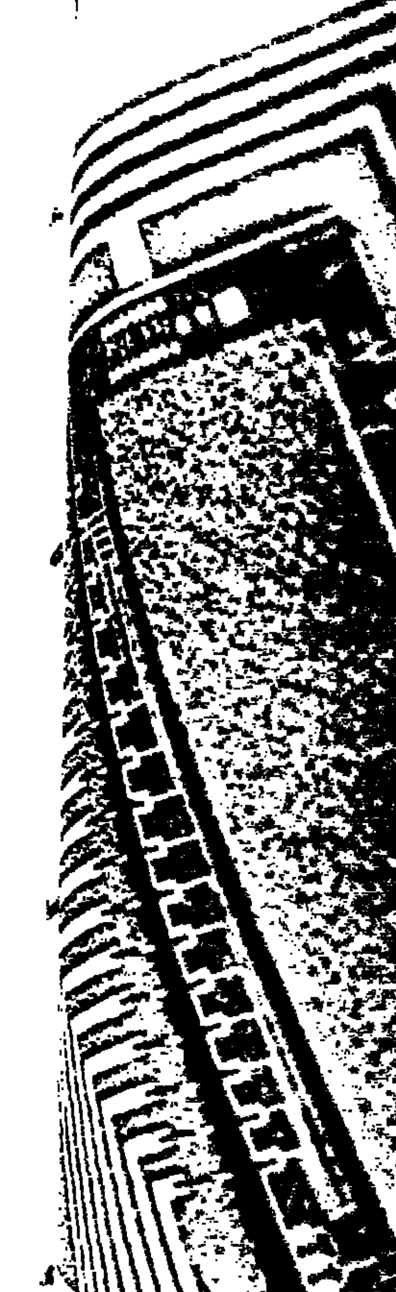
Créée dans l'après-guerre, cette société de mille cinq cents salariés produit aujourd'hui, outre des vêtements conçus dans deux unités implantées au Maroc et à Bédarieux dans l'Hérault, toute une panoplie d'uniformes destinés aussi bien à l'armée française qu'aux policiers ou à l'administration des PTT. Mais surtout, depuis dix ans, la manufacture sétoise fabrique dans son unité de Toulouse des combinaisons NBC (nucléaires, biologique et chimiques) adaptées à la protection des militaires et des populations civiles. Tout un catalogue d'ensembles combinaisons-masques, des tenues légères de décontamination, y compris un berceau anti-contamination en tissu spécial coiffé d'un hublot.

Ce secteur connaît un regain d'effervescence, car «*il existe une nouvelle demande, importante, de la part de nombreux pays soudain conscients de la réalité d'une menace de guerre chimique, depuis que l'Irak l'a rendue plausible*», explique Jacques Boyé. Plusieurs Etats, qui souhaitent garder l'anonymat, ont donc intensifié leurs contacts avec l'entreprise locale. A certains pays d'Europe, Suisse comprise, s'ajoutent aujourd'hui de nouveaux clients du Golfe persique. Plusieurs Emirats arabes en feraient partie. Seules les commandes du Koweït ne peuvent plus être honorées.

Ironie du sort : au mois de mars dernier, devant le climat de détente international né des nouvelles relations entre l'Est et l'Ouest, et les prévisions de réduction des dépenses de l'Etat en matière d'équipements militaires, la société alors en récession supprimait cent trente emplois sur l'ensemble du groupe, ce qui devait provoquer un vif conflit social pendant plusieurs mois. Aujourd'hui, la direction confirme la reprise du secteur NBC, en se gardant de préciser son chiffre d'affaires. Discrétion oblige dans un domaine aussi sensible. Mais elle n'exclut pas d'accroître sa capacité de production, si la demande actuelle venait à se pérenniser.

JACQUES MONIN





ÉCONOMIE

AFFAIRES

Nouvelles rumeurs pour le « chantier du siècle »

Le tunnel sous la Manche cherche 3,5 milliards de francs pour boucler ses comptes

Eurotunnel, le concessionnaire du tunnel sous la Manche, n'en finit pas de se donner des frayeurs. Au cours des derniers mois, il avait connu des problèmes techniques avec les tunneliers, puis des difficultés d'organisation interne, des querelles à n'en plus finir avec Trans Manche Link (TML), le consortium formé par les entreprises de travaux publics qui réalisent l'ouvrage, et une augmentation de 50 % du coût du tunnel, passé de 50 à 76,66 milliards de *francs*.

Voilà à nouveau des rumeurs de complications financières en provenance du tunnel. Il avait été convenu, en juin dernier, avec le syndicat des deux cent dix banques qui supporte financièrement les travaux, que celles-ci octroieraient une rallonge de 20 milliards de francs de prêts permettant de limiter à 5,1 milliards l'augmentation de capital nécessaire pour faire face au renchérissement du tunnel. Or le tour du monde bancaire par les hommes chargés de collecter les fonds promis n'a pas été fructueux, dans un premier temps.

Sur les 20 milliards de francs attendus, une douzaine seulement semblaient assurés en août. Un certain nombre de banques ne peuvent faire plus, faute de moyens financiers ou en raison de leurs ratios de risques. Tel est le cas de la soviétique Eurobank et de certains établissements arabes. Chez d'autres, c'est la peur de l'inconnu qui l'emporte et, même si seulement deux ou trois banques sur deux cent dix souhaitent l'arrêt pur et simple des travaux, d'autres n'ont pas envie d'engager des fonds supplémentaires dans une entreprise qui a été agitée de soubresauts pendant tout l'hiver 1990 et qui a été à deux doigts de déposer son bilan à la suite des querelles avec *TML. Elles ont pris* comme un échec le refus de Mme Thatcher de subventionner la ligne à grande vitesse entre la sortie du tunnel et Londres.

Les responsables d'Eurotunnel et leurs banquiers les plus proches ont fait de leur mieux pour désarmer ces réticences. Ils ont fait *valoir que 105 kilomètres sur les* 150 prévus (l'ouvrage comportera trois tunnnels de 50 kilomètres chacun) sont d'ores et déjà creusés. Il ne reste que 3 581 mètres entre les tunneliers français et britanniques qui percent le tunnel de service et ils se rejoindront à la mi-novembre. Un certain nombre de banques se sont d'autant plus laissées convaincre par cette plaidoirie que les gouvernements ont discrètement fait savoir leur confiance dans la bonne fin du chantier. De nouveaux bailleurs de fonds se sont présentés, notamment en France, comme le CEPME et la Caisse d'épargne.

Officiellement il manque encore 6,5 milliards de francs, mais la Banque européenne d'investissement (BEI) a annoncé un prêt de 3 milliards et les banques « fondatrices » se tiennent prêtes à faire un effort supplémentaire. En faisant donner toutes les sources de *financement, Eurotunnel devrait* donc trouver de quoi compléter dans cinq à six semaines son enveloppe et se lancer, sans trop d'appréhension, dans l'augmentation de capital prévue pour le début du mois de novembre ou pour le mois de janvier. Il n'est pas exclu que ces étapes donnent lieu à de nouveaux soubresauts qui semblent faire partie du mode de fonctionnement d'Eurotunnel !

ALAIN FAUJAS

TRANSPORTS

□ ***Lufthansa reprend* les lignes berlinoises de Pan Am.** – La réunification de l'Allemagne aura des conséquences sur la desserte aérienne de Berlin. Empêchée de desservir l'ancienne capitale par les puissances d'occupation à l'issue de la dernière guerre, la compagnie Lufthansa vient de racheter, pour un prix qui n'a pas été publié, les lignes qu'exploite la compagnie américaine Pan Am entre Berlin et le reste du territoire ouest-allemand. Le 28 octobre, au plus tard, Lufthansa exploitera neuf Boeing 727 de Pan Am avec leurs équipages entre Berlin et neuf villes ouest-allemandes. Vers la mi-1991, Lufthansa leur substituera ses propres avions et ses propres équipages.

INDUSTRIE

Alliance américano-japonaise

Hitachi et IBM pourraient développer des logiciels en commun

Selon l'agence UPI, Hitachi aurait décidé de s'allier à *IBM* pour développer des logiciels d'application pour ordinateurs fonctionnant avec le système d'exploitation Unix. Les deux constructeurs étaient déjà membres du groupement OSF (Open Software Foundation) créé pour développer une version commune du système d'exploitation Unix et auquel adhèrent également Digital Equipment, Hewlett Packard, Siemens, et Bull, entre autres.

Cette alliance pourrait renforcer le poids de OSF face à son grand rival, le consortium USL, créé par le développeur initial de Unix, à savoir ATT et qui rassemble d'autres grands noms de l'informatique comme *Fujitsu, NEC et Intel.*

La lutte entre ces deux groupes est en fait une guerre de normes. Pour qu'un logiciel puisse tourner sur des ordinateurs différents, il faut que ces machines utilisent le même système d'exploitation, Unix par exemple. Mais il existe en fait plusieurs versions de ce système, plus ou moins incompatibles entre elles. Pour réduire cette incompatibilité, les constructeurs essaient chacun de se rallier le maximum d'alliés. L'enjeu est de taille. Selon la société d'étude de marché Infocorp, les ordinateurs fonctionnant sous Unix (toutes versions confondues) représentaient en janvier 1990 43,7 % du marché des moyens ordinateurs et 12,9 % de celui des grands ordinateurs.

ÉTRANGER

Provoquant des remous au sein du parti travailliste

Le gouvernement australien prépare un programme de privatisation

Entamée dès 1983-1984 avec la libéralisation du marché des changes et la levée des barrières aux investissements étrangers, la déréglementation de l'économie australienne va s'accélérer ces prochains mois. *Le gouvernement travailliste de M. Bob Hawke met la dernière main à un programme de privatisations qui soulève des remous au sein du Labour.*

CANBERRA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

C'est dans le Victoria, bastion du travaillisme australien, que le tabou a sauté. Le nouveau premier ministre, M. Joan Kirner, venait d'hériter d'un brûlot financier : renflouer la banque d'Etat du Victoria dont les pertes atteignaient la somme astronomique de 2 milliards de dollars australiens (8,4 milliards de francs), soit le quart de l'excédent du budget fédéral.

A Canberra, le ministre des finances, M. Paul Keating, se saisit aussitôt de l'aubaine pour promouvoir ses vues libérales. Il fait adopter par le Parti travailliste un *deal* : la Commonwealth Bank (nationalisée) rachète la banque du Victoria en pleine déconfiture mais finance cette acquisition coûteuse en ouvrant 30 % de son capital à des participations privées.

Si cet épisode de la privatisation partielle de la Commonwealth Bank défraye aujourd'hui la chronique en Australie, c'est qu'il s'agit d'un lever de rideau. Le processus vient d'être enclenché. Baptisé « réformes micro-économiques », le programme de privatisation va être la grande affaire du quatrième mandat de M. Hawke. L'objectif est de délester un secteur public qui alimente environ 10 % du PIB et fournit la même proportion de l'emploi du pays.

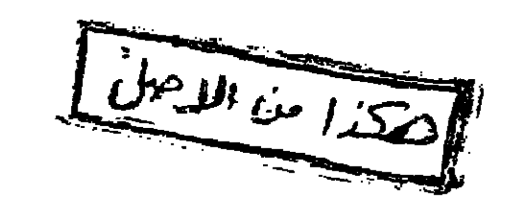
La déréglementation du secteur des télécommunications sera la prochaine étape. Le gouvernement fédéral y met d'autant plus d'application qu'il y voit un secteur d'avenir – 25 % à 30 % du PIB vers 2015 selon les chiffres officiels – et d'alléchantes perspectives de contrats à l'étranger, notamment en Asie du Sud-Est. La formule qui a toutes les chances d'être retenue consistera à fusionner deux sociétés publiques, Telecom, chargée des liaisons domestiques (84 000 employés), et OTC, spécialisée dans les liaisons extérieures (2 000 employés). Cette super-compagnie (*mega carrier*) sera alors mise en concurrence avec un *consortium dominé par des capitaux étrangers* et constitué autour d'Aussat, la société nationale – surendettée – exploitant les satellites, qui serait du coup privatisée.

Les transports aériens sont promis au même sort. A l'heure de l'austérité budgétaire, les autorités fédérales se trouvent en effet à court de munitions pour renflouer les deux compagnies publiques, Australian Airlines (domestique) et Qantas (international).

Selon le schéma le plus souvent cité à Canberra, Australian Airlines serait vendu pour 800 millions de dollars (3,36 milliards de francs) à un repreneur privé australien tandis que Qantas verrait son capital (4,2 milliards de francs) cédé à des intérêts privés locaux à hauteur de 49 %, le reste étant racheté par le personnel. Simultanément, l'espace aérien domestique – réservé pour l'heure à Australian Airlines et à deux compagnies privées (Ansett et *East-West) appartenant au même* magnat des transports, Sir Peter Abeles – serait dérégulé de manière à injecter davantage de concurrence sur le marché. Trois candidats sont sur les rangs.

Ce nouvel engouement pour les privatisations provoque déjà une féroce bataille au sein du mouve*ment travailliste. L'aile gauche du* Labour sonne le tocsin contre les projets de M. Hawke en se retranchant derrière la plate-forme du parti, qui se réfère explicitement à la propriété publique d'Australian Airlines et Qantas ainsi qu'au monopole de Telecom. Les plus déterminés dans cette levée de boucliers sont les syndicats du secteur des télécommunications, fort bien implantés (85 % des salariés) et surtout influents dans l'appareil du Labour. Mais il est peu probable que ce front du refus, minoritaire dans les instances dirigeantes, parvienne à faire reculer le gouvernement.

FRÉDÉRIC BOBIN


هكذا من الأصل

TECHNOLOGIES

Biomatériaux : l'avenir de l'homme-prothèse

Du corail pour remplacer les os

Le corail des mers du Sud peut remplacer l'os humain. Cette découverte lance une petite société française à l'assaut du marché mondial.

L'utilisation d'un biomatériau peut éviter de pratiquer des greffes osseuses. Il est obtenu à partir d'un matériau minéral naturel inattendu : le corail. Originalité : implanté en milieu osseux, il est résorbé progressivement et simultanément *remplacé par de l'os*. Une fois la restauration terminée, cet os a les mêmes caractéristiques que l'os initial. La composition chimique et la nature de la phase cristalline sont les éléments déterminants dans ce processus. Le corail édifie en effet un squelette minéral par un mécanisme proche de celui de l'ostéogenèse. L'os puise l'ensemble de ses éléments chimiques dans le sérum sanguin, dont les produits constituants se retrouvent d'ailleurs dans l'eau de mer où le corail puise les éléments nécessaires à l'élaboration de son squelette.

Et l'architecture coralienne offre une surface d'échanges exceptionnelle entre le biomatériau et l'os receveur.

Des milliers d'applications cliniques chez l'homme ont été suivies entre 1979 et 1988 en chirurgie orthopédique maxillo-faciale, neurochirurgie, chirurgie buccale et reconstructrice.

Des chirurgiens, comme le professeur J.-C. Pouliquen (hôpital R.-Poincaré, Garches) ont utilisé le corail naturel pour remplacer l'os chez des enfants exigeant une greffe vertébrale postérieure. Il permet de supprimer une prise de greffe spongieuse effectuée sur une ou deux crêtes. *« Si le recul trop faible ne permet pas des conclusions formelles, la poursuite de cette expérience nous paraît indispensable au moment où le recours aux greffes osseuses et l'utilisation de la transfusion homologue posent des problèmes éthiques graves chez des enfants qui ne sont qu'en danger morphologique ou fonctionnel et non pas en danger vital »*, explique le professeur (1).

Le handicap de l'homologation

Dès 1985, une petite entreprise, Inoteb, était créée pour exploiter les vertus du corail dans le domaine médical. Elle est due à la rencontre de deux hommes : Jean-Louis Petat, médecin qui, dès 1977 expérimenta le produit à l'hôpital de Garches dans les services du professeur Robert Judet, et Jean Darondel, un créateur d'entreprise aujourd'hui PDG d'Inoteb. Après avoir acheté la licence exclusive internationale de ce biomatériau à l'ANVAR, qui en avait déposé le brevet en 1979, l'entreprise est passée au stade de la production. Une petite unité de fabrication a été implantée au cœur de la Bretagne à Noyal-Pontivy (Morbihan). On y travaille cinq espèces de corail (sur deux mille cinq cents recensées) en provenance de la Nouvelle-Calédonie. Ce type de produit se façonne selon un mode quasiment artisanal.

Le vrai handicap est ailleurs. C'est celui de l'homologation : libre en Europe du Sud, en France, elle nécessite un enregistrement simple en Belgique, aux Pays-Bas ou en Australie. Mais aux Etats-Unis, il faut passer sous les fourches caudines de la fameuse FDA (Food and Drug Administration), qui exige test de biocompatibilité et bioefficacité. Plusieurs années de défense d'un dossier pour s'ouvrir à la moitié du marché mondial. En attendant, Inoteb attaque le marché par étapes. Il doit d'abord convaincre les leaders d'opinion et les grands patrons de la chirurgie en accumulant les références cliniques et en les publiant. C'est seulement après que la phase de commercialisation peut commencer.

Remodeler les visages

Premier succès : Inoteb a réussi une percée dans le monde dentaire (des microgranules de corail utilisées en chirurgie buccale pour combler et réparer les lésions parodontales) en prenant 25 % du marché des produits de remplacement. Arme utilisée : le télémarketing systématique auprès de tous les chirurgiens-dentistes de France. Puis, avec le relais de distributeurs locaux, Inoteb vient de conquérir l'Europe et le Sud-Est asiatique.

Deuxième étape : la commercialisation encore récente de produits pour la chirurgie orthopédique, ou maxillo-faciale.

Troisième étape : Inoteb lancera en 1991 dans le monde de la chirurgie esthétique des microgranules pour remodeler les visages déformés par la fonte des masses osseuses lors du vieillissement. En rendant des formes arrondies au visage, on rejeunit la silhouette. Inoteb se lance aussi dans la recherche de produits mixtes associant le corail à d'autres substances *qui offriraient une* alternative à la thérapeutique des pathologies osseuses.

Pour partager les coûts, Inoteb s'appuie sur le savoir-faire d'une autre PME du secteur, la Sofamor (tiges métalliques) pour distribuer ses produits en créant une filiale commune (Sofino Médical).

YANNICK GUIHENEUF

(1) *Revue de chirurgie orthopédique*, 1989.

Un marché mondial de 2,3 milliards de francs en 1993

A l'instar du corail, les biomatériaux permettent de réaliser prothèses et implants, organes artificiels, produits et appareils en contact avec le sang, systèmes de libération contrôlée *des médicaments*.

Ils ont en commun la faculté de ne pas provoquer de réactions inflammatoires lors d'un contact prolongé avec des tissus vivants. Récemment, des matériaux nouveaux sont apparus sur ce marché, comme les céramiques, les polymères organiques, et certains matériaux d'origine naturelle, comme le collagène. Les enjeux sont importants. Non seulement ils permettent de traiter de nouvelles affections, de sauver des vies, de maintenir la qualité de la vie des personnes âgées, mais encore les répercussions économiques apparaissent aujourd'hui plus clairement. Il s'agit d'un marché à croissance relativement rapide (10 % en moyenne par an) – certains créneaux ont un taux de croissance beaucoup plus élevé, – qui pourrait représenter 14 milliards de dollars au niveau mondial à l'horizon 1993. *« L'homme-prothèse est pour demain »*, pronostiquait, il y a quelques années, Jacques Attali. Ce futur est déjà bien engagé.

Hélas, sauf exception, les industriels français sont très peu présents sur ce marché mondial, largement dominé par les firmes américaines. Elles trouvent à leur porte des débouchés : 50 % du marché mondial. Et cela au moment même où les Japonais, jusqu'ici peu actifs, préparent l'avenir en investissant fortement *dans la recherche de base sur les* biomatériaux.

Comme dans l'industrie pharmaceutique, les processus de recherche et développement sont particulièrement longs (dix ans). Il faut satisfaire aux tests de biocompatibilité et essais cliniques imposés notamment par la Food and Drug Administration américaine. Cependant, la France détient certains atouts. Selon une étude de la direction générale de l'industrie (1), nous avons des équipes de recherche de qualité sur la biocompatibilité, et des sociétés françaises ont acquis de bonnes positions pour certains matériaux (collagène, silicone, céramiques).

D'ores et déjà, les seuls besoins médicaux français ne sont pas négligeables. Pour l'année 1988, on a recensé 60 000 opérations de prothèses de hanche, 100 000 implants oculaires, 2 millions de porteurs de lentilles (24 millions aux Etats-Unis) et 30 000 stimulateurs cardiaques. Le vieillissement de la population va accroître considérablement ces besoins. Ce qui laisse espérer pour *l'année 1993 un marché évalué à* 450 millions de dollars (2,3 milliards de francs), dont une centaine pour les seuls stimulateurs cardiaques et 75 pour les hémodialyseurs. Mais, selon les prévisions des experts, la véritable explosion du marché ne se situera pas avant une dizaine d'années, en raison de la longueur des processus de recherche et développement. Le temps pour la France de prendre garde et de s'organiser. Le taux de pénétration des produits étrangers est déjà de 70 % (c'est notamment vrai pour les produits orthopédiques).

Un des secteurs les plus prometteurs est celui de l'ophtalmologie (*3 milliards de dollars en 1993*), avec notamment les lentilles souples (80 % du marché) qui corrigent myopie et hypermétropie. De belles empoignades commerciales en perspective avec l'arrivée dans les vitrines des opticiens de la lentille jetable et de la lentille bifocale.

Un tissu industriel fragile

Cette bagarre a déjà commencé. Si dans ce domaine les industriels américains nous dominent, ce n'est pas le cas dans celui des implants oculaires, qui peuvent être utilisés pour résorber les défauts sphériques (myopie très forte) ou pour compenser les pertes de cristallin. Des efforts sont actuellement entrepris pour développer des implants multifocaux. En France, des recherches sont menées chez Domilens en commun avec Essilor... Domilens, qui tient le leadership des implants oculaires, est d'ailleurs une des rares « success stories » de l'industrie française des biomatériaux. Cas trop rare dans une offre globalement trop faible même si, depuis 1980, plusieurs PMI se sont lancées sur de nouveaux secteurs après des travaux de recherche originaux.

« Elles n'ont pas toujours atteint la taille critique qui leur permet d'affronter la concurrence internationale », estiment les auteurs du rapport de la DGI, réalisé par le cabinet Gueydon (1).

Pour consolider ce tissu industriel fragile, l'Etat distribue des aides (*cf. le Monde* du 4 juillet 1990). Côté recherche, plusieurs équipes françaises de renom international travaillent sur la biocompatibilité. Un espoir.

Y. G.

(1) *Les biomatériaux, enjeux industriels et stratégies technologiques.*





Le Monde des Cadres

Jeunes SCIENCES PO, UNIVERSITAIRES ou ECONOMISTES

VIVEZ A L'ECOUTE DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Placé à un niveau de responsabilité particulièrement motivant, vous suivrez l'évolution économique et politique d'une des deux régions que nous souhaitons vous confier : le Proche Orient ou le Moyen Orient en tant qu'

ANALYSTES ECONOMIQUES

L'un d'entre vous possédera donc de très bonnes connaissances linguistiques en **ARABE**, l'autre en **PERSAN**.
Vous aurez à mener une réflexion prospective permettant de définir des statégies dans le domaine économique, scientifique et technologique.
Vous gèrerez et animerez une base documentaire, assurerez des travaux de rédaction de haut niveau.

Agé de moins de 30 ans, vous parlez l'une des langues précitées et bien sûr l'Anglais ; vous êtes curieux, ouvert, aimez analyser mais aussi communiquer.
Au sein d'un organisme spécialisé du secteur public, votre évolution sera à la hauteur de votre talent.

Pour ce poste basé à **PARIS**, notre conseil vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la réf H/CMD/LM à :
R.P.C., 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS

membre de SYNTEC

EuroPA



Raymond Poulain Consultants

Filiale de la Compagnie BTP, important groupe financier et bancaire (800 personnes, 21 milliards d'engagements et 18 milliards de capitaux gérés), le CCME qui occupe une position de leader dans le financement des investissements des entreprises et maîtres d'ouvrages de la profession recherche :

JEUNES CADRES FINANCIERS

PARIS/RENNES

Rattachés à la Direction Réseau et disposant d'une gamme complète de produits, ils auront pour mission, après une période de formation, de développer leur portefeuille de clientèle, analyser les besoins des clients, monter les dossiers, promouvoir nos services et notre image auprès de nos partenaires (entreprises et maîtres d'ouvrages, banques, organismes professionnels, etc...).

Les candidats devront nécessairement être diplômés d'une grande école de commerce ou de gestion. Ils seront tout particulièrement retenus pour leur dynamisme commercial, leur aptitude à négocier à haut niveau et leur capacité à assumer, sur le terrain, une large délégation de responsabilités.

Une première expérience en entreprise, dans une banque ou un établissement financier sera un atout supplémentaire.



CCME
COMPAGNIE BTP

Merci d'adresser candidature motivée avec photo, prétentions en précisant le secteur choisi à Jean RICHET, Direction des Ressouces Humaines, CCME, 128 rue la Boëtie 75008 PARIS.

DÉSSEIN

Consultant Recrutement

CORT Consultants - l'un des premiers Cabinets de Conseils d'Entreprise en France - nous avons acquis depuis de nombreuses années, une réputation nationale et internationale auprès des plus grandes entreprises françaises.
Le développement de notre Département "Recherche et Recrutement de Cadres" nous amène à étoffer notre équipe en y intégrant un Consultant confirmé.

Professionnel dans ce métier, vous pourrez acquérir et fidéliser une clientèle diversifiée.
Sens du contact, rigueur dans les méthodes de travail, connaissance de l'entreprise et respect de la déontologie de la profession sont les conditions indispensables pour partager notre vie d'équipe et assurer des prestations d'une haute qualité.

De formation supérieure, Sciences Humaines de préférence, vous disposez d'une expérience du recrutement de 5 ans environ acquise en Cabinet et/ou en Entreprise.
Cette expérience vous permettra d'être rapidement opérationnel au sein d'un Département en forte expansion, capable de valoriser vos compétences.

Danielle Jalbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3401M



65, Avenue Kléber 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

MEMBRE DE SYNTEC

PIERRE & VACANCES

Responsables de Programme, pour projets de rêve.

A Cannes, Biarritz, en Espagne ..., vous prendrez en charge un des programmes immobiliers de Pierre et Vacances. Le succès de toutes leurs réalisations, celui de Cap Esterel, le plus important complexe de loisirs intégré qui ait été ouvert en France, confirme leur vocation à être pour longtemps le premier aménageur et promoteur de loisirs en Europe.

L'esprit d'entreprise et d'innovation, le management très impliquant de Pierre et Vacances vous assurent des responsabilités, une rémunération et un environnement très stimulants. Ce sont votre créativité et votre imagination qui vous permettront de trouver avec les meilleurs architectes les clés du succès de vos projets, et de les réaliser.

Ingénieur ou grande école de commerce,... avec 2 ou 3 ans d'expérience en aménagement, construction, développement de projets..., vous êtes prêt à vous investir dans une entreprise qui a les moyens de vous intéresser longtemps. Alors écrivez sous la réf 184 457 M à notre conseil Anne Cousin, Cabinet Sirca, 140 Bd Haussmann, 75008 Paris.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

SIRCOM

Organisateur

PFIZER, filiale française d'une des premières multinationales américaines de l'industrie pharmaceutique, réalise un C.A. de 1000 MF avec 1000 personnes.

Collaborateur direct du responsable de l'organisation et des systèmes d'informations, vous êtes en contact permanent avec tous les services de la division pharmaceutique ainsi qu'avec le département informatique du groupe en France.

Vous êtes le coordinateur interne de la Division : dans ce cadre, vous êtes chargé de la conception et de la réalisation de projets, de l'animation de groupes de travail, de la gestion des demandes des utilisateurs, de l'élaboration des procédures, etc...

Nous recherchons un candidat diplômé d'une grande école de commerce ou scientifique, possédant une première expérience d'organisation en entreprise et/ ou en cabinet de conseil, et de solides connaissances en *micro-informatique*.
Ce poste exige d'excellentes qualités relationnelles, une réelle capacité d'autonomie et d'esprit de synthèse.

Nous donnerons la préférence à un candidat possédant un bon niveau d'anglais et un potentiel d'évolution vers d'autres domaines d'activités au sein de l'entreprise.

Si cette offre vous intéresse, veuillez adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions s/réf. 5014 à Lydia di Martino, SEMA SELECTION, 16 rue Barbès, 92126 Montrouge Cedex.



SCIENCE ET PASSION DE LA VIE

SEMA SELECTION

AXIAL

Responsable du service emploi/formation



Etablissement Public à caractère industriel et commercial de 1 000 personnes, notre Direction des Ressources Humaines a confié au service Emploi-Formation (5 à 6 personnes) la mission d'élaborer et mettre en place le plan de formation, de gérer les mobilités internes et externes, de conseiller et d'orienter les salariés dans leur projet professsionnel. Pour diriger ce service, nous souhaitons rencontrer des professionnels de la fonction Emploi/Formation, de formation supérieure et possédant une expérience réussie de 5 à 10 ans dans des postes similaires. Grande capacité d'adaptation, goût des relations humaines, talent d'animateur, créativité, organisation, autant de qualités exigées pour réussir dans cette mission stratégique pour notre établissement.
Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS, sous la référence 4036IM.



PAUL-EMILE TAILLANDIER
ÉTHIQUE ET RECRUTEMENTS

COMMUNIQUER, INFORMER, CONSEILLER

Pour cette Fédération nationale d'un groupe bancaire, leader de son secteur autant qu'acteur déterminant du développement des régions où il est implanté, nous recherchons le

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

à la mesure de l'entreprise, de ses projets et de ses stratégies : un journaliste de haut niveau, ayant acquis, à 30-35 ans, une solide culture économique et une bonne expérience de l'édition.

Rattaché à la Direction Générale et participant au Conseil de Direction, il aura pour principale mission d'assurer la publication des divers supports de communication destinés à différents publics (revues à large diffusion, bulletins d'informations spécialisés, magazine vidéo...).
Plus généralement, il apportera conseil et assistance en matière de communication aux responsables "Communication" des membres de cette Fédération.
Il dirigera une équipe performante, il coordonnera les services de prestataires extérieurs.

Vous avez le professionnalisme, le sens des responsabilités, les qualités de contact et d'animation requis par ce poste et par son importance stratégique.

Merci d'adresser **lettre, C.V. et photo**, sous la référence CC/972, à



Conseil en Recrutement
141, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Membre de SYNTEC Recrutement

AD'COM.

Conseils en recherche de dirigeants et de cadres, fondés en 1961, nous sommes réputés comme de bons professionnels. Avec 37 consultants en 8 bureaux, travaillant beaucoup en équipes, bien implantés en outre en Belgique, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, nous faisons face à une forte demande, notamment en

consultants senior, h/f

Paris, Bordeaux, Lille, Strasbourg

Venez développer notre clientèle, mener des recherches directes et par annonces et conseiller nos clients.
Vous voulez (si vous ne l'êtes déjà !) devenir professionnel du recrutement, vous êtes vous-même soit cadre expérimenté dans une fonction de l'entreprise (personnel, commercial, production, informatique...), soit psychologue affirmé : sachez que nous investissons beaucoup en formation à nos techniques.

Alexandre TIC attend personnellement un mot de votre part, présentant votre carrière et vos projets (réf.5646 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
BORDEAUX - LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

هكذا من الاصل

Le Monde des Cadres

DES GESTIONNAIRES DYNAMIQUES
pour
diriger des centres de profit
progresser dans un groupe leader

• *Vous êtes diplômés d'une école* de gestion ou d'ingénieurs.

• Vous avez 5 ans d'expérience qui ont apporté la preuve que vous savez gérer, animer du personnel et développer.

• Vous avez la volonté de diriger une unité autonome à taille humaine, *tout en bénéficiant des moyens* et des opportunités qu'offre un groupe français de tout premier plan comptant parmi les "grands" Européens dans ses diverses activités.

Nous vous proposons d'assumer, au départ, la direction de centres de profit d'une cinquantaine de personnes agissant dans le domaine de la prestation de services.

Nous vous formerons à notre métier, votre autonomie vous permettra de faire vos preuves et notre taille, ainsi que notre croissance vous permettront de progresser si vous êtes ambitieux, performants et mobiles.

Poste : Villes Province - Ouest France -

Ecrire sous référence 36 A 1931-0M.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

POUR GERER LES RESSOURCES HUMAINES DE NOTRE BANQUE
Un responsable de premier plan

Une importante Banque française étoffe l'équipe de Direction du Directeur des Relations Humaines et *recherche un Responsable de premier plan.*

Il sera chargé de développer les outils les plus modernes de gestion des ressources humaines et d'en animer la mise en oeuvre. Son action couvrira un domaine étendu : recrutement, formation, mobilité, appréciation, descriptions de postes, grilles de salaire, ...

Ce poste sera confié à un candidat Sciences Po, Droit ou équivalent, 35-40 ans, ayant une solide expérience de la fonction (de préférence dans le secteur Banque ou Assurance), au sein d'une Société ayant une politique du personnel dynamique et performante.

Créatif, organisé, réalisateur, il animera une équipe et s'affirmera comme un professionnel de valeurs auprès des différents acteurs de la Banque et des intervenants extérieurs.

Réelles perspectives d'évolution de carrière.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : **350 000 F +**

Ecrire sous réf. 36 A 1905-0M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

GESTIONNAIRE D'ENVERGURE
pour seconder le DRH d'une banque

Le Directeur des Relations Humaines d'une importante Banque française renforce son équipe de Direction et recherche le Responsable de son Service "Administration du Personnel".

De formation Sciences Po, Droit, ou équivalent, ce sera un professionnel confirmé, 35-40 ans, ayant une solide expérience de la fonction (de préférence dans le secteur Banque ou Assurance), ayant, en particulier, une parfaite connaissance des systèmes de paie informatisée des plus modernes.

• *Sa largeur de vue, ses talents d'organisation lui permettront d'être innovateur et moteur* et de faire évoluer les systèmes d'information actuels.

• Son rayonnement personnel en fera l'animateur incontesté d'une équipe de bon niveau et l'interlocuteur apprécié des différents services, de la DRH et de la Banque.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : **300.000 F +**

Ecrire sous réf. 36 A 1904-0M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

UN GROUPE FRANCAIS RENOMME
UNE IMPLANTATION MONDIALE

ADJOINT DU DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Notre Groupe (C.A supérieur à 15 milliards - 10.000 personnes dont 4.000 à l'étranger) est leader *mondial ou européen pour plusieurs de ses produits.*

Nous recherchons l'Adjoint de notre Directeur de la Communication.

Il sera étroitement associé à l'ensemble de ses missions tant sur le plan de l'élaboration des politiques et stratégies que sur celui de leur mise en oeuvre et il assumera des responsabilités spécifiques:
- suivi des prestataires de services extérieurs
- étude de l'image du Groupe; analyse du contenu des articles de presse France/Etranger.

Ce poste, particulièrement formateur, conviendrait à un diplômé Grande Ecole (Sciences Po, Ecole de *commerce, CELSA, ...), ayant, de préférence en entreprise, soit acquis une première expérience, soit* effectué des stages significatifs dans le domaine de la communication.

Bilingue anglais, il saura concilier rigueur et créativité, capacité de dialogue et sens de l'organisation, ..., et il aura une bonne plume!
Poste à Paris

Ecrire sous réf. 36 A 1924-OM
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

CHEF DE PROJET ORGANISATION

Au sein de la Direction de l'Exploitation et de la Logistique, le Département Organisation est chargé d'améliorer la productivité de l'entreprise, 3ème société de service en France.

Les projets de tout ordre, qui lui sont confiés, concernent aussi bien la conception et la mise en œuvre de procédures que la réorganisation.

Un chef de projet doit rapidement nous rejoindre. Il assure, avec l'aide d'organisateurs qu'il encadre, la responsabilité totale de projets : *analyse des problèmes, proposition de solutions adaptées*, établissement des procédures, conception et mise en œuvre de systèmes d'informations, suivi des réalisations jusqu'à l'appréciation des résultats.

Agé de 28 ans environ, de formation ingénieur, l'homme qui nous rejoindra possède une première expérience professionnelle, de 2 à 3 ans, acquise en cabinet ou en entreprise.

Analyse, synthèse, qualités relationnelles, souplesse pour s'adapter à une entreprise en pleine mutation nous apparaissent comme des atouts indispensables pour réussir dans ce poste.

Christine SUQUET vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo, sous réf. 3213A/LM à BOSSARD CARRIERES 4, rue Quentin Bauchart 75008 PARIS

BOSSARD Carrières

Images & Caractères



BOSSARD CONSULTANTS, premier Groupe européen de Conseil en Stratégie, Organisation et Ressources Humaines, met en place, pour faire face à son développement, une fonction Ressources Humaines : recrutement - formation - suivi de carrière.

Dans ce cadre, nous recherchons le Responsable Recrutement. Il sera chargé, après avoir acquis la culture de l'Entreprise, de l'organisation et de la *mise en œuvre de* l'ensemble du plan de recrutement, principalement des consultants. Il assurera le suivi de l'intégration et participera aux actions de promotion de l'image du Groupe.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 5) ayant acquis une expérience d'au moins 3 ans en recrutement, cadre de préférence, en cabinet et/ou en entreprise. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise.

Christine SUQUET vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo, sous réf. 3215C/LM, à BOSSARD CARRIERES 4, rue Quentin Bauchart 75008 PARIS

BOSSARD Carrières

Images & Caractères



JEUNE CHARGE D'ETUDES
Ressources Humaines

Ce Groupe immobilier (1.500 personnes) gère un patrimoine de 100.000 logements *en région parisienne et en province.* Le professionnalisme, la motivation et l'énergie de ses collaborateurs contribuent à en faire l'un des premiers groupes français.

Sous l'autorité du Responsable des Ressources Humaines, vous prenez en charge *les études spécifiques* liées à la fonction Personnel : politique de rémunération, d'appréciation, protection sociale...

De formation supérieure (DEA de Gestion du Personnel, CELSA), à 25-30 ans vous possédez une *première expérience, même courte*, des Ressources Humaines. Vous avez une personnalité ouverte, le sens du dialogue et un esprit de rigueur.

Le poste est basé à Paris.

Dominique CLEVENOT vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo, sous réf. 3074B/LM, à BOSSARD CARRIERES 4, rue Quentin Bauchart 75008 PARIS

BOSSARD Carrières

Images & Caractères



RESPONSABLE DE LA FORMATION

Ce Groupe immobilier (1.500 personnes) gère un patrimoine de 100.000 logements en région parisienne et en province. Le professionnalisme, la motivation et l'énergie de ses collaborateurs contribuent *à en faire l'un des premiers groupes français.*

Adjoint au Responsable des Ressources Humaines, ce collaborateur est nécessairement un professionnel de la formation qui crée son poste et en maîtrise *les différents aspects : analyse des besoins*, conception de programmes, choix de la sous-traitance, établissement du plan de formation, suivi et évaluation des actions, gestion des budgets.

De formation supérieure, vous êtes avant tout une personne pragmatique, réaliste, dotée d'un bon sens relationnel et de bonnes capacités d'animation d'une équipe. A 40 ans environ, vous avez acquis une expérience solide dans un poste similaire, de préférence en entreprise ou en milieu industriel

Jacques SKOWRON vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo, sous réf. 3425A/LM à BOSSARD CARRIERES 4, *rue Quentin Bauchart* 75008 PARIS



Images & Caractères



JEUNES DIPLOMÉS GRANDES ECOLES OU UNIVERSITAIRES 3ÈME CYCLE.
UN MÉTIER PASSIONNANT POUR LES PASSIONNÉS

Consultants en Organisation

NOTRE VOCATION :
Conseiller les entreprises dans leur évolution, concevoir et réaliser avec elles des solutions pour l'optimisation de leurs performances.

NOS ATOUTS :
La recherche du partenariat avec nos clients, la formation efficace de nos équipes, le savoir-faire dans tous les secteurs de l'économie, des valeurs qui nous situent parmi les premiers cabinets d'organisation français.
Integré au sein de petites équipes très professionnelles, vous participerez à des interventions diversifiées et de haut niveau qui feront de vous un généraliste du conseil.

VOS QUALITES :
Disponibilité, bon esprit de synthese, grandes qualités humaines, créativité sont les atouts qui favoriseront votre évolution rapide au sein du cabinet.
Postes à pourvoir a Paris et en province.

Adressez votre candidature à Catherine Bocquet ORGACONSEIL, 64 rue du Ranelagh, 75016 Paris.







MEDIA-SYSTEM

LA FONDATION SANTÉ DES ÉTUDIANTS DE FRANCE

recherche, pour l'un de ses établissements hospitaliers situé en Seine et Marne, un

DIRECTEUR

Responsable de la gestion et de l'animation de cet établissement à but non lucratif actuellement implanté sur deux sites peu éloignés, votre première mission sera de mener à bonne fin un projet de regroupement des activités -capacité 100 lits et 100 salariés- et de mettre en place les nouvelles organisations en découlant.

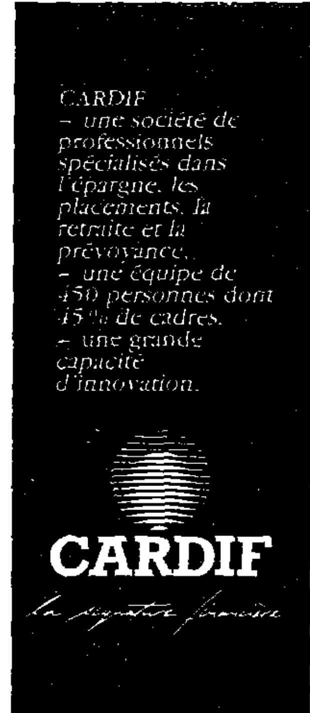
Vous possédez une solide expérience de gestionnaire et une bonne connaissance du milieu hospitalier. Vos talents d'organisateur et de négociateur font de vous un interlocuteur apprécié sur le terrain.

Nous vous proposons une rémunération d'environ 270 KF, complétée par un appartement de fonction.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite et CV, sous référence P269M, à Ernst & Young Conseil - 6, rue de Téhéran 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Carré Turenne

Ernst & Young Conseil



Animateur produits PME

Au sein de ce secteur en développement, vous participerez :
– à la conception et au montage de produits adaptés au contexte PME (plan d'épargne, IFC, retraite, prévoyance, assurance homme-clé...).
– à l'animation et à la formation des réseaux partenaires (assistance technique, logistique commerciale, interface avec l'informatique, le marketing...).
– à la définition d'outils d'aide au suivi de l'activité commerciale (fichiers, suivi commissions...)

Pour ce poste diversifié, très relationnel, nous souhaitons accueillir un candidat de formation Ecole de Commerce ou ingénieur, ayant une 1ère expérience commerciale ou marketing, si possible proche des P.M.E.

Ecrivez à CARDIF – Secrétariat général – 56, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly/Seine, réf. 627.





JEUNE GESTIONNAIRE... FUTUR DIRECTEUR D'UN CENTRE DE FORMATION FORESTIER

A FOIX, en Ariège, la Maison de la Forêt offre aux professionnels de la filière Bois un ensemble de services allant de la Formation professionnelle au conseil d'Entreprises.

PROMOBOIS, association loi 1901, organisme propriétaire du Site, recrute un JEUNE GESTIONNAIRE rattaché au Président du Conseil d'Administration.

Il assurera la Gestion Administrative et Financiere. Il sera chargé de la coordination relationnelle des différentes structures, dotées chacune d'un Responsable Technique compétent dans son domaine : un centre FPA, un Centre de Formation d'Apprentis, une Coopérative de travaux à façon jouant le rôle de maître de stages dans le cadre de chantiers-école. Des cycles de Formation sont proposés aux Entreprises, et les Infrastructures d'hébergement et d'accueil peuvent être utilisées pour différentes manifestations.
De plus, ce futur Directeur apportera sa compétence au développement d'un projet ambitieux de "Centre d'initiation à l'environnement forestier" à l'étude sur ce site.
Diplômé d'une Ecole Supérieure de Gestion ou DECS; DESCF, 30 ans minimum, vous avez déjà vécu une expérience significative de "manager".
Soucieux d'efficacité, homme de dialogue et de communication, vous souhaitez vivement apporter votre contribution au développement de l'image des "PROS de la FORET et du BOIS" au moment où ce secteur s'apprête à réaliser un investissement majeur sur les hommes.

Merci d'adresser votre dossier : lettre manuscrite, CV (photo) et rémunération souhaitée sous référence M 90091, à notre Conseil en Recrutement M.F. LAUTREC LEPY, 35 rue des Couteliers, 31000 Toulouse.
Votre dossier sera traité avec toute la discrétion liée à notre déontologie.

Premiers entretiens à Paris et Toulouse.

marie-françoise lautrec lepy

ECOLES SUPERIEURES DE COMMERCE, UNIVERSITAIRES BAC + 5...

ET S'IL VOUS RESTAIT ENCORE BEAUCOUP A APPRENDRE !

Vous voilà titulaire d'un Diplôme de fin d'études supérieures (ESC, Universités...). Et alors ?
Le plus important reste encore à prouver : optimiser votre bagage théorique et réussir votre vie professionnelle. Pour vous, comme pour nous, la vraie réussite ne se construit pas en claquant des doigts.
Nous ne sommes pas devenus les numéros 1 européens du Crédit à la consommation du jour au lendemain.
Il nous a fallu comprendre, apprendre et progresser. Et pour continuer à aller encore plus loin, il nous faut transmettre tout cet acquis.

Pour faire de vous l'un de nos futurs dirigeants commerciaux, nous vous avons préparé la meilleure formation : 2 années où alterneront terrain et théorie. Vous débuterez en agence : interlocuteur de notre clientèle, vous passerez par toutes les fonctions commerciales. La connaissance de l'entreprise passe d'abord par celle de ses métiers ! Le temps de découvrir et d'assimiler les coulisses de notre réussite : de la permanence qualitative de nos produits (comme la Carte Aurore) à notre performance technologique (télématique, communication en temps réel) en passant par "l'état d'esprit Cetelem", un ensemble unique d'efficacité, de professionnalisme et de convivialité...

Ensuite, votre évolution vers des responsabilités de plus en plus larges dépendra de votre investissement et de votre sens du résultat : vous gérerez votre réussite personnelle tout en étant le garant du développement de l'entreprise.

Alors, si vous pensez qu'il vous reste encore beaucoup à apprendre, rencontrons-nous, nous avons sûrement beaucoup de choses à nous dire.
Ces carrières débuteront à Paris et en Province.
Adressez - nous votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf : 3 M
à Claire TCHERVENKOV - CETELEM - 89, avenue Charles de Gaulle - 92528 Neuilly/Seine Cedex.

cetelem



Ingénieur généraliste

Leader sur le marché des équipements pour abattoirs de volailles, nous commercialisons les matériels les plus réputés et fabriquons nous-même certains équipements. Cette complémentarité nous permet de proposer des installations clés en mains. Pour poursuivre notre développement nous recherchons un Ingénieur polyvalent.

Vous faites un audit pour réorganiser et structurer les grands postes techniques et mettez en œuvre les solutions retenues. Vous étudiez et proposez les procédures de contrôle et participez à la formation et à l'animation des personnes. Assurant les relations techniques avec les clients, représentants et fournisseurs, vous êtes le Futur Directeur Technique.

La trentaine, vous êtes un homme passionné et percutant, de formation généraliste (AM - HEI - IDN - ENI - INSA...) issu de la production de matériels dans une PME. Poste basé à Clamart avec déplacements en province et à l'étranger (DK - RFA...). Anglais indispensable. Salaire motivant.

Merci d'adresser lettre, c.v., photo ss réf. RC 495/6 M 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois-Perret Cedex



BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

La formation en univers industriel

RESPONSABLE FORMATION

Filiale d'un très grand groupe industriel français, nous produisons des verres techniques dans notre usine de 700 personnes située à 100 km au sud de Paris.

Pour relever nos défis techniques, nous investissons de façon importante aussi bien dans nos equipements que pour le developpement des hommes.

Intégré à la Direction du Personnel, vous prendrez en charge l'élaboration et la mise en oeuvre du plan de formation, le choix et l'évaluation des organismes prestataires. Eventuellement, vous participerez vous-même à des actions de formation.

Diplômé de l'enseignement supérieur, votre sens du concret, vos qualités d'organisateur et de pédagogue feront la différence. Une expérience de 2 ans environ vous permettra d'être opérationnel immédiatement.

Nous vous offrons un poste autonome dans une équipe de jeunes cadres et un environnement de production fortement automatisée. Cette expérience enrichissante vous permettra d'évoluer vers d'autres missions, tout aussi passionnantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature: lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 2365, à Media-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

ASSISTANT(E) MARKETING DIRECT

Nous sommes le leader mondial du Marketing Direct de Fournitures et Accessoires, péri-informatiques. Notre réussite s'explique par le dynamisme de notre équipe, la qualité de nos produits et de notre service liés à la performance de notre mode de distribution.

Nous recrutons un(e) assistant(e) marketing direct.

Au sein de la Direction du Marketing Direct, vous aurez pour mission de fournir et de développer les études et analyses nécessaires à notre croissance :
- Maintenir et analyser nos fichiers internes et externes,
- Analyser les segmentations de fichiers,
- Mettre à jour et développer des modèles de prévision de vente.

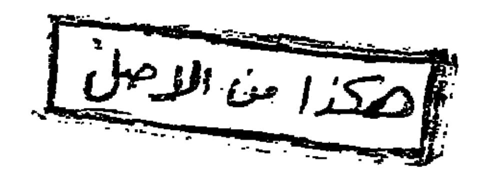
De formation supérieure (Maîtrise ou DEA de statistiques ou économétrie), vous possédez de bonnes qualités relationnelles et un sens pédagogique certain.

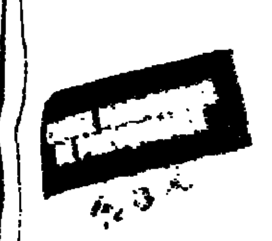
Vous avez une **parfaite maîtrise de l'Anglais**, des bases de données sur PC et des tableurs.

Ce poste constitue une excellente opportunité pour un débutant désirant travailler dans une société internationale.

Si vous êtes intéressé(e) par ce poste situé à Paris-Nord II (RER : Parc des Expositions - 93), adressez votre candidature manuscrite + CV + photo à Geneviève BAUDOUIN, Direction du Marketing, INMAC, BP 50005 - 95945 ROISSY CDG Cédex.

inmac®





CHEF D'ORCHESTRE DE NOTRE COMPTABILITE

Assurances

Paris 16e. Cette société d'assurances (140 personnes, *500 millions* de francs de chiffre d'affaires) connaît une forte croissance depuis plusieurs années. C'est dans ce contexte dynamique qu'elle recherche le responsable de son service comptable. Directement rattaché au directeur *financier, et à la tête* d'une petite équipe (7 personnes), il aura la responsabilité complète des opérations comptables (bilans, déclarations fiscales,...). Il mettra en œuvre un système de comptabilité analytique et développera des procédures de contrôle de gestion dans un environnement informatisé. Ce poste s'adresse à un comptable confirmé, âgé de 32 ans minimum et de formation supérieure (bac + 4, DECS). Une expérience acquise dans le monde de l'assurance est fortement souhaitée. Ecrire à Dominique BAUD-BERTRAND en indiquant votre rémunération actuelle ainsi que la référence A/F9783M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.79.** (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

DIRECTEUR D'AGENCE

Banque - 250/300.000 F

Frontière suisse - Delle (90) - Une banque régionale, membre d'un groupe bancaire de tout premier plan, recherche dans le cadre du développement de ses activités sur le sud du Territoire de Belfort un *directeur d'agence. Basé dans une nouvelle* agence, il prendra en charge la gestion du portefeuille existant (particuliers et entreprises) et saura le développer vis-à-vis d'une clientèle exigeante sur un secteur frontalier. Il aura la responsabilité de l'agence principale et deux points de vente rattachés soit au total 14 personnes. Ce poste évolutif conviendrait à un cadre bancaire, âgé de 30 ans minimum, ayant acquis une expérience du management d'équipes et du marché des entreprises. *Ecrire à* H. CELERIER en précisant la référence A/R9781M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.** (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

ORGANISATEURS CHEF DE PROJETS

Assurance - Au sein du groupe Caisse des Dépôts, la Caisse Nationale de Prévoyance se situe au tout premier rang de l'assurance-vie. Pour conforter sa position et développer la qualité de ses services, elle recherche des organisateurs. Leur mission au sein du département organisation et systèmes d'informations ou des unités d'organisation des directions opérationnelles sera d'assister les différents services de l'entreprise dans l'analyse de leurs besoins en matière de méthodes, d'organisation et de moyens de traitement informatique. Animant et collaborant à des équipes pluridisciplinaires, ils seront *impliqués dans la conception*, la mise en œuvre et le suivi des solutions proposées. Ils seront également amenés à mettre en place des outils nouveaux. Ces postes s'adressent à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs ou de gestion, DESS...) disposant d'une expérience similaire de trois ans minimum. La maîtrise de la conduite de projets est indispensable. La réussite dans ces fonctions pourra ouvrir de larges possibilités d'évolution au sein du groupe. Ecrire à P. EVEN en précisant la référence A/D2166M - **PA Consulting Group - 3 rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.54.** (PA Minitel 36.15 code PA)



PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

JEUNE INGENIEUR METALLURGISTE

AM, INSA...

La société **Timken** est le leader mondial des roulements à rouleaux coniques. Son siège de Colmar anime les unités de production et de distribution d'Europe, d'Afrique et d'Asie de l'ouest. Dans le cadre de ses développements, elle cherche à intégrer un jeune ingénieur métallurgiste. Diplômé d'une école supérieure d'ingénieurs (Centrale, AM, INSA, ...), il se sera spécialisé dans les domaines de la métallurgie et aura pour mission, après formation en Europe et aux Etats-Unis, d'assurer l'interface technique dans le cadre des négociations avec les fournisseurs du groupe. En interne, il sera chargé de l'assistance technique dans sa spécialité auprès des services utilisateurs. Outre un haut niveau de compétences techniques et un sens réel des relations humaines, ce poste requiert une parfaite connaissance de l'anglais pour pouvoir évoluer dans un environnement international. Les conditions de collaboration et les possibilités d'évolution dans le groupe sauront attirer des candidats de valeur. Ecrire à M. GOMEZ en précisant la référence A/6803M - **PA Consulting Group - 3 Quai Kléber - 67055 STRASBOURG CEDEX - Tél. 88.22.01.54.** (PA Minitel 36.15 code PA)

TIMKEN
LA PASSION DU FUTUR



Nous sommes un cabinet de conseil en ressources humaines spécialisé dans le secteur financier. A l'issue de missions de conseil, les opérations de recrutement que nous réalisons sont exclusivement traitées par voie d'annonce. Notre croissance nous conduit à intégrer un

Consultant recrutement junior

conseil en ressources humaines

Dégagé des contraintes commerciales, il participe aux différentes étapes de sélection des candidats auprès d'un consultant senior.
Pour la réalisation de ces missions, il s'appuie sur une méthodologie rigoureuse qu'accompagnent des outils de gestion spécifiques.
Dans un esprit de collaboration et de communication, il intervient de façon autonome dans notre cabinet où la qualité des actions s'élabore dans une qualité de vie d'entreprise.

Nous confierons ce poste au candidat dont la maturité et le regard sur le développement personnel des individus facilitent la compréhension des facteurs d'évolution de carrière. Une expérience de la vie d'entreprise d'au moins deux ans et une formation supérieure le prédisposent à réaliser avec succès les opérations qui lui seront proposées.

***Michel DHEUR** étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence MDh 09.425 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.*

MDA. ***Conseil en ressources humaines.***

PLAIN CHAMPS

auditer, concevoir, gérer, animer

Directeur industriel

- *auditer et optimiser l'outil existant*
- *concevoir, mettre en place et gérer une nouvelle organisation (GPAO, flux continu) de l'appareil de production*
- *mais aussi ... animer et mobiliser une équipe à fort potentiel autour d'un projet commun.*

Telle est la mission élargie que nous souhaitons confier à un diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs (Arts et Métiers ou équivalents) qui a acquis une expérience significative en gestion de production.

PME de 1 000 personnes, notre secteur d'activité est la mode. Nos fabrications sont renouvelées au rythme de deux collections annuelles. Notre production est fortement délocalisée à l'étranger.

Le poste est basé dans l'Ouest de la France où se situent nos principales installations.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prét.) à notre conseil Denis SESBOUE - COR'EX - 11 avenue Myron T. Herrick 75008 PARIS, en indiquant la référence DN/M

COR'EX
Conseil Recrutement Excellence

MEDIAPA

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Ouest
Agro-Alimentaire

L'un des premiers groupes français de l'industrie laitière (CA supérieur à 10 milliards de francs), recherche le ***DIRECTEUR DE PRODUCTION*** de l'une de ses filiales spécialisée dans la fabrication de fromages à pâte molle (13 000 t), et qui occupe incontestablement une position de leader sur son marché de par la qualité de ses produits. Sous l'autorité du Directeur de l'Etablissement et en liaison avec les services commerciaux, il sera responsable du process de fabrication pour l'ensemble des gammes de produits fabriqués sur une chaîne ultra-moderne et automatisée d'une capacité de *400 000 litres par* jour. Il suivra les fabrications au niveau technologique et bactériologique dans le respect des normes de qualité, quantité et délai. Il *sera* également responsable de l'affinage, de l'emballage, du conditionnement et des expéditions. Il définira, coordonnera, animera et contrôlera les activités de plus de 100 personnes *et il interviendra* dans le cadre d'une démarche de qualité totale impliquant des actions d'information, de communication et de motivation du personnel. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 35 ans, de formation supérieure agro-alimentaire ou laitière et possédant plusieurs années d'expérience en production fromagère (de préférence pâtes molles) acquise au sein d'une entreprise fortement automatisée et fortement sensibilisée au problème de qualité. *Il sera un organisateur et un animateur. Ce poste offre de* réelles possibilités d'avenir au sein d'un groupe pour un candidat de valeur.

Ecrire sous référence 1299 M à

GRH Conseils Discrétion assurée.

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

La Division Assistance et Service (DAS) regroupe un ensemble de compétences d'études et de soutien logistique nécessaires à la réalisation, l'aide à l'exploitation et au maintien en conditions opérationnelles de grands systèmes électroniques en France et à l'Etranger. A ce titre, la Division participe aux réalisations les plus prestigieuses dans les domaines du spatial, des télécommunications et de l'électronique de défense. Le Département Gestion de Grands Programmes de DAS recherche :

RESPONSABLE DES ACHATS INTERNATIONAUX

En amont, lors de la formulation des propositions du département, vous intervenez auprès des chargés d'affaires en tant que conseil. Vous gérez ensuite les achats de matériels et de sous-traitance pour nos réalisations en France mais surtout à l'Etranger. Vos responsabilités et votre expertise, portent sur :

- la recherche de fournisseurs et sous-traitants,
- la négociation des marchés,
- la validation des contrats d'achats,
- la participation au montage des offres internationales

et de manière plus générale, l'ensemble des relations avec les fournisseurs étrangers.



Le candidat aura une expérience minimum de 3 à 5 ans dans le domaine de l'achat de matériels et de sous systèmes électroniques ou mécaniques, et de prestations diverses si possible dans les pays d'Extrême Orient ou du Moyen Orient.

Le candidat devra parfaitement maîtriser l'anglais et si possible une autre langue.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à **THOMSON-CSF** - Division Assistance et Service - 9, Av. Réaumur BP 22 - 92352 LE PLESSIS-ROBINSON CEDEX



HCAP

Le Monde des Cadres



INGENIEUR PHYSICO - CHIMISTE (MATERIAUX)

Diplômé d'une Ecole d' Ingénieurs ou Universitaire (Sciences des Matériaux, polymères), votre 1ère expérience réussie de 2 à 3 ans dans un Service de Recherche et Développement a confirmé votre goût pour la Technique et l'Innovation.

Nous vous proposons de valoriser cette expérience sur notre unité pilote de St Maur (450 personnes) au sein de notre Département R. et D.
Vous participerez à l'élaboration et au suivi des spécifications techniques de nouveaux produits optiques en liaison avec les services Marketing, Production, Qualité, Logistique, R et D en France et à l'International.

Vos qualités de rigueur, votre sens du dialogue, la maîtrise de la langue anglaise, font de vous l'homme de la situation.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, C.V., photo) sous la référence IPCM/LM à :

EuroPA

Responsable de la gestion commerciale

Analyser et affiner les stratégies commerciales adaptées à chaque zone géographique



1 700 personnes, 3 usines, sur le marché des emballages industriels, de la verrerie de table (Vereco, Crescendo...) et des bocaux à conserves (Le Parfait), réalise 1 Md de F de CA dont 30% à l'export.

Directement rattaché au Directeur Commercial grand public France et Export, vous animez et contrôlez la gestion de l'action commerciale en relation étroite avec le marketing. Vous intervenez pour mettre au point des outils de suivi fiables et opérationnels notamment sur l'harmonisation des conditions tarifaires de nos clients.

Vous êtes le responsable du service spécial de l'activité.

Grâce à votre esprit de synthèse, vous assurez la liaison avec les responsables commercial et marketing.

Une expérience commerciale, notamment à l'export, vous permettra de mieux comprendre les préoccupations de nos équipes de vente.

De formation supérieure, diplômé ESC ou Ingénieur, vous pratiquez l'analyse budgétaire. Un anglais courant est nécessaire pour dialoguer avec nos clients et participer aux foires et salons.

Votre réussite à ce poste vous permettra de saisir des opportunités d'évolution au sein du Groupe BSN.

Poste basé à Reims.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 64 M3 à Hervé et Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

HM Hervé &Millet Conseil

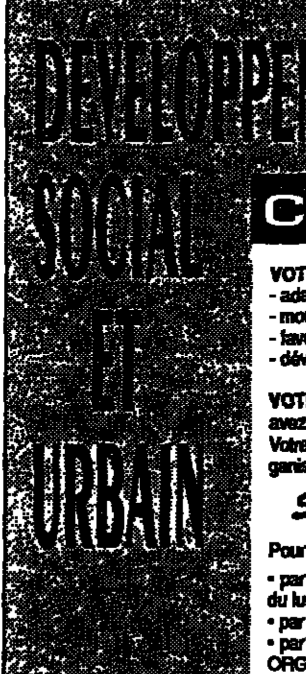
cegos

Consultants Formateurs

en GESTION de PERSONNEL

N° 1 en Europe de la formation des adultes, la CEGOS connaît une forte croissance et propose des postes de Consultants Formateurs à des spécialistes en Gestion et Administration du Personnel. Intervenant en entreprises, vous y mènerez, après les avoir conçues et négociées, des formations-actions, vous élaborerez de nouveaux produits de formation et les animerez. Ces postes conviennent à des diplômés(e) d'études supérieures, ayant une forte expérience de la gestion et de l'administration du personnel. Déjà formateurs, vous êtes motivés par une intégration dans une équipe où votre carrière sera liée à votre dynamisme et à votre créativité.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 23850/M
à Marie-José FOURNIAT - **CEGOS Division Recrutement**
Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE CEDEX.



CHEFS DE PROJET

VOTRE MISSION : animer et piloter un projet global d'intervention :
- adapter la gestion locative,
- monter et piloter les opérations sur le bâti et les espaces publics,
- favoriser la participation des habitants à la vie de leur quartier,
- développer la vie sociale et l'insertion professionnelle.

VOTRE PROFIL : de formation supérieure (gestion, architecte, urbaniste ou sociologie) vous avez une expérience confirmée de conduite de Projet et de montage d'opération.
Votre expérience de négociateur et d'animateur d'équipes, votre créativité et votre capacité d'organisation et de programmation sont des qualités indispensables pour réussir dans le poste.

Si ce défi vous tente rejoignez-nous !

Pour information et rendez-vous, contactez-nous :
• par téléphone au (1) 42.61.82.81 (de 8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi, de 10 h à 13 h le samedi)
• par minitel, 3616 code CVCOM
• par courrier (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) sous référence 14751 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo 75001 PARIS qui transmettra.

CONTACT-TELEPHONE 16 (1) 42 61 82 81

ECONOMISTE

Au sein de notre Direction des Etudes Economiques, vous contribuerez, par la pertinence de vos analyses et de vos prévisions, à la définition des axes stratégiques du Groupe.

Cette mission vous permettra de découvrir et de vous familiariser avec nos différentes sociétés, françaises et étrangères, les métiers qu'elles exercent et les hommes qui les animent.

A terme, vous pourrez évoluer vers une carrière opérationnelle au sein du Groupe, en fonction de vos aspirations et des opportunités.

Polytechnicien ou diplômé d'une école d'ingénieur avec une formation complémentaire de type ENSAE, INSEAD, SCIENCES PO, ESSEC,.. vous possédez de préférence quelques années d'expérience en analyse économique appliquée.

La pratique courante de l'anglais (l'allemand serait un plus), la mobilité géographique et professionnelle sont indispensables à votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV)
à la Direction du Personnel de la Compagnie de SAINT-GOBAIN
"Les Miroirs" - 18, avenue d'Alsace - Cedex 27 92096 Paris-La-Défense.



HOTELIA

ACCOR

L'Hôtellerie du Grand Age du Groupe Accor poursuit son expansion et renforce son équipe de

DIRECTEURS

Votre mission
Vous deviendrez le Responsable d'un hôtel spécialisé dans le service auprès du Grand Age, à l'issue d'une période d'adaptation aux particularités de notre métier.

Gestionnaire de ce centre de profit, vous en assurerez la commercialisation et managerez en toute autonomie une équipe d'une cinquantaine de personnes aux compétences variées (hôtellerie et para-médical).

Votre profil
Vous avez 30 ans ou plus, une formation supérieure de niveau Bac + 4, généraliste ou spécialisée. Votre capacité à motiver et diriger une équipe a déjà été prouvée sur le terrain. L'enthousiasme et la ténacité sont des qualités indispensables à votre réussite dans ce poste. Votre mobilité et votre ouverture d'esprit seront un plus pour évoluer dans le Groupe. Plusieurs postes sont à pourvoir sur toute la France.

Cette offre vous intéresse? Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence DI/M49 à notre Conseil: GROUPE PANISSOD, 109, rue de Turenne 75003 Paris.



PIERRE & VACANCES

De Saint-Tropez à Deauville, vous monterez les dossiers des plus belles opérations immobilières.

Pierre et Vacances, c'est 1,8 Mds de francs de CA, 800 personnes, le numéro 1 de l'immobilier de loisirs en France. C'est le succès d'opérations réussies par leur style architectural, leur intégration dans l'environnement, la mise en oeuvre d'un savoir-faire unique dans l'immobilier de loisirs.

Responsable du montage administratif des dossiers, vous plongerez dans des procédures complexes : études d'impact, ZAC, permis de construire ... Vous travaillerez en liaison étroite avec les Responsables de Programmes. Vous serez en relation avec les DDE, les collectivités locales.

Juriste ou gestionnaire, vous êtes très fort dans le droit immobilier, le montage des affaires. 30 ou 40 ans, vous savez travailler avec des équipes où le rythme est soutenu, mais l'environnement et la rémunération très stimulants. Alors écrivez à Jean-Louis Marques, Cabinet Sirca, sous la référence 180 213 M, au 140 Boulevard Haussmann - 75008 Paris.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

Contribuez à notre croissance

Grand laboratoire pharmaceutique de 1000 personnes, notre développement nous conduit à renforcer nos structures. Pour pouvoir identifier les hommes qui contribueront à notre croissance, nous recherchons un :

Jeune Chargé de Recrutement

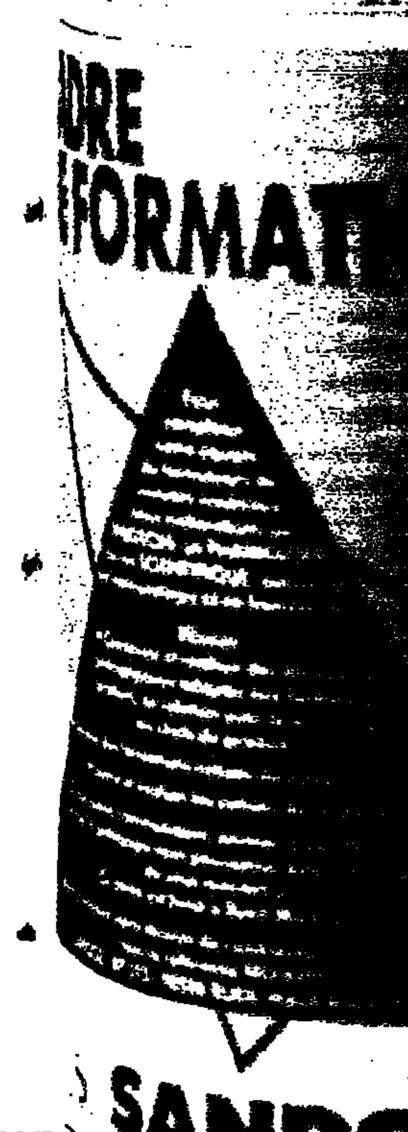
Au sein de notre département Recrutement, vous prendrez en charge des missions diversifiées depuis la définition de poste jusqu'à l'intégration des candidats.

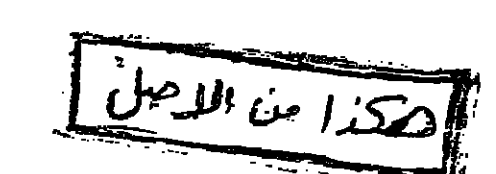
Dynamique, créatif et relationnel, vous participerez aux actions liées à la communication de recrutement : salons, forums et relations agences...

De formation supérieure, 3ème cycle/DESS, débutant ou avec une connaissance de la fonction acquise par des stages, vous avez un réel esprit d'innovation dans un secteur en très fort développement.

Si vous êtes intéressé par ce poste formateur et très évolutif, adressez lettre et CV sous réf. 057 M à :
JOUVEINAL- DRH - BP 100 - 94265 FRESNES Cedex.

jouveinal





هكذا من الاصل

Si Jules Verne connaissait La Poste d'aujourd'hui il écrirait certainement le Tour du Monde en 80 métiers.



JEUNES DIPLOMES BAC + 3

JULES VERNE : un homme de progrès à l'image de La Poste, novatrice dans la transmission de l'information et dans son rôle d'établissement financier.
Jeunes diplômés, Bac + 3, rejoindre La Poste, c'est intégrer une véritable entreprise au service de tous et partenaire de chacun.
Votre partenaire, grâce à une formation technique, commerciale et humaine, une structure créative, des outils informatiques de pointe.
Le partenaire de sa clientèle d'entreprises et de particuliers, grâce au professionnalisme de ses 306 000 collaborateurs, son rang de premier réseau national, de deuxième institution financière.
Alors, pour concilier votre performance personnelle et votre motivation pour l'intérêt général : un métier à La Poste, une excellente idée pour votre avenir !...
Les 24 et 25 octobre 1990, 270 postes de cadres sont offerts par concours (clôture des inscriptions le 17 septembre).
Renseignez-vous dans l'un de nos 17 000 bureaux de poste ou composez l'un des numéros suivants.
Vous verrez certainement La Poste sous un jour nouveau.

NUMERO VERT
05 34 05 34
05 05 66 77
05 20 89 89

MEDIAPA

LA POSTE

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES ET COMMUNICATION

dans un environnement international de haute technologie

SYNTHELABO RECHERCHE (L.E.R.S.), filiale de l'un des tous premiers groupes pharmaceutiques européens, notamment par la qualité et le niveau de son investissement en recherche, recrute son Responsable des Ressources Humaines et de la Communication (effectif 800 personnes dont 300 cadres - 5 établissements en France et 4 bureaux étrangers).

Dans une grande autonomie d'action et en conformité avec les objectifs du Groupe en matière de Ressources Humaines, vous prenez en charge l'ensemble de la fonction : administration et gestion du personnel, recrutement, relations avec les partenaires sociaux, formation, communication interne... Homme de communication vous êtes garant de la pérennité des outils de communication mis en place que vous êtes en mesure d'améliorer. Vous vous appuyez sur deux collaborateurs cadres et vous animez une équipe compétente de gestion du personnel.

Nous recherchons un professionnel des relations humaines et sociales de formation supérieure, âgé d'environ 35/40 ans, ayant acquis une expérience dans le domaine de la recherche ou dans un environnement caractérisé par son haut niveau de qualification. Homme de terrain, vos qualités relationnelles et votre sens de la diplomatie sont les atouts qui vous permettront de réussir dans cette fonction. Nous vous offrons l'opportunité d'y ajouter à court terme la direction d'un site de 500 personnes.

La maîtrise de l'anglais est impérative. Le poste est basé à PARIS (13e).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 45/2197 H à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

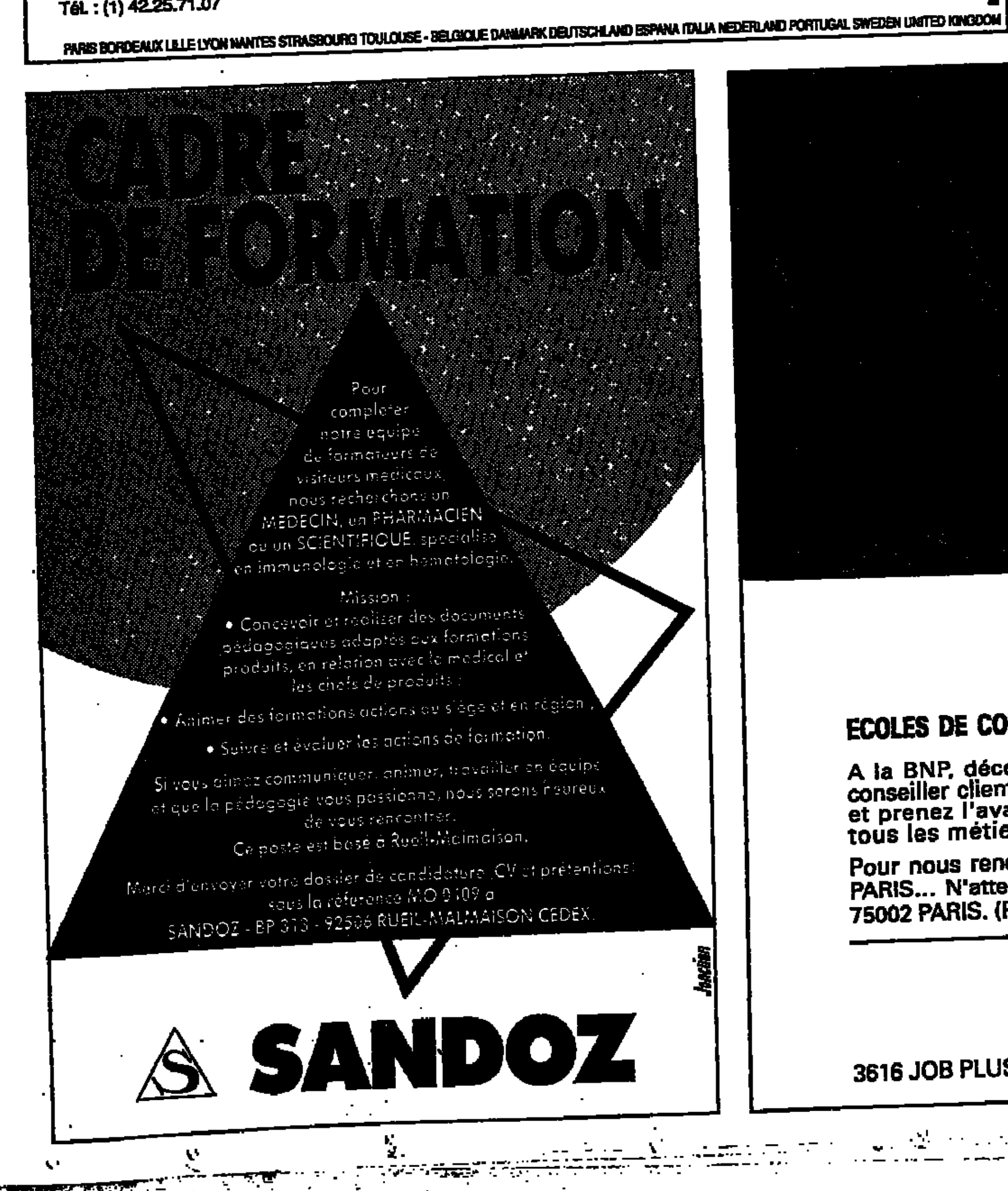
Responsable de Projets
Langues vivantes

HACHETTE Classiques, Département de la Branche Education, occupe une place de premier plan dans l'édition d'ouvrages scolaires et parascolaires.
Les Responsables de projets sont chargés de réaliser des ouvrages et des ensembles pédagogiques. Ils participent, sous l'autorité de la direction éditoriale, à la définition des projets adaptés au marché. Ils en dirigent et en gèrent la réalisation, coordonnent et supervisant le travail des auteurs et des différents spécialistes : correcteurs, illustrateurs, maquettistes, fabricants.
Nous recherchons un Responsable de Projets qui sera chargé des manuels et collections de langues vivantes pour les collèges, lycées, universités et grandes écoles.
Vous avez une formation sciences humaines (Bac + 4) ; vous possédez, une solide expérience de l'enseignement, si possible en langues vivantes, et une connaissance structurée des besoins du marché des manuels. Vous pratiquez couramment l'anglais, l'allemand et l'espagnol ou l'italien. Une expérience supplémentaire de la fonction éditoriale sera un atout déterminant.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, sous réf. 90053/M, à la Gestion des Cadres du Groupe Livre HACHETTE - 24 Boulevard Saint-Michel - 75006 PARIS.

CURRICULUM







Profession battant

ECOLES DE COMMERCE, D'INGENIEURS, 3E CYCLE UNIVERSITAIRE, DEBUTANT OU EXPERIENCE COURTE

A la BNP, découvrez tout ce qu'une banque peut vous apporter. Adjoint d'un Directeur d'Agence, conseiller clientèle entreprise, responsable d'un service analyse crédit... Saisissez la balle au bond... et prenez l'avantage en venant rejoindre notre réseau commercial. La victoire est à votre portée : tous les métiers de la banque vous attendent !

Pour nous rencontrer en septembre et octobre à NANTES, TOULOUSE, BORDEAUX, LYON, NANCY et PARIS... N'attendez pas ! Ecrivez à la BNP - Direction du Personnel Recrutement - 5/7, rue Saint Fiacre 75002 PARIS. (Précisez la région choisie).

BNP

3616 JOB PLUS code BNP PLUS

MEDIAPA

Le Monde des Cadres

Dans un cadre international...

ORGANISER, PLANIFIER, COORDONNER, CONTROLER

Pour notre structure dans ses implantations en France comme à l'étranger, tout est urgent, tout est important. Derrière les besoins des uns et les actions des autres... il faut FAIRE, c'est là que se situe votre rôle d'

Adjoint au Directeur Technique/Logistique

Au sein d'un des services les plus importants de notre organisme spécialisé du secteur public, vous animerez :
* la planification et le suivi de projets immobiliers (chantiers, aménagement et implantation de sites nouveaux).
* la logistique et le transport à l'étranger des moyens et matériels utiles à nos opérationnels.

Diplômé d'une école d'Ingénieur, vous parlez Anglais, êtes mobile géographiquement pour de courts et fréquents déplacements. Vous avez une expérience d'au moins 5 ans en fonction technique ou logistique dans le secteur industriel.
Votre talent d'organisateur, votre autorité naturelle et votre sens aigu des relations humaines vous ouvriront de larges perspectives d'évolution.

Notre conseil vous remercie de lui adresser votre résumé de carrière (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la réf H/MDL/LM à **RPC 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS.**

membre de SYNTEC — EuroPA



Raymond Poulain Consultants

Responsable formation dans l'industrie

Nous sommes un des tout premiers groupes industriels français.
Notre Direction des Relations Sociales souhaite aujourd'hui renforcer son équipe Formation et Communication Interne.
Le véritable Chef de Projet que nous souhaitons intégrer sur des missions de formation, conçoit et organise les actions nouvelles, maintient et développe les actions engagées, propose des méthodes et outils principalement à partir des demandes des sites industriels dans le cadre des objectifs de la Direction Générale.
Professionnel de la Formation, à 30/32 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience de 7 ans environ a été acquise surtout en entreprise industrielle.
Vous y avez développé vos qualités d'analyse, d'écoute, d'animation et de persuasion.
Basé en très proche banlieue parisienne Ouest, ce poste, qui implique des déplacements en province, représente une ouverture de carrière véritable (sites industriels, filiales...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence M/165 X, à Olivier Chaumette, 0C Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris. Minitel : 42.36.10.30.



UNE VISION TRES INTERNATIONALE DES ACHATS

2300 personnes en France, CA 2,3 MdF, SKF est leader sur le marché du roulement. A l'avant-garde des nouvelles technologies, SKF innove et internationalise la fonction achats.
Vos produits ? Les consommables, emballages, abrasifs, outils coupants, produits pétroliers, services... dont vous négocierez habilement les prix, sans pour autant sacrifier à la qualité.
On a pu, au cours de vos précédentes expériences, apprécier votre dynamisme, votre sens du contact et de la négociation. Pour être écouté par votre équipe (2 acheteurs), et crédible auprès des fournisseurs, une formation de base technique serait un sérieux atout.
A 30/40 ans environ, vous vous passionnez pour votre métier et pour les voyages... Chez SKF vous n'en serez pas privé! Anglais bien sûr indispensable.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à notre Conseil PASCALE GALAMPOIX sous réf. 90/37/908 LM.

AXOME 65 Avenue de Wagram 75017 PARIS.

DESSEIN

SKF. le plus qui fait la différence





Une nouvelle usine ... et un responsable ressources humaines à découvrir.

Ce sera une belle usine, toute neuve, bien étudiée et située à 150 km de Paris. Avec ses consoeurs en Espagne, en Italie et en Grande-Bretagne, elle fait partie de la branche "aérosols" de CMB Packaging : N°1 européen de l'emballage, industrie en forte croissance.

Rattaché au Directeur de la Division, notre Responsable des Ressources Humaines prendra en charge tous les aspects de la fonction. Auxquels s'ajoute une mission complexe : le transfert du personnel de l'ancienne usine vers la nouvelle.

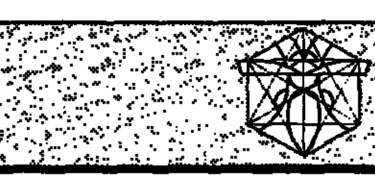
Vous avez 30 ans, de formation supérieure, 3 à 5 ans d'expérience comme N°1 ou N°2 dans une unité de production, vous êtes prêt à vous investir dans un job passionnant. Si vous êtes à l'aise en anglais, de brillantes perspectives d'évolution vous attendent dans cette multinationale française. Faites part de votre intérêt à Jean-Michel Court, associé de Sirca, 140 boulevard Haussmann 75008 Paris, en précisant la référence 182 120 M ainsi que votre niveau de rémunération.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

Société de conseil, basée à Evry, intervenant dans les domaines du développement local, social et urbain et de la formation,
recherche un(e)

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES

pour l'étude et la mise en œuvre de systèmes de communication télématique.
Niveau BAC + 4, utilisation informatique (MAC)
Expérience 3 ans minimum
Connaissance des domaines d'intervention souhaitée.
Envoyer C.V. et prétentions sous n° 8 014
Le Monde Publicité – 5, rue de Monttessuy – 75007 Paris.



INVESTOR

(530 MF CA - Effectif : 130 personnes)
PARIS - LYON - MIDI - ESPAGNE
Nous sommes une société de promotion immobilière en forte croissance. Nous réalisons une large gamme de produits immobiliers (Appartements, maisons, bureaux, loisirs, résidences de personnes âgées). Nous recherchons notre

RESPONSABLE ADMINISTRATIF
POUR NOTRE SIEGE A LYON

Dans un premier temps, avec une équipe légère, vous serez responsable de nos fonctions administratives et juridiques.

Vous serez également en charge du suivi budgétaire de notre société de service ainsi que de l'évolution de notre outil informatique (micros en réseaux).

Très rapidement, vous devrez renforcer cette équipe, l'organiser et la manager pour qu'elle réponde aux besoins de notre expansion.

Vous avez 30 à 35 ans, une formation supérieure et une expérience réussie du management de la fonction administrative dans une société de service en fort développement.

Nous vous offrons des responsabilités immédiates et de réelles perspectives d'évolution.

Vos connaissances dans les domaines informatique et budgétaire seront un plus.

Merci d'adresser votre candidature complète (CV + lettre manuscrite + photo) sous réf. RAM 09 à Michel PERRIN :



41 quai Fulchiron, 69005 Lyon. 78.38.31.77.
PARIS-LILLE-LYON-MONTREAL

BAC + 4 (ESC, Sc Eco)

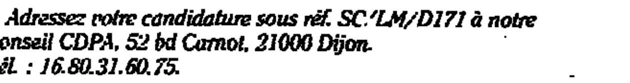


- ***4 500 personnes***
- ***CA 2 milliards de francs***
- ***15 unités de production***
- ***Filiale de SARA LEE CORPORATION, 1er groupe mondial dans son secteur.***

Rattaché à la Direction lingerie ROSY, vous établissez les plans d'approvisionnement en matière première et fournitures, les plans de production à moyen et court terme et participez à l'élaboration des prévisions de vente.
Rigoureux, vos qualités de gestionnaire et de négociateur vous permettent d'être autonome dans ce poste convenant à un débutant.
Un candidat de valeur et ambitieux peut évoluer au sein de la société.

Le poste est basé à Autun (71).

■ *Adressez votre candidature sous réf. SC/LM/D171 à notre Conseil CDPA, 52 bd Carnot, 21000 Dijon.*
Tél. : 16.80.31.60.75.





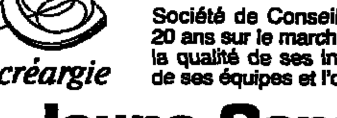
Le Groupe Francom, implanté dans dix villes en France, est leader de la **communication d'entreprise.**
200 collaborateurs, honoraires 1990 : 100 MF

Sa filiale **Bernard Emsellem Consultants,** société d'études et de conseil en marketing et en communication, recherche **Deux collaborateurs ayant acquis au sein d'un institut, la maîtrise des études qualitatives marketing notamment dans le domaine des services et des biens d'équipement :**

UN CONSULTANT SENIOR
(7-8 ans d'expérience)

UN CONSULTANT JUNIOR
(2-3 ans d'expérience)

Merci d'adresser votre dossier de candidature, CV + photo + prétentions à :
Marie-Christine Gout, Groupe Francom,
6, rue Paul Cézanne, 93360 Neuilly-Plaisance



Société de Conseil reconnue depuis plus de 20 ans sur le marché français et européen pour la qualité de ses interventions, la compétence de ses équipes et l'originalité de ses méthodes.

Jeune Consultant
en Management Stratégique

Conseiller les Entreprises, optimiser leur réflexion sur le plan de la stratégie, du management et de l'organisation, constituent une part importante de nos missions... pour les réussir et proposer des solutions innovantes, vous vous appuierez sur vos capacités d'observation, d'analyse, de synthèse et bien sûr, vos qualités relationnelles.

Une formation supérieure BAC +5 (IEP, ESC...), une première expérience dans le conseil, au sein d'une DRH ou d'un département Organisation, sont les bases de votre réussite. Vous serez encore plus performant si vous avez une bonne connaissance de la psycho-sociologie des Organisations.

Pour intégrer notre équipe jeune et polyvalente de 15 consultants et pour conduire avec nous notre développement en France et à l'Etranger, vous êtes naturellement disponible, enthousiaste et autonome.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. C1081MO à notre conseil NERVET PONT 15 rue Cardinet 75017 PARIS.

nervet pont conseil

CURRICULUM

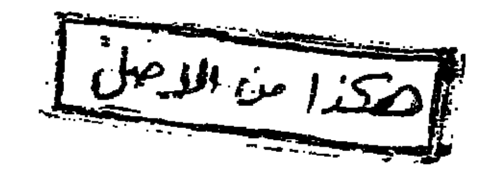


JEUNE ORGANISATEUR

De formation supérieure (BAC + 4, Maîtrise de gestion, d'économie...), vous êtes débutant, et souhaitez vous investir dans une fonction exigeant de la rigueur, d'excellentes qualités relationnelles, d'analyse et de synthèse.

Intégré au service Organisation et Micro-Informatique, vous prendrez en charge, en collaboration avec les informaticiens et les responsables opérationnels, la définition et le recensement des besoins du département, interviendrez dans le choix des moyens (organisation, procédures, outils informatiques) et dans leur mise en place.

Adressez votre candidature à
Catherine LECHANGEUR, sous réf. CL/OR
à la Gestion du Personnel
BP 342-09 75428 PARIS CEDEX 09.



PIERRE FABRE

recherche son

CHEF DE CABINET

Pierre Fabre

Vous remplacerez l'actuel titulaire appelé à occuper une fonction opérationnelle au sein de l'Entreprise.

Les LABORATOIRES PIERRE FABRE emploient 4 000 personnes en FRANCE et à l'ETRANGER.

En 1989, notre EXPANSION a permis une AUGMENTATION du C.A. de 35% et l'arrivée de 670 Collaborateurs.

L'Entreprise est présente dans trois secteurs d'activités :
- PHARMACEUTIQUE (Médicaments),
- MEDICATION FAMILIALE (O.T.C.),
- DERMO-COSMETIQUE (sélective).

Ancien élève d'une GRANDE ECOLE de Marketing ou de Gestion, ou de formation équivalente, vous avez une EXPERIENCE SIGNIFICATIVE dans l'INDUSTRIE.

Vous ASSISTEREZ le PRESIDENT dans toutes les tâches non directement assumées par les Opérationnels ou les Fonctionnels spécialisés... mais vous êtes à la croisée de toutes les actions et informations !

Le poste est basé à CASTRES (50 000 habitants), dans le TARN, où sont situées toutes les Directions, y compris, bien entendu, la Direction Générale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre *manuscrite, C.V., photo*), à **PIERRE FABRE S.A.** Direction des Ressources Humaines - Réf. D 261/2 11, rue Théron Périé - 81106 CASTRES CEDEX.

Industrie Pharmaceutique et Cosmétique (4.000 personnes C.A. 3 Milliards)

MEDIAPA



Caisse d'Epargne Ecureuil des Bouches-du-Rhône et de la Corse

Avec 1.400 personnes, *45 milliards de total bilans, nous sommes le premier établissement financier régional.* Pour prendre une part active dans notre expansion et dans la réussite de nos mutations techniques et organisationnelles, nous recherchons:

DIRECTEUR DE L'ORGANISATION

A ce poste nous vous confierons: le pilotage d'une unité de 25 personnes (experts en organisation, ingénieurs d'études), *chargée de l'étude*, de la création, de la validation et de la mise en œuvre de l'ensemble des processus administratifs, automatisés ou non, destinés à assurer la gestion de nos services bancaires. Vous êtes âgé *d'au moins 35 ans*, de formation supérieure, vous disposez d'une expérience réussie de l'organisation et/ou de l'informatique, acquise comme *responsable organisation, directeur d'études*, directeur de projets, consultant, au sein d'un établissement financier, crédits, assurances ou société de services. Votre dynamisme, vos qualités de management seront les atouts de votre réussite. (Réf. *A/X5179M*)

INGENIEURS EN ORGANISATION

Vous rejoindrez notre équipe responsable de la conception et de la réalisation du back-office de nos produits et services. A ce poste, votre mission sera la recherche, la création, la validation et la mise en œuvre des processus et outils destinés à la gestion de nos activités bancaires. Vous *dirigerez des projets mobilisant des équipes pluridisciplinaires* que vous animerez. Vous êtes âgé d'au moins 28 ans, vous disposez d'une formation *supérieure et/ou d'une forte expérience* professionnelle. Votre expérience dans la conduite de projets informatiques ou para-informatiques comme chef de projets ou organisateur, votre connaissance du monde bancaire vous permettront de réussir à ce poste. (Réf. A/X5175M)

Ecrire à B. COULANGE *en précisant la référence choisie* - ***PA Consulting Group* - *11, cours Gambetta* - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.21.12.72.** (PA Minitel 36.15 code PA)



Notre groupe, leader européen dans sa spécificité, crée pour son Département Marketing le poste d' :

Attaché de presse H/F

Vous avez 30 ans environ, une formation EFAP, CELSA, 2 à 3 ans d'expérience au sein d'une Entreprise de biens d'équipements (bureau, industriel ou services); *vous savez vous servir d'un Macintosh* (gestion des dossiers), parlez Anglais.

Vous vous occuperez de toutes les relations extérieures, y compris la presse, tiendrez votre budget, suivrez l'argus de la presse. Vivacité, aisance relationnelle et rédactionnelle, beaucoup d'idées... Vous devez devenir vite indispensable.

Notre projet vous plaît, alors merci d'adresser votre dossier de candidature sous *référence* A/09/02 à notre Conseil, Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS,
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS



(Organisation et Publicité)

Nous recherchons pour notre société d'audience nationale et internationale dans un secteur de haute technologie un :

Chef de groupe achats

Rattaché au Directeur des Achats, dans le cadre de la politique Achats définie par ce *dernier, vous aurez à manager le groupe* Achats investissement, exploitation, logistique, atteindre les objectifs fixés, assister les *acheteurs dans leurs négociations, recevoir* les fournisseurs, négocier les conditions d'achat...

Vous animerez une équipe de 3 personnes. Nous souhaitons rencontrer un INGENIEUR *ou un SUP de CO de formation spécialisée* ACHATS (type ESAP ou M.A.I.), avec 2 à 5 ans d'expérience dans une fonction similaire, *et parlant Anglais*.
Votre succès à ce poste vous permettra d'évoluer au sein de notre Groupe.

Si vous vous sentez concerné par cette opportunité, merci d'adresser votre candidature sous référence A/09/10 à notre Conseil,
Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS,
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS



(Organisation et Publicité)

Diriger un établissement hospitalier privé

PICARDIE

Un établissement hospitalier privé (Effectif 250 personnes - C.A. *83 MF) qui possède une excellente réputation* sur le plan régional, grâce à la compétence de ses équipes médicales et chirurgicales pluridisciplinaires (n = 60 personnes) *utilisant un plateau technique ultra-moderne*, recherche un **DIRECTEUR.** Sous l'autorité du Médecin Président de la Société d'Exploitation, il sera chargé d'assurer la gestion intégrale de *l'établissement : définition d'investissements*, gestion du personnel, administration générale, supervision de la comptabilité effectuée sur IBM AS 400. Il assurera toutes *les relations avec les autorités de tutelle* et les pouvoirs publics. Ce poste conviendrait à un candidat H ou F âgé d'environ 40 ans, de formation Ecole Nationale de Santé (Rennes ou Montpellier), *ESC et possédant* impérativement plusieurs années d'expérience de la gestion d'un établissement de santé. Il sera familiarisé avec le montage et le suivi des dossiers administratifs *importants à défendre* auprès des autorités de tutelle et des pouvoirs publics.

Ecrire sous référence 1301 M à *GRH CONSEILS* - 43, rue de la *Brèche-aux-Loups* - 75012 PARIS. Discrétion assurée.

GRH Conseils

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CHARENTE

recrute pour le

Service Départemental d'Aide à la Vie Associative

UN ADJOINT AU CHEF DE SERVICE CHARGÉ DE LA CULTURE

Les candidats disposeront d'une formation spécialisée dans ce domaine et d'une *première expérience dans le montage* de projets culturels.

Adressez curriculum-vitae, photo et *prétentions* à :

M. le Président du conseil général de la Charente
Service des Ressources humaines – BP 1 404
31, bd Emile-Roux – 16017 Angoulême Cedex

Filiale d'un groupe international (7 milliards de CA), nous fabriquons et commercialisons des chaudières et des chauffes-eau destinés à l'habitat. Avec une marque bénéficiant d'une très forte notoriété spontanée, nous réalisons 1 milliard de CA, dont plus de 60 % à l'export. Pour mener à bien notre redéploiement, nous recherchons des candidats de formation commerciale supérieure, ayant entre 3 et 5 ans d'expérience, désireux de s'intégrer dans une nouvelle Direction Marketing et de partager ses challenges. En raison de notre implantation internationale, la pratique de l'anglais *leur sera nécessaire. La connaissance du monde du Bâtiment est un atout appréciable.*

RESPONSABLE MARCHES

Homme d'analyse et de synthèse, vous prendrez la responsabilité de l'ensemble des marchés France et Export : analyse et suivi de la concurrence, constitution et gestion d'une banque de données, études quantitatives et qualitatives. Cette fonction, qui exige une grande ouverture d'esprit, implique des *relations constantes* avec notre force de vente et les Directions de nos filiales commerciales étrangères. Réf. CL 1/31660.

RESPONSABLE PRODUITS

Parce que vous alliez le goût de la technique et de la qualité, nous vous confierons la compétitivité de *nos gammes. Vous établirez le cahier des charges et le positionnement des produits France et Export*, vous en suivrez l'élaboration avec nos usines et en assurerez le lancement. Vous fixerez enfin les tarifs en collaboration avec le Responsable Marchés. Réf. CL 2/31660.

RESPONSABLE PROMOTION - PUBLICITE

Passionné de communication, créatif et rigoureux, vous prendrez en charge, en relation avec nos agences, l'ensemble des *opérations publicitaires de la société (Presse, PLV, catalogues, documentations, etc). Vous concevrez et mettrez en œuvre* les actions promotionnelles. Enfin, vous organiserez notre participation aux expositions et manifestations professionnelles. Réf. CL 3/31660.

Motivé par ces postes basés à CHATOU (78), adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sans oublier de préciser la référence, qui transmettra.

CONTESSE - 38 rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET

CONTESSE

Le Monde des Cadres

Presse Professionnelle

JOURNALISTE

Notre revue mensuelle spécialisée s'adresse à tous les professionnels de la chaîne graphique. Elle informe sur les équipements, les fournisseurs, les marchés ainsi que sur les stratégies des différents acteurs de cette branche d'activité. Connue de longue date pour le sérieux de ses investigations et pour son action professionnelle, la rédaction cherche aujourd'hui à étoffer son équipe de permanents.

Entre 25 et 30 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une première expérience du journalisme et vous avez un intérêt pour les problèmes de fabrication ou d'édition. Prêt à vous immerger totalement dans ce milieu, vous parlez l'Anglais, l'Allemand ou l'Italien.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 46/3366 F à :

EGOR COMMUNICATION ET MEDIAS **EGOR**
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM



recrute par concours

7 ADMINISTRATEURS DES SERVICES

(femmes ou hommes)
juristes, économistes, scientifiques
ou gestionnaires de formation supérieure.

Ce concours est ouvert aux candidats de nationalité française, titulaires d'une

licence ou d'un diplôme équivalent
et âgés de 20 à 40 ans (possibilité de dérogations).

Date limite de retrait des dossiers .	19 octobre 1990
Date de clôture des inscriptions ...	26 octobre 1990 (17 h)
Épreuves d'admissibilité	10, 11, 12 décembre 1990
Épreuves d'admission	janvier-février 1991

Pour tous renseignements s'adresser au :
Service du Personnel
233, bd Saint-Germain 75007 PARIS
Tél. : 40-63-87-05 ou 40-63-87-07

ORGANISME LEADER DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
recherche

INGENIEURS ET CADRES
DES INDUSTRIES DU VETEMENT
& DU SECTEUR TRANSPORT ROUTIER

pour une fonction d'encadrement et d'animation d'un réseau de formateurs.

Ils auront notamment à :

- assurer la liaison avec les entreprises et les organisation professionnelles de leur secteur,
- adapter les formations aux besoins nouveaux des entreprises

Les postes proposés sont basés sur NANTES.

Rémunération : 200 000 à 250 000 F/an.

Envoyez lettre, CV, photo à : C.P.T.A. - 23, rue de la Rivaudière
C.P. 0101 - 44800 ST HERBLAIN cedex.

ville d'Orléans

(Loiret) - 107 000 habitants, recrute

CHARGÉ DE MISSION

pour le service de l'ACTION ÉCONOMIQUE

De formation supérieure en économie commerce, vous participerez au sein d'une équipe de 8 personnes au développement de la Ville en assurant :

- le repérage des acteurs privés (les entreprises et leurs organisations) afin de générer des dynamiques à partir de leur formation et de leur savoir-faire ;
- le développement de réseaux de contacts, notamment au niveau de la Communauté européenne ;
- la prospection de nouvelles entreprises, en France et à l'Étranger (notamment Europe du Nord), susceptibles de créer des unités industrielles ou tertiaires ;
- la commercialisation des parcs d'activités d'Orléans ;
- et l'ingénierie financière, juridique, commerciale et technique nécessaire à l'implantation.

Merci d'adresser votre candidature :
lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et prétentions financières à M. le Député Maire d'Orléans, Direction du Personnel, 45040 ORLÉANS Cedex 1, au plus tard le 15 septembre 1990.

Avec 1 800 personnes, 1,4 milliard de C.A., le Groupe FOURNIER, PME internationale, diversifiée en pharmacie, produits adhésifs grand public et industrie recrute pour sa Division Pharmacie



DOCUMENTALISTE EN PROPRIETE INDUSTRIELLE H/F

Le candidat sera chargé d'assister le responsable du Service Brevets dans la rédaction des brevets, les recherches d'antériorités et les études de brevetabilité et liberté d'exploitation.

Il devra avoir :

- une formation de base en chimie organique (maîtrise ou DEA),
- une formation complémentaire dans l'interrogation des bases de données chimiques et brevets (Chemical Abstracts, Derwent, Inpadoc...),
- une première expérience professionnelle dans ce domaine,
- anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence MN/LM3 à : Laboratoires FOURNIER, Service du Recrutement, 50 rue de Dijon, 21121 Daix.

Chargé(e) de recherche

Dans le cadre de notre développement, nous souhaitons renforcer notre cellule "recherche".

Au sein de notre équipe de conseil en recrutement, votre rôle est stratégique. Travaillant en étroite collaboration avec nos consultants, vous êtes directement impliqué(e) dans la conduite des missions que nous menons pour des postes et des secteurs d'activités variés.

Ce poste s'adresse à une personne autonome, ayant une expérience réussie dans ce domaine et souhaitant investir son potentiel dans une structure où confiance partagée et prise de responsabilités vont de pair.

Nous traiterons votre dossier de candidature (réf. CR/LM) en toute confidentialité.

SM Conseil 38 rue de Lisbonne - 75008 Paris

ÉCOLE DES PARENTS
recrute

1) CHEF DE PUBLICATION DEUX REVUES

4/5e de temps

Expérience journalisme. Bon niveau sciences humaines et de l'éducation. Rédaction, rewriting. Organisation et mise en œuvre. Politique éditoriale.

2) JOURNALISTE

Formé aux sciences humaines. 4/5e de temps. Collaborateur du Rédacteur en Chef.

Pour chaque poste adresser lettre manuscrite + CV + photo :
Président FNEPE, 5, impasse Bon-Secours, 75011 Paris

LA VILLE D'ARGENTEUIL (Val-d'Oise)
96 000 habitants
RECRUTE POUR

LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN

SON DIRECTEUR

Chargé de la mise en œuvre du projet de Ville.

Il assurera le suivi et la coordination opérationnelle et financière des projets d'aménagement et d'urbanisme en liaison avec les partenaires internes ou externes à la structure communale.

Ce poste conviendrait à un urbaniste de formation économique ayant acquis de préférence une expérience de 3 à 5 ans sur un poste similaire.

CHARGÉ D'ÉTUDE EN URBANISME

Placé sous la responsabilité du responsable de l'atelier d'urbanisme, il sera chargé d'études générales d'urbanisme, du montage et du suivi des dossiers pré-opérationnels (ZAC, projets de quartier, études de faisabilité).

Ce poste conviendrait à un professionnel expérimenté (3 ans minimum) titulaire d'une formation du troisième cycle universitaire en urbanisme.

Une expérience en matière de déplacement urbain et la pratique du dessin seraient appréciées.

Recrutement par voie de mutation d'un ingénieur en chef souhaité.

2 AGENTS DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Pour la mise en œuvre des projets dans le cadre de l'opération Développement social des quartiers.

Le premier sera chargé de la coordination de l'atelier d'aide aux devoirs. Dans ce cadre, il assurera la coordination des actions menées par les différents acteurs locaux dans le cadre des P.A.E.

Le second sera responsable de la coordination des actions en direction des adultes, principalement dans le domaine culturel.

Pour ces deux postes, nous recherchons des cadres de formation sciences humaines (D.S.T.S., sociologie, ...). Une expérience sur un projet Développement social des quartiers est fortement souhaitée.

Contrat à durée déterminée de 3 ans.

RESPONSABLE DU SERVICE DES DROITS DES SOLS

Il sera chargé de la gestion administrative du service (6/7personnes), du suivi des procédures opérationnelles (Z.A.C., D.U.P., P.O.S, ...) et du contentieux de l'urbanisme, de l'assistance juridique de la D.D.U. et du suivi de l'actualité juridique (jurisprudence, textes, ...).

Pour ce poste, nous recherchons un cadre ayant une bonne connaissance du droit de l'urbanisme.

Une première expérience dans ce domaine serait appréciée.

Recrutement par voie de mutation d'un attaché territorial ou d'un ingénieur souhaité.

ARCHITECTE

Pour son atelier d'urbanisme

Placé sous la direction du responsable de service, il sera chargé des études générales d'urbanisme et du suivi des dossiers pré-opérationnels (études de faisabilité, études préalables), du conseil architectural auprès du service du droit des sols (accueil et dialogue avec un public d'usagers, de promoteurs et de travail en équipe avec les instructeurs).

Ce poste conviendrait à un architecte sensibilisé au contexte urbain ayant le goût du travail d'équipe et le sens du dialogue.

La connaissance réglementaire du droit des sols serait appréciée.

Recrutement par voie de mutation ou après inscription sur liste d'aptitude.

Pour ces postes envoyer lettre, C.V. + photo à :
Monsieur le Député Maire d'Argenteuil
BP 721 – 95107 ARGENTEUIL CEDEX

Importante société d'ingénierie
souhaitant renforcer
sa Direction Administrative et Financière,
recherche pour ses activités internationales :

UN CADRE SUPÉRIEUR

ayant 5 à 10 ans d'expérience et ayant pratiqué :

- la négociation des contrats internationaux d'études et de travaux ;
- les méthodes de financement des grands projets ;
- les mécanismes français d'assurance et d'aide à l'exportation.

Profil :

- Diplômé HEC, ESSEC ou équivalent ;
- Anglais courant, allemand apprécié ;
- Aptitude à l'organisation et au commandement ;
- Goût des déplacements à l'étranger et des contacts commerciaux ;
- Connaissances solides en droit international et en comptabilité.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 8017
Le Monde Publicité - 5, rue de Monttessuy - 75007 Paris.

Société implantée dans le Sud-Ouest
Filiale d'un grand groupe industriel
recrute

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

(ENSAM, ETP, INSA ou équivalent)

débutant ou ayant quelques années d'expérience.

Il aura en charge la conception et la réalisation de divers projets d'installations gazières ou de transport.

Ecrire sous n° 8 013 – *Le Monde Publicité*
5, rue de Monttessuy – 75007 PARIS

AGENCE D'URBANISME DE LA RÉGION GRENOBLOISE
recherche

UN INGÉNIEUR TRANSPORTS

6 ans d'expérience minimum dans domaine études déplacements urbains.

Capacité de traitement d'enquêtes, modélisation, pratique d'outil techniques correspondants. Habitude contact collectivités publiques appréciée.

Rémunération brute 180 000 F, plus si compétences.

Les fonctions seraient à pourvoir à partir du 15 octobre 1990.

Adresser candidature (CV détaillé et photo), avant le 20 septembre 190 à : AURG – 21, rue Lesdiguières – 38000 Grenoble – Tél. 76-46-38-72.

Biofutur recherche son

REDACTEUR EN CHEF ADJOINT (H/F)

D'une formation de haut niveau (universitaire/grande école), passionné par les implications scientifiques, techniques, économiques, éthiques des biotechnologies, il a le sens de l'écriture et du travail d'équipe.

Une expérience dans la presse serait appréciée.

Adresser lettre de candidature, CV photo et prétentions sous réf. *Biof-CN* à :



Editions Scientifiques
E L S E V I E R
29, rue Buffon, 75005 Paris.

IMPORTANT ORGANISME DE PROTECTION SOCIALE
recrute

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE DE PRESSE

au sein du département Communication

PROFIL DU POSTE :

- Relations média à haut niveau.
- Capacités rédactionnelles affirmées.
- Animation d'une équipe.

4 à 5 ans d'expérience professionnelle similaire exigée.

Envoyer curriculum vitae + photo + prétentions à :
CNAMTS, 66, avenue du Maine - 75694 Paris Cedex 14

OXO

Société Conseil en Stratégie Interne, Systèmes d'Information, Organisation & Communication d'Entreprise

NOUS RECRUTONS
POUR NOTRE FILIALE OXO INDUSTRIE :

CONSULTANTS

Ingénieurs Grandes Ecoles ou Consultants confirmés bilingues (Portugais, Italien, Anglais, Allemand...) avec 5 ans d'expérience au minimum, vous interviendrez auprès de Groupes Industriels en France et en Europe dans des missions de Conseil en Organisation et Production. (Réf. LM/04)

CANDIDATURE AVEC PHOTO :
Martine RUESCAS - OXO GROUPE 148, rue de Rivoli - 75001 Paris



Compétences et Structures
a le plaisir de vous communiquer
sa nouvelle adresse
4, rue Raoul Dufy 75020 PARIS
Téléphone (1) 43 49 55 11
Télécopie (1) 43 49 02 66

هكذا من الأصل



Le Monde des Cadres



Numéro 2 du Magazine.

La qualité de la communication avec nos abonnés est, pour nous, un objectif majeur. Le "Magazine", qui tire, comme vous le savez, à 3 millions d'exemplaires, en est un élément essentiel. Vous pouvez en devenir le rédacteur en chef-adjoint.

Cinéphile, vous avez une solide culture générale, appuyée sur une formation supérieure orientée communication, une plume alerte et rigoureuse, une première expérience de journaliste et/ou de secrétaire de rédaction.

Vite, une lettre argumentée à notre conseil Elizabeth Morin, associée de Sirca, 140 bd Haussmann 75008 Paris sous référence 183562 M, si vous pensez pouvoir apporter votre contribution à une équipe motivée, dans un climat convivial mais exigeant. Merci de préciser votre rémunération actuelle.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

Organisateur senior

Moteur de notre développement social

(1) 42.27.40.27

Brasseries Kronenbourg

Nº 1 français sur le marché de la bière, CA de 5,3 Mds, 2800 personnes.

Diplômé d'une Ecole d'Ingenieurs ou de Commerce à 30 ans environ vous possédez 2 à 3 ans d'experience acquise soit en organisation, soit dans un poste opérationnel en usine.
Au sein de notre Direction des Relations Humaines et Sociales, vous prenez en charge nos projets d'organisation a dominante industrielle ou logistique depuis l'animation de l'etude jusqu'a la réalisation. Innover, anticiper les evolutions technologiques, améliorer la productivite et le professionnalisme des hommes: vos objectifs sont multiples pour mener à bien vos chantiers
En contribuant efficacement a notre developpement social, vous vous ouvrirez les portes de nouvelles opportunités chez KRONENBOURG ou dans le Groupe.
Poste basé a Strasbourg

Vous voulez en savoir plus sur ce poste appelez le (1) 42 27 40.27 ou adressez votre candidature sous ref EP 118M a BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Teheron, 75381 Paris Cedex 08.

BSN

Domofrance

DOMOFRANCE, SA d'HLM de très grande notoriété en Aquitaine, recherche :

L'ADJOINT DU DIRECTEUR

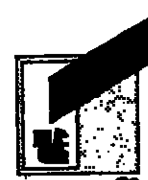
de son Département HABITAT LOCATIF

Véritable "bras droit" du Directeur de ce centre de profit très important (16 000 logements gérés, 1000 réhabilitations et environ 200 constructions par an), il sera étroitement impliqué dans l'harmonisation des relations de la société avec ses locataires.
Coordination des actions des services fonctionnels du siège et des antennes décentralisées, amélioration et contrôle des procédures (comptables, administratives, informatiques...), tels seront quelques uns de ses domaines d'intervention.
Les implications multiples de cette fonction la destinent à un professionnel confirmé de l'immobilier et de l'animation des hommes dans ce secteur, disposant d'une formation supérieure en gestion/economie et si possible en technique du bâtiment.
Le poste est à pourvoir à Bordeaux.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 35/3633 A à :

EGOR AQUITAINE
29, cours Georges Clémenceau
33000 BORDEAUX

EGOR
PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Conquérir le marché du crédit bail



sorefi FRANCHE-COMTE

Structure régionale d'un groupe financier de tout premier plan.

Au sein de la cellule "Marché de l'économie locale", vous commercialiserez les produits de crédit bail de nos filiales, sur le secteur des PME-PMI francomtoises.
De formation supérieure, 30 ans environ, vous avez acquis une expérience bancaire de 6 ans minimum dont 3 ans dans la gestion d'un portefeuille de PME-PMI.
Votre professionnalisme et votre aptitude à travailler sur objectifs seront les gages de votre réussite.
Poste basé à Besançon. Fréquents déplacements.

■ *Adressez votre candidature sous réf. LP/B22 à notre Conseil CDPA, 10 av. Clémenceau, 25000 Besançon. Tél. : 80 31 60 75.*

DIJON PARIS **CDPA** LYON BESANÇON

Chep France Le système bleu

H/F 250 000 F

300 personnes, 350 millions de francs de CA et un service d'une très grande notoriété font de nous le nº1 en France et en Europe de la location de palettes et de conteneurs. Notre progression annuelle de 30 % est liée à l'évolution permanente et originale de nos produits. Nos clients figurent parmi les grands noms de l'industrie et de la distribution moderne. Aujourd'hui, nous renforçons notre DRH et recherchons notre :

Responsable Recrutement/Formation et Développement des carrières

A 30/35 ans, votre formation de psychologue et votre expérience de cinq ans minimum en recrutement, font de vous un bon spécialiste dans ce domaine. En prenant en charge la totalité des recrutements de la société, ainsi que la formation et le développement des hommes, vous serez le véritable conseil des différents hiérarchiques. Nous vous formerons, en outre, à nos méthodes modernes de gestion des ressources humaines. Vous aurez un poste autonome avec de réelles responsabilités. Notre conseil : INFRAPLAN – 83 Boulevard Raspail - 75006 PARIS, attend dès à présent votre dossier complet, en précisant la référence DC/1M2.

MEMBRE DE SYNTEC

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

VIVONS ENSEMBLE LE PARI D'UNE FONCTION MARKETING ACHAT

HAIRONVILLE SA

conçoit, fabrique et commercialise des produits de couverture, bardage pour le bâtiment. 1,5 milliards de CA, + 25 % de croissance, des produits à la pointe des techniques font de nous les Nº1 des aciers profilés. De nouveaux concepts, de nouveaux produits sont à l'origine de notre développement en France et à l'étranger. Dans ce contexte, nous recrutons :

RESPONSABLE DU SERVICE ACHAT

Vous intervenez dans la définition de la politique d'achat-approvisionnement, et mettez en œuvre une stratégie marketing incluant l'audit permanent du marché fournisseur France/Export, en vue de l'adéquation coût / délai / service / qualité à nos besoins et à vos interlocuteurs internes et externes. Optimiser, rationaliser, former sont les atouts de votre mission.
A 30 ans mini, de formation supérieure (Grande Ecole d'ingénieurs ou de Commerce), bilingue anglais ou allemand, vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans dans une fonction achats (en tant qu'adjoint ou chef de groupe) dans l'industrie grande métallurgie ou dans un environnement technique utilisant des techniques modernes informatisées.
Ce poste est basé à Bar le Duc (préfecture de la MEUSE), notre siège social.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous référence 3455/HAM à notre conseil :
17, rue Courmeaux - 51100 REIMS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE

Etablissement public de l'Etat
recherche

CHEF DE LA DIVISION ADMINISTRATION ET FINANCES

Profil recherché :
- Cadre confirmé de formation supérieure (bac + 4 minimum) ayant déjà occupé des fonctions de responsable administratif (ou fonctionnaire de l'Etat ou territorial de catégorie A), âgé de 30 ans minimum ;
- Excellente connaissance des finances publiques et des procédures comptables informatisées ;
- Maîtrise du droit de la fonction publique et de la gestion du personnel ;
- Homme de dialogue possédant le sens des relations sociales, aimant le travail en équipe et excellent rédacteur.

Rémunération :
Emploi classé en catégorie I des Agences de l'eau (I.B. 659-A3). Rémunération en fonction de la qualification (base : 170 KF).

Renseignements complémentaires :
Richard STOCK - Directeur-adjoint - Tél. : 87-34-47-09.

Candidatures à adresser à Monsieur Jean-Luc LAURENT, directeur de l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE BP 19 - 57161 MOULINS-LÈS-METZ

Important Groupe Industriel Français (CA : 4 Mds)

Chargé(e) de Communication

Rattaché(e) directement au PDG, vous serez l'interlocuteur de la presse, garant de la communication externe de la Société, et apte à rédiger des synthèses financières.

En relation avec le DRH, vous coordonnerez les informations internes et participerez à la mise en place des outils de communication de l'entreprise.

A 30 ans environ, de formation Sciences Po ou maîtrise de communication, vous possédez une expérience similaire de 3 à 5 ans en Entreprise ou en Agence.

Poste basé dans les Yvelines.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence M/737/N à notre conseil qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers & Lybrand consultants
Executive Selection
20, rue de Boulainvilliers
75016 Paris



Nous sommes l'un des grands opérateurs en Aménagement, Construction et Gestion immobilière (20.000 logements, 430 personnes), basé à Saint-Maur des Fossés (94).

Notre Schéma Directeur Organisation et Informatique entre en phase opérationnelle.
Nous recherchons donc le

Jeune organisateur interne

(création de poste) H/F

qui renforcera notre équipe Organisation (3 personnes), et participera activement à la mise en place d'un système d'informations ambitieux, devant susciter des changements importants.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Gestion (Cat. A), vous possédez une expérience professionnelle réussie d'au moins deux ans, acquise de préférence en Cabinet. Vos qualités d'organisateur - rigueur intellectuelle, aisance de contact, flexibilité et ouverture d'esprit - vous permettront d'évoluer dans des domaines variés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 4303-0 à notre Conseil. Confidentialité assurée.

SEQUOIA CONSULTANTS 60, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS

Collectivité Publique
recherche un

Chargé de mission (H/F)

Votre mission: chargé de préparer des notes de synthèse sur des sujets très variés, d'organiser des réunions, vous aiderez à l'élaboration de la communication interne et externe de cet organisme.
Votre profil: éventuellement diplômé de l'enseignement supérieur (Droit, Science Po, Science Eco), curieux d'esprit, vous possédez une grande faculté de synthèse, une capacité de travail vous permettant de vous adapter rapidement. Une expérience de quelques années dans le domaine public ou para-public sera considérée comme un plus.

Envoyer C.V. + photo sous réf. LBG 990 K au Florian Mantione Institut, Conseil en recrutement, 33 rue des Tuiliers 69008 Lyon ou consulter la définition de fonction sur Minitel 3615 code SOFTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

Chef de Publicité

Spécialisés dans la Communication pour l'Emploi, nous avons rejoint en cinq ans le peloton de tête de notre activité.

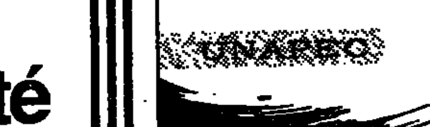
A 25 ans environ et de formation supérieure, vous êtes le contact, le conseil, vif et intelligent d'une clientèle exigeante et de haut niveau.
Avec rigueur, autonomie et efficacité, vous gérez les budgets : du conseil rédactionnel au suivi de la fabrication des annonces.

Votre aisance transparaît au téléphone ou en direct : culture et bonne expression obligent.

L'écoute, le pragmatisme et l'enthousiasme vous caractérisent et vous avez, si possible, une expérience de type vente de services.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MCP à ER Ressources Humaines, 118, rue de Tocqueville, 75017 PARIS

ER Ressources Humaines



UNAPEC, association de formation (loi 1901) intervient auprès du personnel des établissements de l'enseignement scolaire privé (chefs d'établissements, enseignants, personnels divers).

RESPONSABLE DE FORMATION

Au sein de l'équipe chargée des formations externes, votre mission sera de : • participer à l'élaboration de plans de formation (analyse des besoins, rédaction du cahier des charges, appels d'offre) • préparer des dossiers pour les commissions concernées présentant et évaluant la qualité des propositions issues des centres de formation • suivre et évaluer la mise en œuvre de plans de formation • mettre à jour et diffuser l'information administrative, juridique et pédagogique et jouer un rôle de conseil auprès des intéressés pour leur orientation et leur qualification.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (maîtrise en Droit ou Gestion souhaitée), vous avez une expérience de 3 ans en tant que Responsable de Formation (en entreprise, dans une association de formation ou un fonds d'assurance formation).

Intéressé ?
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Isabelle CASTAGNE - Responsable des Ressources Humaines UNAPEC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

MEDIAPA

Le Monde des Cadres

OPAC D'AMIENS

Etablissement à vocation régionale gérant 13 000 logements locatifs

RECRUTE

UN CONDUCTEUR D'OPÉRATION

Architecte ou ingénieur, dans le cadre du développement de ses missions d'aménageur et de mandataire pour des constructions publiques.

Expérience indispensable.

UN MONTEUR D'OPÉRATION

Pour conception et montage de programmes de logements locatifs et opérations d'aménagement urbain. Expérience indispensable.

UN RESPONSABLE MAINTENANCE

Qui élabore, propose et met en œuvre sous la responsabilité du directeur du Patrimoine, la politique d'entretien du Patrimoine.

Responsable d'un budget annuel d'environ 35 millions de francs, il anime une équipe de techniciens, négocie et gère les marchés, contrôle l'exécution des travaux.

Expérience professionnelle indispensable d'environ 5 à 6 ans dans une fonction similaire.

Qualités nécessaires : bonne pratique de la technique bâtiment, capacité d'animation et d'encadrement, aptitude à la négociation et sens de l'organisation.

UN CHEF COMPTABLE

Chargé de superviser, sous la responsabilité du directeur financier, la comptabilité générale et la comptabilité des investissements. Il participera à la mise en place de nouvelles structures adaptées au futur passage en comptabilité commerciale.

Une formation supérieure en gestion et comptabilité est nécessaire, des connaissances en fiscalité immobilière et/ou en contentieux du recouvrement sont souhaitées.

UN CONTROLEUR BUDGÉTAIRE

chargé, en liaison avec le directeur financier

- de définir les procédures de contrôle des services opérationnels et fonctionnels,
- d'élaborer, de mettre en place et vérifier la bonne application de ces procédures,
- d'analyser les tableaux de bord de gestion financière, de trésorerie, de suivi du budget et de recouvrement,
- de participer au comité informatique.

Adresser CV manuscrits – photos – prétentions à OPAC d'Amiens BP 1022 – 80010 AMIENS CEDEX – Tél. : 22-54-50-00.



GROUPAMA Ile-de-France ASSURANCES

350 personnes - 600 Millions C.A.

Pour renforce notre département MARKETING/ETUDES nous recherchons

CHARGÉ D'ÉTUDES STATISTIQUES H/F

Formation ENSAE ou Mathématiques

Pour participer au développement des méthodes d'analyse statistique et à la gestion de tableaux de bord.

Bonne maîtrise de l'outil Micro-informatique nécessaire.

Poste à pourvoir à PARIS-SUD - 5 mn Porte d'Orléans RER.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence STAT à FMAIF/Recrutement - 75687 PARIS CEDEX 14.

Conseil Général des Bouches-du-Rhône

recrute

DIRECTEUR DES ROUTES, DES TRANSPORTS ET DES ÉQUIPEMENTS

Ce poste était occupé par un polytechnicien. Les cadres de l'État ou territoriaux, dont la formation serait identique ou équivalente, intéressés par le poste précité devront faire acte de candidature auprès de la Direction du Personnel,

CONSEIL GÉNÉRAL DES BOUCHES-DU-RHONE
13256 Marseille Cedex 6. Avant le 1er octobre 1990.
Telex : COGEBDR 430.696 F – FAX : 91-33-23-93
TEL. : **91-57-32-56**

L'Etablissement Public de la Bibliothèque de France

recherche pour son département audiovisuel

un responsable du système documentaire

Expérience de l'informatique documentaire appliquée à l'audiovisuel nécessaire.

Adresser C.V. et prétentions au :
Département personnel E.P.B.F.
1, place Valhubert - 75013 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde de la Fonction Commerciale

La vocation d'APPLE est de créer des ordinateurs exceptionnels permettant aux individus de donner le meilleur d'eux-mêmes dans leur travail, leur réflexion et leur communication.
Convaincu de cette philosophie, vous voulez contribuer efficacement à notre mission.

Responsable des Achats Siège Europe

La croissance de nos activités en Europe et le développement de notre siège européen situé à Paris nous conduisent à y créer le poste de Responsable des Achats.

Votre principale mission consistera à mettre en place et à développer la fonction achats destinée à soutenir les activités d'Apple Computer Europe.

Vous serez également responsable de :
- la négociation et la mise en oeuvre des contrats fournisseurs au niveau international
- la conception d'une stratégie de réduction des coûts, l'analyse du budget et des dépenses
- l'élaboration des systèmes de gestion, procédures, méthodes et outils d'évaluation des approvisionnements du siège européen
- l'optimisation des fichiers fournisseurs.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec nos différents sites en Europe et notre siège américain.

De formation supérieure, vous avez au minimum 5 ans d'expérience dans un poste similaire au sein d'une direction des achats et possédez d'excellentes qualités de négociateur tant en Français qu'en Anglais.

Merci d'envoyer votre CV **en anglais** sous réf. RA/LM/990 à Mable JENKINS,
APPLE COMPUTER EUROPE Inc., Le Wilson 2, Cedex 60, 92058 Paris La Défense, FRANCE.

Apple, le Logo Apple et Macintosh sont des marques déposées de la société Apple Computer Inc.

Apple

CURRICULUM

INGENIEURS COMMERCIAUX PARIS - PROVINCE

Imagerie Médicale Filiale française de Philips Médical Systems International, **Philips Systèmes Médicaux** est spécialisé dans la commercialisation et la maintenance de matériel médical de haute technologie : **radiologie numérique, IRM, scanner, ultra-sons...**

Vous êtes **ingénieur ou diplômé d'une école de commerce,** débutant ou avec une première expérience. Au sein d'une équipe régionale, et dans le cadre de la stratégie commerciale de l'entreprise, votre mission consistera à initier et conclure les affaires, en incluant les montages financiers. Après une période de formation en France et à l'étranger, vous prendrez la responsabilité d'un secteur géographique.

Ce poste vous offrira des possibilités d'évolution dans le médical ou plus largement au sein du groupe, en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature sous référence IC/M à **Philips Systèmes Médicaux,** M. Douet, 2 rue Benoit Malon, BP 300, 92156 Suresnes Cedex.

"Philips en France, c'est un C.A. de l'ordre de 24 milliards, 23 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique".



PHILIPS

PHILIPS. C'EST DEJA DEMAIN.

MEDIA-SYSTEM



Filiale d'un Groupe présent dans 35 pays, GENERALI FRANCE emploie 385 personnes. Spécialiste de l'assurance vie depuis 1832, elle s'appuie sur un réseau d'agents et courtiers pour la diffusion de ses produits.

Pour renforcer son équipe commerciale, la Compagnie recherche des

JEUNES DIPLOMES en Gestion, Sciences Eco, Ecoles de Commerce pour devenir :

ANIMATEURS COMMERCIAUX

sur les secteurs de :
Limoges (LG), Troyes (TG), Beauvais-soisson (BSG) et Nancy (NG).

Votre mission consistera à soutenir l'activité de nos Agents et Courtiers par une assistance sur le terrain, leur apporter la formation et l'animation nécessaires au développement de nos produits auprès de leur clientèle.

En contrepartie d'une forte motivation pour devenir l'interlocuteur pertinent de notre réseau, vous bénéficierez d'une formation rémunérée, étalée sur un an et modulée selon votre expérience, se déroulant à notre siège parisien, en agence et en région.

Votre détermination, votre sens de l'écoute et du relationnel, votre goût des responsabilités et votre esprit commercial vous permettront de bâtir votre carrière au sein de GENERALI.

Nous vous remercions d'adresser votre CV, lettre manuscrite, photo sous référence choisie à : Bruno TUMA - **SECOR**
113, avenue Victor Hugo - BP 79 - 92503 RUEIL MALMAISON Cedex

SECOR
RESSOURCES HUMAINES

ORC



LA SOCIETE HOLDING DE CREDIT BAIL DU CREDIT AGRICOLE, CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES AU SEIN DU PREMIER GROUPE BANCAIRE EUROPEEN: 300 COLLABORATEURS, 20 DELEGATIONS REGIONALES.

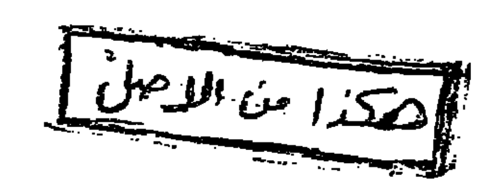
Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

ATTACHES COMMERCIAUX JUNIOR H/F TOULOUSE - BORDEAUX

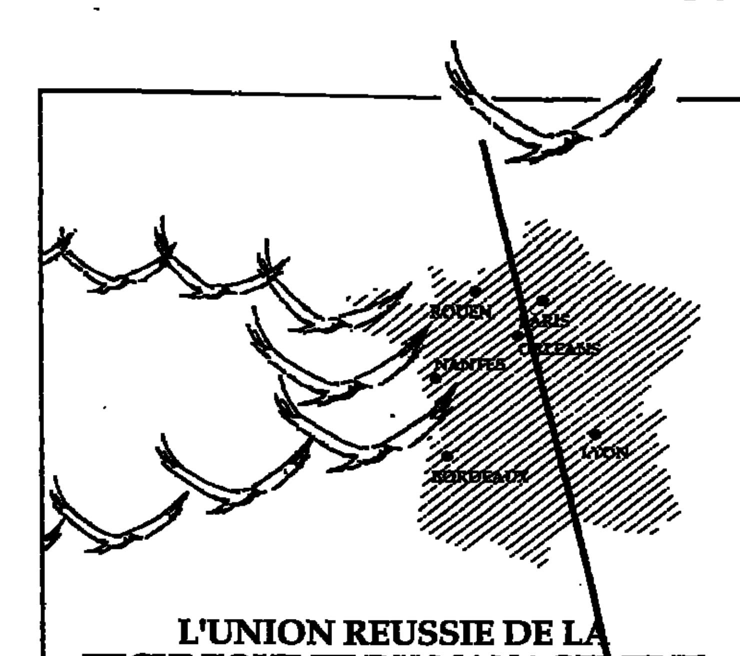
Vous êtes récemment diplômés de l'enseignement supérieur (ESCAE, Sup de Co, Maîtrise de gestion ou de Sciences Economiques), libérés des obligations militaires et mobiles géographiquement.

Nous vous proposons, sous l'autorité du Délégué Régional, de prendre en charge 3 missions principales:
- une mission de réalisation comportant entre autre l'établissement des contrats et le suivi des dossiers jusqu'à leur mise en gestion.
- une mission commerciale: contacts téléphoniques avec les interlocuteurs, puis assistance progressive au Délégué Régional dans ses relations commerciales.
- une mission d'étude de risque, dépouillement des documents comptables et analyse financière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence LAM/36-08 à la Caisse Nationale de Crédit Agricole - Direction des Ressources Humaines - BP 48 - 78280 Guyancourt.



Le Monde de la Fonction Commerciale



L'UNION REUSSIE DE LA TECHNIQUE ET DU MANAGEMENT

A environ 35 ans, votre formation supérieure et votre maîtrise de l'univers informatique vous ont permis de déployer votre talent commercial à la direction d'un centre de profit.

Associez votre talent à notre savoir-faire qui a su engendrer la confiance de nos grands comptes régionaux et nationaux.

Devenez l'un de nos futurs **Directeurs d'agence** et saisissez une opportunité de carrière sur un marché en forte expansion.

Venez partager nos valeurs de rigueur, de qualité, d'excellence professionnelle en contactant Catherine Carrasset - Sopra - Direction des Ressources Humaines - 3, rue Lauriston 75116 Paris, sous réf. DA.

Toute la rigueur que l'on attend d'une SSII

SOPRA.
Ingénierie informatique

Caré Turenne



Septembre. L'occasion se présente chaque année de repenser à votre métier et son environnement, d'évaluer votre potentiel d'évolution et d'épanouissement.
Septembre 90. Vous voici face à une nouvelle opportunité : rejoindre MERLIN GERIN comme ingénieur commercial et donner ainsi à votre professionnalisme une nouvelle dimension, celle de l'enthousiasme et de la liberté.

Notre Groupe bouge beaucoup ! Notre exceptionnelle croissance (CA +15 % par an depuis plusieurs années, 14,6 milliards en 1989) est le fruit de l'enthousiasme de 29 000 hommes et femmes, dont 3500 ingénieurs et cadres, impliqués dans notre stratégie d'efficacité industrielle et d'innovation technologique.

Chaque terrain d'action est un espace de liberté pour nos ingénieurs commerciaux, au service d'une clientèle diversifiée :
- Installateurs, tableautiers, prescripteurs pour nos activités basse tension.
- Ensembliers, industriels et EDF pour nos activités haute tension.
- SSII, PME-PMI, grands comptes pour participer à l'exceptionnelle croissance de notre activité onduleurs.

Notre image de marque est un formidable atout : les commerciaux n'ont guère à argumenter pour vendre le professionnalisme et la maîtrise technique du Groupe ! Autant de temps gagné pour comprendre les vrais besoins du client, le conseiller et développer nos ventes !

Tel est l'environnement de qualité que nous vous proposons de rejoindre !

ingénieurs commerciaux

Vous êtes de formation ingénieur (ou commerciale avec une expérience significative dans un domaine technique).

Débutants, vous acquerrez l'expérience incontestable d'un parcours commercial chez MERLIN GERIN et évoluerez vers une direction d'agence, une fonction marketing ou de management d'affaires importantes.
(Réf. 1B MOND 461)

Confirmés, vous êtes décidés à trouver aujourd'hui, la dynamique et le professionnalisme d'une entreprise solide pour qui foisonnement de projets n'est pas synonyme de "presse-citrons". Vous révélerez vos compétences et pourrez rapidement prendre la responsabilité d'une agence commerciale à Paris, en région parisienne ou en province.
(Réf. 1B MOND 462)

MERLIN GERIN est l'un des plus importants constructeurs mondiaux d'appareillages et d'équipements électriques. En informatique industrielle, automatismes, électronique, électrotechnique, le Groupe développe son professionnalisme et son enthousiasme pour garantir la fiabilité, la sécurité, la disponibilité de l'énergie électrique.

la maîtrise de l'énergie électrique

Mais il n'est pas facile de vous présenter une telle diversité, sans doute parce qu'elle est unique !
Une raison de plus pour nous rencontrer !
Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence correspondante à MERLIN GERIN, gestion prévisionnelle des cadres, 38050 Grenoble cedex.



MERLIN GERIN

GROUPE SCHNEIDER

VGG

SIEMENS

DEPARTEMENT PRODUCTIQUE ET AUTOMATISATION

Le Responsable Distribution France recherche son Adjoint

Vous l'appuyerez dans l'animation et le développement de son réseau.

Vous possédez un **BTS technico-commercial ou technique, une première expérience technico-commerciale dans la distribution de produits d'automatisme.**

Vos qualités relationnelles sont incontestables.

Nous vous offrons des possibilités d'évolution dans le domaine de la distribution ou de la vente directe.

Pour nous rencontrer, veuillez nous adresser un C.V. + lettre manuscrite + prétentions sous réf. **AC/DIS à :**
DEPARTEMENT DU PERSONNEL - Service Recrutement
BP 122 - 93527 SAINT-DENIS CEDEX 2

Siemens S.A.

TITULAIRES BTS/DUT ACTION COMMERCIALE ou TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION

(H/F) débutants ou première expérience.

Venez rejoindre le réseau d'agences en région parisienne d'une banque dynamique et motivante. • Vous recevrez une formation active et personnalisée au cours d'une première phase d'environ une année. • Vous contribuerez au développement du fonds de commerce Entreprises de notre banque.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 63.211, à :
PUBLICITE ROGER BLEY - 101, rue Réaumur - 75002 Paris.

CSP **Leader de la Formation en France Relations Humaines et Qualité Totale**
poursuit son expansion en créant poste

CADRE DEVELOPPEMENT

• minimum 30 ans • diplômé Grande Ecole de Commerce ou équivalent • expérience formation souhaitée • très bon anglais nécessaire • Mission : développement produits CSP • contacts et négociation de haut niveau avec clientèle • assistance au développement international • réalisation d'actions Marketing/Publicité et animation stages après formation.

Envoyer CV, photo, prétentions à Guy SABON
CSP - 66, rue La Fayette 75009 Paris

SOCHATA

UNE SOCIETE DU GROUPE SNECMA

Spécialistes de la réparation et de la révision des moteurs d'avions civils et militaires, nous disposons de technologies de pointe parfois uniques au monde. La modernité de nos installations permet à nos 1350 collaborateurs de développer des procédés de réparation les plus performants.
Nous recherchons pour notre Siège de BOULOGNE (92):

INGENIEURS COMMERCIAUX

au sein du service prospection et vente de moteurs civils, vous devrez :
- élaborer le plan des actions commerciales
- préparer les offres et les contrats
- visiter les clients
- assurer le suivi des dossiers clients en liaison avec les différents services des centres

Ces postes impliquent de nombreux contacts internes et externes.
Débutant ou première expérience, vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs et possédez une formation commerciale complémentaire.
Anglais courant.

RESPONSABLES SUPPORT CLIENTS

au sein du département après-vente moteurs civils, vous devrez :
- détecter et prendre en charge les problèmes rencontrés par les clients
- assurer l'interface avec les centres de production (Saint-Quentin-en-Yvelines et Chatellerault), afin de coordonner les actions d'après-vente nécessaires.
- veiller à la satisfaction du client aux meilleures conditions de coût et de délais.

Une expérience après-vente ou commerciale et une bonne connaissance de la construction mécanique générale sont autant de compléments nécessaires à votre formation d'ingénieur.
Anglais courant.
Le GROUPE SNECMA offre de réelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence SA/FG au GROUPE SNECMA - Direction de l'Encadrement - 2 bld du Général Martial Valin 75724 PARIS Cedex 15.

ou contactez-nous sur 3616 JOB PLUS annonceur SNECMA.

GROUPE SNECMA

CONTESSE

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde de la Fonction Commerciale

INGENIEURS DES VENTES
AM, INSA,...

Timken est aujourd'hui le leader mondial des roulements à rouleaux coniques. Notre produit intervient dans la fabrication des produits les plus achevés d'un point de vue technologique et fait de nous le partenaire des projets les plus ambitieux (TGV, Airbus,...). Notre croissance en France nous amène à intégrer des nouveaux ingénieurs des ventes pour nos différentes agences commerciales. Après une formation poussée à notre technologie, ils auront à visiter nos clients et prospects, préconiser l'utilisation de nos produits et participer à la mise au point de nouvelles applications au sein des BE de notre clientèle. Outre cette mission technique, ils seront responsables du développement commercial de leur secteur en marge et en volume. Cette opportunité de premier plan s'adresse à des jeunes ingénieurs débutants, mécaniciens généralistes (AM, INSA,...) désireux de s'investir au-delà de leur savoir-faire technique, dans une mission de développement commercial de haut niveau. De fortes qualités relationnelles, une grande mobilité et la maîtrise de l'anglais sont nécessaires pour réussir cette mission. Possibilité d'évolution dans le groupe et conditions offertes sauront attirer des candidats à fort potentiel. Le poste est basé à Colmar pendant la période de formation (15 mois). Ecrire à M. GOMEZ en précisant la référence A/6802M - **PA Consulting Group - 3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54.** (PA Minitel 36.15 code PA)

TIMKEN
LA PASSION DU FUTUR



Responsable commercial export



6.000 PERSONNES.
800 CADRES.
C. A. 3,1 MILLIARDS F.

Société Nationale de droit privé, connue pour nos savoir-faire, nous maîtrisons des technologies de pointe, aux applications diverses.

Au sein de notre Etablissement de Pont de Buis, auprès de notre Département Pyrotechnie civile, nous CREONS un poste de Responsable Commercial Export.

Promoteur de nos produits, après une formation interne, vous aurez en charge la prospection, la négociation et la vente de notre gamme d'articles de maintien de l'ordre.

De formation supérieure, votre expérience commerciale - 2 à 3 ans - réussie à l'export, a confirmé votre aptitude à l'exercice de ce métier. Par votre capacité et votre goût pour l'organisation et l'action, liés à votre grande disponibilité, vous recherchez un nouveau challenge, dans la stratégie et le développement commercial international.

Dans cette démarche opérationnelle, vous serez l'interlocuteur privilégié de nos agents à l'étranger, des sociétés import-export et des différents donneurs d'ordres accrédités.

Maîtrise de la langue ANGLAISE exigée. Pratique de l'ESPAGNOL très appréciée.

Déplacements fréquents à l'étranger.

Poste basé dans le FINISTERE.

Adresser Lettre + Photo + C.V. sous réf. 607/LM à J. M. CLOAREC - CAPFOR - 1, Rue St Marc 29000 QUIMPER - Tél : 98.53.50.51.

Informations Minitel : 3615 Code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - AIX / MARSEILLE - ANGERS - BORDEAUX - BREST - CLERMONT-FERRAND - LYON - NANTES - NICE - NIORT - QUIMPER - RENNES - ROUEN STRASBOURG - TOULOUSE - TOURS.

PLURIAL

Grands comptes
Ingénieurs d'affaires

Acteur de premier rang dans quatre domaines d'activités : les traitements et services de réseau à valeur ajoutée, l'ingénierie informatique, le progiciel et la logistique du marketing direct, le GROUPE SEGIN (1200 personnes) poursuit une stratégie ambitieuse de croissance forte et de développement européen.

Conjugant qualité des prestations (assurance-qualité) et innovation (RNIS, serveurs vocaux, EDI, télépaiement...), nos grands traitements et services à valeur ajoutée sont orientés vers de très grands comptes du tertiaire tels que la banque, les groupes d'assurances, la grande distribution, le monde des médias et du transport ou les grands services publics.

Pour nous rejoindre, vous êtes diplômé d'une grande Ecole de Commerce et vous avez une expérience de vente de projets importants à haut niveau décisionnel auprès d'une clientèle Grands Comptes.

Responsable d'un ou de quelques grands clients, vous rechercherez et construirez de nouveaux grands projets. Postes offrant de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. LM/90/TR/64 à Guy MACAREZ - Direction des Ressources Humaines - Z.I., rue de la Pointe - 59113 SECLIN.



GROUPE SEGIN

GRANDIR, ÇA NOUS AMUSE.

MEDIAPA

développer nos ventes...

PARIS — RESEAUX INTERNATIONAUX DE TELECOMMUNICATIONS

Notre entreprise multinationale est un des **leaders dans le domaine des réseaux internationaux de télécommunications** dans le monde.

Notre objectif à ce jour est de **conforter notre position en Europe**. Ainsi, en France, nous voulons promouvoir notre réseau international de services télécommunications autant auprès de nos clients existants qu'auprès de nos clients potentiels.

Ces clients français ou étrangers, ont vocation à renforcer leur communication dans les autres parties du monde (filiales, distributeurs, clients, fournisseurs, etc.).

Vous serez plus particulièrement chargé **d'assurer notre développement commercial** en effecuant auprès de nos clients et prospects, une démarche commerciale offensive.

Vous avez la capacité de **comprendre et donc d'expliquer** l'environnement des **télécommunications**.

Vous avez par ailleurs acquis une première expérience de la vente de produits et/ou de services de haute technologie à des clients exigeants, multinationaux pour la plupart de ceux-ci.

Ainsi votre entregent sera décisif, vos qualités commerciales seront essentielles : nous comptons sur vous.

Vous parlez **couramment anglais**, car vous serez au contact du monde entier.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous réf. GT 03 à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

Notre société (500 personnes, CA. 300 MF), située dans une grande ville universitaire de la région Centre, est leader en France dans son domaine d'activité industrielle. Grâce à une politique fondée sur la recherche et l'innovation, elle a un fort potentiel de développement en France et à l'Export. Nos clients sont des Municipalités, Conseils généraux et régionaux, DDE, Autoroutes, etc ...

Notre Directeur Commercial devant être appelé à d'importantes fonctions dans le Groupe d'ici 2 ans, nous recherchons notre futur

DIRECTEUR COMMERCIAL & MARKETING

Directement rattaché au DG, il prendra en main l'ensemble des responsabilités inhérentes à la fonction:
- il définit la politique commerciale, la met en oeuvre et la contrôle (marketing, distribution, tarifs, ...),
- il s'engage sur des objectifs quantitatifs et qualitatifs et en suit la réalisation.
- il anime une force de vente terrain, un service commercial au siège (appels d'offres et suivi des opérations), un service marketing .

D'ici là, il se familiarisera avec les produits et les marchés en occupant les fonctions de Responsable Marketing.

Vous avez une formation de type Sup' de Co, une expérience de 10 années d'animation de force de vente et d'équipes marketing, si possible liée aux marchés publics et à l'équipement des routes et municipalités.

L'intérêt de la fonction et la rémunération sont de nature à attirer des candidats de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 46.016/M à notre conseil KEY MEN - 2, avenue de Paris - 45000 ORLEANS.

MEMBRE DE SYNTEC

KEY MEN
GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

Depuis sa création, PRECILEC étudie, conçoit et réalise des matériels électromécaniques et électroniques à très forte valeur ajoutée technologique. 270 collaborateurs, 3 établissements à PARIS, COURTENAY et AUXERRE, 90 MF de C.A, ce sont les chiffres significatifs de notre entreprise.

En Bourgogne une fonction pivot: l'administration des

Chez nous, l'administration des ventes est une fonction clé. En effet, elle est le véritable pivot entre le commercial, le client, les études et la production.

Nous recherchons, aujourd'hui, LE PATRON DE CE DEPARTEMENT. A la tête d'une équipe de 3 personnes que vous animez, vous êtes l'interface dynamique de notre entreprise.

Esprit carré et rigoureux, mais très adaptable vous assurez la gestion des commandes et le suivi du tableau de bord commercial. De plus, vous participez à l'implantation d'un logiciel de gestion commerciale adapté à nos ambitions de développement.

Pour réussir dans ce poste, à la mesure de votre talent d'organisateur et d'animateur, vous avez environ 35 ans, une formation supérieure et une expérience confirmée d'au moins 10 ans dans une fonction similaire en milieu industriel. Vous connaissez l'anglais et les procédures d'exportation.

Basé à AUXERRE et rattaché au siège parisien, vous concilierez management et qualité de vie.

Ecrivez avec CV et prétentions, sous réf. LM/922/1 à A.L CONSEIL - 35 rue de Naples - 75008 Paris.

PRECILEC
— LE DYNAMISME TECHNOLOGIQUE —

Austin Knight

Superviser notre équipe commerciale
immobilier

Nous sommes un organisme immobilier situé à Paris, leader dans son secteur d'activité (collecte du 1 % logement).

Notre équipe commerciale PME recherche son **Responsable.**

A 30 ans environ, de formation supérieure (Bac + 4) avec une première expérience de l'encadrement, il assurera la cohésion de l'équipe (15 collaborateurs), fixera les objectifs et veillera à leur réalisation.

Il participera au suivi des négociations commerciales.

Nous lui offrons notre image, mais ce sont ses qualités commerciales et son sens du management qui feront la différence.

Si vous vous sentez concerné, envoyez votre dossier de candidature sous référence B/09/03 à Béatrice Galievsky
FAVEREAU CONSULTANTS,
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE D'ILE DE FRANCE CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES : PREMIERE BANQUE REGIONALE. 257 AGENCES. 2 800 COLLABORATEURS.

JEUNES COMMERCIAUX
ILE-DE-FRANCE

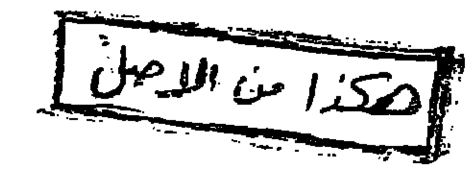
Vous avez de bonnes qualités relationnelles et un solide sens commercial.

Le challenge que nous vous proposons vous permettra de valoriser vos capacités dans une grande banque. Vous intégrerez notre réseau commercial et ferez l'expérience de plusieurs types d'organisation afin d'acquérir sur le terrain une connaissance précise des produits et services du Crédit Agricole.

Notre ambition est de vous confier des missions susceptibles de vous permettre d'évoluer ensuite vers de plus hautes responsabilités.

Merci d'adresser lettre, CV et dossier de candidature sous réf. LM/50 au Service de Recrutement, CREDIT AGRICOLE, 26, quai de la Rapée, 75012 PARIS.

NC communication



FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Monde des Cadres

Vous souhaitez vous intégrer au sein d'une équipe vivante dans un secteur d'avenir :

OBEA

Organisme de formation et de conseil (15 ans d'expérience) recherche :

2 FORMATEURS CONSULTANTS PERMANENTS

en management des ressources humaines, réf. 201 pour rédiger et piloter des projets, animer des stages et réaliser des actions de conseil, concevoir des produits et *des supports pédagogiques*, assurer un soutien technique dans les relations commerciales.

1 CHARGÉ DE DÉVELOPPEMENT

réf. 202
pour *commercialiser* et suivre la réalisation de projets auprès d'interlocuteurs de haut niveau (DP, DG, DRH) du secteur privé.

1 ASSISTANTE DE PROJET

réf. 203
pour assurer la logistique, la gestion administrative et financière des stages.

Envoyer CV et prétentions à OBEA
3/5, rue Javelot
75645 PARIS CEDEX 13

Etablissement privé enseig. sup. recherche

ENSEIGNANTS TECH. CIALES

Expérience BTS exigée
Tél. : 40-37-74-27.

CENTRE SOCIAL RÉGION NORD en quartier DSQ (20 salariés) recrute

SON DIRECTEUR

Profil : Expérience réussie en gestion de projet à caractère social, doublée d'animation d'équipe.
Mission : Mise en place de l'association gestionnaire ; en partenariat, élaboration et mise en œuvre projet de Centre, dans un contexte favorable : Programme DSQ, ville et CAF dynamiques, soutien fédéral.
Rémunération négociable à partir de la CCN du SNAECSO.
Disponible dès que possible.
C.V. + photo + lettre manuscrite à envoyer à la Fédération des CENTRES SOCIAUX DU NORD
69, rue du Long-Pot
59800 LILLE
Tél. : 16-20-47-60-20
M. OLIVIER.

ÉDITEUR cherche

CHEF DE FABRICATION

même débutant, expérience PAO. C.V. à Pain
1, rue Beaujon
75008 Paris.

REVUE PROFESSIONNELLE SECTEUR INDUSTRIE AUTOMOBILE

recherche

JEUNE JOURNALISTE

pour reportages et enquêtes

bilingue anglais/français
formation supérieure et première expérience

Envoyer CV, lettre manuscrite à INTERPRESS
64, rue des Mathurins
75008 Paris
pour rendez-vous

Le Laboratoire associé au CNRS « Origine, Evolution et Dynamique des Magmes »
5, rue Kessler, Clermont-Ferrand
recrute sur concours

UN ASSISTANT INGÉNIEUR

en électronique et informatique (agent de la fonction publique)
Diplômes :
BTS-DUT ou équivalent
Date limite : 17/09/90
Contact : Mme CHASSAING
73-34-67-04 (9 h 30/12 h)

P.S.I.
Leader dans le domaine électro-optique, recrute

UN INGÉNIEUR TECHNICO-CIAL

Adjoint au directeur commercial, il aura rapidement la responsabilité de la promotion et de la vente des produits des départements.
SOURCES ET TRAITEMENT DES FAISCEAUX LASERS SCIENTIFIQUES.
Ce poste s'adresse à un ingénieur spécialisé, parfaitement bilingue anglais.
Stage de formation chez nos principaux fournisseurs aux ETATS-UNIS, en ALLEMAGNE et en ANGLETERRE.
Carrière évolutive pour un(e) candidat(e) de valeur.
Env. CV, photo et prét. à :
PHOTON SCIENCE INSTRUMENTS
Z.A. de l'autodrome
1, avenue Louis-Delage
Linas, 91310 MONTLHERY.

MAIRIE DE SAINT-DENIS recrute

1 RÉDACTEUR
bac
pour le service formation

1 ATTACHÉ
pour la direction développement économique qui animera une équipe de 14 personnes.
Connaissance de la gestion privée et du montage d'opérations d'immobilier d'entreprise.
Niveau minimum maîtrise de sciences économiques.
Expérience souhaitée.
Adresser CV et candidatures à Monsieur le député-maire,
2, place Victor-Hugo.

CABINET LAVOIX
conseils en brevets
recherche pour travail à domicile

TRADUCTEURS TECHNIQUES

anglais ou allemand vers le français ou allemand vers le français.
Formation technique nécessaire de mécanique ou électricité-électronique ou chimie-biochimie.

Adr. C.V. :
2, pl. d'Estienne-d'Orves
75441 PARIS Cedex 09.

La mission Côte d'Opale, organisme chargé du développement et de l'aménagement touristique sur la Côte d'Opale

recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

chargé(e) de prospecter et coordonner l'implantation des investisseurs. Le (la) candidat(e) sera âgé(e) de 28 à 35 ans, diplômé(e) d'une école supérieure de commerce ou équivalent. Le profil exigé donnera toutes indications sur l'aptitude à la négociation, à la vente ainsi qu'à la rapidité d'analyse du montage juridique et financier de projets.
Le poste est basé à Boulogne-sur-Mer.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à :
MCO, 5, pl. d'Angleterre
62200 Boulogne-sur-Mer.

Association de formation recherche

CORRESPONDANT DE CRÉDIT FORMATION

8 000 F brut/mensuel
Envoyer CV à M. le directeur de l'AISJR, 24, rue Edouard-Beaulieu, 93110 Rosny/Bois

---

ASSOCIATION 95 recherche

PSYCHOTHÉRAPEUTE

travail de soutien psy. pour élaboration de projet concret d'insertion pour demandeur d'emploi en difficulté. Tél. 30-38-97-28.

JARDINIER *EXPÉRIMENTÉ*
parlant anglais, libre septembre, pour propriété Provence.
Tél. H. R. : 90-95-81-27

ENTREPRISE DE PRESSE Centre de Paris

recrute

JOURNALISTE

Bonne formation universitaire, intéressé par les problèmes de communication (presse écrite, audiovisuel, techniques nouvelles de communication, publicité, relations publiques).

Adresser C.V. + photo sous n° 9009
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.

LE SYNDICAT D'AGGLOMÉRATION NOUVELLE DE CERGY-PONTOISE
11 communes
160 000 habitants

recherche

1 DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS PUBLIQUES

(attaché ou équivalent)
pour

— Développement d'une politique de communication du S.A.N. et d'image de *l'agglomération nouvelle ;*

— Direction et animation de l'équipe du service communication presse-relations publiques :

— Conception de tous outils de communication moderne et développement des moyens de communication en plusieurs langues.

Adresser candidature manuscrite et C.V. à :
Monsieur le Président du S.A.N.,
B.P.309,
95027 CERGY.

LES VILLAGES CLUBS DU SOLEIL

recrutent

DIRECTEUR VILLAGE VACANCES

700 lits
35 ans environ - Bac + 3/4
EXPÉRIENCE
italien exigé

ATTACHÉ CCIAL

FRANCE-ÉTRANGER
Formation Bac + 2
anglais, italien.

Envoyer C.V., lettre, photo à : Alex NICOLA
16, bd Notre-Dame
13006 *Marseille.*

Etablissement privé de Dijon sous contrat d'association avec l'Etat recherche

1 PROF. D'ANGLAIS
1 PROF. DE MATHS AGRÉGÉS

pour construction d'une équipe pédagogique en vue d'ouverture pour la rentrée 91 de classes préparatoires HEC
Tél. au 80-57-42-42

SOCIÉTÉ DE SERVICES INFORMATIQUES SPÉCIALISTES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

recherche pour son agence Ile-de-France

UN COLLABORATEUR

Il sera chargé de la promotion et de la commercialisation de nos solutions dans un environnement MICRO MULTI OS.

Envoyer C.V. sous n° 8012
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

L'ADIMAC

Association pour le Développement Industriel du Massif Central

recherche

DES CHARGÉS DE MISSION

basés à CLERMONT-FERRAND et à LIMOGES.

LEURS MISSIONS :
Participer aux côtés de chefs d'entreprise au montage de projets industriels (implantations de nouvelles usines, créations de nouvelles activités, diversifications, *restructurations, reprises*), assurer la liaison avec les administrations d'État, les Collectivités Territoriales et les Organismes Consulaires.

Après une solide formation initiale (grande école d'ingénieurs ou de commerce), ils auront acquis au cours de leur expérience professionnelle les capacités à apprécier, dans les projets industriels, la cohérence entre les différents aspects stratégiques, organisationnels, techniques et financiers.
Complètement autonomes sur le terrain, ils auront le *sens du contact* au plus haut niveau avec le monde de l'entreprise, de l'administration et des élus.

Envoyer C.V. avec photo, lettre manuscrite et prétentions à :

ADIMAC,
Annie Rollin-Marcellot,
30, rue Georges-Clemenceau,
63000 CLERMONT-FERRAND.

Possibilité pour les fonctionnaires de détachement ou de mise à disposition auprès de la DATAR.

JUNGHEINRICH F.

Groupe européen leader des systèmes logistiques, recherche pour son siège à Vélizy (78), un :

FORMATEUR BILINGUE ALLEMAND

Technicien confirmé ou enseignant technique, au sein d'une équipe, vous étudiez avec la RFA les nouveaux produits. Vous construisez et animez *les stages en français* pour nos 170 techniciens.
Poste évolutif.
Adressez CV, photo et prétentions sous réf. SF 1/LM à :
JUNGHEINRICH FRANCE
Service du personnel
14, av. de l'Europe
78140 VELIZY.

Collège privé sous contrat, cherche

PROFESSEUR D'ANGLAIS

de langue maternelle anglaise ou agrégé.
Tél. : 46-22-40-20.

CHARGÉS D'ASSISTANCE EXPÉRIMENTÉS

Vous avez déjà acquis une expérience *dans l'assistance aux* voyageurs en difficulté.

Vous avez entre 20 et 30 ans
Vous possédez une bonne culture générale
Vous maîtrisez une ou plusieurs langues étrangères.

Vous souhaitez valoriser vos compétences, faire évoluer votre carrière et assumer des responsabilités.
Nous vous proposons de rejoindre la SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSISTANCE, qui connaît aujourd'hui la progression la plus forte du marché.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous réf. OB/LM
à SFA — 54, rue de Paradis
75480 PARIS Cedex 10
ou téléphoner au 48-24-24-24, en demandant Marie-Paule GRIMBER.

Fédération régionale de Basse-Normandie, recrute

Directeur et adjoint de direction MJC (14.72)

expérience exigée DEFA ou équivalent

Adresser CV + lettre de motivation à l'UNMJC
24-26, rue Paul-Toutain
14000 CAEN

VILLE DE VIGNEUX-SUR-SEINE (Essonne)
recherche

ARCHIVISTE DOCUMENTALISTE

Missions :
- Mise en place d'un centre de ressources et de diffusion *documentaire ;*
- constitution et gestion du fonds,
- organisation des archives municipales, élaboration et mise en œuvre des procédures de versements et de consultations.

Profil :
- Diplôme d'archiviste documentaliste ;
- goût pour la communication ;
- rigueur et organisation ;
- connaissance des collectivités locales souhaitée ;
- maîtrise des techniques informatiques.

Envoyer candidature et c.v. à :
Monsieur le Maire
Hôtel de ville
91270 Vigneux-sur-Seine.

PARIS-1er
Sté crédit immobilier recherche

RESPONSABLES

chargés d'animer une équipe de correspondants.
Env. CV + photo à SMO
219, r. St-Honoré, 75001 Paris.

---

enseignement

Dans le cadre de la gestion des établissements pénitentiaires à services concédés (Programme 13000), SODEXHO, Société de services de dimension internationale, recherche :

UN FORMATEUR ENTRETIEN ET AMÉNAGEMENT DES ESPACES VERTS

UZERCHE (19)
BP ou expérience équival.

DEUX FORMATEURS EN ÉLECTRICITÉ

BP ou expérience équival.
Connaissances dans d'autres métiers du second œuvre appréciées.
UZERCHE (19), NEUVIC (24)

DEUX FORMATEURS EN MAINTENANCE ÉLECTRONIQUE APPLIQUÉE A LA MICRO-INFORMATIQUE

DUT génie électrique et informatique industrielle ou BTS électrotechnique, option agent maintenance électronique.
ARGENTAN (61)

UN FORMATEUR EN CUISINE

BP ou expérience équival.
CHATEAUDUN (28)

Pour l'ensemble de ces postes : expérience des publics de bas niveau de qualification souhaitée. Ces postes pourraient également convenir à des professionnels, justifiant d'une expérience de 10 ans minimum dans la technique, et motivés par la formation (formation pédagogique assurée).
Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + c.v.) à :

SODEXHO SIGES,
3, avenue Newton,
78180 *Montigny-le-Bretonneux.*

SODEXHO, groupe français privé, de taille internationale, crée, dans le cadre de la diversification de ses activités, le poste de :

FORMATEUR-ORIENTEUR

pour un centre de *détention* proche de Périgueux (24).

MISSION :
Au sein d'une équipe de formateurs, vous serez chargé d'effectuer des bilans-orientation et des remises à niveau.

PROFIL :
Maîtrise en psychologie, expérience 4 ans min. auprès de publics en difficulté.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + c.v.) à :

SODEXHO SIGES
3, avenue Newton,
78180 Montigny-le-Bretonneux.

Etablissement scolaire
Banlieue ouest Paris
recherche

ENSEIGNANTS ÉLECTROTECHNIQUE AUTOMATISME

pour formation en lycée technique, lycée professionnel.
Niveau demandé :
BTS, DUT ou licence.

Ecrire avec c.v. à :
PASSY-BUZENVAL
50, av. Otis-Mygatt
92508 Rueil-Malmaison.

ESIGELEC à ROUEN
recrute pour son cycle ingénieur des :

ENSEIGNANTS VACATAIRES

- Analyse numérique ;
- électromagnétisme ;
- informatique temps *réel ;*
- télématique ;
- électronique ;
- traitement du Signal.

Formation demandée :
Ingénieur et/ou doctorat, agrégé.
Env. lettre manuscr. + c.v. + photo à : ESIGELEC,
58, rue Méridienne, BP 1012
76171 ROUEN Cedex.

---

secrétaires

IMPORTANT GROUPE DE RÉGIES PUBLICITAIRES

RECHERCHE

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Parfaite maîtrise du traitement de texte *Wordperfect* 5, pratique courante de la sténo, apte à assurer de nombreux contacts téléphoniques en anglais, sens des responsabilités et de la discrétion, min. 5 ans expérience dans fonction similaire.

Envoyer photo, C.V. et prétentions à *Régie-Presse/service* du personnel, 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

OFFICE DE TOURISME
cherche

SECRÉTAIRE

Bilingue grec-français

pour accueil information, dactylographie, notions comptabilité.
Diplôme de tourisme sera considéré comme avantage.
Date limite des candidatures le 14 septembre.

Ecrire à l'Office de tourisme de Chypre, 15, rue de la Paix, 75002 Paris.

---

formation professionnelle

CONTRAT FORMATION EMPLOI
Formation analyste-programmeur IBM AS/400. 4 mois et demi. Hébergement, placement garanti. ARIES INSTITUT, Marina Airport. 06270 Villeneuve-Loubet. 92-02-04-06.

DEMANDES D'EMPLOIS

Assistante chef de publicité et de recherche, interprète traduct., parf. trilingue all., franç., angl., excel. présentation, exp. prof. dans les dom. communication-relations publ. de stés internationales en RFA, ch. poste au service communication-publicité de sté internation., cabinet conseil en recrutement à Paris.
Tél. : 49-89-22-83-733

F. ingénieur informatique industrielle 4 a. exp. microprocesseur INTEL, C, Pascal, UNIX, PSOS, rech. poste en conception et réalisation sur région ouest ou région parisienne ouest
Disponibilité octobre
SSII s'abstenir
Ecrire sous n° 8018
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris

FISCALITÉ

Expér. 30 ans (administ. et cabinet). Propose collab. *« ht de gamme » à domicile.* Temps plein ou partiel. Tél. : (16-1) 45-39-99-95 (matin).

Cadre financier, large exp. bancaire, recherche poste trésorier et/ou chargé de relations avec banques.
Ecrire sous n° 8016
Le Monde Publicité,
5, rue de Monttessuy,
75007 PARIS.

PROFESSEUR DE SCIENCES PHYSIQUES ayant licence de physique et 12 ans d'expérience cherche emploi à Paris.
Tél. : 46-67-49-23.

J.F. 25 ans, bac + 5, droit européen, exp. commerciale, ch. situ. stable. 47-27-05-84.

Chargée communication (MRG - pub - R.P.) cherche poste similaire. 45-82-49-81.

H. 46 a., 22 a. exp. adminis. et financière, sens discrét. et relat. hum., licencié en droit, cherche poste cadre
Ecrire sous n° 8950
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris

Chef de produit en parfumerie et cosmétologie, trilingue français, angl. all, grde exp. import/export, disp. pour déplacements, ch. challenge
Tél. à partir de 20 heures
42-23-02-60

H. 32 a., exp. promotion, vente, tourisme, gestion, anglais, espagnol courant, ch. emploi expatrié Espagne.
Tél. : (16) 94-29-68-39.

AUDIT-ÉTUDES

conseil direction, mission spécifique ou permanente ttes régions. (16) 59-03-31-64

H. 29 ans, titulaire BTS compt. et gestion recherche un poste de comptabilité permettant d'effectuer l'ensemble des tâches comptables, *des perspectives d'évolution* intéressantes.
Maîtrise de l'outil informatique (utilisation du système D.O.S. et des logiciels IW3 D, base 4 et Multiplane.
Etudie toutes propositions.
Tél. journée : 45-38-82-36
Dom. : 45-33-24-30, après 18 heures.

MARCHÉS FINANCIERS

Se rapprochant de la position britannique

M. Karl Otto Poehl reste sceptique vis-à-vis de l'union monétaire européenne

Fidèle à ses opinions exprimées antérieurement, M. Karl Otto Poehl, président de la Banque fédérale d'Allemagne, a déclaré, lundi 3 septembre à Munich, qu'il continuait à nourrir des « doutes substantiels » sur la nécessité d'aboutir rapidement à l'union monétaire européenne et à la création d'une devise communautaire.

M. Poehl tire argument de la pénible expérience vécue par l'économie est-allemande après l'introduction du mark de RFA pour justifier un ralentissement de la marche vers cette union monétaire : *« On peut même se demander si les modifications des institutions prévues dans les prochains mois pour parvenir à une telle union sont vraiment indispensables »*, a-t-il précisé. Il va jusqu'à exprimer sa « *sympathie* » pour le concept britannique de *« concurrence entre les monnaies »* développé au printemps dernier par M. John Major, ministre des finances de Grande-Bretagne.

Le président de la Budesbank, qui est aussi président du très influent comité des gouverneurs de banques centrales de la CEE, estime que ce serait une erreur de faire d'une monnaie communautaire un compromis entre les devises fortes et faibles de ladite CEE. En fait, la Banque fédérale d'Allemagne n'est toujours pas décidée à fondre son robuste mark au sein d'un instrument commun.

« Nous sacrifierions une monnaie forte sur l'autel de l'Europe sans savoir ce que nous obtiendrons en retour », a ajouté M. Poehl, pour qui les ajustements de parités restent le seul moyen de faire coexister des politiques économiques trop différentes, notamment en matière d'inflation et de taux d'intérêt (allusion à la Grande-Bretagne, à l'Italie et à l'Espagne).

Numéro un aux Etats-Unis de l'acier

L'américain USX s'apprêterait à céder ses activités sidérurgiques

M. Charles Corry, le président d'USX, l'ancienne US Steel, fleuron de la sidérurgie américaine, débaptisée en 1986, a changé d'avis. Trois mois après avoir mobilisé ses actionnaires contre le raider Carl Icahn qui se proposait de céder les activités sidérurgiques de la firme du Delaware pour la recentrer sur l'énergie, le patron d'USX s'apprête à procéder de même.

Le *New York Times* fait état de contacts entre l'état-major d'USX et le britannique British Steel, numéro deux européen de l'acier à la recherche d'un ancrage solide en terre américaine. Outre-Atlantique, on évoque également les noms du sud-coréen Posco et du japonais Kobe Steel, tous deux liés par des accords de joint-venture à USX.

Premier producteur américain d'acier avec 12,9 millions de tonnes coulées en 1989, USX n'en tire pas moins aujourd'hui l'essentiel de ses recettes de ses activités pétrolières et gazières (66 % du chiffre d'affaires réalisé en 1989). La conjoncture plus favorable de ces marchés peut expliquer le revirement de M. Corry. Toutefois la presse américaine fait état de prises de contacts antérieures aux événements du Golfe. Cette cession enclencherait en tout cas une nouvelle étape dans le processus de démantèlement de la sidérurgie américaine.

FRANCFORT, 3 septembre =

Stable : – 0,02 %

Le marché francfortois a été très calme et a clôturé sur une tendance irrégulière lundi. L'indicateur instantané DAX est resté pratiquement inchangé à 1 629,22 points (– 0,02 %). L'indice Commerzbank s'est très légèrement replié à 1 984,6 points (-3,1 points). Ce faible retrait a été attribué à l'attentisme des investisseurs, dans la crise du Golfe et à la faiblesse du marché obligataire ouest-allemand.

Ainsi, dans l'automobile, Daimler-Benz et Volkswagen sont restées inchangées à respectivement 699 et 475 DM, alors que BMW a perdu 1 DM à 484 DM et que Mercedes a progressé de 2 DM à 568 DM. Bonne orientation dans l'énergie pour Preusseg, qui a gagné 10,20 DM à 346 DM et dans la chimie pour Bayer (+6 DM) à 247 DM. Dans l'électrotechnique, AEG a terminé en hausse de 1 DM à 256 DM et Siemens à 626 DM (+ 2 DM). En revanche, les sidérurgiques ont été délaissées, Hoesch étant le plus touché (- 6,70 DM), ainsi que la distribution où Kaufhof a perdu 9 DM.

Sur le marché obligataire, où le taux moyen de rendement des emprunts publics est regrimpé à 9,09 % contre 9,07 %, l'activité est demeurée faible. L'indice calculé par la Commerzbank a perdu 0,018 point à 100,244.

NEW-YORK, 3 septembre

Labor Day

Tous les marchés financiers étaient fermés pour la journée du lundi 3 septembre aux Etats-Unis et au Canada en raison du Labor Day.

LONDRES, 3 septembre ↑

Infime progression : 0,17 %

Les cours des valeurs ont réduit leurs gains pour terminer en légère hausse lundi au Stock Exchange. L'indice Footsie des cent valeurs phares a gagné 3,8 points, (+ 0,17 %) à 2 166,6, dans un volume d'activité dérisoire de 220,2 millions de titres contre 356,6 millions vendredi.

Les principales hausses se sont remarquées parmi les internationales telles que Wellcome, Imperial Chemical Industries ou BAT Industries, recherchées en raison de l'effritement du sterling. Les pétrolières, stimulées par la hausse des cours du brut et une recommandation des courtiers Hoare Govett, ont également affiché « de belles hausses. En revanche, les bancaires et les titres de la distribution se sont dépréciés, affectés par les craintes d'un maintien prolongé de taux d'intérêt élevés en Grande-Bretagne. British Aerospace a grimpé dans l'espoir de nouveaux contrats en Arabie saoudite.

Le conglomérat Polly Peck International a bondi après l'annonce de résultats supérieurs aux prévisions les plus optimistes, avant de se replier pour terminer en baisse. Ferranti International a chuté après des informations du *Sunday Times* selon lesquelles General Electric Company (GEC) contesterait le prix de vente de l'ex-division radar de Ferranti, acquise par GEC au début de l'année. Le groupe électronique Thorn EMI a glissé après l'échec des négociations avec la compagnie américaine GTE en vue de la vente de sa division d'éclairage Thorn Lightning.

PARIS, 4 septembre ↓

Poursuite de la baisse

Deux séances auront suffi à effacer la totalité du mouvement de reprise observé la semaine dernière. Déjà écorné par la baisse de vendredi (-1,92 %), la hausse qui fut finalement de + 4,5 % au cours de la dernière semaine d'août n'est plus qu'un souvenir. Lundi, le CAC 40 perdait 2,73 % dans un marché un peu plus actif que lors des séances précédentes. Le volume des transactions était ce jour là repassé au-dessus de la barre des 3 milliards de francs. Mardi, la tendance s'alourdissait encore plus et après avoir perdu 1,89 % à l'ouverture, le recul dépassait les 3 % en fin de matinée. En début d'après-midi il revenait à- 2,21 %. Ainsi, depuis le début de la semaine l'indice CAC 40 a perdu près de 5 %. Les mêmes motifs reviennent pour expliquer cette nouvelle dégringolade des valeurs, incertitude quant à l'évolution de la situation dans le Golfe, renchérissement des cours pétroliers, tension sur les taux d'intérêt et la perspective d'une politique économique d'austérité. Ce nouveau recul s'observait sur l'ensemble des grandes places internationales comme Londres (– 1 % durant la matinée) et Tokyo, où l'indice Nikkei a perdu 2,02 % dans des volumes toutefois peu importants.

Dans ce contexte, sur le marché à règlement mensuel les quinze plus fortes baisses fluctuaient entre – 6,3 % et – 3,6 % avec peu de volumes. Les échanges étaient encore plus ténus pour les plus fortes hausses de la séance. Les AGF ont confirmé avoir vendu lundi quelque 4 % du capital de Pechelbronn, conformément à l'accord conclu le 12 juin entre l'assureur et Worms et Cie, principal actionnaire de Péchelbronn.

TOKYO, 4 septembre ↓

Poursuite de la baisse – 2,02 %

La Bourse de Tokyo a fini en baisse mardi pour la deuxième séance consécutive. L'indice Nikkei a clôturé en baisse de 512,79 points (2,02 %) à 24 907,64, après avoir déjà cédé 577,94 points lundi (2,15 %).

La crise du Golfe, la hausse des cours du pétrole et le resserrement du crédit qui peut en résulter ont comme la veille expliqué le sentiment baissier, amplifié par le peu d'affaires enregistrées. *« Avec des taux d'intérêt aussi élevés, le marché est à court de liquidités... Quand le volume est aussi mince, l'indice ne peut que varier fortement »*, a déclaré un opérateur.

La baisse a eu également comme cause la décision prêtée à la banque japonaise, Dai-Ichi Kangyo Bank, Ltd. (DKB), classée au premier rang mondial, d'augmenter son taux de base à court terme de 0,625 point à 8 % à compter de la semaine prochaine.

VALEURS	Cours du 3 septembre	Cours du 4 septembre
Akai	710	690
Bridgestone	1 220	1 190
Canon	1 670	1 620
Fuji Bank	2 300	2 280
Honda Motors	1 560	1 520
Matsushita Electric	1 800	1 770
Mitsubishi Heavy	798	785
Sony Corp.	7 300	7 220
Toyota Motors	1 970	1 960

FAITS ET RÉSULTATS

□ **LVMH veut lever 5 milliards de francs pour financer l'investissement dans Guinness.** – Le groupe de luxe français LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton étudie actuellement plusieurs formules pour lever 5 milliards de francs destinés à financer son récent investissement dans le groupe britannique Guinness. *« Nous avons déjà payé notre investissement chez Guinness et à présent nous cherchons un financement à long terme »*, a indiqué lundi 3 septembre un représentant du groupe de luxe. Plusieurs possibilités sont actuellement à l'étude (émission obligataire, appel au marché international) et aucune, selon LVMH, n'a été encore choisie. A la fin du mois de mai, LVMH avait annoncé le doublement de sa participation dans Guinness à 24,1 %. Cet investissement représentait quelque 8 milliards de francs. – *(AFP.)*

□ **Thorn Emi n'a pas pu céder sa filiale « éclairage ».** – Le groupe britannique Thorn Emi (édition musicale, location d'appareils électroménagers) va conserver sa filiale éclairage. Les pourparlers engagés au printemps dernier avec l'américain GTE pour lui céder Thorn Lightning ont échoué. Le groupe britannique va devoir s'atteler au redressement de sa filiale qui a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 5,7 milliards de francs, taille qui ne lui permet pas de s'imposer sur un marché dominé par des géants (la filiale Osram de Siemens, la branche éclairage de Philips, entre autres). Dans son communiqué, publié lundi 3 septembre, Thorn Emi évoque le climat économique *« de plus en plus incertain »* pour expliquer l'échec des discussions. La valeur de Thorn Lightning avait été évaluée à 300 millions de livres (environ 3 milliards de francs) par les analystes financiers. Thorn Emi a décidé de consacrer sur les comptes de l'exercice 1990-1991 une provision importante pour la restructuration de Thorn Lightning dont le bénéfice d'exploitation a chuté de 20 % en 1989 à 330 millions de francs.

□ **Thomson-CSF a reçu les autorisations pour reprendre Link-Miles Ltd.** – Thomson-CSF a reçu toutes les autorisations nécessaires de la part des pouvoirs publics américains, britanniques et français pour reprendre la société Link-Miles Ltd, filiale de la compagnie américaine Bic Coastal Corp., spécialisée dans les simulateurs électroniques. Dans un communiqué publié lundi 3 septembre, le groupe français indique que cette acquisition permettra aux deux sociétés de renforcer leurs technologies et leurs activités dans toute la gamme des simulateurs de vol, navals terrestres et industriels. A la fin du mois de mai dernier, Thomson avait annoncé le rachat de Link-Miles pour un montant de 100 millions de dollars (530 millions de francs). La société Link-Miles, basée à Lancing (Sussex), emploie 400 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 127 millions de dollars (660 millions de francs).

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	412	409	IN2	280	280
Asystel	105	....	I.P.B.M.	130	129
B.A.C.	188	180 90	Loca Investis.	298	296
Bque Tarneaud	170	....	Locamic	109 80	108
B.I.C.M.	800	830	Matra Comm.	137	160 70 d
Boiron (Ly)	361 70	370	Métal.Minière	190	186
Boisset (Lyon)	203 60	....	Molex	185	....
Câbles de Lyon	2925	2830	Navale-Delmas	900	....
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1184	1149	Olivetti Logabax	580	599
Calberson	440	440	Om. Gest. Fin.	606	590
Cardif	500	510	Presbourg	90	90
C.E.E.	340	340	Présence Assur.	346 10	356
C.E.G.E.P.	263	256	Publ.Filipacchi	509	494
C.F.P.I.	257 10	254 10	Razel	580	557
Ciments d'Origny	552	560	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	328 50	319
C.N.I.M.	1100	1070	St-H. Matignon	225	221
Codetour	276	276	S.C.G.P.M.	544	529
Comareg	311	298 50	Segin (Li)	295	290
Conforama	892	870	Select Invest (Ly)	103	103
Creeks	315	316	Serbo	468	455
Dafsa	210 50	....	S.M.T. Goupil	192	185
Dauphin	575	575	Sopra	181	185
Demachy Worms Cie	575	....	Supra	165	190
Desquenne et Giral	245	245	TF1	280 10	287 50
Devanlay	855	889 d	Thermador H. (Ly)	257	260
Deville	430	430	Unilog	169 80	165
Dolisos	158 20	160	Union Fin. de Fr.	400	400
Editions Belfond	255	280	Viel et Cie	146	141 70
Elysée Invest.	11 65	11 20	Y. St-Laurent Groupe	884	875
Europ. Propulsion	394	378 30			
Finacor	177	....			
Garonor	850	....			
GFF (group.fon.f.)	400	395			
Grand Livre	430	440			
Gravograph	176	176			
Guintoli	801	800			
I.C.C.	250	249 80			
IDIA	305 60	297			
Idianova	135	135			
I.M.S.	1100	....			

Marché des options négociables le 3 sept. 1990

Nombre de contrats : 14 129

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	520	20	–	–	–
CGE	600	3,80	–	60	–
Elf-Aquitaine	680	16	40	20	30
Eurotunnel SA-PLC	50	–	3,50	4,50	7
Euro Disneyland SC	100	–	–	13	–
Havas	487	–	–	–	17,60
Lafarge-Coppée	400	6	16	35	–
Michelin	80	1,40	6,50	–	8,50
Midi	880	–	–	21	–
Paribas	480	–	–	20	–
Pernod-Ricard	1 100	–	75	–	75
Peugeot SA	680	2,60	19	127	–
Rhône-Poulenc CI	300	5	–	–	35
Saint-Gobain	440	5,50	19,90	40	–
Source Perrier	1 500	–	23	175	–
Société générale	480	10	–	–	48,45
Suez Financière	360	–	15	28,40	32
Thomson-CSF	110	–	3,50	15	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 3 sept. 1990

Nombre de contrats : 45 368.

COURS	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91
Dernier	97,70	97,72	97,70
Précédent	98,36	98,36	98,34

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 90
100	0,63	1,01	2,85	3,06

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,5340 F ↓

Le dollar a clôturé en très légère hausse mardi à Tokyo s'appréciant de 0,50 yen à 144,05 yens. Cependant, à Paris, le billet vert était en baisse au cours des premiers échanges interbancaires à 5,5340 francs contre 5,31 francs à la clôture des échanges entre banques la veille et 5,3115 francs au fixing quelques heures avant la fermeture.

FRANCFORT	3 septembre	4 septembre
Dollar (en DM)	1,5830	1,5820
TOKYO	**3 septembre**	**4 septembre**
Dollar (en yens)	143,55	144,05

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (4 septembre) ...... 10 5/16 - 10 3/16%

New-York (3 septembre) ...... Clos

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	31 août	3 sept.
Valeurs françaises	80,90	78,80
Valeurs étrangères	85,60	86,20
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	464,43	455,85
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 690,17	1 644,01

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	31 août	3 sept.
Industrielles	2 614,36	clos

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	31 août	3 sept.
Industrielles	1 693,60	1 687,40
Mines d'or	197,30	198,20
Fonds d'Etat	78,33	78,49

TOKYO

	3 sept.	4 sept.
Nikkei Dow Jones	25 420,43	25 076,95
Indice général	1 945,92	1 910,38

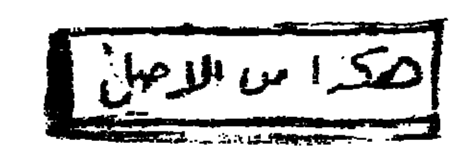
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,3040	5,3060	+ 92	+ 102	+ 187	+ 207	+ 610	+ 670
$ can.	4,5863	4,5920	– 110	– 70	– 221	– 138	– 450	– 270
Yen (100)	3,6808	3,6847	+ 57	+ 68	+ 114	+ 136	+ 341	+ 401
DM	3,3508	3,3536	+ 41	+ 62	+ 84	+ 112	+ 245	+ 312
Florin	2,9739	2,9767	+ 38	+ 51	+ 78	+ 96	+ 229	+ 278
FB (100)	16,3100	16,3262	+ 32	+ 213	+ 173	+ 410	+ 717	+ 1252
FS	4,0167	4,0212	+ 48	+ 71	+ 93	+ 123	+ 306	+ 388
L (1 000)	4,5025	4,5081	– 23	– 10	– 55	– 12	– 226	– 143
£	9,9662	9,9753	– 449	– 414	– 772	– 713	– 2008	– 1847

TAUX DES EUROMONNAIES

$E.-U.	7 7/8	8 1/8	7 7/8	8	7 15/16	8 1/16	8	8 1/8
Yen								
DM	8 3/16	8 7/16	8 1/4	8 3/8	8 3/8	8 1/2	8 3/4	8 7/8
Florin	8 1/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 7/16	8 5/8	8 3/8
F.B.(100)	8 7/8	9 1/8	9 1/16	9 5/16	9 1/16	9 5/16	9 7/16	9 11/16
F.S.	7 5/8	7 7/8	8 5/16	8 7/16	8 1/2	8 5/2	8 5/8	8 3/8
L(1000)	4	6	9 7/3	10 3/8	10 5/8	11 1/8	11 3/8	11 7/8
£	14 13/16	15 1/16	14 15/16	15 1/16	14 15/16	15 1/16	14 13/16	14 15/16
Franç.	9 15/16	10 3/16	10	10 1/8	10 1/8	10 1/4	10 1/2	10 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 4 SEPTEMBRE

Cours relevés à 14 h 29

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3760	C.N.E 3%	3740	3740	3765	+ 0 67
960	B.N.P. T.P.	980	980	990	....
1140	C.C.F. T.P.	1180	....	....	....
1100	Cr.Lyon. T.P.	1093	1093	1093	....
1760	Renault T.P.	1750	1732	1710	- 2 29
1900	Rhone Poul. T.P.	1880	1860	1860	- 1 06
1080	Saint Gobain T.P.	1100	1100	1101	+ 0 09
1100	Thomson T.P.	1140	1140	1140	....
765	ACCOR	795	780	774	- 2 84
610	Air Liquide	677	682	660	- 2 51
1400	Als.Superm.	1600	1619	1572	- 1 76
370	ALSPI	403	397	393 20	- 2 43

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
245	Cpt. Entrep.	249	249	249 40	- 0 24
1030	Compt.Mod.	1050	1050	1050	....
250	Concept S.A.	174	171 50	171 90	- 1 21
315	CPR (Paris Réc.)	355	355 10	356	+ 0 28
960	Créd. Foncier	1005	990	985	- 1 99
600	Cr Lyon.(CI)	696	680	708	+ 1 72
1000	Credit Nat.	1135	1135	1128	- 0 62
285	CSEE	287	288 50	291	+ 1 39

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
355	Lafarge	361 50	355 10	354 70	- 1 88
940	Lebon	1105	1088	1081	- 2 17
3530	Legrand	3675	3570	3560	- 3 13
2000	Legrand (DP)	2190	2180	2180	- 0 46
535	Legris Industries	586	569	566	- 3 41
800	Locabail Imm.	805	790	791	- 1 74
415	Locafrance	430	420	415 10	- 3 47
760	Locindus	761	761	761	...

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1240	Salomon Ly.	1290	1276	1251	- 3 02
380	Salvepar (Ny)	435	435	435	....
800	Sanofi	800	795	800	....
1700	S.A.T.	1703	1702	1702	- 0 06
235	Saul. Chât.	238	236	232 10	- 2 48
950	Saupiquet (Ns)	1145	1120	1100	- 3 93
730	Schneider	786	766	746	- 5 10
15	SCOA	17 50	17 85	16 90	- 3 43

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1290	Dresdner Bank	1370	1360	1360	- 0 73
72	Driefontein	67 95	66 05	66	- 2 87
185	Du Pont-Nem.	189	188	188	- 0 53
196	Eastman Kodak	213 90	213	213	- 0 42
26	East Rand	25 30	24 70	24 70	- 2 37
80	Echo Bay	73 50	73	73	- 0 68
166	Electrolux	167	165	165 10	- 1 14
970	Ericsson	1050	1030	1030	- 1 90
270	Exxon Corp.	266	267	267	+ 0 38
179	Ford Motor	185	180 50	180 50	- 2 43
62	Freegold	56 90	56	56	- 1 58
14	Gencor	13 85	13 45	13 45	- 2 89

COMPTANT (sélection)

Obligations

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Champex Ny	135 90	139
CIC (CIP)	192 50	190
C.I.M.	730	759
C.I.T.R.A.M. (B)	2170	....
Clause	525	....
Colimeg	322	....
Locatel	305	....
Louis Vuitton	700	725
Louvre	4050	3981
Lucia	1894	1885
Machines Bull	47 70	....
Mag.Uniprix	196	166 10

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
U.T.A.	2150	....
Vicat	390	381
Viniprix	1750	1790
Virax	175 80	170
Waterman	1500	....
Maroc Sté Brasserie	268	....

Hors-cote

SICAV (sélection) 3/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Epargne J.	59852 17	59852 17
Epargne Long Terme	187 23	182 22
Epargne Monde	1189 74	1157 90
Epargne Oblig.	185 49	180 53
Epargne Premiere	12392 22	12299 97
Epargne Quatre	1089 98	1060 81
Epargne-Unie	1263 83	1233
Epargne Valeurs	422 24	410 94
Epsilon	1181 46	1149 95
Eufinvest	638 99	620 38 ●
Eurocic Leaders	1006 86	977 53
Eurodyn	1125 64	1098 19
Euro Gan	6937 83	6670 80
Euroroil	26 80	26 21
Fonsicav	12209 13	12209 13
FRANCE-GAN	8780 21	8442 51
France Garantie	259 21	258 69
France Investiss.	439 69	428 97 ●
France Oblig.	450 07	445 61 ●
Francic	430 70	418 16
Francic Pierre	110 15	106 94
Francic-Régions	1231 06	1195 20
Fructi-Association	30 46	30 46
Natio-Valeurs	786 76	764 73
Nippon-Gan	5645 86	5438 71
Nord Sud Dévelop.	1277 16	1274 61
Obli-Associations	123 83	122 60
Oblicic-Mondial	2307 79	2273 68
Oblicic-Régions	1003 73	988 90
Oblig. tres cent.	151 93	149 68 ●
Oblifion	1117 11	1106 05
Oblisécurité	10973 59	10973 59 ●
Optimal	31509 07	30591 33
Oraction	1088 32	1061 78
Orvalor	6175 65	5953 40
Paribas Épargne	17707 53	17672 19
Paribas Opportunités	114 38	109 72
Paribas Patrimoine	517 89	496 78
Paribas Revenus	88 50	87 62
Patrimoine Retraite	188 98	185 25
Pervalor	632 47	614 05
Phénix Placement	283 18	274 93
Pierre Investissements	724 59	708 92
Placement A.	1189 25	1165 93 ●
Placements C.T.	7649 28	7634 01 ●
Placement J.	6159 90	6147 60 ●
Uni-Foncier	1361 83	1328 61
Unifrance	549 54	536 14
Uni-Garantie	1304 57	1281 50
Uni Régions	1479 42	1443 34
Univence	2404 26	2345 62
Univer.	205	205
Univers Actions	1225 37	1195 48
Univers-Obligation	1632 90	1593 07
Valorem	511 14	498 67
Valorg.	1780 31	1778 53
Valreal	45601 86	45579 07
Vauban	24686 09	24661 40

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 4/9	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 311	5 282	5 100	5 650
Ecu	6 941	6 939	....	....
Allemagne (100 dm)	335 320	335 190	324 500	345 500
Belgique (100 F)	16 326	16 314	15 750	16 850
Pays-Bas (100 fl)	297 650	297 390	287 500	307 500
Italie (1000 lires)	4 509	4 499	4 250	4 750
Danemark (100 krd)	87 600	87 540	83	91
Gde-Bretagne (1 L)	9 948	9 929	9 800	10 400
Grèce (100 drachmes)	3 390	3 385	4 050	4 050
Suisse (100 f)	403 200	402 280	389	414
Suède (100 krs)	91 460	91 200	86 500	94 500
Norvège (100 k)	86 850	86 680	82	90
Autriche (100 sch)	47 685	47 645	46 100	49 200
Espagne (100 pes)	5 375	5 385	5 160	5 750
Portugal (100 esc)	3 797	3 783	3 600	4 300
Canada (1 $ can)	4 601	4 573	4 420	4 820
Japon (100 yens)	3 693	3 666	3 660	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 4/9
Or fin (kilo en barre)	66300	65750
Or fin (en lingot)	66750	65750
Napoléon (20f)	407	411
Pièce Fr (10 f)	390	.....
Pièce Suisse (20 f)	476	477
Pièce Latine (20 f)	385	381
Souverain	494	487
Pièce 20 dollars	2380	2325
Pièce 10 dollars	1360	1350
Pièce 5 dollars	825	.....
Pièce 50 pesos	2520	2525
Pièce 10 florins	402	400

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

Dans un discours à Vladivostok

M. Chevardnadze appelle à la création de structures régionales de négociations en Asie-Pacifique

Dans un discours prononcé mardi 4 septembre à Vladivostok, M. Chevardnadze a souligné le besoin de créer des structures régionales de négociations dans la zone Asie-Pacifique, confirmant notamment sa proposition de réunir prochainement les ministres des affaires étrangères de la région aux Nations unies.

Ces derniers *« pourraient tenir une série de consultations sur les problèmes régionaux »* en marge de la prochaine session de l'Assemblée générale de l'ONU, a dit le chef de la diplomatie soviétique. Cette réunion pourrait aboutir à une rencontre au sommet qui regrouperait *« une série de pays qui ont d'importantes capacités militaires »* et serait ouverte à d'autres pays en tant qu'observateurs. A cet effet, il a *« invité les ministres des affaires étrangères de tous les pays asiatiques prêts à accepter son offre à venir à Vladivostok à l'automne 1993 »*.

Dans son discours consacré à la politique asiatique de l'URSS depuis dix ans, M. Chevardnadze a insisté sur le potentiel de son pays en matière d'intégration entre l'Europe et l'Asie, en raison de *« la situation géographique unique de l'URSS »*. Rappelant que l'URSS a réduit de 200 000 hommes ses troupes stationnées sur ses frontières asiatiques, M. Chevardnadze a réaffirmé *« l'intention de l'URSS de retirer dans un avenir proche ses troupes stationnées hors de ses frontières en Asie. L'URSS est prête à lancer un dialogue sur les problèmes militaires et sur des mesures de confiance avec tous les pays d'Asie et du Pacifique »*.

Cette question sera *« soulignée de façon appropriée au cours des prochaines discussions soviéto-japonaises »*, a poursuivi le ministre soviétique, qui était attendu dans la soirée à Tokyo.

Evoquant la situation au Cambodge, il s'est déclaré *« encouragé par les déclarations de M. Hun Sen, du prince Sihanouk, des leaders du Vietnam et d'autres pays qui ont approuvé l'accord cadre sur le règlement de la question cambodgienne »* récemment adopté par le Conseil de sécurité de l'ONU.

M. Chevardnadze avait effectué dimanche et lundi une visite à Pyongyang qu'il a écourtée de quelques heures, n'y ayant pas rencontré M. Kim Il-sung. Regrettant *« le niveau élevé de confrontation militaire, particulièrement dans la péninsule coréenne »*, il a souligné que l'URSS était *« prête à chercher tout particulièrement des* « méthodes asiatiques » *pour régler les problèmes de sécurité et de coopération dans la région »*. – *(AFP.)*

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 4 septembre 1990 a été tiré à 566 928 exemplaires.

Accompagné de « plusieurs centaines de militants »

M. Ben Bella rentrera à Alger le 27 septembre

M. Ahmed Ben Bella regagnera par bateau Alger le 27 septembre vers 13 heures en provenance de Barcelone, a annoncé, lundi 3 septembre, à Genève, M. Mohammed Lebjaoui, un proche de l'ancien président. Le retour se fera sur *le Hoggar*, un navire des lignes régulières algériennes.

M. Ben Bella sera accompagné de sa famille et de *« plusieurs centaines de militants algériens »*, dont une partie viendra se joindre à lui à Barcelone depuis l'Algérie, en plus de militants algériens vivant en Europe, a indiqué M. Lebjaoui lors d'une conférence de presse. *« Le peuple algérien attend ce retour avec beaucoup d'espérance. Ce sera une journée de liesse sur l'ensemble du territoire algérien »*, a-t-il estimé.

M. Lebjaoui n'a donné aucune précision sur les raisons qui ont poussé l'ancien président à repousser la date de son retour, initialement prévu début septembre. Il a ajouté que deux comités avaient été créés en vue du retour de M. Ben Bella, l'un national, présidé par l'ancien président de l'Assemblée nationale algérienne, M. Hadj Benalla, et composé de vingt-huit personnalités algériennes, l'autre international, présidé par lui-même et comprenant diverses personnalités européennes. – *(AFP.)*

YOUGOSLAVIE

La grève générale a été massivement suivie par les Albanais du Kosovo

BELGRADE

de notre correspondante

L'ordre de grève générale lancé par l'Union des syndicats indépendants du Kosovo a été suivi, lundi 3 septembre, par la quasi-totalité des salariés albanais malgré les menaces des autorités serbes de renvoyer sur-le-champ tous les grévistes et d'apposer les scellés sur tout local privé qui serait fermé pendant la grève.

C'est pacifiquement que les Albanais du Kosovo – qui représentent 90 % de la population de la région – avaient décidé de protester contre la reprise du contrôle de cette province autonome en juillet dernier par les autorités serbes. Afin d'éviter tout affrontement avec les forces de l'ordre, les grévistes ont renoncé à manifester dans les rues et sont restés chez eux. Ils ont été soutenus par le reste de la population de souche albanaise qui, pendant toute la journée du lundi, a déserté les rues habituellement bondées des principales villes du Kosovo.

Bien que cette grève politique ait été très suivie, les autorités serbes considèrent qu'elle a échoué puisqu'elle n'a pas entraîné la paralysie totale de la région. En effet, tout avait été prévu pour pallier cette cessation de travail. Des travailleurs venus de Serbie étaient là pour remplacer les grévistes dans les secteurs vitaux de la région et les magasins d'Etat avaient été particulièrement bien approvisionnés ces derniers jours.

A Zagreb, la grande majorité des partis politiques de Croatie se sont rassemblés lundi en signe de solidarité avec les Albanais du Kosovo.

Pour l'instant, aucun nouvel avis de grève n'a été lancé mais le climat reste très tendu dans cette région. Toutefois, les autorités fédérales viennent d'annoncer que le tribunal constitutionnel se prononcera mercredi 5 septembre sur la constitutionnalité de la dissolution du Parlement et du gouvernement du Kosovo par les autorités de Serbie.

FLORENCE HARTMANN

□ **Visite du président Iliescu en Yougoslavie.** – Le président roumain Ion Iliescu est arrivé lundi 3 septembre en Yougoslavie pour sa première visite officielle dans un pays étranger depuis son élection en mai dernier. Dans une déclaration avant son départ, il a indiqué que ses entretiens avec les dirigeants yougoslaves seraient centrés sur les relations économiques. – *(Reuter.)*

□ **Six Français sortis d'Irak sont arrivés à Paris mardi matin.** – Six femmes et enfants français qui avaient pu sortir d'Irak lundi 3 septembre et s'étaient rendus à Amman sont arrivés à Paris mardi matin, a-t-on appris au ministère des affaires étrangères. Deux d'entre eux avaient gagné Amman par la route et quatre autres par voie aérienne, a précisé le porte-parole du Quai d'Orsay. Au total, trente-trois femmes et enfants français sur les deux cents environ se trouvant à Koweït et en Irak, selon *« un pointage aussi pointu que possible »*, auront ainsi pu quitter l'Irak. – *(AFP.)*

En Franche-Comté

Deux conseillers régionaux quittent le FN

Après avoir exprimé leur désaccord avec M. Jean-Marie Le Pen sur la crise du Golfe, deux conseillers régionaux du Front national de Franche-Comté, MM. René Mars et Pascal Martin, ont annoncé, mardi 4 septembre à Besançon, leur démission du parti d'extrême droite. A l'occasion de la récente université d'été du FN à Tours (Indre-et-Loire), M. Mars, qui est cinquième vice-président de l'assemblée régionale, avait déjà manifesté son opposition au président de sa formation, en apportant son soutien *« sans réserve »* aux Etats-Unis et en rendant hommage *« au combat légitime d'Israël pour sa survie »*.

Il avait été soutenu par M. Martin mais vivement contesté par le troisième membre FN du conseil régional, M. Gilles Moriconi. Interrogé par *le Monde* à Tours, M. Carl Lang, secrétaire général du parti, s'était prononcé pour une rupture avec les deux élus régionaux contestataires. En septembre 1989, M. Mars avait déjà menacé de donner sa démission à la suite des insultes proférées par Claude Autant-Lara à l'encontre de Mme Simone Veil. Sur les quatre conseillers régionaux élus en 1986 sur la liste d'extrême droite, trois ont quitté le groupe FN. Outre MM. Mars et Martin, M. Hervé Lavenir avait rompu quelques mois après la consultation.

L'accord Carat-Eurocom dans l'achat d'espaces publicitaires

M. Bérégovoy tempère l'avis négatif du Conseil de la concurrence

Le ministre des finances a décidé, en suivant globalement l'avis négatif du Conseil de la concurrence, de ne pas autoriser le regroupement des achats d'espaces publicitaires en France entre les deux groupes leaders du secteur, Carat et Eurocom. M. Bérégovoy tempère toutefois cette décision en autorisant des actions communes dans des cas précis de campagnes internationales.

Rumeurs, contre-rumeurs, hésitations : c'est à la dernière minute que le ministre de l'économie et des finances a rendu un avis très attendu sur la concentration dans le secteur de l'achat d'espaces publicitaire (*le Monde* du 13 juillet). M. Bérégovoy avait jusqu'au 5 septembre pour accepter ou refuser la fusion des activités entre deux des principaux acteurs du marché, les groupes Carat et Eurocom (ce dernier est une filiale d'Havas).

En octobre 1989, ces deux groupes s'étaient rapprochés au sein du holding anglais Aegis (l'ex-WCRS), dont ils sont les principaux actionnaires. Et ils ont déjà coordonné leurs activités à l'étranger. Carat est par exemple le premier acheteur d'espaces en RFA, en Espagne, en Italie, le second en Grande-Bretagne, et sur un total de 20 milliards de francs de chiffre d'affaires, la société de MM. Gilbert et Francis Gross en réalise 11 milliards hors de l'Hexagone. Mais les deux groupes voulaient aller plus loin, et regrouper leurs activités en France.

C'est là que le bât blessait. En effet, Carat (avec selon ses propres estimations 22 % du marché) et Eurocom (avec plus de 15 %) auraient formé ensemble un mastodonte distançant largement ses deux concurrents, les centrales PMS (liée à Publicis) et The Media Partnership, avec chacun plus de 10 % du marché français.

Cette position sur l'ensemble du marché publicitaire (estimé à 41 milliards de francs) aurait été encore plus prépondérante dans certains secteurs, notamment la radio et la télévision. En ajoutant à Carat l'activité d'Eurocom à travers ses centrales Médiapolis, Concerto Média et Afficonseil, l'ensemble aurait détenu les cordons de la bourse de l'audiovisuel français.

C'est cette menace qui a entraîné le Conseil supérieur de l'audiovisuel, consulté, à émettre des réserves sur un tel accord. Le Conseil de la concurrence, saisi par M. Bérégovoy, a également mis en valeur les dangers résultant de cette concentration dans un secteur où la transparence, malgré plusieurs efforts de moralisation, n'est toujours pas de règle. Soulignant que le nouveau groupe détiendrait sur le marché *« une position très importante de nature à lui permettre d'exercer une influence sur certains supports de publicité »*, l'avis du Conseil de la concurrence proposait d'interdire tout rapprochement en France entre Carat et Eurocom.

Contrebalancer l'influence américaine

Le gouvernement, après de longues discussions avec les parties concernées, a adopté ce principe : il n'y aura pas fusion, ni achats communs en France en général. Mais il a laissé une porte ouverte à une coopération possible pour tenir compte des demandes d'Havas et de Carat, qui plaidaient le regroupement des forces françaises pour contrebalancer l'influence américaine dans la publicité européenne.

Seront donc autorisés les achats d'espaces communs aux deux groupes dans des cas précis, ceux de campagnes internationales sur des supports offrant une vente commune dans plusieurs pays. Cette double condition posée restreint dans l'immédiat la portée de cette ouverture, mais la situation pourrait évoluer dans les prochaines années.

Dans l'immédiat, les deux groupes demandeurs obtiennent satisfaction sur deux points : leur concentration financière est avalisée, leur action commune en Europe aussi. En France, c'est dans l'application concrète de cette décision qu'on jugera de l'ouverture pratiquée par M. Bérégovoy. Les polémiques ne sont sans doute pas éteintes.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

EN BREF

□ **Le maire de Marseille assigne *l'Evénement du jeudi* en diffamation.** – M. Robert Vigouroux, sénateur (app. PS) et maire de Marseille, a assigné en diffamation, à jour fixe, M. Jean-François Kahn, directeur de la publication de l'hebdomadaire *L'Evénement du jeudi*. L'affaire sera plaidée le 10 octobre devant le tribunal de grande instance de Marseille. La plainte de M. Vigouroux se rapporte à un article paru dans *L'Evénement du jeudi* en date du 9 août dernier intitulé « Marseille : Y a-t-il encore un pilote dans l'avion municipal ? ». Elle vise, plus particulièrement, un passage de cet article mettant en cause la vie privée du maire de Marseille. – *(Corresp.)*

□ **Arrestation du meurtrier présumé d'un policier.** – Le meurtrier présumé du policer tué par balles, lundi 3 septembre vers 2 h 30 (*le Monde* du 4 septembre), devant une discothèque de Melun (Seine-et-Marne), a été arrêté le jour même, en fin d'apès-midi. L'homme, dont l'identité n'a pas été révélée, aurait avoué son crime et devait être déféré au parquet mardi 4 septembre.

□ **Grève à *Nice-Matin*.** – A la suite d'un arrêt de travail décidé par une partie des services techniques, le quotidien *Nice-Matin* n'a pas paru le mardi 4 septembre. Cet arrêt de travail fait suite à un conflit opposant la direction du journal aux typomonteurs. Ceux-ci réclament des assurances sur le maintien de *« certaines tâches techniques aux services techniques »*, en particulier la mise en page électronique, dont ils redoutent qu'elle soit prochainement confiée à la rédaction. Soutenus par le Syndicat du Livre CGT, ils ont demandé à être reçu, mardi 5 septembre, par le PDG de *Nice-Matin*, M. Michel Bavastro.

□ **M. Calvet (Peugeot SA) hostile à une nouvelle limitation de la vitesse.** – M. Jacques Calvet, président de PSA (Peugeot et Citroën), a estimé lundi qu' *« il y aurait sûrement une formidable réaction négative de la part de l'ensemble des conducteurs »* en cas de nouvelle limitation de vitesse des automobiles. Interrogé sur FR 3, M. Calvet a souligné que les conducteurs *« ne comprendraient véritablement pas pourquoi on les force à aller à des allures très faibles avec les risques que cela peut comporter sans nécessité impérieuse »*. Le secrétaire d'Etat chargé des transports, M. Georges Sarre, avait déclaré auparavant sur Europe 1 que le gouvernement n'a encore pris *« aucune décision »* concernant les limitations de vitesse, qui en sont encore *« au stade des études »*, dans le cadre d'un plan général d'économies d'énergie...

هكذا من الأصل